SAÏD SADI

AMIROUCHE

Une vie deux morts un testament



AMIROUCHE

UNE VIE

DEUX MORTS

UN TESTAMENT

Histoire et Perspectives Méditerranéennes

Collection dirigée par Jean-Paul Chagnollaud

Dans le cadre de cette collection, créée en 1985, les Éditions L'Harmattan se proposent de publier un ensemble de travaux concernant le monde méditerranéen des origines à nos jours.

Déjà parus

Mahmoud-Hamdane LARFAOUI, *L'occupation italienne de la Libye. 1882-1911*, 2010.

Pierre PINTA, *Sebha, ville pionnière au cœur du Sahara libyen*, 2010.

Roxanne D. MARCOTTE, *Un Islam, des Islams ?*, 2010.

Stéphane PAPI, *L'influence juridique islamique au Maghreb*, 2009.

E. AKÇALI, *Chypre : un enjeu géopolitique actuel*, 2009.

L. ABDELMALKI, K. BOUNEMRA BEN SOLTANE, M. SADNI-JALLAB, *Le Maghreb face aux défis de l'ouverture en Méditerranée*, 2009.

H. BEN HAMOUDA, N. OULMANE, R. SANDRETTO (dir.), *Emergence en Méditerranée : attractivité, investissements internationaux et délocalisations*, 2009.

Mohamed SAADI, *Le difficile chemin des droits de l'homme au Maroc*, 2009.

Moncef OUANNES, *Militaires, Elites et Modernisation dans la Libye contemporaine*, 2009.

Ramon VERRIER, *Introduction à la pensée économique de l'Islam du XIIIe au XVe siècle*, 2009.

Mohammed MOUAQIT, *L'idéal égalitaire féminin à l'œuvre au Maroc*, 2009.

Naaman KESSOUS, Christine MARGERRISON, Andy STAFFORD, Guy DUGAS (dir.), *Algérie : vers le cinquantenaire de l'Indépendance. Regards critiques*, 2009.

Philippe GAILLARD, *L'Alliance. La guerre d'Algérie du général Bellounis (1957-1958)*, 2009.

Jean LÉVÊQUE, *Une reddition en Algérie 1845*, 2009.

Chihab Mohammed HIMEUR, *Le paradoxe de l'islamisation et de la sécularisation dans le Maroc contemporain*, 2008.

Najib MOUHTADI, *Pouvoir et communication au Maroc. Monarchie, médias et acteurs politiques (1956-1999)*, 2008.

Ahmed KHANEBOUBI, *Les institutions gouvernementales sous les Mérinides* (1258-1465), 2008.

Yamina BENMAYOUF, *Renouvellement social, renouvellement langagier dans l'Algérie d'aujourd'hui*, 2008.

Marcel BAUDIN *Hommes voilés et femmes libres : les Touareg*, 2008.

Belaïd ABANE, *L'Algérie en guerre. Abane Ramdane et les fusils de la rébellion*, 2008.

Rabah NABLI, *Les entrepreneurs tunisiens*, 2008.

Jilali CHABIH, *Les finances de l'Etat au Maroc*, 2007.

Saïd Sadi

Amirouche

UNE VIE

DEUX MORTS

UN TESTAMENT

Une histoire algérienne

L'Harmattan

Du même auteur

Le R.C.D. à cœur ouvert. Entretiens, Éditions Parenthèses, 1990
Askuti. Roman, Imedyazen, 1983, réédition aux éditions ASALU, 1991
Algérie, l'échec recommencé ? Essai, Éditions Parenthèses, 1991
Culture et démocratie. Recueil, Éditions Parenthèses, 1991
Algérie : l'heure de vérité. Récit, Flammarion, 1996

5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

http://www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-12450-9
EAN : 9782296124509

À Nordine Aït Hamouda,
dont la douleur a accouché
d'une colère qui a éclairé
des zones obscures de notre Histoire.

Pour Djoher et les enfants,
toujours dignes dans une vie qui
ne m'a pas souvent laissé
le temps de leur dire mon affection.

Illa walbɛaḍ illa ulac-it
Illa walbɛaḍ ulac-it illa

Il y a le présent absent
Il y a l'absent présent

Proverbe kabyle

Mes remerciements particuliers vont à :

ADJAOUD Rachid,
AÏT OUABDESLAM Ouamar,
ALI YAHIA Abdenour,
AMIROUCHE Hamou,
AMOKRANE Abdelhafid,
ATTOUMI Djoudi,
AYADI Belaïd, dit Laïd,
AZZI Abdelmadjid,
BEN MAALEM Hocine,
BOUZEGHOUB Mohamed Tahar,
CHELOUFI Mustapha,
DJOUADI Abdelhamid,
GOUDJIL Salah,
HOUMA Abdelmadjid,
IBRAHIM Djaafar, dit Si Saadi,
IHADDADENE Abdelkader,
LAÏCHOUR Slimane,
NAÏT BOUDA Hocine,
OUBOUZAR Ali,
SAADI Salih,
SEBKHI Mohand,
ZERARI Rabah, dit Azzedine.

AVERTISSEMENT

Ce livre était en gestation depuis plus de quarante ans. Il est le résultat de plusieurs dizaines de témoignages recueillis auprès d'acteurs ou d'observateurs qui ont combattu avec Amirouche, vécu à ses côtés ou suivi son parcours. L'apport de chacun a été important pour moi dans la découverte d'un homme qui a dédié sa vie à la lutte sans trop se soucier de ce qui pouvait être dit ou écrit sur lui. Qu'ils trouvent tous ici l'expression de ma profonde gratitude.

Je n'ai cependant mentionné qu'une vingtaine d'intervenants. D'une part, le volume de l'ouvrage ne permettait pas de retenir toutes les narrations ; d'autre part, je n'ai voulu garder que les témoignages de personnes vivantes ; s'agissant de propos ayant une incidence politique ou historique importante venant de combattants disparus, j'ai conservé uniquement ceux qui ont été tenus devant une assistance suffisamment nombreuse pour en établir aisément la véracité. Le reste des informations a été puisé dans des documents, dont certains sont inédits. Leur reproduction est intégrale, c'est-à-dire qu'elle garde leurs éventuelles imperfections.

Les lieux figurant dans ce récit portent le nom qu'ils avaient à l'époque des faits.

Enfin, les citations en amazigh sont transcrites dans le système international.

1

MAIN BASSE SUR L'HISTOIRE

« Il [Amirouche] se défendit longtemps au bas d'une falaise
et fut tué à la grenade.
Pour lui, il reste à tuer la légende
dont il était entouré.»

Dépêche AFP, 30 mars 1959

Il faut connaître la vie et la mort du colonel Amirouche ainsi que le sort réservé à ses restes pour mieux comprendre la réussite de l'insurrection du 1er novembre 1954 et l'échec de l'Algérie d'aujourd'hui. Légende vivante pendant le conflit, il fut tué avec son collègue, le colonel Haoues, le 28 mars 1959, par une armada déployée par le général Massu, informé de son déplacement vers la Tunisie. Il s'y rendait pour exiger la dissolution de l'armée des frontières de Boumediene et des services secrets de Boussouf qui préparaient déjà l'après-guerre. Le pays venait de basculer dans un abîme où il macère toujours. Soucieuse de ne pas laisser trace d'une sépulture qui ne manquerait pas de devenir un lieu de pèlerinage, les troupes françaises enterrèrent secrètement les deux colonels. Boumediene fit déterrer clandestinement leurs ossements deux ans après l'indépendance pour les faire disparaître. A jamais, pensait-il. Cette abomination est à la fois le symptôme et la maladie qui minent un pays où la confiscation et la falsification de la guerre de libération font office de bilan et de projet politique. A ce jour, les interpellations adressées au pouvoir d'Alger sur ce sujet, dans les médias ou à l'Assemblée nationale, n'ont reçu aucune réponse. La relation maffieuse qui fonde le système qui sévit depuis 1962

transcende les clivages claniques qui déchirent épisodiquement les parrains. Et pourtant…

La séquestration des restes des colonels Amirouche et Haoues sera probablement l'un des traumatismes subis par le pays qui mettra le plus de temps à cicatriser, quand l'Algérie pourra enfin parler à sa conscience. Le silence des élites qui accompagna la découverte de ce qu'il faut bien appeler une forfaiture annonçait la dérive morale et le naufrage intellectuel dans lesquels se débat la nation, un demi-siècle après son indépendance.

Faut-il dire l'indicible ? Oui. Quels qu'en puissent être les désagréments conjoncturels qui s'ensuivent.

La censure, la désinformation ou même la peur sincère de la vérité, motivée par le souci de ne pas réveiller une histoire tourmentée et complexe, ont conduit l'Algérien à la méconnaissance, au reniement puis à la haine de soi. Cette schizophrénie a ouvert la voie aux bonimenteurs de la mémoire, eux-mêmes précurseurs des escrocs politiques qui ont façonné un passé à la convenance des appétits et des humeurs de despotes parasitant l'honneur et le destin de la nation.

Une épreuve dont on a identifié les causes est à moitié dépassée ; le refoulement génère toujours des rebondissements qui surgissent au moment où l'on s'y attend le moins et qui se manifestent de la pire des manières. C'est parce que l'Algérie, sans bornes ni boussole, a trop triché avec son passé que son histoire la hante. Quand un pouvoir use de la falsification du patrimoine symbolique pour se légitimer, c'est qu'il a délibérément et définitivement fait le choix du pire. Les assassinats politiques, les fraudes électorales ou les détournements de la ressource nationale sont des traductions, au sens génétique du terme, d'une tare originelle que seule une mutation à la mesure de l'aberration pourrait corriger.

On a avancé que la violence d'une colonisation de peuplement, ayant pulvérisé repères et normes communautaires, a substitué l'affrontement au débat. Soit. Mais il se trouve que ceux qui greffent leur impudeur sur cette séquelle dans un pays indépendant se posent comme les adversaires les plus distingués du colonialisme, eux qui, en vérité, en sont la reproduction la plus pitoyable.

On a aussi affirmé qu'il est fréquent de voir, dans tout le Tiers-Monde, des responsables protéger leur pouvoir par l'assassinat. Il ne s'agit pas de justifier ces crimes mais du moins est-il possible, en certaines occasions,

d'en deviner la cohérence. Or, dans le cas du hold-up des ossements d'Amirouche et de Haoues, il n'y avait pas de menace sur le « trône ». Nous sommes bien face à la monstruosité absolue.

Il y a eu dans cette sombre affaire une synergie du Mal.

Affichant une singulière symétrie dans leurs attaques, les armées française et algérienne ont fait preuve d'une remarquable complémentarité, au point de conforter, dès 1962, l'information qui veut que l'ennemi n'a atteint les deux colonels que par l'imprudence, voire la complicité de ceux qui étaient chargés de les guider à partir de Tunis.

En effet, pendant toute la guerre et jusqu'à la mort du colonel de la wilaya III, les forces coloniales, banalisant exécutions sommaires et tortures et déversant leur napalm sur les villages et les forêts, n'ont eu de cesse de marteler que, le jour où elles neutraliseraient « le sanguinaire Amirouche », le conflit qui embrasait l'Algérie prendrait fin ou, du moins, verrait son dénouement se rapprocher considérablement.

Prenant le relais après l'indépendance, l'armée algérienne, c'est-à-dire l'armée des frontières ou, pour être encore plus précis, la Sécurité militaire – et donc Boumediene et son *makhzen* – qui a également construit son pouvoir sur les assassinats, la censure, les fraudes électorales et la corruption s'attellera à l'une des entreprises de désinformation post-indépendance les plus cyniques en s'acharnant à construire la contre-légende Amirouche : islamiste avant l'heure, paranoïaque sanguinaire, anti-intellectuel, arrogant, rien ne fut épargné au colonel de la wilaya III.

Le déferlement de rumeurs, d'allusions et de polémiques plus ou moins orchestrées ne parvenant toujours pas à occulter la vénération que vouaient à Amirouche ses hommes et plus généralement la population, Boumediene, digne héritier de Boussouf, recourut à la solution radicale : la mort symbolique. Il fit déterrer clandestinement ses restes pour les séquestrer dans la cave de l'Etat major de la gendarmerie nationale où ils restèrent jusqu'à sa propre disparition. Privé de vie par l'armée coloniale, Amirouche était interdit de mort par Boumediene.

Quand des apparatchiks daignent aborder ce scandale d'Etat, ils invoquent le complexe d'un Boumediene qui, n'ayant jamais fait le maquis, ne pouvait supporter la célébration d'un officier adulé de son vivant et dont la réputation avait été forgée dans l'épreuve qui avait frappé son peuple.

Au regard de notre avenir collectif, le problème n'est plus de juger l'homme qui a fauté mais de trouver le courage moral de répondre à la

question de savoir pourquoi, hormis des amis de la famille du martyr, pas un politique, pas un homme de religion, pas un artiste, pas un universitaire n'a osé, à ce jour, se prononcer sur ce qui relève du crime contre l'Homme. Il ne s'agit donc pas, pour l'intellectuel, de compatir avec ceux que l'horreur a frappés dans leur sang, mais de contribuer en tant que témoin privilégié à racheter notre dignité collective.

Les élites algériennes devront se résoudre à assumer, si toutefois elles veulent donner une chance à leur pays de le dépasser un jour, le déshonneur qui nous habite tous peu ou prou et qui fut à l'origine de la deuxième mort du plus emblématique des colonels de l'ALN.

En février 2010, je lis, de la plume d'un certain B. Amar un article apologétique intitulé « Un bâtisseur nommé Boumediene »[1] . Il déplore le fait que, depuis sa mort, le nom de Boumediene ne soit pas assez cité. Plus loin, l'auteur ajoute que l'homme du 19 juin a redonné du panache aux Algériens, précisant que « la fierté du peuple algérien, c'est de voir ses élites intellectuelles respectées, ses héros réhabilités, son histoire écrite avec intégrité, sa presse libre et responsable, ses partis désintéressés portant des programmes créatifs. » Toutes choses que Boumediene a consciencieusement et férocement combattues.

La confusion et la violence ont perverti la performance intellectuelle algérienne. En l'occurrence, la démission est moins préoccupante que l'empressement à se vassaliser.

Pourquoi cette aphasie ou, plus grave, un tel consentement à la soumission ?

Quand Taos Amrouche[2] vint avec ses chants berbères de Kabylie à Alger en 1969, à l'occasion du Festival panafricain, elle se heurta à la censure oblique mais obstinée de Boumediene. J'avais essayé de soulager sa déception en lui organisant un gala à la cité universitaire de Ben Aknoun où nous animions le « Cercle de culture berbère ». Tous ceux qui se pâmaient devant ses chants à Paris se défilèrent au moment où, à Alger, elle les appelait pour l'aider à comprendre et si possible à dépasser le sectarisme qui l'excluait d'une manifestation prétendant réhabiliter la culture africaine. Je me rappellerai toujours les propos désabusés qu'elle lâcha dans l'appartement de sa cousine, rue Horace Vernet : « Tu sais, mon frère, du

---

[1] *Le Soir d'Algérie*, 17 février 2010.

[2] Cantatrice kabyle de confession chrétienne, sœur du célèbre poète et essayiste Jean Amrouche.

courage il y en a eu une telle consommation pendant la guerre qu'il ne doit plus en rester beaucoup chez nous. »

Et pourtant, près de nous, les choses évoluent, y compris dans des pays ayant connu des systèmes similaires au nôtre. Lors de l'ouverture du congrès de son parti, j'ai entendu en 2006 Mahdjoubi Aherdane, président du Mouvement populaire, faire état, devant toute la classe politique marocaine, de la responsabilité directe de Mehdi Ben Barka – icône nationaliste s'il en est et qui fut à son tour victime de la violence politique – dans l'assassinat de Abbas Messadi, dirigeant de l'Armée de libération, qui gênait son ascension au lendemain de l'indépendance.

J'ai pu acheter à Rabat tous les livres de la famille Oufkir et ceux des détenus de Tazmamart relatant l'enfer que leur avait fait subir Hassan II.

La déstalinisation a eu lieu, le castrisme est en voie de décongélation, le procès des Khmers rouges est en cours, un peu partout dans le monde des vérités historiques émergent, s'affinent et se confortent ; syndrome de Stockholm algérien, le boumédiénisme continue de sévir.

À ce jour, il est exceptionnel de trouver un article critique sur la stratégie de confiscation du destin algérien décidée et menée par le clan Boussouf.

À chaque fois que j'ai eu à introduire un débat sur la responsabilité du tandem Boussouf-Boumediene dans l'impasse qui paralyse et ensanglante le pays, j'ai rencontré des yeux qui se baissaient ou entendu d'aimables recommandations m'invitant à ne pas réveiller les morts. Quand on essaie de faire valoir l'idée que les drames de notre histoire doivent être discutés, non pas pour assouvir une quelconque vengeance, mais parce que le débat public, servant de catharsis, peut contribuer à prémunir le pays contre de nouveaux malheurs, les thuriféraires prêts à s'enflammer sur d'autres excès expliquent sentencieusement qu'en ce qui concerne les agissements de Boumediene, « c'est de la politique. »

Cette séquestration n'a pas d'équivalent. Comme toutes les guerres révolutionnaires, l'insurrection algérienne a eu sa part de tragédies et de méprises. De l'assassinat d'Abane aux exécutions des colonels des Aurès en passant par la bleuïte et l'embuscade de Sakamoudi, il y eut des fautes, des erreurs et de nombreux conflits politiques auraient pu connaître une issue plus sereine, si la brutalité qui continue de caractériser la vie publique avait pu être canalisée dans des espaces de médiation réguliers.

Mais comment demeurer silencieux devant un tel viol moral, qui, de surcroît, est commis par le premier responsable d'un pays et s'étonner ou se plaindre qu'une génération plus tard, des hommes éventrent des femmes enceintes au motif qu'elles n'appartiennent pas à leur secte ?

Quand Nordine Aït Hamouda, le fils du colonel Amirouche, m'informa en 1983 des conditions dans lesquelles avaient été camouflés pendant vingt ans les restes de son père et ceux de son camarade Haoues, j'avoue avoir eu le réflexe de l'avertir sur une possible manipulation politique. Chadli en effet, qui avait succédé à Boumediene, s'adonnait alors à un jeu de quilles dans le sérail et les barons ayant servi son prédécesseur tombaient les uns après les autres. La nouvelle était à ce point invraisemblable que l'idée d'une manœuvre destinée à éliminer un homme et son clan en les chargeant d'une tare indélébile pour justifier la disqualification de leur règne s'imposa à moi, comme à nombre de camarades dans l'opposition.

Ceci, en dépit de notre connaissance du pedigree du régime. L'enlèvement de Boudiaf au lendemain de l'indépendance et, plus tard, l'assassinat d'hommes tels que Mohamed Khider ou Krim Belkacem nous avaient instruits sur les mœurs qui inspirent et régissent l'exercice du pouvoir dans le système FLN. Nous-mêmes avions eu à découvrir à nos dépens le sort que pouvait réserver le pouvoir algérien à tout citoyen désirant se faire entendre dans son pays, fût-ce de façon pacifique. Nous avions connu les tortures, les emprisonnements, les retraits de passeports ou les licenciements arbitraires qui n'épargnaient pas même nos proches. Pour horribles qu'ils fussent, ces abus n'avaient pas suffi à nous aviser du fait que l'on puisse s'autoriser à néantiser des morts. Et quels morts !

« C'est un peu comme si la France avait séquestré Jean Moulin », me confiera François Léotard en 2007. On imagine pourtant bien qu'il avait eu, en tant que ministre de la Défense française, l'occasion d'accéder à des dossiers plus ou moins sulfureux.

Quand il a fallu se rendre à l'évidence et admettre que le sacrilège avait été bel et bien commis, je me rappelle ce que j'ai dit à Nordine Aït Hamouda : « Un peuple dont les élites applaudissent un homme qui s'abîme dans de telles ignominies passera par de terribles épreuves avant d'avoir le droit de réintégrer l'humanité. Désormais, nous voilà avertis, plus rien ne devra nous surprendre. »

L'invitation - jusqu'à présent vaine - à une lecture lucide et adulte des coups de force qui ont structuré le système algérien connaît des évitements sur d'autres registres, tout aussi handicapants pour la rénovation politique

du pays. La question kabyle qui sous-tend le destin d'Amirouche et de beaucoup d'autres dirigeants algériens fait partie de ces tabous.

Je rappelle dans le récit qui va suivre comment Ben Bella a alerté, après le Congrès de la Soummam, Fathi Dib, responsable des services spéciaux égyptiens, sur le risque que ferait peser sur la Révolution algérienne la rencontre du 20 août 1956 dès lors qu'elle était décidée par « deux acteurs kabyles » (Abane et Krim). Je signale aussi qu'Ali Kafi a décrété, après leur mort et dans l'indifférence générale, que les trois dangers de l'Algérie avaient pour noms Abane, Krim et Amirouche[3]. Les convictions et les parcours différents, voire les antagonismes qui ont marqué à certaines périodes les relations de ces dirigeants n'ont pas suffi à atténuer la hantise suscitée par leur origine commune.

Les deux hommes, dont l'un a joué le rôle d'indicateur d'un service de renseignements étranger en pleine guerre et l'autre celui de hussard de la géhenne nationale, ont tous les deux désigné des compatriotes de premier plan à l'élimination physique ou l'infamie.

Malgré de telles fautes, certaines de nos élites estimeront que le problème n'est pas dans ce que deux responsables qui se sont laissé aller à des conduites aussi coupables aient fini par exercer des fonctions de chef d'État ; non, pour nos intellectuels organiques, le préjudice causé au pays serait dans ce que l'auteur de ces lignes, homme politique originaire de Kabylie, ose évoquer des travers impliquant des dirigeants extérieurs à sa région.

Ne pas traiter d'une information sensible dérangeant l'un ou l'autre des clans, occulter la vérité historique ou la livrer aux mises en scène de cour serait sans impact pour la conscience nationale et sans incidence sur la cohésion du pays.

Au lieu de prendre la mesure des conséquences de nos errements, nous avons privilégié l'habitude de nous précipiter dans des fuites en avant, à chaque fois que l'Histoire nous met face à nos turpitudes. Incapables d'assumer nos actes, nous invoquons les immixtions de l'Étranger, dont nous exigeons pardon et réparation. Il en est ainsi du dernier slogan exhibé par le régime algérien, sommant l'ancienne puissance coloniale de faire acte

---

[3] Abane, architecte de la Révolution algérienne, Krim, signataire des accords d'Evian et Amirouche, principal chef des maquis, sont tous kabyles et ont été directement ou indirectement victimes de leurs pairs.

de repentance en préalable à l'établissement de relations saines et apaisées entre l'Algérie et la France.

La manœuvre, abordant par ailleurs un problème historique essentiel, revêt ici l'allure du gadget politicien. La repentance de Paris est une affaire franco-française. Si ce pays, qui peut tout de même trouver quelques événements de son histoire à « positiver », veut spéculer sur les bienfaits de la colonisation, cela engage la communauté à laquelle est proposé cet artifice. En ce qui me concerne, en tant qu'Algérien, mon droit et mon devoir, c'est de chercher à comprendre et de contribuer à faire émerger la vérité sur des crimes politiques ou symboliques qui ont faussé les repères de notre mémoire, bridé notre élan vital et, de ce fait, hypothéqué le devenir de notre peuple.

Cette façon de nous dédouaner en imputant aux autres les mutilations que nous avons infligées à notre histoire a amplifié et compliqué les fourvoiements qui réduisent l'Algérie à un État virtuel, une société atomisée et une nation en sursis, devenant, du même coup, une menace géostratégique pour la Méditerranée occidentale et l'espace péri-saharien.

Le traitement réservé au combat et à la mémoire du colonel Amirouche illustre jusqu'à la caricature cette propension quelque peu morbide à nier la réalité, la déformer pour la mettre en conformité avec les fantasmes des maîtres du moment.

Cela fait plus de quarante ans que j'écoute tous les témoins et engrange le moindre document pouvant me permettre d'éclairer ce que fut la vie de cet autodidacte, dirigeant hors pair, que j'ai entendu chanté par nos mères de son vivant. Plus j'avançais dans mes investigations, plus je découvrais une figure en tout point opposée à celle que se plaisait à façonner la propagande algérienne. En un sens, la ferveur populaire dont Amirouche fut et demeure l'objet et l'avilissement du personnage que s'acharnait à imposer Boumediene symbolisaient le divorce du pouvoir et de la société.

Je me suis entretenu avec la plupart des hommes qui ont servi et accompagné Amirouche avant et pendant la Révolution. Aucun ne m'en a donné le profil distillé par le pouvoir. Le colonel Amirouche a été vécu par tous comme un homme de cœur et un homme d'État. Témoignant de son humanisme, la quasi-totalité de ces maquisards a pleuré lors des interviews que j'ai faites avec eux : de douleur ou de colère trop longtemps contenue. J'en ai même rencontré qui vivent, comme c'est le cas pour Dda Mohand,

que l'on découvrira dans ce livre, dans la culpabilité d'avoir survécu à leur chef.

Les missions qu'a effectuées Amirouche dans les Aurès et à Tunis, l'efficacité militaire et la qualité de l'organisation politique qu'il avait obtenues en Kabylie, les orientations et l'aide qu'il prodiguait aux wilayate de l'intérieur ainsi que le melting-pot de maquisards qu'il y engagea, les recommandations qu'il adressait à l'extérieur, les réserves qu'il émit contre l'armée des frontières, sa modernité qui se révélait dans une stratégie de communication que lui envieraient bien des hommes politiques d'aujourd'hui, ses anticipations sur l'après-guerre, notamment à travers la formation des cadres, font de lui le dirigeant qui aura le plus et le mieux appliqué les résolutions du Congrès de la Soummam dont, au demeurant, il demandait dès janvier 1959 une déclinaison plus précise pour mieux appréhender l'avenir.

Amirouche avait le don qui permet de créer à partir de rien ou de si peu. Mais cela ne suffit pas à fabriquer une légende. Il a atteint une telle efficience et une telle considération parce qu'il savait évacuer le ressentiment personnel de la responsabilité politique. Que de fois n'a-t-il affronté des hommes sur des questions de principes, de programme ou d'attributions ? Une fois les choses dites, il était en mesure de renouer un contact aussitôt, dès lors que la patrie l'exigeait.

J'ai entendu les moins impulsifs des notables officiels concéder qu'Amirouche était le Zapata national. Une manière de réduire l'envergure d'un homme en l'enfermant dans le personnage enivré par la poudre du moindre pétard, prêt à s'emballer comme un cheval sauvage.

Je dois pourtant à la vérité de dire que récemment, insondable système algérien, un des dirigeants les plus informés du pays, ayant appris que j'allais publier un ouvrage sur le colonel Amirouche, m'avoua : « C'est un être fascinant, il y a quelque chose de Guevara chez cet homme. »

En retraçant la vie d'Amirouche, je pense avoir pu approcher la limite qui distingue le héros du militant ordinaire. Le héros, mû par une impulsion intime, met sa ferveur et son talent au service d'une cause qu'il confond avec son destin. Entretenant une relation quasi mystique avec la marche de l'Histoire, il ne doute jamais de l'essentiel et, de ce fait, s'interdit tout calcul. En la matière, l'Histoire a souvent renié le dicton qui veut que les héros ne meurent jamais. Comme tant d'autres révolutions, la guerre d'Algérie a vérifié que la plupart des héros meurent pour leur idéal. Ils ont

pour nom Abane, Ben M'hidi, Boudiaf, Zighout, Ben Boulaïd, Didouche ou Amirouche ; tous ceux qui ne postulaient pas le combat comme un instrument de prise de pouvoir n'ont pas survécu aux attaques de l'ennemi ou aux intrigues de leurs pairs.

J'ai eu l'occasion de dire par ailleurs que l'Algérie indépendante, qui a eu tant d'hommes de pouvoir a, si l'on excepte l'épisode Boudiaf, été privée d'hommes d'État. Les premiers sont obnubilés par le contrôle et l'entretien des appareils : armée, police, parti unique, clientèles ; tout ce qui peut menacer la puissance absolue et, éventuellement, faire un putsch. Les seconds s'emploient à mettre en œuvre les chantiers qui libèrent les sociétés : éducation, justice, santé, statut de la femme, place du culte dans la cité, etc.

En replongeant dans le destin d'Amirouche, on trouvera sans peine à quelle catégorie il appartient.

Au terme de la rédaction de ce récit, j'étais partagé entre le dépit et l'espoir. Le peuple algérien, dont les cadres ont tu, admis et quelquefois relayé un acte de trahison mémorielle, a également produit à partir de ses plus intimes racines un homme que tout poussait à la marge du monde et qui devint un symbole à 33 ans. Autre leçon de vérité, le cataclysme déclenché par Boumediene et ses affidés n'a pas pu avoir raison de l'adhésion populaire qui a porté, protégé et perpétué le combat et la mémoire d'Amirouche.

Aucune valeur, aucune norme, aucun repère n'a survécu à la boulimie du pouvoir. Saad Dahlab, évoquant la manipulation des actes fondateurs de la nation, se désole que l'on soit allé jusqu'à tricher sur la date de l'indépendance qui fut proclamée « le 3 juillet 1962 – le 3 juillet et non le 5 comme l'a décidé Ben Bella pour effacer paraît-il la date du 5 juillet 1830. Preuve de l'ambition démesurée de ce dernier. Comme si l'on pouvait gommer l'histoire d'un trait de plume [...]. Nous, ajoute-t-il, nous disons au contraire aux jeunes Algériens de ne pas oublier la date du 5 Juillet 1830 pour veiller jalousement à ce qu'elle ne se reproduise jamais. »[4]

Nous avons falsifié la date de l'indépendance, nous avons organisé l'inflation du nombre de martyrs et d'anciens moudjahidine ; nous avons

[4] *Pour l'indépendance de l'Algérie. Mission accomplie,* Editions Dahlab, Alger, 1990.

même séquestré les ossements de deux héros dans l'indifférence ou, pour certains, un silence complice.

Que peut-on construire sur tant de reniements ?

Comment parler d'injustice sans semer la haine, comment combattre l'arbitraire sans appeler à la violence, comment dire la vérité sans susciter la vengeance ?

En commençant tous par assumer notre part de la responsabilité, qu'elle soit active ou passive, dans le désastre national et en méditant cette parole du président Kennedy, dont on verra ici que l'engagement au côté du peuple algérien fut induit par Amirouche : « Mon pays a fauté mais c'est mon pays. »

2

NÉ POUR UNE CAUSE

L'école des Aghribs était située dans l'un des trois camps militaires qui encerclaient le village. Un soleil blafard peinait à réchauffer la montagne en cette matinée du 30 mars 1959. Dans la salle surchargée où s'entassait une soixantaine d'élèves répartis en deux classes, l'instituteur, Marcel Gallobard, originaire de Perpignan et féru de rugby, exubérant comme savent l'être les gens du Midi, était pressé de nous faire asseoir et d'obtenir le silence pour, dans la foulée, nous annoncer la mort du « sanguinaire Amirouche », avant d'en déduire que, cette fois, c'était vrai, la guerre allait se terminer.

Notre instituteur, bon produit de la IVème République, n'était ni guerrier ni xénophobe. Comme nombre de ses compatriotes, il était venu en Algérie convaincu que des communautés souffraient de misère matérielle et que l'éducation qu'il dispensait était la réponse la plus adaptée au statut de sous-être qui était le nôtre depuis toujours. Homme de gauche, il pouvait concéder que la colonisation avait péché par le fait qu'elle n'avait pas assez vite répandu ses bienfaits sur tous les Algériens ; mais il restait persuadé que leur malheur était antérieur à la conquête, et que, politiquement, en tout état de cause, seule cette colonisation était en mesure d'apporter une solution pour émanciper ces populations oubliées par l'Histoire. Monsieur Gallobard était quelqu'un de besogneux et faisait du mieux qu'il pouvait pour nous aider à passer quelque examen qui nous permettrait de fuir cette existence, où l'espérance de vie des plus chanceux atteignait péniblement la quarantaine.

Nous ne souffrions pas particulièrement de notre condition matérielle, dans la mesure où nous n'avions jamais connu autre chose. De plus, nos

parents, de culture orale, n'avaient pas de référents historiques à nous offrir pour nourrir l'ambition de retrouver un éden perdu. Notre mémoire collective se limitait au siècle précédent. Les royaumes berbères de l'Antiquité ou ceux du Haut Moyen-Âge étaient ignorés ou occultés par le discours nationaliste, qui célébrait une nation arabe dont on ne connaissait ni les géniteurs ni les réalisations. Les combats de Jugurtha ou le fastueux règne de Massinissa étaient à des distances historiques inaccessibles aux contes de nos grand-mères.

Nous savions vaguement que des Français étaient arrivés en force, qu'ils avaient occupé le pays, confisqué des terres et exilé les contestataires vers des contrées lointaines et terrifiantes que l'on nommait Cayenne ou Nouvelle-Calédonie. Dans certaines veillées, des noms surgissaient et nous grandissions au rythme de narrations où la fantaisie maquillant le réel enjolivait notre passé. Nous confectionnions des fragments d'épopées faits des résistances récurrentes où s'élaborait l'image d'une communauté soudée par le malheur. Notre légitimité était dans la défense mais jamais dans la construction.

Nous ne nous connaissions pas une identité structurée, avec ses symboles, ses princes, ses palais, ses villes et ses réseaux routiers, avec ses armées disciplinées, ses défilés et ses uniformes flamboyants comme on en voit dans les livres d'histoire.

Nous avions bien entendu parler d'un certain Abdelkader, qui avait essayé de résister avant de se rendre et de devenir l'ami de la France ; on nous avait aussi chanté El Mokrani et Cheikh Aheddad, qui s'étaient battus jusqu'à la mort lors de l'insurrection de 1871. Mais, au-delà du courage et du sacrifice, il manquait à notre imagination d'enfants des traces visibles, grandioses et valorisantes, pour accrocher notre rejet de l'occupant à une matrice dans laquelle nous pourrions féconder notre révolte.

Avant les Français, il y avait eu les Turcs, dont le souvenir, en Kabylie plus qu'ailleurs, se confondait avec l'impôt, l'exploitation des forêts et les expéditions punitives lorsqu'une ou plusieurs tribus tardaient ou se refusaient à payer la dîme.

Marcel Gallobard savait tout cela. Aussi, quand il nous annonça la mort du « sanguinaire Amirouche », était-il assuré de nous délivrer une bonne et heureuse nouvelle. En effet, l'arrêt de l'insurrection ou son affaiblissement ne pouvaient, de son point de vue, que rapprocher notre immersion et notre dilution dans la mère patrie ; ce qui, pensait-il, valait mieux que le statut d'apatride dans lequel nous macérions depuis des siècles.

Finalement, le débat sur la « colonisation positive » remonte à loin. De bonnes consciences s'étaient persuadées de longue date qu'en dépit d'abus condamnables, la présence française avait apporté de réels bienfaits à des populations historiquement déclassées. Le problème était que, du côté autochtone, on ne voyait pas la chose sous cet aspect. Certes, il suffisait de regarder les villes où vivait l'Européen pour voir combien les cités algériennes avaient changé. Des routes étaient ouvertes, des hôpitaux se construisaient et des écoles recevaient même quelques indigènes. Sauf que la question n'est pas de savoir si certains Algériens ont pu bénéficier des bienfaits de ces réalisations. Elle est de savoir si la colonisation fut décidée, conçue et mise en œuvre pour l'émancipation des populations locales. Pour l'Algérien des années 40, qui aspirait à la modernité à travers ses luttes, la colonisation est occupation d'un territoire, asservissement d'un peuple et spoliation de ses richesses. Les retombées positives, quand elles ont existé, furent accessoires ou accidentelles, tardives et insuffisantes. Le révolutionnaire ne voit pas ce qu'on lui concède mais ce à quoi il peut prétendre et dont on le prive.

Comment Marcel Gallobard pouvait-il comprendre que des femmes et des hommes écrasés peuvent, à un moment de leur histoire, refuser l'absorption dès lors qu'ils se savent différents ? Comment lui expliquer que, même sans avoir élaboré et configuré ses ambitions dans des hiérarchies administratives, avec symboles et apparats, une collectivité qui a longtemps courbé l'échine peut survivre à tant d'invasions ? Que, même si elle n'est pas écrite ni formellement énoncée, la mémoire imprime les épreuves et les rêves et finit par les révéler, telle une photographie émergeant d'un négatif, au moment où une conjonction d'événements provoque l'alchimie salvatrice et où la colère des hommes devient tout à coup un moment de ferveur libératrice ?

Non, notre instituteur, comme beaucoup de Français libéraux, ne pouvait pas saisir qu'en cette deuxième moitié du XXème siècle, nous souffrions plus de la soif de dignité que du manque de pain.

Non, la scolarisation était arrivée trop tard et elle ne pouvait rien contre notre volonté de nous émanciper de la tutelle française, quand bien même nous ne savions pas à quoi ressemblerait notre vie une fois libérés. Au demeurant, le rejet était tel que la seule idée de la séparation suffisait à notre bonheur.

Aussi, loin de se voir accompagné dans sa jubilation, M. Gallobard fut-il surpris de découvrir des mines prudemment indifférentes, consternées ou franchement révoltées. C'est que, en réalité, la nouvelle nous irritait plus qu'elle ne nous inquiétait. Amirouche, notre Génie bienfaiteur, ne pouvait pas mourir.

Nous avions bien remarqué, en arrivant à l'école, une certaine fébrilité dans le comportement des militaires ; et les gendarmes qui occupaient les logements de fonction du premier étage s'adonnaient depuis le matin à d'ostentatoires conciliabules, eux qui, se tenant à l'écart de la troupe et sortant rarement du camp, se montraient habituellement si réservés. Par ailleurs, la veille et le matin même, nos parents nous étaient apparus plus pensifs que de coutume ; mais ces mines et ces humeurs étaient courantes chez ces paysans écrasés par la misère et la violence d'une guerre qui durait depuis déjà cinq longues et terribles années.

Mais malgré cette atmosphère particulière, dans un premier temps, l'annonce de la mort d'Amirouche ne nous atteignit pas. D'une part, parce que les Français l'avaient déjà donné pour mort à plusieurs reprises avant qu'il ne réapparaisse lors d'une attaque ou d'un rassemblement de village, nouvelle qui faisait aussitôt le tour de la région. D'autre part, pour nous, enfants, Amirouche était invincible. Je me rappelle avoir entendu ma grand-mère paternelle nous expliquer que les balles fondaient à son contact (« *Fettint fell-as teṛsaṣin* »). J'avoue que, malgré mes onze ans, j'avais quelques doutes sur ce genre de miracles, pour avoir constaté la redoutable efficacité des munitions françaises : au retour de leurs ratissages, les militaires aimaient à rassembler les villageois pour exposer devant eux les cadavres de maquisards criblés de balles ou déchiquetés par une bombe, un obus ou une grenade. Mais, s'agissant d'Amirouche, je voulais bien m'accommoder de croyances dont nous essayions par ailleurs de nous libérer.

Le fait est que, lorsque, porté par son caractère volubile, l'instituteur Gallobard insista pour décrire notre avenir dans une Algérie libérée d'Amirouche, je me surpris à bondir de ma chaise pour crier :

« Amirouche n'est pas mort ! Amirouche n'est pas mort ! Ce que vous dites c'est de la propagande ! »

En disant cela, je ne faisais qu'exprimer violemment ce que pensaient tout bas mais ardemment mes camarades.

À titre personnel, la mémoire que j'ai gardée de deux événements – l'emprisonnement de mon père en 1955 et la mort du colonel en 1959 – me

laisse, encore aujourd'hui, perplexe. J'avais huit ans quand mon père fut emmené à la prison de Port-Gueydon. J'ai le très net souvenir de la première soirée où nous nous retrouvâmes seuls, redoutant ce qui pourrait lui arriver. J'avais peur et le chagrin m'écrasait, mais ma mère, qui essayait de minimiser les risques de cette détention devant ses enfants, réussissait malgré tout à nous réconforter. Le sentiment éprouvé lors de la mort du colonel Amirouche fut d'une autre nature : un immense désespoir que rien ne parvenait à soulager. Je crois pouvoir dire que je n'étais pas le seul, ce jour-là, à ressentir cette impression de fin du monde.

Il faut savoir que le colonel Amirouche avait acquis un statut qui relevait, par certains côtés, de l'irrationnel. Il avait assis son autorité morale et politique en très peu de temps. La crainte et le respect qu'il inspirait à tous, la certitude de se voir, en cas de dommage ou d'injustice, rétabli dans ses droits, avaient construit autour de lui une image de puissance et d'infaillibilité, et cette image avait gagné toutes les couches de la collectivité.

Les paysans se savaient dirigés par un homme de leur condition, qui partageait leur extraction sociale et allait les émanciper. Les étudiants et les lycéens, pour leur part, ne demandaient qu'à approcher et servir ce dirigeant au charisme accompli, auprès de qui ils trouveraient protection, expérience et compréhension.

Que de fois n'ai-je vu ma sœur adolescente se réunir avec ses cousines et amies, dans les rares moments de détente que nous laissait notre vie de paria, pour se livrer à de véritables concours de poèmes à la gloire d'Amirouche et de ses hommes, tous plus beaux, plus courageux et plus intelligents les uns que les autres ?

Quant à nous, garnements trop vite mûris par la violence et la colère, nous savions que nous appartenions à un peuple assujetti, pauvre et marginalisé, qui supportait difficilement la comparaison avec la puissance ostentatoire de l'armée coloniale ; mais ce peuple comptait en son sein un être surnaturel, une sorte de justicier qui défiait l'ennemi, affrontait son armada et son administration et souvent les ridiculisait. Le service d'information mis en place dans la wilaya III transformait la moindre escarmouche de l'ALN (Armée de libération nationale) en nouveau Trafalgar pour la France.

Notre imagination débordante se chargeait aussitôt d'amplifier ces actions pour en donner une narration en cinémascope à nos camarades, jurant que nous tenions notre version de première main. Le témoin suivant,

on s'en doute, s'empressait de relayer l'anecdote en l'agrémentant de sa ferveur personnelle, prolongeant ainsi une chaîne d'informations contre laquelle venaient buter invariablement propagande et démentis de la radio coloniale, ainsi que les opérations de répression. Chacun de nous se faisait le metteur en scène zélé du combat d'Amirouche ; et si notre excitation n'avait pas de poids sur-le-champ de bataille, elle contribuait à creuser le fossé entre les générations les plus jeunes et la France.

À l'occasion, elle sapait également le moral des quelques appelés du contingent qui attendaient la quille quand, placés à bonne distance, ils nous entendaient les menacer des embuscades dévastatrices que leur réservait Amirouche. Non pas tant que notre air bravache leur inspirât de la peur – quoique –, mais ils ressentaient surtout le dépit de voir ces mioches sur lesquels l'administration s'épuisait à fonder l'avenir colonial se montrer si réfractaires à la promotion sociale et à l'aisance matérielle qu'on leur promettait et se révéler irrémédiablement contaminés par les appels à la rébellion.

En Kabylie et, on le verra plus tard, bien au-delà, l'émergence d'Amirouche a provoqué un basculement politique et psychologique d'une rapidité foudroyante qui a donné un crédit inégalé à la lutte de libération et a dissuadé, du même coup, les plus tièdes de manifester leurs doutes face à une insurrection, à ses débuts, aussi confuse qu'ambiguë.

Qui est cet homme qui a habité les cœurs et les esprits en si peu de temps ?

Comment et par quels moyens a-t-il fait de la wilaya III non seulement une machine de guerre contre l'ennemi, mais également un modèle d'organisation politique, sociale et administrative qui a servi tout à la fois d'exemple, de zone de repli et de source de financement et de soutien organique à de nombreuses autres régions du pays ?

*

* *

Au XVIIIème siècle, la famille Aït Hamouda occupait le petit village d'Adrar n Sidi Yidir, juché sur un monticule à côté de Djaâfra, au nord de Bordj Bou-Arreridj. L'Algérie connaissait alors un repli civilisationnel chronique depuis l'affaissement des royaumes berbères, suivi de la Reconquista espagnole. Il y avait bien parmi eux celui des Hammadites, qui avaient fait de Bgayet (Béjaïa) leur capitale ; mais ils n'avaient pas réussi à

structurer sur la durée une autorité capable d'affirmer une dynamique de développement qui impliquât l'arrière-pays.

L'arrivée des Turcs se manifesta par une présence tutélaire qui concerna essentiellement les villes côtières et quelques centres urbains des Hauts-Plateaux. Les Ottomans limitèrent leur présence à la construction de fortins pour les garnisons surveillant les turbulences tribales récurrentes ; les ojjaks n'en sortaient que pour prélever l'impôt.

Pendant les quatre siècles que dura sa présence, l'occupant ne chercha jamais à mailler le pays avec une densité institutionnelle susceptible d'édifier un État ayant ses stratégies, ses repères et ses objectifs géopolitiques. Les Turcs, investissant l'Europe centrale et le Moyen-Orient, n'avaient qu'un intérêt secondaire pour l'Afrique du Nord, qu'ils concevaient comme une zone bouclier contre l'extension d'un monde chrétien obnubilé par les Croisades.

En Kabylie, les rapports entre l'administration turque et les populations, éloignées et d'autant plus réfractaires au fisc qu'elles n'avaient pas grand-chose à donner, étaient plutôt tendus. Mais la course rapportait beaucoup, les grandes plaines produisaient les céréales nécessaires à la consommation locale et, certaines années, dégageaient même des surplus pour l'exportation. Par conséquent, les sanctions faisant suite au refus par certaines tribus de s'acquitter de leur redevance ne dépassait pas quelques menaces ou, dans le pire des cas, une opération de rétorsion, comme à Abizar dans les Aït Jennad, quand le général Yahia Pacha fit sortir ses canons pendant une demi-journée pour envoyer quelques obus sur les masures.

Le village d'Adrar n Sidi Yidir était entouré de forêts où les fauves, lions et panthères, compliquaient le recours à la chasse et à la cueillette, activités marginales mais qui complétaient une économie autarcique. Les pitons sur lesquels les Berbères de Kabylie avaient construit leurs habitations s'avérèrent vite insuffisants à abriter des communautés qui étouffaient dans des espaces où le partage du moindre pouce de terrain provoquait des drames.

Comme beaucoup de familles de la région à l'époque, les Aït Hamouda durent se résoudre à se disperser. Au début du XVIIIème siècle, un premier groupe prit la route du pays de Cham[5]. Cette amputation ne suffit pas à faire tenir les autres descendants dans la calotte sur laquelle était perché le

[5] Syrie actuelle.

village ancestral. Un deuxième noyau dut partir. Il se retrouva à Aït Ghobri, dans la pointe orientale de la vallée du Sebaou.

La verdure et l'eau de l'*asif* Amraoua (l'oued Sebaou) constituaient à première vue un environnement à fort potentiel agricole. Il fallut vite déchanter : les moustiques répandaient le paludisme et provoquaient des ravages dans la population. Dans un premier temps, les Aït Hamouda durent faire comme ceux qui les avaient précédés sur ces terres aux apparences si prometteuses : évacuer vers les hauteurs femmes et enfants et ne laisser dans la plaine que les hommes, chargés de cultiver des parcelles qu'il fallait disputer aux broussailles et aux crues d'une rivière imprévisible. Mais ce ne fut pas tout. À moins d'une demi-journée de marche des Aït Ghobri, la famille Aït Kaci de Tamda, auxiliaire des Turcs qui avaient construit un fort à Tizi-Ouzou, surveillait tout nouveau venu dans la région. Elle délimitait les arpents de terrain qu'il pouvait cultiver et, naturellement, fixait les règles d'exploitation des récoltes sur lesquelles elle s'autorisait à prélever une dîme qui venait s'ajouter à celle de l'autorité centrale. Maladies, terres en friche, pression sociale et fiscale… la famille Aït Hamouda n'avait pas encore trouvé ses marques qu'il lui fallut se résigner à une nouvelle migration.

C'est ainsi qu'un soir de 1750, après une semaine d'absence, le patriarche qui prospectait les alentours depuis quelques saisons revint. Son clan s'établit sur une colline qui ressemblait à s'y méprendre au monticule de leurs ancêtres. Ce lieu où vivaient déjà quelques foyers s'appelle Tassaft Ouguemmoun. Adossé au Djurdjura, le site domine la vallée des Ouadhias et se trouve entre la tribu des Aït Yanni et celle des Ouacifs qui se le disputaient depuis deux cents ans. Il avait fallut attendre le XVIème siècle pour voir les affrontements s'estomper, grâce aux talents oratoires et diplomatiques du célèbre poète kabyle Youcef Oukaci, qu'on avait appelé des Aït Jennad. Séjournant régulièrement chez les Aït Yanni, où il avait ses habitudes, le tribun, doté probablement de l'un des verbes les plus accomplis de la littérature orale kabyle, était une sorte d'ambassadeur dans les cérémonies de représentation de certaines fédérations. Il lui arrivait aussi de jouer le rôle d'arbitre dans les situations conflictuelles, relativement fréquentes dans une Kabylie où les tribus ne se liguaient généralement que face à un péril extérieur.

Les Aït Hamouda, préférant les tensions du voisinage aux abus du khodja turc, prirent racine et devinrent en deux à trois générations la souche la plus stable du village. Les archives de l'insurrection de 1871, qui vit la

Kabylie se soulever dans une révolte généralisée contre l'occupation coloniale, font état de la mort de cinq membres de la famille Aït Hamouda dans la bataille d'Adni qui opposa les autochtones aux troupes du général Randon.

La ferveur et la générosité du soulèvement ne suffirent pas à contrer le déferlement de la colonisation, qui mobilisa toutes les grandes puissances d'une Europe dopée par la révolution industrielle. Nous verrons que les méfaits de la première pénétration française en Kabylie n'étaient rien au regard de ce que subirent les populations après la défaite de 1871. Brisés, soumis, spoliés, les Kabyles étaient atteints jusque dans leurs plus intimes structures.

Lors du recensement des populations, le clan des Aït Hamouda vit son nom affecté par une modification qui le scinda en deux groupes : d'une part les Aït Hamouda, qui gardèrent le nom originel, et d'autre part les Ould Hamouda, qui subirent la politique de Napoléon III arabisant l'environnement algérien – patronymes et toponymes – dans la perspective de créer le Royaume arabe. En l'occurrence, Aït sera traduit et transcrit en Ould et parfois en Beni comme par exemple dans le cas des Aït Yanni. Cependant, jusqu'à nos jours la seule identité que se connaissent en kabyle les concernés est celle d'Aït Hamouda.

*

* *

Le marché hebdomadaire où se retrouvent les Iboudraren, les Aït Yanni et une partie des Aït Menguellat se tient dans une cuvette traversée par une rivière impétueuse. Ce cours d'eau dégage sur les lieux une humidité qui rend l'air difficilement respirable, surtout en hiver, quand une brume cotonneuse tapisse le petit plateau. Des paysans faméliques s'y retrouvent pour vendre, en échange de quelques pièces, les graines ou les légumes laborieusement plantés sur les flancs abrupts et ingrats des montagnes quand la sécheresse ou les criquets ont épargné les semences.

En ce matin du mois de mars de l'année 1938, il fait encore froid au souk El Djemâa. Marchands et clients, emmitouflés dans des burnous antiques dont la couleur blanche n'est plus qu'un souvenir, pataugent dans la boue en attendant les premiers rayons de soleil. Les mieux lotis ont des sandales en peau de bœuf retenues par des lanières du même cuir, avec des chiffons en guise de chaussettes.

La colonisation vient de fêter avec faste son centenaire. La politique d'indigénat est à son apogée. En Kabylie, la résistance à la pénétration française a été suivie par la confiscation des terres fertiles des plaines, qui a réduit à une vie infra-humaine les populations livrées à l'arbitraire d'une colonisation de peuplement, aux épidémies et aux famines.

Les marchandises exposées sur des sacs de jute se résument à quelques tas de figues sèches ramassées l'été précédent et soigneusement conservées dans les akufi, ces silos en terre sur lesquels les vieilles belles-mères veillent comme des cerbères. Quelques bêtes de somme et des quartiers de viande posés sur des tapis de fougère complètent la substance de l'échange commercial qui prévaut en Haute-Kabylie en ces temps de désarroi social et d'impasse politique.

Dans ce monde de silhouettes d'outre-tombe, se faufile un garçonnet de 11 ans et demi, qui se dirige vers le carré des bestiaux (*ṛṛeḥba llmal*). Il tire une vache derrière lui.

Personne ne le connaît. Les regards qu'il attire tiennent plus de la surprise et de la compassion que de la familiarité. En Kabylie, le marché est réservé aux adultes ; quand un garçon y pénètre pour la première fois, il est entouré de tout un cérémonial. Accompagné de son père ou de son tuteur, il doit être conscient qu'il franchit une étape importante de sa vie. Il se voit offrir une tête de bœuf qui garnira, le soir venu, le repas familial. C'est à partir de ce jour que l'enfant accède au statut d'adulte. Mais, pour sa part, le jeune Amirouche Aït Hamouda s'avance seul, tenant la corde qui le relie à sa bête. Personne ne l'accompagne.

Et pour cause : il est né le 31 octobre 1926, à Tassaft Ouguemmoun, quatre mois après la mort de son père dont il a hérité le prénom, comme l'exige la tradition. Un an après sa naissance, sa mère veuve prend ses deux enfants, Boussad, l'aîné, et lui-même ; elle quitte le village de son époux pour rejoindre le hameau dont elle est originaire, Ighil bwammas, à une encablure de là. La famille des oncles maternels étant elle-même très pauvre, le jeune Amirouche devra apprendre de bonne heure à se rendre utile pour survivre et, le cas échéant, à aider sa mère et son frère, pourtant plus âgé que lui de trois ans.

Dans la région, une coutume veut que les garçons dont les parents sont morts ou particulièrement indigents servent chez des familles plus aisées dans lesquelles ils sont nourris en échange d'une aide confinant à la servitude. Il arrive ainsi que des personnes passent leur vie dans une forme de servage perpétuel, sans autre garantie que celle de se voir accorder leur

pitance quotidienne. Ce statut est dénommé *acrik*, ce qui équivaut à celui du serf de l'Europe médiévale. C'est à ce sort qu'était destiné Amirouche Aït Hamouda dès sa prime enfance. Il réussit cependant à se faire scolariser tout en s'acquittant de ses nombreuses et pénibles tâches. Ces quelques années d'école seront déterminantes dans son existence : il y apprit à lire et à écrire et développa une capacité d'écoute qui lui permettra toute sa vie de satisfaire son esprit curieux de tout.

La vache qu'il tire ce matin-là derrière sa frêle silhouette appartient à son tuteur, qui lui a demandé de la mener à un autre paysan à qui il l'a vendue. Cela fait longtemps que le patron d'Amirouche a noté sa vivacité, son énergie et sa fiabilité en dépit de son jeune âge. Le marché est situé à 8 kilomètres du village. Malgré l'éloignement, c'est donc en toute confiance qu'il y a envoyé le jeune orphelin avec sa vache, animal qui représente à l'époque une fortune pour un paysan kabyle.

Dans la foule se trouve un homme d'un certain âge, Belaïd Aït Hamouda, bijoutier basé à l'Ouest du pays, plus exactement à Oued Fodda, dans la plaine du Chélif, depuis une quinzaine d'années. Comme beaucoup de montagnards acculés à une émigration intérieure ou extérieure, Dda Belaïd revenait régulièrement au village où, du reste, ces « exilés » laissaient longtemps derrière eux femme et enfants, le temps de pouvoir accumuler de quoi les faire venir sur les lieux de leur nouvelle implantation. Il remarque le garçon traînant sa vache. Homme vertueux, connaissant bien les usages de sa société, il éprouve un élan de tendresse devant la scène offerte par ce gringalet noyé dans une marée d'adultes devançant le ruminant qui l'écrase de sa masse. Il s'approche de lui et lui demande :

« – *Ansi-k ay aqcic ?* D'où es-tu, garçon ?

– Je suis d'Ighil bwammas et je conduis cette vache à celui qui doit l'acheter, répond posément le petit Amirouche.

– Ah bon ! Et tu es de quelle famille ? insiste le commerçant.

– Je m'appelle Aït Hamouda, j'habite Ighil bwammas mais je suis originaire de Tassaft. »

Dda Belaïd en perdit le souffle. Il savait bien que son cousin, décédé, avait laissé deux enfants mais, habitant loin et ne revenant que pour des séjours nécessairement limités, il ne connaissait pas les détails de la vie des petits orphelins. Il donna rendez-vous à son jeune cousin une fois qu'il aurait livré la vache et trois jours après cette rencontre inattendue, Amirouche avait regagné sa famille paternelle, au village de Tassaft Ouguemmoun d'où il partira pour Oued Fodda, un petit bourg situé

quelques kilomètres à l'est d'Orléansville, une agglomération coloniale cossue, fondée par les grands propriétaires terriens qui avaient fait fortune dans les agrumes. De ce jour, les existences des deux hommes seront inextricablement liées ; la vie d'Amirouche venait de basculer.

À sa place, un autre aurait pu finir sa vie berger chez des étrangers. Il aurait connu le sort subi par tant d'orphelins ou d'enfants démunis en cette première moitié du XXème siècle, ressac de l'histoire algérienne où les soulèvements populaires du siècle précédent, écrasés dans le sang, n'avaient pas encore suffisamment cicatrisé pour permettre de tendre les ressorts d'un autre mouvement de libération.

D'aucuns liront dans cette rencontre décisive le signe du destin, un heureux hasard qui aura profité à un malheureux. D'autres y verront l'intervention d'une puissance surnaturelle, se manifestant à travers des actes de générosité destinés à instruire les hommes sur les vertus de la solidarité. Mais, est-il nécessaire de le noter, c'est sa maturité précoce qui désigna Amirouche pour une mission que l'on confie d'habitude à des personnes deux fois plus âgées que lui et qui, finalement, lui permit de découvrir son oncle. Cette rencontre fut à l'origine de la décision qui le sauva d'une existence *a priori* sans avenir et le mena à l'ouest du pays d'où il entamera l'épopée qui fera de lui une des figures les plus emblématiques de la guerre de libération nationale.

Une partie des qualités qui déterminent l'essentiel du destin d'un homme sont innées. Le vécu de chaque individu peut cependant en souligner ou en contrarier certaines. Ce qui fait de chacun de nous une personnalité singulière avec ses évolutions, positives ou non, c'est la résultante d'une somme d'expériences complexes qui s'ajoutent ou se neutralisent, accélérant ou retardant le processus de formation de l'individu.

Dans le cas d'Amirouche il n'y eut ni doute ni heurts dans son cheminement : l'inné semble avoir été fécondé par l'expérience dans une remarquable harmonie. Dès son plus jeune âge, il comprit que l'existence est volonté et qu'elle s'accomplit dans l'épreuve et le dépassement de soi. Le refus du fatalisme, une énergie vitale mise au service d'une cause sacralisée lui permirent d'accomplir les missions les plus improbables avec un dévouement sans faille pour la collectivité ; telles sont quelques-unes des constantes qui auront à la fois déterminé et rythmé la vie d'Amirouche.

Le petit Aït Hamouda revint donc, à l'âge de 11 ans et demi, au sein de sa famille paternelle. Cette réintégration contribua sans doute à donner de

l'assurance au jeune « exilé » d'Ighil bwammas. En effet, l'organisation socio-politique kabyle est très codifiée : quand on est recueilli par une famille extérieure à son village, on n'est pas admis aux délibérations de l'assemblée (*tajmaât*). On est un habitant toléré, mais pas un citoyen. Amirouche, ayant vécu comme garçon de peine, loin de sa famille, avait connu cela.

À l'occasion des fêtes familiales ou religieuses qui le ramenaient de l'Ouest du pays à Tassaft, il put retrouver, dans son milieu originel, une identité qui le légitimait, ce qui participa probablement à développer plus rapidement ses capacités : il avait saisi très tôt que rien n'était donné dans la vie – et encore moins dans la Kabylie des années 30.

En revenant d'Oued Fodda à son village, Amirouche ne manquait pas de se rendre disponible à chaque fois qu'un membre de la famille ou un voisin exprimait un besoin ou que surgissait un problème dans la communauté.

Quand il lui arrivait de passer un peu plus de temps en Kabylie, une fois la visite à sa mère et son frère restés à Ighil bwammas faite, il consacrait le reste de ses journées aux travaux des champs de son cousin Belaïd, tout en gardant les quelques bêtes susceptibles de rapporter un peu d'argent en cas de coup dur. À l'occasion, un de ces animaux était sacrifié lors des fêtes profanes ou religieuses, rites qui permettaient aussi – surtout – de se retrouver et de partager enfin un repas garni de viande.

Quand Dda Belaïd rejoignait son petit cousin au pays, il n'était jamais déçu. Les recommandations faites avant chaque départ d'Oued Fodda étaient toujours suivies d'effet. Chaque saison avait ses obligations. Il fallait tailler les arbres, relancer à temps les rares propriétaires de paires de bœufs pour labourer les champs à l'automne puis, au printemps, sarcler les parcelles ensemencées. Certes, en ces temps de survie individuelle et collective, la vie obligeait garçons et filles à mûrir vite, mais Amirouche, même s'il n'était présent qu'épisodiquement au village, ne manquait pas de susciter des commentaires de plus en plus élogieux face à tant d'abnégation et de ténacité. Et il n'était pas rare qu'un père, agacé par l'indolence de son fils trop porté sur la flûte et les célébrations languissantes d'un amour platonique, bousculât son rejeton en citant l'exemple du jeune garçon qui, n'ayant pas connu son père, acculé à un exil précoce, assumait pourtant de façon si convenable le rôle de chef de famille.

Les témoignages que l'on peut recueillir sur cette période de sa vie sont unanimes. Adolescent, il était sobre et réservé sans être austère. Son statut d'orphelin n'avait pas pesé sur sa capacité à se faire entendre et parfois remarquer. Enfin, dans son tempérament se manifestait déjà ce qui deviendra, pour ainsi dire, sa marque de fabrique : le souci de la collectivité et le rejet de l'injustice.

Certains membres de sa famille et des villageois de quelques années plus jeunes que lui, gardent en mémoire une anecdote révélatrice de ce souci du bien commun. Comme chacun sait, dans tout le bassin méditerranéen, la question de l'eau est déterminante tant dans le choix d'un lieu de vie que dans les conflits ayant provoqué la destruction de nombreuses cités. Tassaft Ouguemmoun n'échappe pas à cette règle.

Dans le village, il y avait une source appelée *Amdun at nser*, qui attendait d'être aménagée. L'assemblée du village avait discuté de la réalisation de ce projet, mais l'initiative restait bloquée à cause d'une poignée de grincheux abusant de la culture du consensus qui conditionne les prises de décisions dans les assemblées kabyles. Tout le village était excédé par le comportement de ces marginaux. L'aménagement étant attendu par tous, chaque quartier (*adrum*) avait déjà désigné son groupe de jeunes devant participer aux travaux. Se trouvant à l'époque à Tassaft, Amirouche résolut de forcer les choses. Las de tant d'égoïsme et d'irresponsabilité, il prit un beau matin la tête de l'équipe des Aït Hamouda pour faire le tour du village, une pioche sur l'épaule, incitant ses camarades à en appeler aux délégués des autres quartiers. La petite troupe fut bientôt rejointe par tous les jeunes du village et les travaux purent commencer.

*

* *

La prédisposition d'Amirouche à se mettre au service de l'intérêt général se vit plus tard consolidée par une conscience politique structurée, comme en témoigne cet autre épisode survenu à Tassaft lors des élections générales de 1947.

Il avait alors 21 ans. Le candidat de l'administration, particulièrement arrogant, déclarait à qui voulait l'entendre que les gueux qui s'opposaient à lui ignoraient la capacité de la France à assurer le succès de ses représentants. Puis le ton étant monté, on en était venu aux menaces contre les électeurs du candidat du PPA (Parti du peuple algérien) qui n'était autre

que son cousin, Amar Ould Hamouda, que nous retrouverons dans d'autres circonstances. À Tassaft, la campagne était très dure et les tensions auraient pu dégénérer. Nous ne savons pas si l'instruction était venue d'ailleurs mais, face aux abus des relais de la colonisation et devant la fraude annoncée, Amirouche rassembla encore une fois les jeunes du village sur la route nationale, à la hauteur de la fontaine *At Dahman*, et les conduisit vers le bureau de vote en les appelant à casser les urnes. Tous l'ont suivi.

À l'âge de 14 ans, il travaillait déjà de façon plus constante dans le magasin de Dda Belaïd à Oued Fodda. Au début, son cousin l'avait fait venir sans même demander l'avis de ses frères avec lesquels il était associé. Aux premiers temps de son arrivée, le nouveau venu faisait la cuisine, tâche réservée au plus jeune ; mais très vite, il fut chargé de s'occuper du magasin, puis apprit en parallèle le métier de tailleur qu'il exerça pour son propre compte, avec la bénédiction du cousin Belaïd.

Pendant les premières années d'exil, Amirouche ne se singularisa pas par un comportement politique régulier dans son village lors des allers-retours qui le menaient, comme tous les « expatriés », d'Oued Fodda à Tassaft. Les gens qui le côtoyaient gardent le souvenir d'un jeune homme tourmenté, aux attitudes plus proches des préoccupations d'un adulte que de celles de l'adolescent qu'il était. Il en est ainsi de cette inclination à s'isoler pour lire et relire, le soir, à la lueur d'une lampe à huile, des coupures de journaux, quand elles traitaient de questions politiques.

Souvent Dda Belaïd meublait les veillées familiales d'histoires plus ou moins pittoresques sur la vie en « pays arabe ». Entendus pour la première fois quelques jours avant d'accompagner son oncle à Oued Fodda, ces récits n'avaient pas suffi à préparer le jeune Kabyle à encaisser la dure réalité de l'ordre colonial dans la plaine algérienne. Projeté hors du monde clos des montagnes dans lesquelles il avait passé les onze premières années de sa vie, il découvrit brutalement des grappes humaines jetées sur les routes, errant de ville en ville, à la recherche d'un hypothétique travail. Ces créatures parlant une langue différente de la sienne subissaient pourtant le même sort que les Kabyles. Le garçon fut ébranlé. Paradoxalement, la déchéance sociale qu'il avait constatée et vécue en Kabylie lui semblait plus supportable que celle qui régnait dans cette vallée du Chélif, où les terres agricoles riches et si bien travaillées soulignaient d'autant plus la détresse des autochtones.

Dans sa région d'origine, la misère, massive et permanente, était le lot de l'immense majorité, si ce n'est de tous. L'opulence coloniale ne se manifestait que par le truchement de quelques caïds, ou lors des intrusions, rares au demeurant, de gendarmes montés sur des chevaux, venus rechercher un insoumis ou pourchasser un bandit d'honneur.

Dans la vallée du Chélif, les yeux ébahis du jeune Amirouche découvrirent une catégorie d'habitants qui entretenaient femmes et enfants dans un confort qu'il n'avait jamais vu chez des civils. Pour lui, jusque-là, la richesse de la représentation coloniale était incarnée par l'uniforme. À Oued Fodda, il observait des citoyens, sans fonction officielle apparente, bien habillés, logés dans des demeures pourvues de grandes fenêtres et pavées de carrelage, ce qu'il n'avait, jusqu'à présent, vu que dans son école d'Ighil bwammas. Ces Européens cultivaient une distance ostentatoire avec les Musulmans, ombres loqueteuses dont la seule vue achevait de décourager toute tentative de rapprochement.

La sagacité de l'enfant prépara la conscience de l'adolescent. Ainsi donc, le malheur n'était pas une fatalité qui s'abattait sur une humanité abandonnée de Dieu ; c'était le résultat de la domination d'une caste de privilégiés qui s'était arrogé le droit à tout, en spoliant et asservissant l'immense majorité dont lui-même faisait partie.

Dans sa ville d'accueil, Amirouche n'entretenait pas réellement de relations amicales suivies. De fait, le temps qu'il ne passait pas à son travail, il le consacrait à lire ou aider ses jeunes cousins qui, fraîchement arrivés de Kabylie, devaient s'acclimater à un mode de vie inconnu et astreignant. Il fallait s'occuper de tout, y compris des tâches ménagères, car, dans la petite colonie des Aït Hamouda, on n'avait pas encore fait venir les épouses. Amirouche qui était ainsi tout entier absorbé par ses charges quotidiennes trouvait néanmoins le temps pour de furtives rencontres avec de mystérieux personnages dont il ne parlait à personne et qui n'alertèrent pas outre mesure son entourage.

Abnégation et réserve prévaudront tout au long de sa vie ; en assumant pleinement ses tâches professionnelles et familiales, il faisait déjà preuve d'une disponibilité toujours dédiée à la défense et à l'émancipation du plus grand nombre.

Ayant commencé la prière assez jeune, il se prenait souvent à échanger avec des personnes plus âgées que lui, ce qui lui convenait. Les rares fois où il s'ouvrit à ses proches sur sa perception de la condition de ses semblables sont toutes marquées d'une sourde colère. Mais le plus clair de son temps,

Amirouche travaillait, écoutait et étudiait les propos et les actes de tous ceux avec qui son métier le mettait en contact. En parlant de cette période, son cousin Mohand-Arezki dit de lui qu'« il décodait tout dans la vie » (« *iqqar i-tent yakw* »).

Cet incident, rapporté par le même cousin, dévoile l'état d'esprit du jeune homme : Amirouche est alors âgé de 18 ans. À la tombée du jour, il lui arrive de s'asseoir, en compagnie de Mohand-Arezki, arrivé à l'Ouest quelque temps après lui, devant leur magasin qui donnait sur la rue principale d'Oued Fodda. Un jour, un gendarme passe devant eux. Tout le monde suit des yeux le fonctionnaire, qui se dirige directement vers Amirouche et le gifle.

Outré, mais surtout inquiet, car ne sachant pas de quoi il retourne, le cousin Belaïd s'en ouvre à Sayah Bouali qui était le caïd de la localité. Convoqué par ses supérieurs pour des explications, le gendarme répond :

« Quand je passe, tous me témoignent de la déférence, mais lui me perfore de ses yeux. Je ne le supporte plus. »

C'est à cette époque que la mère d'Amirouche, Mendès Fatma, entre-temps rentrée à Tassaft, le village de son mari, demanda pour son fils la main de la fille de Belaïd. La veuve voulait le voir fonder un foyer, tout en resserrant les liens avec celui qui avait contribué à les ramener, elle et ses enfants, dans le giron familial.

Durant son passage à Oued Fodda, Amirouche, à peine sorti de l'adolescence, avait noué des relations discrètes avec deux militants du PPA, parti qui, dissous par l'administration, menait alors son activité dans la clandestinité. Il fréquenta ainsi un certain Bouâamama, qui, pendant la guerre, deviendra colonel de la wilaya IV et un dénommé Selloumi, originaire d'Ould Ali, un village situé à quelques kilomètres d'Oued Fodda. Ce dernier sera chargé par le FLN (Front de libération nationale) en 1956 d'infiltrer les troupes de Kobus, un féodal armé par la France pour faire contrepoids à l'ALN. Missionné pour un travail de déstabilisation, Selloumi finit par épouser la cause de ceux qu'il était censé combattre. L'opposition de ces deux destins illustre bien la complexité de la guerre d'Algérie.

Avec l'agrandissement des foyers, les Aït Hamouda, comme beaucoup de familles kabyles émigrées à l'intérieur du pays, essayèrent d'essaimer dans d'autres villes de l'Ouest. C'est ainsi qu'Amirouche, qui avait pu économiser un petit pécule, s'installa en 1947 dans le hameau de Bouguerrat, à proximité de Mostaganem.

À peine immergé dans l'activité politique, Amirouche fut arrêté à deux reprises : une première fois pour avoir placardé des affiches de Messali, patriarche du Mouvement national, une autre pour avoir ramené de Tizi-Ouzou du sucre, produit soumis à rationnement pendant la Seconde Guerre mondiale. Déjà remarqué pour son activisme, il fut contrôlé à la gare de Relizane et conduit en prison à Mostaganem, d'où il fut libéré sur l'intervention de Sayah Bouali, sollicité cette fois encore par l'inévitable Dda Belaïd. Le caractère somme toute anodin du délit n'empêcha pas l'administration pénitentiaire de porter déjà sur sa fiche signalétique la mention « très dangereux ».

Les privations sociales et les agressions politiques sont deux contraintes qui, souvent conjuguées, ont amplifié un mécontentement latent qui a objectivement contribué à l'éveil de la conscience nationale algérienne.

À la fin de l'année 1948, Amirouche quitte Bouguerrat pour Relizane, une autre bourgade coloniale située à une petite centaine de kilomètres plus à l'ouest. Il n'a que 22 ans mais a déjà derrière lui la vie politique et sociale d'un adulte accompli. Il y rencontre l'instituteur Laliam, originaire des Aït Yanni. Le fils de ce dernier, ophtalmologue, frais émoulu de la faculté de Montpellier en 1956, sera une année plus tard son médecin-chef dans les maquis de la wilaya III.

À la même période, il fait la connaissance d'un autre Kabyle, Amar Issiakhem, qui n'est autre que le père du célèbre peintre M'hamed Issiakhem. Installé à Relizane, le vieil émigré gérait un bain maure tout en s'occupant d'un centre culturel où il aidait par une formation parallèle les écoliers les plus nécessiteux, avec le soutien de quelques éléments proches de la mouvance des Oulamas, branche traditionnaliste qui hésita longtemps avant de s'aligner sur les positions indépendantistes.

De son passage dans cette ville ressort une donnée qui sera une autre constante dans le parcours d'Amirouche : l'indifférence vis-à-vis des barrières sociales. L'étudiant en ophtalmologie Mustapha Laliam se souvient ainsi d'avoir vu ce jeune bijoutier parler avec son père, un instituteur, statut rare et envié à l'époque, avec une aisance et une autorité naturelles qui le marqueront toute sa vie. Amirouche considérait également que le travail de sensibilisation et d'organisation sur le terrain devait se faire quelles que soient les tensions entre les chapelles, le pragmatisme devant transcender toute forme de sectarisme partisan. Et Dieu sait qu'à l'époque l'intolérance était de mise entre les différentes tendances du Mouvement national.

C'est à Relizane également qu'il installa la première cellule du PPA qui comprenait : Meshoud Aoued, Mohamed Lahbouchi, Ada Abdelkader, Ouadah dit Younes et un certain Benatia. Aucun membre n'était originaire de Kabylie alors qu'une petite communauté issue de cette région était pourtant déjà installée dans la ville. Pour l'essentiel, la raison de ce choix est assez simple : l'émigration kabyle de l'Ouest subissait de plein fouet, au début des années 50, le contrecoup d'une opération de la police coloniale qui avait démantelé les structures clandestines du parti algérien le plus radical, le PPA-MTLD (Parti du peuple algérien-Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

*

* *

À la même époque, le Mouvement national algérien était à la croisée des chemins. Le charisme de Messali, qui avait tant de fois galvanisé la dynamique nationaliste dans des moments d'incertitude, ne compensait plus une criante absence de stratégie. Celle-ci était dénoncée de plus en plus ouvertement par de jeunes cadres qui émergeaient en nombre et en qualité. Ces derniers étaient d'autant plus frondeurs qu'ils se sentaient tenus à l'écart des centres de décision. Les tragiques événements de Mai 1945 et les milliers de gens qui en furent victimes disqualifiaient soudainement toute idolâtrie et le culte de la personnalité apparut alors pour beaucoup comme un vernis inopérant sur une scène politique bouleversée. Le PPA-MTLD était secoué par une grave crise interne qui allait déboucher sur un schisme et la création du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action), à l'origine du déclenchement de la lutte armée le 1er novembre 1954.

L'OS (Organisation secrète), branche armée du PPA-MTLD, avait recruté un grand nombre de ses militants en Kabylie, où le Mouvement national était solidement installé depuis la naissance de la première organisation nationaliste, l'ENA (Étoile nord-africaine), créée dans l'émigration en 1926. Dirigée par Hocine Aït Ahmed qui avait pris le relais de Belouizdad, l'OS sera confiée à Ahmed Ben Bella après la fameuse crise dite « berbéro-matérialiste » qui survint en 1949. De jeunes cadres originaires de Kabylie avaient exigé un débat sur le fonctionnement du parti et l'avenir du futur État algérien tant dans ses projections institutionnelles que dans ses fondements identitaires. L'invective, déjà élevée au rang de discussion, et l'hégémonie arabo-islamiste dont était nourri Messali

provoqueront une paranoïa qui diabolisera tout ce qui pouvait rappeler, de près ou de loin, la Kabylie. Issu de cette région, Aït Ahmed sera dessaisi de ses responsabilités alors qu'il avait pris un soin particulier à se tenir à distance du groupe du lycée de Ben Aknoun, fer de lance de l'initiative. La réaction de la direction du parti fut digne de ce qui reste aujourd'hui encore un marqueur politique dans le pouvoir algérien : anathème, accusations de trahison et de collusion avec l'ennemi et sanctions ne tarderont pas à s'abattre sur les contestataires.

L'OS sera démantelée à la suite de la maladresse d'un de ses commandos qui devait enlever et juger un militant douteux de l'Est algérien.

Les dirigeants du PPA-MTLD de Kabylie n'eurent d'autre choix que de faire fuir les éléments recherchés vers l'Ouest, où prospérait depuis près d'un demi-siècle, on le sait, une colonie de petits commerçants kabyles. Ceux-ci étaient chargés d'accueillir ou de placer ces partisans dans des familles d'amis personnels ou de sympathisants du parti, en attendant que passe l'orage policier qui s'abattait sur les milieux nationalistes.

Reçus plus ou moins correctement au début, les militants clandestins se retrouvèrent rapidement en difficulté sociale, atteints dans leur dignité et même, pour certains, menacés dans leur sécurité. Les familles d'accueil, par manque de moyens, par fatigue ou simplement par peur, commencèrent à manifester leur lassitude et, quelquefois, à signifier leur rejet. Certains de ces militants furent même réduits à accepter de servir comme commis chez leurs hôtes pour ne pas être jetés à la rue. Hocine Aït Ahmed et Hadj Ben Alla témoignent de cet épisode qui laissa derrière lui des séquelles politiques et un ressentiment qui a longtemps traumatisé le collectif militant kabyle de l'Ouest du pays.

C'est dans ce climat de désenchantement qu'Amirouche dut activer à Relizane où étaient réfugiés certains militants recherchés. Les risques de la clandestinité, le dépit qui fragilisait des éléments réfugiés loin de chez eux et qui se sentaient maintenant abandonnés ainsi que les conditions de sécurité lui ont commandé de ne pas recruter des personnes issues de Kabylie.

Amirouche suivait tous ces événements sur lesquels il n'avait aucune prise, tant à l'Ouest que dans sa région d'origine où il revenait régulièrement. Il mettait à profit ses déplacements pour mieux connaître les différents groupes sociaux de la collectivité nationale, pénétrer leur état d'esprit et pour tisser ses réseaux.

La crise des instances de direction, l'absence de repères et de hiérarchie qui marquent toutes les mutations de mouvements révolutionnaires ne laissaient d'autre choix à Amirouche que d'adopter la démarche qu'il s'imposera à chaque fois que les partis algériens connaîtront des turbulences organiques ou politiques importantes : garder le contact avec la base et faire, quoiqu'il advienne, un travail de sensibilisation et d'organisation qui sera de toute façon utile une fois le consensus rétabli et la stabilité revenue.

Il se fit le relais des instructions de ce qui restait comme organe de direction et initia ou anima des structures partout où il se trouvait. À Relizane, abrité derrière sa profession de bijoutier, on a vu qu'il avait mis en place une cellule du PPA-MTLD ; à Oued Fodda, il diffusait la revue de certains amis appartenant à l'organisation des Oulamas, qui était à l'époque la seule structure visible, car l'une des rares à être tolérées par l'administration coloniale. Dans le même temps, en Kabylie, il établit des contacts avec des maquisards dont certains étaient dans la clandestinité depuis 1947 sous les ordres de Krim Belkacem et Ouamrane.

Au début des années 50, Amirouche, suivi de près par l'administration coloniale dans l'Oranie, dut revenir vers le centre du pays. Il fréquenta pendant quelque temps le centre de formation professionnelle de Kouba. C'est là qu'il connut M'hamed Bougara, qu'il retrouva comme colonel de la wilaya IV et Othmane, qui, lui, fut responsable de la wilaya V. Cette promotion verra les trois quarts de ses membres tomber au maquis.

Cependant, la déstabilisation du Mouvement national, due autant à sa crise interne qu'à la répression, laissait peu de place à une activité pérenne et efficace des militants étroitement surveillés à l'instar d'Amirouche.

Comme tant d'autres avant lui, il s'exila et se retrouva en France à la fin de l'année 1950. Il avait alors 24 ans. Employé chez Renault, puis dans une chocolaterie, il habitait au foyer du XVème arrondissement de Paris, au 79 rue de l'Église. Les contacts avec le pays étaient difficiles car, dans les milieux émigrés plus encore qu'en Algérie, la crise de 1949, aggravée par l'éclatement du PPA-MTLD, avait jeté les militants dans un grand désarroi ou, pire, dans des affrontements qui n'épargnaient aucun niveau de l'organisation nationaliste.

Des villageois des Iboudraren, dont il est originaire, émigrés comme lui, rapportent que, pendant les premières semaines de son arrivée, Amirouche, par tempérament ou prudence politique, se tenait à l'écart. Avec sa

première paie, il avait acheté une vieille machine à coudre et mettait à profit son métier de tailleur en confectionnant des chemises et des pantalons qu'il vendait à crédit ou donnait aux plus nécessiteux.

Nul ne savait ce qu'il faisait de son argent. En effet, il était d'une sobriété exemplaire, et cela se savait parmi les ouvriers de son village. Il n'envoyait pas de mandat au pays, où vivaient sa femme et son fils Nordine, né le 15 juillet 1949 et inscrit à l'état civil sous le prénom d'Amrane. Il comptait probablement sur le soutien de son beau-père Belaïd, sans savoir que ses affaires avaient périclité, suite à des dissensions familiales qui l'avaient séparé de ses frères. Il fallut qu'un émigré, de retour de son congé au pays, informât Amirouche de la misère dans laquelle se trouvaient sa femme et son fils. Il alerta alors son beau-père par une formule qui restera dans les annales familiales :

« Ramène chez toi ta fille et mon fils et si j'ai une place au Paradis, je te la donne », supplia-t-il.

On apprendra plus tard qu'il versait une partie de sa paie à ce qui restait de l'OS, dont il faisait partie, et qu'en plus de cela, il prenait en charge deux militants.

À l'époque, Ibrahim Djaffar, par la suite plus connu sous le pseudonyme de Si Saadi, était également militant du PPA à Paris. Né le 2 avril 1931 aux Aït Ouabane, à quelques kilomètres de Tassaft, il vivait et militait lui aussi dans le XVème arrondissement. Si Saadi se rappelle cette époque : « Nous nous réunissions rue Gutenberg. Notre responsable de section (*kasma*) s'appelait Abdelhafid Rabia. Il était originaire de Constantine et sera tué par le FLN en 1957 à Paris, au Champ-de-Mars, parce qu'il était resté messaliste. »

Mauvaise atmosphère, mauvaise circulation de l'information, mauvais fonctionnement, les militants étaient perdus. Comme à son habitude, Amirouche continuait son travail de terrain sans nécessairement attendre les instructions d'une organisation éclatée.

Si Saadi était sur place quand Amirouche fut traduit devant une commission de discipline présidée par Bachir Boumaza. « Il se défendra sans complexes, arguant que les questions de chefs ne doivent pas bloquer les initiatives et que le peuple doit toujours être pris en charge par les militants quels que soient les problèmes organiques. » C'en était trop pour un parti ébranlé par la crise et qui se méfiait de toute activité autonome. Il fut exclu des rangs du parti. Paradoxalement, il restera « loyaliste » au moment où les dissidences se succédaient.

Après ce démêlé, Amirouche changea de quartier pour aller à Saint-Denis, tout en gardant contact avec certains militants du XVème arrondissement. Il ne resta pas longtemps inactif. Parallèlement à ses « œuvres sociales » tournant autour de la couture et ayant entendu parler d'un groupe d'Algériens se réclamant des Oulamas, il entreprit de les approcher. Disposant d'un siège à Saint-Denis, ces derniers avaient une relative liberté de manœuvre et présentaient l'avantage de ne pas exiger, comme préalable à toute discussion, l'alignement sur tel ou tel clan, sectarisme qui transformait souvent en pugilat la plupart des réunions du PPA-MTLD de l'époque.

Arrivé en dernier dans le groupe, il fut rapidement désigné comme contrôleur. Si Saadi se remémore le jour où le groupe du PPA du XVème arrondissement, dont lui faisait toujours partie, avait été envoyé à Saint-Denis pour aller perturber une réunion publique de l'association :

« J'avais prévenu mes camarades : ″Amirouche est là-bas. Je le connais, ce ne sera pas facile de saboter un meeting auquel il participe.″ Une fois sur place, notre équipe trouva effectivement Amirouche devant la porte. Il nous fit rentrer un par un. Dispersés dans la salle, nous étions perdus. Au moment du débat, nous n'avons rien pu faire, la polémique qui devait nous servir de prétexte aux troubles ayant été étouffée dans l'œuf. »

C'est dans ce milieu qu'il fit la connaissance d'Abdelhafid Amokrane, secrétaire général de l'association. Il sera responsable des biens habous de la wilaya III sous les ordres d'Amirouche et deviendra ministre des Affaires religieuses en 1993. Il garde le souvenir d'un homme jeune mais dégageant une grande autorité et capable de persuader le plus indécis grâce à sa force de conviction. Amirouche avait un don inné pour la parole : « Il savait doser la tonalité de sa voix et nuançait son propos avec une justesse remarquable. En réalité, il était calme car il était humble, timide même, mais il était impressionnant et savait élever le ton quand il le fallait. Sa vie était entièrement dédiée à la lutte. Il suivait toutes les grandes questions politiques de son temps et prenait des cours du soir quand il en avait le temps. »

Tout en s'investissant dans le réseau de l'OS, qui avait survécu aux désordres organiques et à la répression, Amirouche multipliait les activités de terrain pour repérer les éléments les plus fiables et renforcer la structure clandestine. En fait, écrira plus tard Abdelhafid Amokrane « vers le mois de juin 1954, notre ami Amirouche était en contact constant avec le grand héros

et *Chahid* Mourad Didouche, resté à Paris comme militant dirigeant clandestin. »[6]

C'est ainsi qu'Amirouche créa l'unique cellule du CRUA de Paris qui comprenait Abdelhafid Amokrane, Saïd Meddah, Youcef Mokrane, Tahar Si Bachir, Bachir Izemarane, Ahmed Sakhri, Saïd Haouassine et lui-même.

Les activités de l'association avaient aussi leur utilité dans la mesure où, outre la couverture qu'elles offraient, le contact avec la base facilitait la prospection : « Lors des tournées que nous faisions dans les cafés, nous invitions les émigrés à interrompre leur jeu un instant. Amirouche prenait toujours soin de leur dire sur un ton taquin de bien faire leurs comptes avant la pause pour pouvoir reprendre leur partie sans trop de problèmes. Nous incitions nos concitoyens à ne pas perdre les repères de leur pays, à appliquer les préceptes de leur religion, à pratiquer leur langue, kabyle ou arabe, et surtout à rester solidaires », se souvient Abdelhafid Amokrane.

Mais la protection fournie par la structure parisienne des Oulamas ne pouvait pas durer longtemps. D'une part les Renseignements généraux veillaient ; d'autre part le cheikh Abderrahmane Yalaoui, président de l'association, ne voyait pas d'un bon œil ce glissement vers une coloration politique de plus en plus prononcée. Ce responsable, un personnage pieux, fin lettré, ancien de la *Zitouna* de Tunis, ami de Ferhat Abbas et d'Ahmed Francis, partageait avec ces derniers l'idée qu'une émancipation dans le cadre français était encore possible. Le siège de sa propre association servait à des réunions auxquelles il n'était pas toujours invité. Ses suspicions, confirmées par les avertissements des Renseignements généraux, menèrent à l'inévitable : le cheikh alerta la police de Saint-Denis, qui interrogea tous les adhérents. Les interpellés firent passer le conflit, né en réalité du détournement d'une association religieuse en foyer de subversion, pour des frictions entre différents membres se disputant la paternité de l'organisation. Grâce à ce subterfuge, l'affaire en resta là. Mais, dès lors, ces militants, qui rejoindront le FLN en 1954, durent tenir leurs réunions dans leurs propres chambres ou dans les jardins publics.

A l'époque déjà, Amirouche signalait à Didouche Mourad, qui préparait avec cinq de ses camarades le déclenchement de la lutte armée, les meilleurs éléments, note Abdelhafid Amokrane : « Amirouche repérait les militants les plus rigoureux, car il savait que quelque chose se préparait. » C'est à cette période qu'il rencontra également en France un certain Ahmed Ben

[6] *Mémoires de combat*, Editions Dar El Oumma, Alger, 1998.

Abderezzak, devenu Si Haoues, qui tombera avec lui au champ d'honneur, en 1959, alors qu'ils se dirigeaient ensemble vers Tunis.

La tradition veut que l'émigré sérieux ne reste pas plus de deux ans d'affilée en France. Le 17 septembre 1954, Abdelhafid Amokrane décide de rentrer au pays pour voir sa famille. Sans pouvoir dire, aujourd'hui encore, si ce que son ami lui disait était une analyse ou bien une information, il se rappelle les propos d'Amirouche au moment où il lui faisait part de son intention de regagner l'Algérie. « Nous nous retrouverons bientôt. Cette fois, c'est sérieux. Ce qui se passe en Tunisie et au Maroc annonce des choses importantes pour notre pays », lâcha Amirouche sans donner plus de précisions.

Investir une association dirigée par des Oulamas, qui regroupait en principe des notables acquis à l'assimilation, n'était pas antinomique d'un engagement simultané en faveur de la lutte armée.

Les oppositions entre chefs, les manœuvres de l'administration, les défections des uns ou des autres n'empêcheront pas l'avènement de ce qu'Amirouche avait toujours pressenti comme un moment politique inéluctable : le rassemblement de tous ceux qui aspiraient à faire entrer le peuple algérien dans l'histoire contemporaine. Il fallait donc travailler et se remettre chaque fois à l'ouvrage en regardant devant, sans se laisser atteindre par les aléas des querelles qui empoisonnaient les relations entre partis nationalistes. Le problème était que maintenant, ces conflits pesaient sur le destin même de la formation dont l'ancrage populaire était le plus affirmé : le PPA-MTLD.

Ces tempêtes n'épargnèrent pas toujours Amirouche. Ainsi, la structure de Kabylie avait décidé de geler les cotisations tant qu'une réponse sérieuse ne serait pas donnée à la demande de débat qui traînait depuis 1949. La direction du parti, sourde à cette doléance, répondit, on l'a vu, par une violente diatribe initiée par Messali lui-même. Le vieux leader dénonça « un virus qui rongeait un corps malade ».

Dans cette crise, Amirouche suivait de loin Krim Belkacem et Ouamrane qui tenaient le maquis kabyle. Il savait que les deux hommes, déjà engagés dans la lutte armée, étaient en contact avec Didouche et qu'ils restaient fidèles à Messali. Dans les bistrots de l'émigration, les tensions étaient à leur comble. Bien que « libéré » organiquement, Amirouche préconisa, comme les deux maquisards de Kabylie, la discussion avec Messali. La position n'était pas tenable longtemps. Dans une de ces nombreuses et violentes confrontations l'échange dégénéra. Il y laissera une partie de son incisive.

Mais, fondamentalement, ni les menaces omniprésentes de la répression coloniale, ni les oppositions politiques qui traversaient le Mouvement national, ni les affrontements, parfois très violents, qui opposaient ses différentes factions n'auront induit un doute ou un répit dans l'engagement d'Amirouche.

3

AUX ORIGINES D'UNE LÉGENDE

À l'été 1954, Belaïd n Merzouk, beau-père d'Amirouche, apprit par une connaissance du village que son gendre et cousin avait été vu au port d'Alger. En plus de sa propre famille, le vertueux Belaïd entretenait péniblement celle d'Amirouche et sa situation matérielle était des plus précaires depuis qu'il s'était séparé de ses frères. Il était donc soulagé de savoir que celui qu'il avait récupéré dans un marché de Kabylie à l'âge de 11 ans et à qui il avait donné sa fille en mariage revenait d'exil pour voir son fils grandir et assister sa femme dont la santé déclinait. Pendant les années où Amirouche était en France, Dda Belaïd se devait de combler une absence problématique à plus d'un titre. Et il le fit. Mais, depuis quelque temps, il se prenait à supputer sur cet être qu'il avait adopté et chéri.

Le désintérêt apparent dont faisait preuve Amirouche pour sa propre famille perturbait plus son beau-père qu'il ne le gênait matériellement, en dépit de sa condition sociale peu enviable : d'un côté, Amirouche n'était pas homme à fuir ses responsabilités, ni à se laisser tenter par les futilités dans lesquelles sombraient tant et tant de villageois émigrés. De cela, il était sûr. Depuis ce jour où il l'avait vu au souk El Djemaâ, Amirouche s'était toujours montré digne de confiance, tant à Oued Fodda qu'au village. Certes. Mais d'un autre côté, il savait que son gendre travaillait et menait une vie saine, sans pour autant avoir jamais envoyé le moindre centime au pays.

Ses démêlés avec la justice coloniale, au cours desquels Dda Belaïd avait eu à intervenir, ou ses rares fréquentations avec des personnes impliquées dans la cause nationale ne suffisaient pas à expliquer, du point de vue du vieux commerçant, une telle absence.

Et pourtant, Amirouche était déjà quasiment dans la clandestinité. Ce ne sera pas cette fois que les retrouvailles familiales auront lieu. Un autre appel, attendu depuis longtemps, allait être adressé à toute une génération. Il était plus fort et plus net que celui qui peut atteindre un père ou un époux.

Au fond de lui-même, Amirouche savait qu'en réalité, quoi qu'il puisse advenir, sa femme et son fils seraient protégés. Entre les deux hommes était née dès le premier jour une vénération mutuelle qui ne se démentira jamais. Elle se nourrissait d'un contrat implicite, gravé dans les deux âmes ; un de ces pactes que ni les aléas de la vie ni les apparences les plus compromettantes ne peuvent altérer.

Il avait beau ruminer à l'occasion, le Belaïd, il savait qu'Amirouche n'était pas en train de se dérober à ses obligations, mais qu'il suivait un destin dont il ne percevait pas encore tous les contours.

Leur relation sera secouée par toutes sortes de turbulences et mise à l'épreuve à maintes reprises. Entre Dda Belaïd et Amirouche, il y avait, au-delà du serment, une communion de valeurs. La dignité généreuse, moteur existentiel du vieux Kabyle, avait trouvé en écho chez le jeune orphelin une obsession de justice. Les tourments du moment n'étaient qu'une petite écume qui n'aurait su faire dévier la houle qui entraînait deux vies de rigueur et de fidélité. Fidélité à soi et à autrui ; autrui signifiait, pour l'un, la famille, et pour l'autre, le peuple algérien.

Les semaines passèrent sans nouvelles jusqu'à ce que Mohand-Arezki, fils de Dda Belaïd et beau-frère d'Amirouche, apporte des informations au retour d'un déplacement avec son club de football, l'OCBOF (Olympique Campenand Bernard d'Oued Fodda) ; informations qui étaient, à la vérité, plus ou moins attendues.

L'équipe de Mohand-Arezki, se rendant à une rencontre avec la JSK (Jeunesse sportive de Kabylie) à Tizi-Ouzou, fait une halte près d'Alger, à Maison-Blanche, afin de passer la nuit du samedi au dimanche à la base-vie où était hébergé le personnel de la société Campenand Bernard qui réalisait l'extension de l'aéroport de la capitale.

A l'entrée, c'est Amirouche qui lève la barrière. Apercevant son beau-frère dans le bus, il lui fait discrètement signe de ne pas parler. Plus tard, à la tombée de la nuit, un gardien invite Mohand-Arezki à sortir de sa chambre en lui disant que quelqu'un le demande. C'est Amirouche.

Après les salutations d'usage, celui-ci entre dans le vif du sujet :

« Mohand-Arezki, tu ne m'as pas vu. Ne parle à personne de notre rencontre, hormis à ton père. Je lui écrirai bientôt pour lui dire où je suis. »

Effectivement, quelques semaines après le déclenchement de l'insurrection, Dda Belaïd reçut une lettre par laquelle son gendre l'informait qu'il avait pris le maquis dans la région des Ouacifs, en Haute-Kabylie.

Depuis ce matin de mars 1938, le vieux Belaïd s'était vu inexorablement entraîné par le destin de cet homme qui avait dédié sa vie à son peuple.

Maquisard, Amirouche passait de plus en plus fréquemment à Tassaft. Il y trouvait toujours le gîte et le couvert, en ces temps où l'organisation armée en était encore à ses balbutiements. Il était régulièrement accueilli par les frères de Dda Belaïd, qui avaient déjà oublié leurs différends d'Oued Fodda.

Les temps étaient difficiles et incertains. La pression coloniale montait et l'adhésion populaire était encore timide. La flambée du 1er novembre, abondamment commentée dans les médias, laissait perplexe la plupart des Algériens. Entre le discours des autorités françaises, qui passait de l'ironie affectée à la menace, et les éructations des messalistes, furieux d'avoir été doublés par des « novices », la confusion était totale. Parmi les plus radicaux, qui avaient rompu avec un Messali au discours de plus en plus incantatoire, certains, à l'image d'Abane encore en prison, déploraient le caractère improvisé de l'initiative. Beaucoup de militants, *a fortiori* de citoyens, désemparés, sceptiques ou apeurés, attendaient de voir venir.

Dans les moments qui ont précédé la guerre, un militant du PPA a connu Amirouche après son retour de l'Ouest puis sa rentrée de France. Il s'agit d'Ali Ouamar Aït Abdeslam, né le 19 novembre 1929 à Aït Abbas, dans les Ouacifs. Il suivit sa scolarité au village jusqu'au cours moyen 1ère année avant de rejoindre sa famille à Tunis où elle était établie dans le commerce. Comme tous les émigrés, Ali Ouamar connut pendant quelques années les traditionnels allers-retours entre la Kabylie et le pays d'accueil. En 1946, il rentre en Algérie. C'est à cette période qu'il adhéra pour la première fois au PPA-MTLD, à Tebessa, près de la frontière tunisienne où quelques compatriotes originaires du même douar s'adonnaient à la contrebande dans cette zone tampon, tout en contribuant, en même temps, à structurer le parti nationaliste.

Éternel entrelacement de ce déclassement social qui pousse les autochtones à survivre à la marge ou franchement en dehors de la légalité et

de l'engagement politique perçu aussi comme une issue à une vie personnelle sans espoir. Le jeune homme qui paie sa cotisation a alors 17 ans. Issu d'une famille relativement aisée, il milite à la base et se souvient des foules qui ont afflué à Tizi-Rached à l'occasion de l'enterrement d'Ali Laïmèche, un jeune homme de 21 ans, mort d'une fièvre paratyphoïde, qui avait défié Messali Hadj avec Amar Ould Hamouda, cousin d'Amirouche que nous avons eu l'occasion d'évoquer au premier chapitre de cet ouvrage.

Ali Ouamar, de trois ans le cadet d'Amirouche, garde de lui, à la fin des années 40 et au début des années 50, l'image d'un militant apparaissant épisodiquement en Kabylie et dégageant une volonté et une assurance particulières. En effet, il avait déjà le souci d'affirmer sa présence. Pendant un certain temps, il porta la barbe et arbora fez et gandoura, tenue du Zaïm Messali, pour exprimer, comme beaucoup de jeunes de l'époque, son respect – qui à la vérité tenait souvent d'un suivisme inconditionnel – pour le vieux leader, qui apparaissait encore comme un sauveur.

À son retour de France, Amirouche se fit discret. Quand il rencontra de nouveau Ali Ouamar, ce dernier ne le reconnut pas : la barbe et le fez avaient disparu.

Les animosités latentes qui lézardaient le Mouvement national et plus particulièrement le PPA-MTLD éclataient au grand jour, chacun observant l'autre dans une atmosphère politique irrespirable. Le traumatisme de la répression de mai 1945, qui avait fait des milliers de victimes, l'effondrement de la hiérarchie, la pression de la police coloniale, l'absence de communication et de débat faisaient de la suspicion le premier réflexe quand deux militants venaient à se croiser.

Depuis mars 1954, la crise était patente entre Messali et la direction du parti. La base était désorientée. Le congrès tenu en juillet 1954 à Hornu, en Belgique, auquel avait participé Ali Ouamar, s'avéra être une manœuvre dilatoire du vieux dirigeant. Cette rencontre fut, au fond, une déception de plus pour les congressistes dont beaucoup étaient acquis à la lutte armée. Mais, pour bon nombre de militants encore dans l'ignorance de la gravité des divisions qui déchiraient leur parti, Sid el Hadj, comme ils se plaisaient toujours à appeler Messali, allait, c'était inéluctable, appeler à l'insurrection.

Amirouche, raconte Ali Ouamar, était durement marqué par l'échec de l'OS, en fait la conséquence d'une stratégie de combat ambiguë, où l'action armée était décidée sans être assumée formellement par la direction. Comme la plupart des adhérents, il ne savait pas que Messali refusait le

renouvellement des instances du parti et, surtout, qu'il tergiversait devant l'engagement militaire.

« J'ai dû lui raconter tout ce qui s'était passé à Hornu, où nous avons été empêchés de lire notre déclaration ; que, le lendemain, avec Ali Zamoum, autre congressiste de Kabylie, il avait fallu ruser pour essayer de faire entendre l'avis de la base, qui attendait le signal pour le soulèvement ; que, plus grave, aucun militant de l'Est n'était présent et que nous avons dû constater que le congrès n'était convoqué, de fait, que pour reconduire Messali et l'imposer à la présidence du parti. »

Amirouche en fut retourné et cela le rendit encore plus méfiant. Le premier contact qu'il avait établi avec Krim Belkacem et Ouamrane, respectivement appelés Si Ali et Si Ahcene en Kabylie, au maquis depuis 1947, ne fut pas particulièrement chaleureux. Amirouche, voulant coûte que coûte passer à l'action, essayait de connaître les dates et les modalités des opérations pour tester les intentions des deux responsables. N'ayant pas eu de réponses claires, il garda par-devers lui les contacts qu'il avait patiemment tissés en Kabylie et durant son exil en France.

Le malentendu fut tel, se rappelle Ali Ouamar, que Si Ahcene, c'est-à-dire Ouamrane, voulant absolument gagner du temps, avait demandé de tenir Amirouche à l'écart :

« *Aγ- iḍur*. Il va nous nuire », avait redouté le maquisard endurci.

En réalité, Krim et Ouamrane avaient eux-mêmes un triple problème à résoudre à cette époque. Il y avait d'abord la grisaille messaliste qui ne s'était pas dissipée et ils ne savaient pas encore quelle décision arrêter face à un personnage qui avait dominé le Mouvement national depuis un quart de siècle. Par ailleurs, le contact avec Ben Boulaïd, responsable des Aurès, qui ne voulait pas passer à l'action sans la Kabylie, était difficile à rétablir. Enfin, Boudiaf, marqué par le jacobinisme du PPA-MTLD et espérant couper la Kabylie en deux – la Grande-Kabylie serait rattachée à l'Algérois et la Petite dépendrait de Constantine – avait provoqué le refus obstiné de Krim, qui voyait dans cette proposition une défiance envers une région qui tenait le maquis depuis sept ans déjà.

Ce malaise, ajouté aux tensions qui pesaient sur le CRUA, aurait pu causer un nouveau report du déclenchement de l'insurrection. Amirouche, ignorant toutes ces tractations, crut que cette attente qui n'en finissait pas trahissait de nouvelles hésitations ou que la lassitude avait fini par gagner jusqu'à ses deux icônes, isolées dans le maquis depuis tant d'années.

« Il disparut quelques jours. Certains d'entre nous ont même pensé qu'il était reparti en France pour collecter des fonds, quitte à lancer des actions isolées », note Ali Ouamar.

Il réapparut juste avant le 1er novembre pour le début des combats. Mais dans la région des Ouacifs, de Fort-National et de Michelet, d'où était originaire Amirouche, il n'y eut pas d'attentats ce jour-là.

En effet, l'adhérent du PPA-MTLD chez qui avaient été déposées les armes n'était autre que le fils du maire de la municipalité des Aït Sidi Ahmed. La maison paternelle, fréquentée par les fonctionnaires français, offrait à première vue une cache idéale. Le 1er novembre, les partisans attendirent en vain la livraison des fusils pour passer à l'action. Dans les jours qui suivirent le déclenchement de l'insurrection, les responsables du FLN découvrirent que leur homme de confiance avait vendu le matériel qui lui avait été confié et que son père l'avait fait évader vers la Tunisie. La complicité du maire entraîna une décision sans appel de la part du FLN qui ordonna son exécution. Le fils passa toute la période de la guerre à Tunis avant de rentrer à l'indépendance avec l'armée des frontières, qui venait de défaire les maquisards de l'intérieur.

Ce n'est qu'en décembre 1954 que le contact fut rétabli avec Krim Belkacem dans un hameau d'Illilten, sur les hauteurs de Michelet.

Le 5 janvier 1955, Amirouche lança la première attaque contre une caserne militaire en Kabylie. C'était à Tizi n Djamaâ, à côté du village d'Ourdja, où était née au siècle précédent Fadhma n Soummer, une héroïne qui avait brillé par ses hauts faits à la tête de la résistance contre les troupes françaises, lors de la conquête de la Kabylie.

Au commencement de la guerre, Amirouche dépendait formellement de Saïd Babouche, un responsable aguerri et déterminé, chargé de la région de Tizi-Ouzou. Celui-ci, rapidement arrêté, fut condamné à mort ; il sera le deuxième patriote algérien à être guillotiné après Zabana. Suite à ce revers, Amirouche travailla sous les ordres de Si Salah, de son vrai nom Mohamed Zamoum, qui avait pris la relève de Babouche. Mais il fut plus souvent en relation avec un vieux militant, Amar Ath Cheikh, originaire de Michelet qui supervisait la Haute-Kabylie. C'était un homme pieux, respecté pour sa sagesse et son humilité, qui portait la bonne parole et rassurait les gens : les paysans se reconnaissaient en lui et cela avait toute son importance dans les débuts de la guerre.

Pour sa part, Amirouche s'occupait de structurer les villages, de récupérer les armes auprès des habitants et de collecter des fonds. Le sens

de l'organisation du jeune homme ne se démentira jamais. Se manifestaient déjà d'autres éléments d'une méthode qui se confirmera plus tard : l'audace devant l'ennemi et, avec ses compatriotes, la patience, la persuasion avant le recours à la pression ou la sanction.

De passage à Tassaft au début de l'année 1955, Amirouche remit une lettre à Mohand Ouahioune, surnommé Dda Bazi, un villageois naturalisé. Pragmatique, il sut ne pas se formaliser d'une situation que d'autres auraient interprétée comme une irrémédiable compromission, car il considérait que la proclamation du 1er novembre pouvait ne pas avoir été assez bien entendue ou comprise deux mois seulement après sa diffusion. Il lui fit parvenir sa missive par le biais d'un de ses cousins, M'hamed n Merzouk. Abasourdi, Dda Bazi tint à relire le message devant lui.

« Tu vois, M'hamed, Amirouche me demande d'acheter des munitions ou des armes auprès des militaires français susceptibles de sympathie pour la cause nationale. Rien que ça ! »

À des villageois des Ouacifs qui rechignaient à s'acquitter de leurs cotisations, Amirouche fit parvenir trois lettres où se succédaient les appels à la raison, les explications et les divers risques auxquels s'exposaient les récalcitrants. Ses proches et des hommes qui ont servi sous ses ordres assurent qu'il a souvent résisté à certains de ses collègues ou subordonnés qui le pressaient de commencer par « faire des exemples » pour gagner du temps.

En 1954 les troupes de l'ALN étaient dépourvues de l'essentiel. Youcef Aït Hamouda, un autre cousin d'Amirouche, était lycéen à l'époque. Il était présent à Tassaft quand sa famille reçut le maquisard pendant les vacances d'hiver qui suivirent l'appel du 1er novembre.

« Dda Amirouche était arrivé à la nuit tombante par un jour de pluie. Il était trempé jusqu'aux os et portait une mitraillette anglaise Sten. Il s'accroupit à côté de la porte pendant que ma mère préparait à manger. Il était chaussé de sandales faites de peau de bœuf (*icifaḍ*), dont il dénoua les cordons. Le sang qui s'échappait de ses pieds couverts de cloques imprégnait de plus en plus les chiffons les enveloppant au fur et à mesure qu'il se déchaussait. »

On apprendra plus tard qu'il avait donné ses pataugas à un autre combattant. Ce n'était ni la première ni la dernière fois qu'Amirouche cédait

ses chaussures à l'un de ses hommes appelé à faire des trajets plus longs, pour porter ce qui restait de disponible.

« À la vue de ses pieds ensanglantés, ma mère s'effondra, se remémore Youcef.

– D'où viens-tu pour être dans cet état ? demanda-t-elle.

– Des Ouadhias. Et je suis attendu à Iferhounene à l'aube.

C'était à plus de 25 km ; il venait de faire quatre heures de marche sous la pluie, à travers des vallons et des sentiers escarpés. Une fois le repas pris et le café avalé, il mit deux galettes et quelques figues dans sa besace, essora ses chiffons, se rechaussa et reprit son chemin. »

Cette vie faite de traque, d'incompréhension et quelquefois du rejet de la population était le lot des premiers maquisards. Il fallut de l'abnégation, une grande force de persuasion et beaucoup, beaucoup de conviction pour tenir les premiers mois de la guerre.

La région de Kabylie était dirigée par Krim Belkacem. La plupart des maquisards étaient des paysans qui n'avaient que leur foi à offrir à un mouvement armé dont les bases politiques se résumaient à une proclamation émise le 1er novembre 1954 et à un sigle : F.L.N. C'était peu de chose, compte tenu du chambardement de la scène politique algérienne : pas d'organigramme, pas de grades pour hiérarchiser les autorités, pas de limites territoriales responsabilisant les officiers pour le déploiement de leurs unités… Les portes étaient grandes ouvertes à des abus et improvisations des insurgés et, plus grave, aux manipulations de l'armée française.

Parmi ces hommes de la première heure, il se trouvait quelques personnes relativement aisées qui avaient, dès le départ, renoncé à leur situation pour s'engager avec armes et bagages. C'était le cas de Saïd Iazourene ou de Mohand ou Lhadj qui finirent officiers et ont tous deux survécu à la guerre. Ce deuxième aspect est encore plus remarquable pour Mohand ou Lhadj qui n'a jamais quitté le champ de bataille.

Pour autant, ces quelques recrues, qui donnaient une certaine visibilité sociale au FLN, ne comblaient pas un déficit en cadres politiques d'autant plus aigu que le schisme du PPA-MTLD continuait de diviser les membres du comité central, désignés sous le terme de centralistes, et les messalistes. Mais même certains de ceux qui avaient accompagné le mouvement du 1er novembre furent, pendant plusieurs mois, perturbés par des oppositions, voire des attaques brutales, qui les confrontaient à leurs camarades de lutte de la veille. Une bonne partie du potentiel politique du Mouvement

national fut ainsi paralysée par l'incertitude, l'incompréhension ou le découragement.

On l'a déjà vu, en ce qui le concernait, Amirouche avait résolu ce genre de dilemme depuis longtemps : devant toute situation d'instabilité politique interne, il faut occuper le terrain, recruter, former, sans se soucier des rivalités de chefs. Il était convaincu depuis toujours que la dynamique de combat est le meilleur remède face aux tergiversations ou autres frictions d'arrière-cour et que dans l'Histoire, il arrive toujours un moment où l'essentiel s'impose de lui-même.

Les vieux militants, bridés par la fidélité aux personnes ou usés par une lutte sans fin, ne constituaient pas sa principale cible de recrutement. On retrouve néanmoins de nombreux témoignages de prises de contact avec de braves et valeureux sympathisants ; si Amirouche s'est occupé de connaître ces réseaux, de solliciter leurs relations pour établir ou renforcer la base logistique de son secteur, il insista rarement sur leur implication immédiate dans les combats. L'exception notable de Amar Ath Cheikh, présent dans l'organisation depuis longtemps, fut vécue dans une relative bonne entente ; d'autant plus qu'en la circonstance, les tâches étaient naturellement réparties. Au « vieux » les tournées de sensibilisation, au jeune le travail de structuration.

Dès ses premiers mois de maquis, Amirouche mena une campagne de recrutement soutenue auprès des jeunes, notamment les plus instruits, si rares à cette époque. Frais, disponibles, ces éléments formaient une catégorie qui présentait l'avantage de ne pas être lestée par le poids de relations remontant parfois à l'époque de l'Étoile nord-africaine, fondée 30 ans auparavant. Il n'était, en effet, pas toujours facile de s'en libérer au moment où il fallait faire le choix d'une trajectoire désertée ou même combattue par un ancien compagnon, quand ce dernier n'était pas un responsable direct.

Durant les deux premières années de la guerre, on ne retrouve pas de situations où Amirouche ait eu à s'impliquer directement dans les contestations qui agitaient les divers groupements politiques nationaux, FLN compris.

Chargé de l'organisation en Haute-Kabylie, où il reprenait pied après son exode vers l'Ouest et son exil en France, il tissa son réseau en un temps très court et fut reconnu dans sa zone comme un chef intrépide, rigoureux, proche du peuple et en même temps respecté, en dépit de son âge, à peine 28 ans en 1955.

Politiquement, Amirouche sentait confusément qu'une page était tournée et que pour cette nouvelle étape, une autre génération devait être promue et responsabilisée. Il fallait sillonner la région pour s'informer, connaître les rapports de force et repérer les candidats les plus fiables, capables de tenir dans la durée. Mû par un engagement instinctif, obsédé par le destin de son peuple, à l'écoute des soubresauts qui agitaient le Tiers-Monde, Amirouche n'a jamais voulu perdre contact avec la population, dont il tenait à connaître et partager les épreuves. Cela sera rapidement ressenti, compris et apprécié. Cette proximité fut probablement ce qui lui permit de toujours saisir les enjeux dans les meilleurs délais et de prendre les décisions les plus adaptées aux circonstances vécues par le peuple : il faisait de la permanence de la relation directe avec les citoyens le baromètre des attentes et des possibilités que pouvait offrir et supporter la collectivité.

Il lui était souvent arrivé de soustraire des maigres stocks alimentaires qu'il constituait pour ses hommes des rations de blé, de sucre ou d'huile, afin de les redistribuer aux plus nécessiteux des villageois qu'il rassemblait pendant ses sorties. Ce qui sera plus tard un véritable service social, quand il deviendra colonel de la wilaya III, était plus qu'une nécessité politique destinée à se rallier les faveurs du peuple : cela participait d'une éthique sur laquelle se fondait la conception du combat et la philosophie du pouvoir chez Amirouche. Cette dimension est rapportée par tous ceux qui l'ont côtoyé et sera narrée par son secrétaire Hamou Amirouche, dans l'ouvrage qu'il a dédié à son chef[7], avec une admiration qui n'exclut pas la lucidité.

Dans la vie des grands dirigeants, la connaissance factuelle des situations et des dossiers est aussi importante que leur disponibilité à accueillir et habiter leur mission. Sans expérience, Amirouche a eu dès 1954-1955 un comportement qui le distingua de ses pairs. Ces attitudes d'humilité et de générosité constituaient une constante qui marquera les bases de sa stratégie quand il se trouvera en charge de responsabilités politico-militaires plus importantes. Être plus exigeant avec soi-même qu'avec ses hommes, donner le bon exemple en tout, avoir le souci permanent de la situation vécue par le peuple : telles sont les valeurs qui, au-delà de la pertinence et du courage, façonnèrent la légende d'Amirouche.

À l'aube de la guerre de libération, il fallait aussi assumer la difficile et délicate mission de faire respecter l'autorité du tout nouveau Front de

[7] *Akfadou, un an avec le colonel Amirouche*, Casbah Editions, Alger, 2009.

libération nationale et, à l'occasion, rendre la justice. Dans un premier temps, les villageois furent invités à régler leurs différends entre eux. Plus tard, ils durent en appeler à l'arbitrage des vieux militants, pour lesquels Amirouche avait ainsi trouvé la fonction qui convenait à leur expérience tout en les tenant à l'écart des opérations militaires. Ainsi, la justice française fut assez vite dépossédée de l'une de ses missions fondamentales et, sauf cas de force majeure, le citoyen, poussé par la peur des représailles nationalistes ou par l'assurance de se voir plus rapidement rétabli dans ses droits, préférait s'en remettre au FLN.

Dans ce registre aussi, Amirouche fut un précurseur puisque l'on retrouve ses premiers « jugements » dès le printemps 1955, aux Aït Ouabane, comme en atteste Si Saadi, maquisard qui, on s'en souvient, avait connu Amirouche en France.

« Un habitant de chez nous refusait, malgré plusieurs avertissements, de mettre un terme à ses relations avec un garde champêtre qui finira d'ailleurs par être exécuté par le Front. Amirouche le sermonna devant l'assemblée du village, en appelant à sa responsabilité de patriote : il dénonça l'image qu'il donnait de lui-même à ses concitoyens et le risque qu'il encourait à se compromettre avec des traîtres. Il demanda au concerné ce qu'il avait à répondre. Ce dernier, probablement éméché, balbutia des propos qui voulaient exprimer à la fois la justification et la défiance. Il prit une gifle devant tout le monde.

« Le mieux que ce genre de personnes ait à faire, c'est de se taire, de réfléchir et de s'amender », dit Amirouche à la foule.

Je fus vraiment surpris par son geste car cela ne lui ressemblait pas. Ce fut d'ailleurs, à ma connaissance, l'une des rares fois où il a levé la main sur quelqu'un pendant la guerre », témoigne Si Saadi avant de continuer :

« Une fois à l'écart, je lui fis remarquer que cet affront était un peu excessif pour un Kabyle. Il était étonnamment calme, ce qui contrastait avec l'exaspération apparente qu'il manifestait quelques secondes plus tôt. Il me répondit : ?"Justement, si l'on veut éviter d'arriver au pire, tout ce que l'on peut faire avec de telles épaves, c'est de malmener le peu d'amour-propre qui leur reste et, surtout, que leur déchéance serve de contre-exemple aux autres.?" »

Rendre justice, c'était aussi sanctionner les récalcitrants ou les agents de l'administration trop zélés. Le FLN avait ciblé partout ses adversaires mais, là encore, Amirouche se singularisa par une méthode qui dérogeait à la tendance dominante et qui contredit l'image qu'on a donné de lui, celle

d'un homme porté à systématiser la condamnation radicale. Il a longtemps toléré, dans les limites de ses responsabilités d'alors – somme toute modestes en 1955 –, les faiblesses d'individus prenant une part active dans le système colonial, dès lors qu'ils montraient des dispositions, même occasionnelles, à aider l'organisation militaire naissante, qui par un vêtement, qui par un peu d'argent ou un renseignement.

J'ai pu récupérer de nombreux témoignages selon lesquels, bien avant d'être promu commandant de wilaya, il établit plusieurs contacts avec des villages de harkis auxquels il recommandait de ne pas commettre l'irréparable, d'aider la Révolution dans la mesure de leurs possibilités sans avoir à exposer leurs familles regroupées dans les camps de l'armée française. Dans certains cas, comme à Tazmalt, ces hommes condamnés par beaucoup ont fini par revenir à de meilleurs sentiments. Ils ont accueilli des maquisards blessés, fourni des munitions et, quelquefois, à partir de 1958, des armes.

La tentation de recourir à la sanction immédiate était pourtant très forte et d'authentiques partisans furent éliminés pour des motifs plus que discutables. Ainsi, Hand Ouzayed, originaire d'Azazga, était un cadre et un patriote ; il fut l'un des artisans de la fameuse opération Oiseau bleu, en 1956, au cours de laquelle Krim Belkacem réussit à faire équiper plusieurs centaines d'hommes par l'armée française en lui faisant croire qu'elle armait des maquisards appartenant à une faction nationaliste opposée au FLN. Il sera exécuté sous prétexte qu'il aurait entretenu une relation avec une journaliste italienne enquêtant sur l'insurrection algérienne.

Dans sa zone, Amirouche faisait tout pour limiter les injustices ou les conséquences de décisions sans appel, redoutant entre autres risques de braquer, dès le début de la guerre, des montagnards dont il connaissait le caractère irascible.

Il n'en demeure pas moins que des caïds, des gardes champêtres ou d'autres auxiliaires de l'administration ont payé de leur vie leur entêtement à braver ou combattre le Front. Beaucoup défendaient leurs rentes ; d'autres, moins nombreux, étaient sincèrement convaincus que l'émancipation algérienne pouvait encore dépendre de la réforme du système colonial.

*

* *

Un autre secteur capta dès le départ l'intérêt d'Amirouche : les liaisons et la communication dont il fera plus tard des paramètres essentiels de la lutte en wilaya III. Certains anciens, comme Saïd Iazourene, avoueront à l'indépendance leur étonnement quand ils virent, en 1955, les jeunes les plus crédibles, les plus valides et les plus dévoués affectés à des tâches de liaison qui les épuisaient dans d'interminables marches, et ce, au moment même où les sections peinaient à se mettre en place. Cette volonté de s'informer, d'écouter, de communiquer et de convaincre avant de décider a sans doute aidé à atténuer les hésitations, à limiter les défaillances dans les rangs de la population et contribué à forger le mythe d'un Amirouche perspicace, juste et protecteur.

La qualité de l'information et la rapidité de sa transmission, outre qu'elle associait le plus grand nombre aux évolutions et exigences du combat, avait aussi l'avantage d'être la meilleure des protections dont a bénéficié Amirouche en Kabylie. La vieille qui ramasse son bois à l'orée de la forêt, le berger qui suit son troupeau ou le cantonnier comblant les nids-de-poule étaient autant d'observateurs qui signalaient le moindre déplacement de l'ennemi.

Mener autant de tâches dans des conditions politiques et militaires particulièrement contraignantes (la Kabylie avait été investie par l'armée française dès les premiers mois de l'année 1955) supposait des moyens que le FLN n'avait pas encore. Amirouche compensera ce handicap par deux qualités : d'une part, une mobilité permanente qui lui faisait couvrir des distances immenses en un minimum de temps, afin de connaître au plus près les hommes et leur environnement ; d'autre part, une capacité hors du commun à distinguer l'essentiel de l'accessoire.

« Amirouche réfléchissait beaucoup », s'émerveille encore, en 2009, Mohand Sebkhi, que nous retrouverons plus tard et qui fut un des agents de liaison du colonel. Qu'il s'agisse de Djoudi Attoumi, de Hamou Amirouche ou de Rachid Adjaoud, qui furent à un moment ou un autre secrétaire particulier ou attaché au PC (Poste de commandement), tous attestent de cette disposition à plaisanter avec ses jeunes collaborateurs, puis à se retirer, une fois les missions importantes réparties et les décisions arrêtées, pour continuer à réfléchir seul pendant que les autres dormaient. Amirouche, qui était ce que les spécialistes appellent un « court dormeur », avait également la chance de disposer d'une santé de fer. De toute sa vie de maquisard, les témoins rapportent un seul alitement de quelques jours : c'était en janvier 1958, quand il attrapa les oreillons.

Sous son autorité, le maillage de la région de Michelet se mettait en place méthodiquement suivant le schéma d'un État miniature, modèle d'organisation alors inconnu dans les autres régions.

Tout se passait comme si Amirouche appliquait dans son action concrète une programmation qu'il avait mûrie depuis toujours.

L'extrême rapidité de ses déplacements inspirait des récits homériques qui le donnaient présent dans plusieurs endroits à la même date. Les services de renseignements français suivaient déjà à la trace ce responsable qui concevait sa mission comme le ferait le commis d'un État moderne, avec, en plus, le sens de l'initiative. Plus d'une fois, ils eurent à s'agacer devant cette ubiquité qui préfigurait la légende de l'homme insaisissable.

Rapidement, Amirouche se fit remarquer en Haute-Kabylie comme un homme à part. Il était simple et charismatique, adulé et craint, proche et hors d'atteinte.

Quand il ne voyait pas venir d'instruction, il prenait les choses en main. Quand il n'avait pas l'occasion de solliciter l'avis d'un supérieur avant de prendre une décision, il agissait. Il commença par désigner des chefs de secteur avec des missions et des objectifs précis. Il se chargeait d'évaluer régulièrement ses hommes lors d'interminables tournées. L'élaboration systématique de rapports, à la base de l'organisation de la future wilaya III, fut introduite dès la moitié de l'année 1955. Sitôt installé, chacun devait établir des comptes rendus périodiques et exhaustifs sur les opérations militaires menées, les actions sociales engagées pour secourir les nécessiteux et les victimes de la répression coloniale, les déplacements et les implantations de l'ennemi, l'état d'esprit et la contribution de la population et, naturellement, le nombre et la qualité des recrues.

Une ébauche d'administration se mettait déjà en place, chaque palier de l'organisation étant contrôlé par le niveau supérieur. Tout cela fut mis en œuvre en moins d'un semestre. De toute la région de Kabylie et probablement du pays tout entier, Amirouche aura été celui qui rationalisa le plus rapidement le potentiel de son secteur afin de mieux le préparer à atteindre les objectifs assignés, donnant en un temps record à l'ALN, dans la Haute-Kabylie, une base organisationnelle et une crédibilité qui feront école.

Quand Krim Belkacem, déjà au maquis depuis huit ans, apprit qu'un responsable local qui n'avait pas encore 29 ans avait pris un certain nombre de décisions sans attendre les instructions, il le convoqua pour un sévère

rappel à l'ordre, nous apprit le colonel Ouamrane qui me recevait en 1983 avec Nordine Aït Hamouda, le fils d'Amirouche.

Lors de cette interpellation, Amirouche, qui, par ailleurs, vouait un respect sans limites à son chef, ne se laissa ni impressionner ni déstabiliser par les remarques de son supérieur, préférant présenter son bilan et ses perspectives. Krim, pourtant marqué par son passage dans l'armée française, où il avait effectué son service militaire, eut l'intelligence de ne pas se formaliser outre mesure de la procédure en laissant son jeune collaborateur continuer son exposé. Il fut ébloui par son assurance, sa sobriété et sa rigueur.

Le futur signataire des accords d'Évian est probablement l'un des dirigeants algériens que la responsabilité a le plus bonifié. Aguerri par ses longues années de maquis, remarquable meneur d'hommes, il eut le flair des vrais chefs. Comprenant qu'il avait devant lui un collaborateur d'exception, il apprécia instantanément la situation. La réunion prévue pour sermonner, voire sanctionner un homme ayant dépassé ses prérogatives se termina en séance qui vit l'évaluation et la consécration de la méthode Amirouche, qu'il fallait non seulement approuver, mais étendre dans les meilleurs délais à toute la Kabylie.

C'est ainsi que le jeune officier fut affecté en avril 1955 dans la vallée de la Soummam. Il avait pour mission d'y généraliser la lutte et de trouver les meilleurs moyens de réduire l'influence des messalistes qui disposaient, dans un certain nombre de poches, de solides équipes dont quelques-unes étaient animées par de valeureux militants, mal remis de l'élimination d'un Zaïm que beaucoup croyaient en toute bonne foi devoir continuer à servir.

Sitôt installé dans « sa » vallée, Amirouche commença à programmer ses priorités. Il fallait repérer les éléments les plus sûrs, identifier les secteurs à problèmes et prospecter auprès des groupes socioprofessionnels plus ou moins organisés pour, une fois de plus, essayer de recruter des jeunes cadres.

Il retrouva des anciens comme Mira qu'il avait croisé en France et dut se rendre à l'évidence : des militants de valeur, pour diverses raisons, refusaient de suivre le mouvement plus de six mois après le déclenchement de la lutte armée. Le cas le plus douloureux fut celui d'Oulebsir de Tazmalt, qui avait effectué un parcours exemplaire dans le Mouvement national et dont la sincérité et la crédibilité étaient reconnues par tous. Sa défection greva considérablement les possibilités de recrutement dans son secteur d'origine car son aura était certaine et jusque-là méritée. Du côté

d'Amizour, les Ourabah, puissants notables, affichaient vis-à-vis du FLN des positions oscillant entre la condescendance et un défi plus ou moins assumé. Des confréries religieuses aux nombreuses clientèles, bien cadrées par l'administration, ne basculèrent que lorsque le choix ne leur fut plus laissé.

Dans un environnement aussi complexe, il fallait trouver des parades spécifiques à chaque situation, tout en faisant en sorte que les initiatives se complètent et contribuent à asseoir le projet général de sensibilisation et d'encadrement des citoyens.

« Le souci du détail n'empêchait pas Amirouche d'avoir cette conscience aiguë des enjeux stratégiques », constate Mohand Sebkhi. Pendant les premiers mois de la guerre, une certaine anarchie régnait dans tous les secteurs. L'autorité revenait à celui qui s'installait le premier dans une zone. Grâce à la désignation de chefs politico-administratifs, la récupération des armes et le contrôle des financements du Front étaient enfin gérés avec méthode et rigueur.

Amirouche se rapprocha de grandes familles dont quelques-unes, comme les Tamzali, s'étaient installées et développées dans la région depuis l'époque ottomane, avant de rebondir dans de nouveaux rapports d'allégeance avec le système colonial. Progressivement, les contacts et les échanges laborieux portèrent leurs fruits : des lignées largement intégrées dans l'échiquier régional de l'administration finirent par accéder à des demandes de subvention et même, pour certaines, de franche collaboration avec le FLN. Le ralliement ne fut ni total ni immédiat, mais la patience évita en maintes occasions de recourir aux sentences expéditives.

La fin de l'année 1955 et le début de 1956 furent consacrés à la définition et à la généralisation de normes structurantes tant pour l'organisation interne de l'ALN que pour l'engagement plus actif de la population. Parallèlement, les opérations militaires menées par l'ALN procuraient aux maquisards des armes et des munitions de récupération ainsi qu'une notoriété et une autorité politiques qui emportaient l'adhésion du plus grand nombre. L'irrésolution des derniers indécis s'estompait aussi, il faut bien le dire, à la vue de cadavres de collaborateurs de la France souvent mutilés et ostensiblement exposés sur les bords des routes.

La vallée de la Soummam devint, en moins d'une année, le théâtre d'une guerre acharnée, rythmée par les attaques d'une audace inouïe des commandos d'Amirouche, auxquelles répondaient les opérations de répression sans nuances de l'armée française. Dans cette tornade, toutes les

hiérarchies et les repères sociaux étaient balayés. Il y avait de moins en moins de place pour les demi-mesures et les hésitations.

Les jeunes organisés dans le mouvement scout à El-Kseur constituèrent la première fournée de cadres qui épaula Amirouche. C'est cette organisation qui fournit, entre autres, Hocine Salhi et Tahar Amirouchene, deux commis greffiers qui devinrent des officiers à qui il accorda rapidement une confiance sans limite. Le second, dont nous reparlerons, s'avéra être un inépuisable moteur politique. Il fut le parfait collaborateur d'Amirouche qui en fit un secrétaire de wilaya hors pair.

La mobilisation de ces jeunes cadres sous l'autorité d'Amirouche faisait de la vallée de la Soummam l'espace politico-militaire du FLN le plus organisé de son époque. Même lorsque le recrutement d'un étudiant ou d'un lycéen ne s'imposait pas, Amirouche prenait date et provoquait les rencontres, fussent-elles occasionnelles, pour déterminer la disponibilité et l'envergure du postulant. Hocine Ben Mâalem, qui finira sa carrière comme général-major de l'armée algérienne grâce au colonel Amirouche, qui l'avait envoyé en formation, rapporte comment il le rencontra pour la première fois :

« À la Kalâa des Aït Abbas, mon village d'origine, Amirouche avait fait un travail d'organisation considérable, à tel point que son intention première avait été de retenir ce site pour abriter le Congrès de la Soummam. Nous étions aux vacances de Pâques 1956. Amirouche, qui n'était alors que capitaine, se trouvait là avec Krim Belkacem. Comme à son habitude, il demanda s'il y avait des jeunes instruits dans les environs. On lui parla de moi. J'étais lycéen à Sétif, en classe de première, j'avais 17 ans. Quand je fus devant eux, je fis part de mon souhait de rejoindre le maquis. Au vu de mon jeune âge sans doute, Amirouche me recommanda de repartir au lycée et de poursuivre mes études, ajoutant qu'autant l'Algérie combattante avait besoin de soldats, autant l'Algérie indépendante aurait besoin de cadres. Comme tous les jeunes qui n'ont pas pu être recrutés, j'étais naturellement déçu, mais le lien était établi et quelques semaines plus tard, quand la grève des études fut lancée au mois de mai, je n'eus aucune peine à renouer le contact avec lui pour être engagé dans l'ALN. Je le retrouvai d'ailleurs rapidement au Congrès d'août 1956. Il m'appela sitôt le Congrès terminé pour l'accompagner dans la très délicate mission dont l'avait chargé le CCE (Comité de coordination et d'exécution) dans les Aurès. Je ne le quittai pas jusqu'à mon départ en formation en 1957, car il m'avait emmené avec lui à Tunis. À partir de cette date, je ne le reverrai plus puisque, malgré mon

insistance pour revenir avec lui à l'intérieur, il m'ordonna d'aller à l'étranger pour continuer mes études, ce que je fis. »

La grève de mai 1956 avait lancé dans les maquis de nombreux lycéens. Amirouche, qui était en pleine structuration de sa zone, les accueillit et leur assura une intégration en fonction de leurs capacités.

Abdelhamid Djouadi, qui termina lui aussi général-major dans l'armée algérienne, était alors en classe de terminale à Bougie. Sitôt la grève annoncée, il gagna le maquis, où Amirouche le prit sous sa protection, pour le former. À la dure. Et toujours par l'exemple.

« Je me souviendrai toujours de ce jour où nous nous trouvions du côté de Barbacha, sur la rive droite de la Soummam. Nous avions marché toute la nuit. Nous fîmes halte à l'entrée du village dans une masure, sans avoir rien à manger. Nous avions devant nous quelques treilles abandonnées d'où pendaient des grappes encore acides auxquelles nous avions eu vite fait de renoncer, tant elles brûlaient nos estomacs vides.

Au bout de quelques heures, un agent de liaison arriva avec deux minuscules galettes et une poignée de figues sèches, autant dire un amuse-gueule pour la demi-douzaine d'affamés que nous étions. Amirouche me prit à part, m'expliqua que parmi nous se trouvaient trois jeunes qui n'avaient pas encore terminé leur croissance et, qui plus est, n'avaient pas la chance d'avoir été à l'école pour être en mesure de comprendre et d'admettre, comme je pouvais le faire moi, la nécessité de nos privations. Nous devions donc laisser le peu de galette que nous avions aux autres. Je le fis. Naturellement et comme j'ai eu à le constater à plusieurs reprises, lui-même ne mangea rien. Une autre fois, je l'ai vu refuser de prendre un repas amélioré qui se voulait être une faveur faite au chef. Il n'avait de cesse de rappeler à l'ordre les responsables locaux qui se complaisaient à lui offrir ces privilèges qui l'insupportaient. »

Autre initiative qu'Abdelhamid tient à souligner dans les activités de son chef : le brassage de militaires. Amirouche envoyait dans d'autres wilayate ses propres éléments et tenait à en recevoir en Kabylie. C'est ainsi que Djouadi fut envoyé dans les Aurès.

Le rythme de ses rotations et l'exemplarité de son comportement firent que la réputation d'Amirouche, définitivement établie dans la Soummam en moins d'un an, déborda les frontières de sa zone d'activité. Elle était due autant à sa capacité à organiser les structures militaires qu'à sa façon, on le verra souvent, d'entretenir un contact fusionnel avec la population dont il saisissait la moindre préoccupation. Si la propagande de l'armée française,

massive, sophistiquée et féroce, n'eut quasiment aucune emprise sur son prestige, c'est parce que sa vie fut un authentique sacerdoce. Elle fut dictée et animée par une morale qui a marqué tous ceux qui l'ont approché.

L'organisation de la Petite-Kabylie donnait au FLN une assise politique et militaire qui provoqua en retour un quadrillage méthodique de l'armée française. Les habitants qui accueillaient de nuit des membres de l'organisation algérienne subissaient invariablement le lendemain la répression des troupes coloniales.

Certains villages ou certains douars ne saisirent pas en temps voulu l'ampleur des événements et leurs implications. Les hameaux de Beni Jlil et de Feraoun, dans la région d'Amizour, étaient de ceux-là. Le secteur était sous la responsabilité de l'adjudant Hmimi Fadel, maquisard qui était issu d'un milieu particulièrement modeste. Avant la guerre, il avait même servi comme garçon de peine chez des villageois. À tort ou à raison, le FLN crut qu'un certain relâchement des mœurs attirait des militaires français dans ces villages. Il dénonça ce qu'il considérait comme une frivolité attentatoire aux vertus algériennes et condamna les contacts qui s'ensuivaient avec les services de l'action psychologique de l'ennemi.

Les avertissements ne rencontrèrent pas l'écho attendu. L'adjudant Hmimi ressentit cette réticence comme un signe de défiance. Les habitants de ce douar, par peur de l'occupant, lassitude ou mauvaise évaluation de la situation, mirent du temps à se résoudre à appliquer, comme cela se faisait ailleurs, les instructions qui les invitaient à respecter la tradition et à observer la plus grande distance vis-à-vis de toute instance française. Quelques semaines après ces injonctions, restées lettre morte, l'irritation monta. Ordre fut donné à tous les auxiliaires de l'administration de démissionner. Certains de ceux qui le firent furent éliminés par l'armée française, qui avait bien conscience de livrer une bataille décisive pour le contrôle des populations. Ceux qui tardèrent ou refusèrent de renier leur engagement aux côtés de la colonisation provoquèrent une hécatombe. Le village fut quasiment exterminé en une nuit. Ce fut l'une des plus grandes tragédies de l'histoire de la guerre en Kabylie.

La thèse du FLN local et celle qui fut livrée beaucoup plus tard par Benyahia, officier dissident de la wilaya III, ont été présentées par les historiens comme deux versions antinomiques. En reprenant les faits à leur base et en écoutant certains témoins de l'époque, on se rend compte que les deux versions sont certes différentes mais, d'une certaine façon, complémentaires.

Pour le responsable local Si Hmimi, les villageois de ce douar n'avaient pas daigné répondre à ses instructions par volonté de défier le Front qui perdit même trois de ses éléments dans l'un des villages où les attendaient des soldats français. Ce point de vue peut être recevable car, à l'époque, il subsistait des secteurs géographiques ou des segments particuliers de la société algérienne qui se plaisaient encore à tester la crédibilité et la force du Front.

Pour sa part, Benyahia estime que, pour l'essentiel, la désobéissance était motivée par des considérations sociologiques échappant à l'auteur de l'expédition qui ne pouvait ou ne voulait pas comprendre que son statut social antérieur voilât son autorité, limitant ainsi la portée de ses ordres. Il se trouvait face à une population qui refusait, plus ou moins consciemment, d'admettre que le séisme du 1er novembre avait aboli les frontières sociales et quelquefois inversé les hiérarchies qui avaient structuré leur histoire.

Après cet épisode, la zone hésita longtemps à se déterminer, ce qui amena le pouvoir français à la choisir comme expérience-pilote dans sa stratégie d'autodéfense, qui consistait à armer les populations pour les dresser contre les maquisards.

Le retard mis à accepter l'ordre du FLN, dans ce cas précis, est certainement dû aux pesanteurs de la tradition dont n'étaient pas affranchis ces villageois, qui voyaient encore sous le grade du maquisard Hmimi leur serviteur d'hier. D'un autre côté, on peut considérer que, dans une certaine mesure, c'est en tant que tel que ce dernier a vécu les atermoiements réservés à ses ordres et que la brutalité de son action fut une réaction à un comportement culturel collectif qu'il perçut comme un affront ou une humiliation personnelle infligée au plébéien qu'il était.

À l'indépendance, les services spéciaux algériens reprirent à leur compte l'information qui donnait Amirouche comme l'ordonnateur, voire l'exécutant direct de cette expédition punitive. Des maquisards encore vivants, dont Djoudi Attoumi, affirment avoir entendu des acteurs engagés dans le massacre dire qu'il se trouvait loin du secteur et qu'il n'eut connaissance du carnage qu'après coup. Sur ce drame, sa responsabilité est cependant engagée *a posteriori* puisqu'il n'a voulu ni sanctionner ni même, à notre connaissance, désavouer ses subordonnés.

Face à ces tragédies, Amirouche n'aura pas de position dogmatique.

En certaines occasions il maintint une position de soutien vis-à-vis de ses collaborateurs, dès lors qu'il les savait de bonne foi et qu'un dégât était

commis dans la foulée d'une action servant le combat libérateur. C'est ce qu'il fit dans l'affaire de la bleuïte. Aujourd'hui, le jargon politique appelle froidement ces accidents des dommages collatéraux.

Dans d'autres situations, il adopta une attitude diamétralement opposée, en exigeant une enquête rigoureuse dont il transmit les conclusions aux plus hautes autorités de la Révolution. Il en fut ainsi du massacre de Melouza, sur lequel nous reviendrons. Dans un autre cas, que nous détaillerons également par la suite, Amirouche alla jusqu'à écrire personnellement une lettre d'excuses à la famille Tamzali dont le père fut tué à la suite d'une erreur d'un chef de commando du FLN.

La punition sanglante infligée aux villages de Beni Jlil et de Feraoun créa pendant quelque temps un réel malaise politique et causa de sérieux préjudices organiques au FLN dans les environs. La respectabilité de l'ALN en fut altérée et les collectivités alentour se raidirent. Pourtant, la tactique d'approche faisant alterner recommandations et pressions, qui avait été testée auparavant avec une remarquable efficacité, aurait pu donner, dans cette localité aussi, des résultats.

Les manifestations radicales et parfois féroces qui ont marqué cette époque pouvaient-elles être toujours évitées dans une société prise en tenailles entre l'exigence d'un basculement rapide et sans faille en faveur de la Révolution et la répression, ou parfois l'attrait d'une administration qui n'entendait pas renoncer à sa tutelle hégémonique ?

Si l'on voulait refaire l'Histoire, on pourrait avancer que d'autres responsables moins disqualifiés par les codes sociaux traditionnels auraient pu associer leur voix aux avertissements et épargner ainsi un carnage d'une telle ampleur à des villageois plus indécis que franchement réfractaires à la cause nationale. Mais le propre d'une révolution n'est-il pas aussi de bouleverser la hiérarchie sociale et de voir émerger, au prix de douloureuses et brutales mutations, l'autorité des déclassés ?

Ce dossier resta dans les annales sous l'expression de la « Nuit rouge de la Soummam ».

Mais, un malheur en chassant un autre, les affrontements entre l'ALN et les troupes françaises de plus en plus fréquents ne laisseront pas à la mémoire collective le temps d'organiser, à partir de la seule dynamique du ressentiment provoqué par ce drame, un mouvement de contestation large et durable.

De fait, en 1956, la grande majorité du peuple algérien avait basculé du côté du FLN. Et ce qui était vrai partout en Algérie l'était autant, sinon plus, dans la vallée de la Soummam où Amirouche, déjouant tous les traquenards, voyait son charisme demeurer inaccessible au matraquage de la propagande française. À moins de trente ans, il était déjà une légende vivante, en Kabylie et au-delà.

*

* *

Cependant, sur un plan personnel, les choses se présentaient sous des auspices moins réjouissants. Au début novembre 1955, il revoit une dernière fois son cousin Amar Ould Hamouda, de trois ans son aîné, qui était membre du bureau politique du PPA-MTLD. Syndicaliste, parfaitement trilingue, doté d'une remarquable formation politique, il fut, avec Ali Laïmèche, l'un des responsables de Kabylie les plus en vue dans l'attaque menée contre le narcissisme exubérant de Messali, attaque ô combien téméraire compte tenu du contexte troublé de la fin des années 40. Dans l'accélération qui précéda le déclenchement de la lutte armée, Amar Ould Hamouda se montra, comme nombre de responsables politiques, plutôt dubitatif. Il se tint à l'écart, maugréant ici et là contre l'urticaire populiste ravageant les fondements du Mouvement national qui ne se donnait jamais le temps ni les moyens de construire une alternative radicale et raisonnée à un système colonial assis sur un empire et adossé à l'OTAN.

La plupart des dirigeants de l'époque étaient fascinés par le modèle français. Pour être un peuple adulte et accéder à la respectabilité internationale, il fallait, par mimétisme, reproduire à son propre compte ce que le maître d'hier avait construit. La libération du peuple algérien passait nécessairement par l'érection d'un édifice institutionnel symétrique de celui qui l'avait asservi.

Amar Ould Hamouda, quant à lui, faisait partie de ceux que l'on appelait les « berbéro-matérialistes », pour lesquels le centralisme administratif français n'était pas forcément le meilleur modèle institutionnel à reproduire en Algérie. Préconiser une nation plurielle dans un milieu politique dominé par la double pression du jacobinisme français et de l'idéologie hégémonique arabo-islamiste participait, pour Messali et ses fidèles, de la témérité sinon de la félonie. Avec un tel « passif », son retrait de l'insurrection le désigna comme une cible idéale. Au moment où le

passage à l'action directe apparaissait au plus grand nombre comme l'ultime possibilité de conjurer une malédiction qui avait fait avorter tant d'initiatives, tout propos ou toute suggestion qui en discuterait la pertinence était catalogué comme un acte de démission, voire de trahison.

Si l'on ajoute à cette impatience la volonté de simplifier ou d'occulter purement et simplement toute forme de débat pour, disait-on, ne pas réveiller les démons de la division, on peut comprendre que le brillant syndicaliste avait peu de chances d'être entendu par ses camarades. À commencer par son cousin Amirouche, partisan obstiné de l'action armée immédiate et, sur le moment, du report à l'après-guerre de toute discussion sur les problèmes politiques. Il était encore à Relizane quand un de ses cousins l'interrogeait sur la signification de la crise identitaire de 1949 qui agitait le parti, notamment dans l'émigration. Amirouche répondit sobrement : « On ne peut pas traiter tous les problèmes en même temps. À l'indépendance on verra comment organiser le pays. »

Les relations entre Amar et Amirouche sont complexes. Le premier a fait des études ; il est issu de la branche nantie de la famille. Le second, orphelin, est un autodidacte qui n'a pas eu beaucoup d'occasions d'approcher son cousin, à la fois son aîné et son responsable.

Quand Amirouche, déjà officier au maquis, demanda à rencontrer Amar, il savait son cousin menacé et ne pouvait se résigner à voir un dirigeant d'une telle valeur laissé en marge du combat auquel il avait consacré sa vie. Youcef Aït Hamouda était présent quand les deux hommes se sont retrouvés à Tassaft, à la fin de l'année 1955. Voici son témoignage :

« Dda Amirouche était déjà dans la maison quand Dda Amar est entré. J'ai le souvenir d'un moment de gêne au début. Après qu'ils se sont salués, la discussion a été plus détendue.

Dda Amirouche a commencé par dire qu'il avait pris de gros risques en venant discuter, mais qu'il souhaitait ardemment voir son cousin rejoindre le Front. Il le suppliait, lui disant que l'Algérie avait besoin d'hommes de sa valeur, que sa place était au FLN et que, compte tenu de ses compétences et de son expérience politiques, il devait se préparer à aller à Tunis renforcer la délégation extérieure.

Dda Amar répondit qu'il était irresponsable de lancer une telle initiative sans préparation ni concertation, que la première conséquence sera un coût humain terrible pour le peuple. Il ajouta cependant que, maintenant que le coup était parti, il fallait voir comment rattraper l'affaire. Il promit de

réfléchir. Les deux hommes se quittèrent en se donnant une chaleureuse accolade.

Dda Amirouche, qui était sorti le premier, se retourna et demanda à son cousin de ne pas trop attendre. »

À la fin du mois de novembre 1955, Amar Ould Hamouda reçoit un message l'invitant à se rendre aux Aït Ouabane où il savait que les responsables du FLN de Kabylie avaient établi leur PC. Il devait très probablement penser qu'il s'agissait d'une réunion de travail devant préciser les modalités de son intégration dans le Front.

Il y trouvera Krim Belkacem, Amar Ouamrane, Mohammedi Saïd et Amar Ath Cheikh. Si Saadi, originaire du village, venait de rentrer de France où il activait dans le PPA-MTLD. Arrivé au pays, il avait encore, comme de nombreux militants de la base, une sensibilité messaliste. Il fallut qu'on lui expliquât que son chef était contre la lutte armée, et donc contre le FLN, pour qu'il rejoignît l'ALN, s'opposant de fait et du jour au lendemain à celui qu'il avait confondu jusque-là avec la nation. Il a assisté à la séance qui a vu Amar Ould Hamouda face à ses quatre « juges » : le responsable syndicaliste était en réalité appelé pour être entendu et jugé comme berbériste.

À un moment, Si Saadi, rentrant pour servir du café, verra Ouamrane tendre une ordonnance à Amar en lui demandant de la lire, ce qu'il fit.

Ouamrane, narquois, laissa tomber : « *Iseɣer-ikwen Messali.* Messali vous a bien instruits. » Comble d'une guerre qui aura accouché de tous les avatars : Ouamrane et Krim, qui avaient suivi Messali jusqu'à la dernière minute, allaient condamner à mort un homme qui fut un de ses premiers contradicteurs tant sur les questions de fond que de fonctionnement.

Un autre grand militant connut une fin aussi tragique. Il s'agit d'Embarek Aït Menguellat. Représentant d'un distributeur de tissus, aisé, c'était l'un des cadres les plus respectés du PPA-MTLD. Il avait sillonné toute l'Algérie et son carnet d'adresses attestait de son crédit et du travail qu'il avait fait pour la cause nationale, notamment à l'Ouest du pays.

Un troisième militant, Yahia Henine, avocat stagiaire à Bougie, fut convoqué à la même date. Il aurait subi le même sort s'il avait pu arriver sur les lieux du rendez-vous. L'histoire qu'il me confia en 1987 quand, sorti de prison, je lui rendis une visite de courtoisie dans son cabinet lors de l'un de mes passages à Bejaïa, est originale :

« J'ai reçu la même convocation qu'Amar Ould Hamouda et Embarek Aït Menguellat. Venant de Bougie, je devais rejoindre les Aït Ouabane par

le flanc sud du Djurdjura. Ce n'était pas mon jour : au moment de commencer l'escalade de la montagne, notre guide nous annonce qu'une opération militaire ennemie est en cours et qu'il est impossible d'avancer. Voilà comment l'armée française m'a sauvé la vie ! » ironise Dda Yahia, qui se montra jusqu'à son dernier souffle toujours affable et disponible pour un conseil ou un avis.

À la mi-février 1957, un quatrième homme, Si Ouali Benaï, un pilier de la cause nationale qui forma des générations de militants à Alger et en Kabylie, fut abattu par ses frères d'une rafale de mitraillette dans le dos à la sortie de son village natal de Djemaâ n Saridj, situé à une vingtaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou. Son parcours exemplaire ne pesa pas lourd devant l'accusation de berbérisme.

En trois mois, la Kabylie et, au-delà, l'Algérie démocratique avait perdu trois monuments, trois visionnaires de la nation moderne, plurielle et laïque que les générations de l'après-guerre auront tant de peine à réintégrer dans la mémoire collective et le débat public.

En 1983, le colonel Ouamrane, ignorant que je savais qu'il avait participé à la condamnation à mort d'Amar Ould Hamouda, m'en fera sincèrement le panégyrique : « C'était un géant. Je n'ai jamais connu depuis un orateur d'une telle éloquence. Il était aussi à l'aise en kabyle qu'en arabe et en français », me confia le vieux colonel, aigri, qui avait eu le temps de voir depuis l'assassinat d'Abane Ramdane en décembre 1957, celui de Mohamed Khidder à Madrid en janvier 1967 et celui de Krim Belkacem à Francfort en octobre 1970. Relégué au statut de témoin des horreurs, il sera appelé pour reconnaître les restes d'Amirouche en 1983. Il avait connu de très près deux des trois victimes. Il signa d'ailleurs volontiers le document attestant qu'Amar Ould Hamouda était mort en martyr de la guerre de libération nationale.

Terrible guerre que celle qu'ont dû mener ces hommes oubliés de l'Histoire, pressés de toutes parts, peu ou mal préparés à l'exercice de la responsabilité, devant affronter dans le dénuement l'une des plus grandes puissances mondiales de l'époque et desquels on voudrait hériter un combat sans erreur ni hiatus. Gardons-nous de juger et reconnaissons à ces soldats du désespoir et de l'honneur le mérite d'avoir tenu bon sur l'essentiel : mener le pays, malgré toutes sortes de turpitudes et de contraintes, à l'indépendance. Retenons, quand un sentiment de gâchis nous submerge, le titre fort et sobre de l'ouvrage de Saad Dahlab, négociateur à Évian : *Mission accomplie*.

Quelques jours après le « jugement » d'Amar Ould Hamouda, Amirouche, revenant de la Petite-Kabylie dont il avait la charge, passait par Aït Ouabane où était encore détenu son cousin. Il appelle en aparté Si Saadi, en qui il avait toute confiance :

« Finalement, c'est pour les juger qu'ils les ont appelés ? s'inquiète-t-il.

– Oui, répond Si Saadi.

– Et qu'ont-ils décidé ? interroge Amirouche.

– La mort, lâche son ami.

– Demande-leur de ne pas tuer mon cousin à la sortie est du village. C'est celle que j'emprunte pour me rendre dans la vallée de la Soummam. C'est le seul homme instruit que nous ayons eu dans la famille. »

Aujourd'hui encore, certains villageois d'Aït Ouabane, au vu de la distance qui sépare les tombes d'Amar Ould Hamouda et d'Embarek Aït Menguellat, ne comprennent pas pourquoi on a tenu à éloigner les deux amis jusque dans la mort.

Dans les confidences entretenues par les officines de Boumediene, on a souvent laissé entendre que ces deux martyrs avaient été éliminés par Amirouche, alors que la décision d'abattre « les messalistes et les berbéristes » était une des obsessions des dirigeants du FLN ; décision qui sera d'ailleurs formellement assumée par le CCE après le Congrès de la Soummam.

Pendant que l'étoile d'Amirouche brille de mille feux sur la scène politico-militaire, le sort s'acharne sur sa vie privée. Sa femme, Ouardia, malade depuis deux ans, dépérit. Elle délire et s'éteint à Oued Fodda le 26 février 1956, sans qu'il ait eu la possibilité ni de la voir ni d'assister à sa mise en terre. Elle est inhumée en Kabylie, où sa dépouille avait été ramenée en cachette pour y être enterrée, car telle était son ultime volonté. Ce fut encore une épreuve que Dda Belaïd, le cousin et beau-père, qui avait déjà été arrêté et torturé à six reprises, dut affronter seul. Et ce n'était pas fini.

Le désengagement familial du jeune capitaine fut vécu par son entourage à la fois comme une épreuve et une fierté. Son aura, qui avait tant de fois attiré sur ses proches les foudres de l'armée coloniale, rayonnait dans la société et la fascination qui l'entourait galvanisait la Kabylie.

Cela faisait moins de deux ans qu'Amirouche était au maquis. La vallée de la Soummam, dont il était responsable, était un modèle d'organisation. Ses commandos y menaient des opérations éclairs qui avaient dérouté

l'État-major français. L'armée d'occupation appelait la vallée de la Soummam la « vallée pourrie » et, jusqu'à sa mort, Amirouche sera le maquisard le plus recherché d'Algérie.

Comment a-t-il pu faire preuve de tant d'audaces et survivre à tant de risques pendant trois ans ?

« L'adhésion de la population fut sa véritable protection », confirme son secrétaire Hamou Amirouche.

Au mois d'août 1956, il était capitaine et sera en mesure de mobiliser 3 000 hommes pour assurer l'organisation et la sécurité des premières structures de la plus importante réunion tenue par des Algériens dans leur pays depuis l'occupation française de 1830.

Une quarantaine de villages regroupant des milliers d'habitants a été impliquée dans ce rendez-vous historique, tenu à un jet de pierre de l'une des plus grandes casernes françaises de la vallée de la Soummam. Il a fallu protéger, nourrir et loger combattants et congressistes sans que l'ennemi ne remarque la moindre anomalie.

Au-delà de la dimension politique de l'événement, qui a relancé la Révolution, cette adhésion et cette discipline constituent l'autre réussite d'Amirouche.

4

CONGRÈS : LE DÉFI DE LA SOUMMAM

En 1956, cela faisait deux ans qu'une poignée d'hommes avait décidé de mettre l'administration française devant le fait accompli en déclenchant la lutte armée. Il fallait sortir le peuple algérien de l'ornière où l'avaient enfermé, d'une part, un système colonial dominé par les grands propriétaires terriens, réfractaires à la moindre réforme, et, d'autre part, les dissensions partisanes alimentées par une culture politique privilégiant le recours au rapport de force au détriment du débat. La proclamation du 1er novembre eut l'immense mérite de dépasser les oppositions stériles qui paralysaient le Mouvement national et d'aspirer dans son sillage les Algériens démunis – c'est-à-dire l'écrasante majorité – en faveur du minimum fédérateur : l'indépendance nationale.

Des responsables politiques acquis de tout temps à la lutte armée avaient exprimé des réserves, voire des critiques virulentes contre la précipitation qui présida au déclenchement de l'insurrection. En Kabylie, certains finirent par se résoudre à s'impliquer et à devenir, à l'instar d'Abane, les architectes de l'organisation naissante. Mais comme nous l'avons découvert précédemment, ceux qui, comme Benaï Ouali, Amar Ould Hamouda ou Embarek Aït Menguellat préférèrent garder leurs distances, espérant toujours parvenir à imposer un débat sur la nature du futur État algérien, paieront de leur vie une rationalité qui s'avéra inappropriée dans un moment historique caractérisé avant tout par le désespoir et donc l'impatience.

Les rappels des déboires du siècle précédent, qui vit les soulèvements populaires s'abîmer successivement dans une régression généralisée n'eurent aucun effet. Les quelques familles qui avaient réussi à émerger

après leur collaboration avec les nouveaux maîtres étaient également quantité négligeable et, dans la plupart des cas, considérées, à juste titre, comme suspectes. En effet, leur promotion matérielle avait comme contrepartie une allégeance à un ordre politique responsable de la déchéance du peuple. En réalité, dans l'échiquier algérien, ces catégories ne pèseront jamais bien lourd. Les tentatives de construire une troisième voie tournèrent court et ni les implications de personnalités remarquables comme Camus, ni les erreurs politiques et militaires quelquefois désastreuses du FLN ne pourront arrêter un torrent de colère réprimé mais transmis d'une génération à l'autre.

Ceux qui demandaient à prendre plus de recul face à la crise du PPA-MTLD ou à élargir la réflexion apparaissaient, souvent à tort, comme des indécis. Trop peu nombreux, ils se trouvaient exclus des enjeux. En ce début des années 50, le peuple algérien était globalement coupé en deux. Il y avait ceux qui s'étaient résignés et ceux, plus ou moins politisés, qui voulaient en découdre.

Mal préparée techniquement, sans base doctrinale élaborée, l'insurrection armée résista pourtant aux aléas de l'improvisation car, en réalité, elle répondait à deux données essentielles. D'abord, l'exaspération du peuple algérien ne pouvait plus être gérée par une offre politique inscrite dans les institutions ; ensuite, le colonialisme qui avait dominé la géostratégie mondiale depuis le début du XIXème siècle amorçait son déclin historique.

Il fallait allumer l'étincelle, quitte à devoir gérer après coup le brasier. Le fait est qu'après la proclamation du 1er novembre 1954, il aura fallu attendre avril 1955 pour voir le FLN se manifester par un deuxième texte, rédigé par Abane Ramdane.

Mais, malgré l'envergure et l'énergie d'Abane, il devenait urgent de donner à un mouvement armé âgé de deux ans une base politique et organisationnelle que l'écho médiatique de la proclamation du 1er novembre, si important qu'il fût, n'avait pu engendrer.

Le pouvoir français, surpris dans un premier temps par la dynamique du soulèvement, retrouva ses marques en quelques mois et le soutien de l'OTAN eut pour effet d'aggraver le déséquilibre sur le terrain militaire. Cette pression déstabilisait une société aux structures déjà fragilisées, ce qui, par ricochet, grevait les soutiens apportés aux maquis. De plus, la propagande française, appuyée sur un appareil diplomatique aux traditions

éprouvées, se saisissait des excès propres à toutes les guerres subversives, brouillant et dégradant l'image d'une lutte de libération balbutiante.

« Jusqu'au Congrès de la Soummam, le FLN était encore bien souvent perçu comme une aventure sans lendemain, y compris auprès de nombreux intellectuels libéraux », me confiait en 2008 Ali Haroun, chargé de la communication auprès de la Fédération de France du FLN, à qui échut la mission de faire traduire et de diffuser la plate-forme du Congrès.

*

* *

La rencontre de trois hommes au destin tragique fut à l'origine de la réunion qui donna à l'Algérie moderne une base idéologique, un programme politique et des esquisses institutionnelles qui sont, à bien des égards, toujours d'actualité.

Abane Ramdane, emprisonné lors du démantèlement de l'OS en 1950, fut libéré en janvier 1955. Il fut aussitôt contacté par Krim Belkacem et rejoignit la direction de l'insurrection à Alger, où il devait seconder Rabah Bitat, qui fut arrêté le 16 mars 1955. Homme d'une rectitude morale et d'une vision politique hors du commun, Abane constata rapidement les failles de l'organisation et eut lui aussi à déplorer, selon les termes crus propres au personnage, « l'amateurisme » qui caractérisa le lancement de l'insurrection. En quelques mois, il pallia les grandes lacunes du Front. Il structura le monde du travail, les étudiants et les commerçants. Il s'attacha également à fédérer des sensibilités politiques nationalistes, jusque-là minées par un quart de siècle de polémiques. Il réorganisa la communauté algérienne installée en Europe afin d'obtenir une mobilisation politique plus efficace et, fait nouveau, un engagement militaire en métropole.

Il coupa court à toute tergiversation ou possibilité de retraite en imposant à la délégation extérieure une mission cardinale : l'approvisionnement de l'intérieur en armes.

Les invectives d'un Ali Kafi, qui accusera, des années après l'indépendance, Abane Ramdane de traîtrise, révèlent l'outrecuidance dont ont fait preuve les acteurs qui ont survécu au conflit en instrumentalisant le combat national pour construire leur carrière. Pour outrancière qu'elle soit, cette attaque n'est qu'un exemple du détournement et de la falsification de l'Histoire par lesquels les clans les plus conservateurs du régime algérien

ont confisqué la mémoire collective pour en faire la source de légitimité des pouvoirs depuis l'indépendance.

Samir Imalayene[8], étudiant pendant la guerre, m'a affirmé qu'Abane, ayant rencontré un groupe de jeunes universitaires dont il faisait partie, leur avait demandé de ne pas hésiter à poser des bombes dans les cinémas en France si cela devait contribuer à secouer l'opinion publique métropolitaine. L'ordre précédait de quelques mois la sortie de Ben M'hidi qui, répondant aux accusations de la presse dénonçant les couffins dissimulant les bombes du FLN qui faisaient des victimes civiles, lança la fameuse formule : « Donnez-nous vos bombardiers, messieurs, et on vous donnera nos couffins. »

Ben M'hidi était le deuxième homme capable, le moment venu, d'apporter aux mouvements révolutionnaires la dimension qui les stabilise et les conforte. D'une détermination à toute épreuve, il sut être toujours lucide et manifesta un sens de la mesure qui rattrapa bien des oppositions susceptibles de s'envenimer sous la pression combinée de l'administration et de la tradition de violence déjà solidement ancrée dans la scène politique algérienne. Il fut l'un des rares responsables de haut niveau à avoir dépassé les susceptibilités régionalistes qui ont, d'une façon ou d'une autre, pesé sur les jugements et les positions politiques qui concernent la Kabylie. La lettre qu'il adressa à Ben Bella, obnubilé par « le complot kabyle », après le Congrès, lui signifiant qu'il n'avait d'autre choix que de se conformer aux résolutions unanimement adoptées à la Soummam, révèle la différence d'envergure de deux hommes.

La rencontre de Ben M'hidi avec Abane fut l'un des grands moments de l'histoire de l'Algérie moderne. Rarement deux tempéraments aussi dissemblables agirent avec une telle synergie sur une organisation. Abane, le visionnaire, conçut, structura et programma, Ben M'hidi déclina, adapta et sema avec une rare intelligence sociale.

La disparition des deux hommes en 1957 peut du reste être considérée comme le moment du dérapage politique qui continue de bloquer le destin du pays. Sans sombrer dans l'histoire-complot qui meuble tant d'analyses algériennes, on aura l'occasion de voir que, pendant la guerre d'Algérie, des

---

[8] Fils d'instituteur, originaire de Cherchell, celui-ci grandit en Kabylie. Étudiant en France, il fit partie de l'organisation du FLN quand elle fut restructurée par Abane. Il occupa après l'indépendance plusieurs postes d'ambassadeur.

segments de l'armée algérienne et l'armée coloniale ont pu faire converger leurs attaques sur certaines cibles.

Krim Belkacem, qui structurait les maquis de Kabylie et une bonne partie de la résistance dans l'Algérois, est le troisième dirigeant qui participa à la réalisation du rendez-vous d'août 1956. On ne pourra pas échapper aux polémiques qui reviennent périodiquement sur le choix de la Kabylie comme site de ralliement pouvant abriter les premières assises de la Révolution algérienne. Les pamphlets d'Ali Kafi suggèrent que la rencontre devait se tenir dans le Nord-Constantinois. Il explique que la Soummam serait, en quelque sorte, un choix par défaut. Ces allégations ne sont ni les seules ni les plus écoutées.

Salah Goudjil[9] m'a affirmé au mois d'août 2009 que le Congrès devait se tenir dans les Aurès, dont il est originaire, et sous l'autorité de Ben Boulaïd. Il en voulait pour preuve le fait que l'armée française avait découvert quelques mois auparavant dans les montagnes aurésiennes une cache où se trouvaient des rames de papier et des stylos.

Pourtant, Ben Boulaïd était bien au-dessus des spéculations qui occuperont tant de propos des prétendants de l'après-guerre. Il était d'accord pour la tenue du Congrès en Kabylie où il était du reste attendu et entretenait une relation de grande confiance avec Krim Belkacem : ils étaient en contact depuis longtemps et le dirigeant des Aurès ne concevait pas le déclenchement de la lutte armée sans la Kabylie.

On verra plus tard dans ce récit que, dès le mois de mars 1956, c'est-à-dire cinq mois avant le Congrès, Krim Belkacem, ignorant la mort de son compagnon, avait envoyé une invitation à Ben Boulaïd ainsi que le grade de colonel pour participer au Congrès en tant que chef des Aurès. Les mécanismes de la prise du pouvoir en 1962 et leur reproduction depuis illustrent le poids de la guerre de libération dans la gestion des carrières et, plus généralement, dans la répartition de la rente.

Abane élabora les orientations ; Ben M'hidi, à l'époque chargé de l'Ouest du pays, apporta la caution religieuse et, il est important de le souligner, arabophone. Ben Bella, ennemi acharné de la Soummam, faisant son compte rendu à Fathi Dib, responsable des services spéciaux de Nasser, avertit les « frères égyptiens » qu'en plus des risques de déviation idéologique, la rencontre d'août 1956 était dangereuse dès lors qu'elle était

[9] Jeune maquisard de la région d'Aïn Yacout qui a survécu au « complot des colonels » avant de devenir ministre des Transports après l'indépendance.

« programmée par deux Kabyles », à savoir Abane et Krim. C'est dire si la présence de Ben M'hidi, au-delà de son apport intrinsèque, était aussi utile du fait de ses origines. Abdelhafid Amokrane souligne cette donnée en témoignant que Krim Belkacem, le plus ancien maquisard, et donc, d'une certaine façon, le plus légitime, avait tenu à ce que ce soit Ben M'hidi qui préside le Congrès.

Restait à trouver un responsable qui maîtrisât le terrain et sur lequel s'appuyer pour assurer concrètement l'accueil et la sécurité, répondre à tous les besoins matériels et couvrir le départ des congressistes à la fin des travaux. Krim, qui avait eu l'occasion de tester le sens de l'organisation et de l'initiative d'Amirouche en Haute-Kabylie et surtout dans la vallée de la Soummam, où il l'avait affecté depuis un an et demi, n'hésita pas longtemps : il confia à son adjoint, alors capitaine, le soin de prendre en charge les préparatifs de l'événement. Amirouche n'avait pas 30 ans.

Krim Belkacem savait que son collaborateur avait fait le serment de ne jamais se laisser prendre vivant. Il s'ouvrit à lui et lui dévoila la nature et les objectifs de la rencontre. Il demanda des comptes rendus périodiques sur les préparatifs mais lui laissa toute liberté quant au lieu à retenir et à la stratégie à suivre pour mener à bien l'opération.

Dans un premier temps, le site choisi fut celui de la Kalâa des Aït Abbas. L'endroit, très vallonné, est entouré de pics montagneux plongeant dans des oueds. Peu pénétré par le réseau routier, au demeurant embryonnaire dans tout le pays en cette seconde moitié du XXème siècle, il offrait des conditions de protection satisfaisantes et présentait, au regard d'Amirouche, l'intérêt symbolique d'être dans la région d'origine d'El Mokrani, qui avait conduit avec le Cheikh Aheddad de Seddouk l'insurrection de 1871, ayant mobilisé plus de cent mille hommes.

Ce soulèvement réprimé avec férocité marquera des générations ; les responsables furent tués ou exilés en Nouvelle-Calédonie. Leurs descendants y constituent aujourd'hui une part non négligeable de la population. Certains d'entre eux organisent périodiquement des voyages au pays de leurs ancêtres pour y retrouver leurs racines. Durement attaqués avant d'être expropriés, les Kabyles perdirent la quasi-totalité de leur potentiel économique qui dépendait pour l'essentiel de l'agriculture et de l'élevage. Malgré la défaite et les conséquences désastreuses qui s'ensuivirent, *nnfaq n 71 n ccix Muḥend At Meqwran,* le soulèvement insurrectionnel de 1871 d'El Mokrani, alimentera une bonne partie de la poésie populaire pendant la fin du XIXème siècle et la première moitié du

XXème, avant que la littérature orale ne trouve des sources d'inspiration plus proches du quotidien populaire.

Faire coïncider géographiquement le premier rendez-vous de l'Algérie contemporaine avec la dernière révolte que le peuple algérien avait opposée à la colonisation française constituait, aux yeux d'Amirouche, une plus-value politique qu'il se chargea d'exposer à son chef. Le colonel Ouamrane se souvient avoir entendu Krim lui faire état de la charge symbolique que visait Amirouche en proposant la Kalâa.

Les délégués commençaient à approcher de la zone. Zighout, Ben Tobbal et leurs compagnons venus de l'Est étaient proches. Ouamrane, à l'époque chargé de l'Algérois, était déjà sur place et les autres responsables dont Abane, Ben M'hidi et Krim en provenance d'Alger étaient en chemin, quand un incident aussi tragique que comique fit tout capoter. Entre les villages d'Ighil Ali et Allaghene, la mule transportant les documents et une coquette somme d'argent destinée au financement des travaux du Congrès échappa à la vigilance de ses gardiens et se mit à galoper en direction d'une ferme où elle avait servi auparavant. Entre-temps la bâtisse, réquisitionnée par l'armée française, était devenue une caserne. La mule « collaboratrice » livra à l'ennemi un fonds documentaire d'une importance capitale. Pourtant, et c'est une énigme non résolue à ce jour, celui-ci n'en fit une exploitation sérieuse qu'au mois de septembre, c'est-à-dire près d'un mois après la tenue du Congrès. Certes, un ratissage d'envergure avait été lancé contre les Aït Abbas. Le village de la Kalâa fut bombardé et le mausolée d'El Mokrani fut même touché. Un campement fut rapidement installé dans la localité pour contrôler le village. Mais malgré l'importance des informations faisant état des effectifs de l'ALN et d'une rencontre vitale pour l'avenir de la guerre de libération, l'État major français ne mailla pas la région par des opérations durables à la mesure de l'initiative annoncée par la documentation « offerte » par la mule.

On imagine sans peine le désarroi des responsables, aggravé par la dispersion des groupes qui dura deux à trois jours avant que les contacts ne fussent à nouveau rétablis.

Krim, qui avait la responsabilité morale du projet, opta dans un premier temps pour l'annulation, ou en tout cas le report du Congrès. Décision compréhensible si l'on considère que tous les responsables de l'insurrection, à l'exception de la délégation extérieure composée d'une demi-douzaine de personnes, allaient se retrouver au même endroit. La moindre défaillance

pouvait provoquer l'anéantissement de la direction de l'organisation nationale.

*

* *

Amirouche, qui avait envoyé ses hommes à la rencontre des différents groupes congressistes, se trouvait au village de Mokâa quand il sollicita un délai de quelques jours auprès de Krim. La réaction fut brutale :

« Toi, tu veux notre perte à tous », rétorqua Krim encore sous l'effet de la colère et des incertitudes que faisait peser sur tous le « ralliement » de la mule, selon les témoignages du commandant Hmimi auquel s'est confié plus tard Amirouche.

Malgré le respect que vouait Amirouche à Krim, il ne se privait pas de dire ce qu'il pensait et même d'insister sur un sujet s'il l'estimait important :

« Je demande une semaine, dix jours tout au plus. De toute façon nous devons recueillir et regrouper tous les frères ; le temps qu'ils se reposent et j'aurai une proposition à te faire. »

En 1982, Ouamrane m'a dit qu'au moment où Krim avait accepté d'attendre, il avait plus en tête le souci de rassembler et de protéger des maquisards étrangers à la région que la possibilité de maintenir le rendez-vous.

Pendant que les délégations se mettaient à l'abri en attendant de se concerter, Amirouche disparaissait dès que l'installation de ses invités était faite. Il réapparaissait deux à trois jours après pour s'assurer que les uns et les autres étaient en sécurité, avant de s'effacer de nouveau.

Beaucoup d'observateurs ou même de combattants de l'époque se sont interrogés sur les raisons qui amenèrent Amirouche à retenir la rive gauche de la rivière Soummam, moins escarpée que le versant droit pour lequel il avait opté en première intention. Mais surtout, pourquoi avoir pris le risque d'exposer la direction politique et militaire du pays à Ifri, un endroit finalement peu boisé et, comble d'audace ou de témérité, situé à quelques kilomètres au-dessus de la grande caserne d'Ighzer Amokrane ?

Les secrétaires de sections ou ceux qui travaillaient directement avec Amirouche ayant survécu à la guerre n'ont pas oublié cette semaine infernale où ils devaient, jour et nuit, taper rapport sur rapport traitant de toutes les activités de l'ALN, de l'état des lieux investis par l'ennemi et de la situation du Front dans le moindre village de Petite-Kabylie.

Tout y passait : le nombre de *moudjahidine*, leur ancienneté dans l'organisation, le nombre de ralliés quand il y en avait, les raisons de leur défection, la qualité de l'accueil réservé à l'ALN par chaque hameau, la participation des jeunes et des femmes dans la préparation des embuscades et la prise en charge des combattants, les sommes d'argent récoltées et la régularité de leurs prélèvements etc.

Rachid Adjaoud, jeune maquisard qui fit la connaissance d'Amirouche pendant le Congrès, assure avoir eu à taper à deux reprises un rapport sur le même village. *A posteriori*, il explique que son chef voulait sans doute recouper une information jugée importante.

« Nous ne dormions plus. Et des camarades rencontrés au Congrès m'avoueront avoir eu la même charge de travail dans leur unité. Naturellement, nous ne savions pas pourquoi cette débauche d'informations devait être traitée avec tant de rapidité. En fait, ajoute Rachid, je comprendrai plus tard, quand Amirouche me demandera de rester dans son secrétariat, qu'il voulait cerner en un minimum de temps toutes les données politiques et militaires sur chaque village, chaque douar, pour faire une nouvelle proposition de site à ses chefs. »

Ayant irrémédiablement perdu la possibilité de réunir le Congrès dans une région protégée par une topographie tourmentée, Amirouche changea totalement de paramètres d'appréciation. La protection géographique avait été remplacée par la sécurité politique. Après coup, les maquisards découvrirent que la région d'Aouzellagen qui avait abrité le Congrès était celle où les villages avaient manifesté le plus tôt une adhésion sans faille à la lutte armée.

Quand Amirouche revit Krim pour l'informer de sa décision de baser le Congrès à Ifri, l'homme du 1er novembre avait eu le temps de reprendre ses esprits. Ayant vérifié que l'armée française n'avait curieusement pas lancé de grands déploiements sur la zone, il s'employa à faire préciser à son adjoint les mesures arrêtées pour gérer la situation. Amirouche exposa calmement devant Krim et Ouamrane sa vision des choses.

Il fallait tout d'abord renforcer les réseaux de liaison et de renseignements afin d'anticiper les décisions de l'ennemi. Pour ce faire, deux vigiles devaient être placés sur chaque crête, 24 heures sur 24. Ils seraient chargés de capter et de relayer les messages des villages devant signaler, soit par l'exposition d'un linge d'une couleur convenue, soit par le clignotement d'un miroir exposé au soleil, le moindre mouvement de l'armée française. Abdelhafid Amokrane se souvient avoir été fermement

engagé à veiller à ce que nul ne sorte d'un village du secteur sans l'autorisation expresse d'un des responsables locaux. Encore ce dernier devait-il en référer immédiatement au comité préparatoire.

La deuxième mesure prise par Amirouche consistait à mobiliser et déployer des unités à la périphérie de la Petite-Kabylie pour faire diversion en harcelant et fixant le potentiel militaire français le plus loin possible du lieu de réunion. Abderrahmane Mira et ses hommes étaient chargés d'opérer à l'ouest et au sud-ouest ; un autre groupe, commandé par Hmimi Fadel, devait concentrer ses attaques vers l'est.

De plus, 500 hommes puissamment armés étaient affectés à la protection rapprochée. Ils devaient être postés autour des villages d'Ifri entre lesquels se déplaceraient les congressistes pour faire face à toute éventualité.

Tout en s'affairant dans et autour du Congrès, Amirouche faisait la ronde des postes d'observation, dont il réunissait deux à trois fois par jour les responsables afin de les instruire sur les rotations qu'il fallait faire faire aux sentinelles pour leur éviter de sombrer dans la routine. Il faisait des irruptions régulières dans les lieux de délibération pour vérifier que rien ne manquait au bon déroulement des travaux.

Enfin, une section dirigée par un jeune particulièrement apprécié par Amirouche, Hocine Salhi, fut chargé de rassembler les moyens logistiques : papier, machines à écrire, ravitaillement, etc. L'organisation du secrétariat fut confiée à Tahar Amirouchene, que l'on retrouvera plus tard et qui sera le pivot du PC d'Amirouche quand ce dernier sera chargé de la direction de la wilaya III.

Début août, ordre fut donné aux différents regroupements de combattants de se mettre en route vers le secteur d'Ifri sans qu'ils sachent pourquoi. Rachid Adjaoud, qui avait à peine 19 ans, avait naturellement entendu parler d'Amirouche, mais il ne l'avait jamais rencontré. Il était déjà au maquis depuis quelques mois. Instruit, il fut souvent employé dans les fonctions administratives du Front. À la fin du mois de juillet, son responsable local lui demanda de se préparer à rejoindre une unité qui devait faire mouvement vers la rive gauche de la Soummam.

« J'étais chargé comme une mule. En plus de mes affaires personnelles, je transportais une radio et une grosse machine à écrire sur le dos. La charge m'écrasait mais on ne discutait pas les ordres. Nous nous mîmes en route de nuit. Nous en étions à notre troisième heure de marche. Nous évoluions en file indienne et j'étais exténué. Soudain, un homme de grande taille dépassa

notre colonne par la gauche. Arrivé à ma hauteur, il m'entendit râler et voyait que j'avançais péniblement. Il s'approcha de moi et devina mon âge sous le clair de lune qui éclairait la vallée comme en plein jour.

L'homme, qui à l'évidence était un officier, ordonna qu'on me déchargeât immédiatement. N'ayant plus que mon propre sac sur le dos, je me sentais voler et repris la marche en bénissant au fond de moi ce sauveur inconnu. Le lendemain matin, le même responsable vint nous trouver dans la petite chambrée où nous avions installé notre matériel.

« Comment vas-tu ? me demanda mon bienfaiteur de la veille.

– Bien, répliquai-je dans un souffle à peine audible. En réalité, je voulais lui dire « mieux, nettement mieux », mais ne sachant pas à qui j'avais affaire, je me limitai au minimum.

– Veux-tu rester travailler avec moi ? insista mon protecteur.

– Si vous voulez. C'est vous qui savez », bredouillai-je.

Après son départ, je demandai à mon compagnon d'équipe qui était cet homme qui trouvait le temps de s'occuper de ma fatigue et de mes états d'âme et, qui plus est, me proposait de travailler avec lui. Mon ami, de douze ans mon aîné, me regarda stupéfait :

« Mais c'est Si Amirouche », lâcha-t-il, manquant de s'étrangler de rire.

Nous sommes au mois d'août 1956. Je ne quitterai plus jamais Si Amirouche jusqu'à ce jour fatidique de mars 1959 où il sortit de Kabylie pour se rendre à Tunis sans jamais y parvenir », me confie Adjaoud, le regard absorbé par la photo d'Amirouche, accrochée sur le mur blanc du salon du fils du colonel, Nordine Aït Hamouda.

L'homme, malade, parlait aux personnes qui l'interviewaient mais son esprit était en communion avec celui dont il n'avait jamais admis le départ. Il y avait, me semble-t-il, en plus du chagrin, une part de reproche envers le chef adulé mais qui n'avait pas su se protéger.

En réalité, dans toute cette effervescence, Amirouche trouvait encore assez d'attention pour scruter les uns et les autres et « faire son marché » parmi les jeunes lycéens et étudiants qui affluaient vers les maquis après la grève. C'est à l'occasion du Congrès qu'il retrouva le lycéen Hocine Ben Mâalem, qu'il emmena avec lui dans sa mission aux Aurès et le déplacement vers Tunis qui s'ensuivit.

Une fois le dispositif de protection militaire et les services logistiques répartis selon leurs fonctions, Amirouche, habillé d'un uniforme d'été sobre et rigoureux, toujours rasé de frais, montrait une disponibilité et une vigilance qui en auraient épuisé plus d'un. Les congressistes et les hommes

chargés de la préparation et du suivi de la tenue du Congrès en sont aujourd'hui encore émus et stupéfaits.

Il accueillait et installait les dirigeants et veillait à ce que chaque délégation disposât des meilleures conditions pour discuter, se concerter et assurer au mieux sa représentation. Ceux qui devaient assister au Congrès étaient installés dans les lieux de réunion et leurs compagnons étaient orientés vers d'autres demeures.

La délégation du Nord-Constantinois était composée de Zighout, Ben Tobbal, Mezhoudi, Rouabhi, Ben Aouda et Kafi. Elle fut prise dans une embuscade à El-Kantina, dans les Bibans, à la limite est de la Petite-Kabylie. Malgré la violence de l'accrochage, elle se dégagea et put même récupérer un fusil mitrailleur BAR. Celui qui deviendra plus tard le commandant Kaci fut chargé de faire la jonction avec la délégation au village d'Azrou. Le groupe, encore tout remué par l'attaque à laquelle il avait eu beaucoup de chance d'échapper, chercha à savoir comment se présentaient les choses, qui était déjà sur place et quels étaient les responsables qui allaient venir. Kaci fit savoir qu'Amirouche les attendait et qu'il allait leur fournir toutes les informations quand aux préparatifs et à l'accueil des participants au Congrès, puisqu'il avait la responsabilité de toute l'organisation.

Sans que l'on sache vraiment pourquoi à ce jour, Ali Kafi ne figurait pas sur la liste des congressistes. Son insistance à vouloir négocier sa participation fut vaine et il revint à Amirouche de l'installer dans une maison réservée aux accompagnateurs. Aujourd'hui encore on n'a pas de témoignage pouvant expliquer ce qui a amené Zighout à écarter Kafi des débats. On sait que ce dernier vécut cette décision comme un affront personnel et qu'il en conçut un vif ressentiment à l'encontre d'Amirouche qu'il soupçonna, à tort, d'avoir été à l'origine de sa mise à l'écart. Tout en restant inflexible sur le quota du Nord-Constantinois, Amirouche, pour sa part, ne se formalisa pas sur ce qu'il considérait n'être que la simple application d'une instruction émanant de la hiérarchie. Du reste, bien après le Congrès, il prit l'initiative de rendre visite à Ali Kafi en novembre 1958 pour étudier les possibilités d'entraide entre les wilayate et transmettre au GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) des propositions communes en matière d'organisation et de redéploiement sur le terrain.

On verra à maintes reprises qu'Amirouche faisait connaître sans détour sa décision ou son opinion politique devant un ou plusieurs de ses pairs et

qu'il se proposa ensuite de travailler avec eux aussitôt que la situation et l'intérêt du pays le commanderont.

Dans son livre autobiographique[10], Ali Kafi donne une explication assez trouble de cet incident. Après avoir concédé que le Congrès avait, malgré tout, permis de donner une certaine cohérence au FLN, Kafi consacre l'essentiel de son témoignage à réduire l'importance historique prise par l'événement et à désigner Abane comme le fossoyeur de la Révolution, dès lors qu'il avait introduit les citadins, présentés comme des ralliés de dernière heure à la cause nationale peu enclins à se battre pour une libération effective du pays. En réalité, la fédération des énergies patriotiques, qui fut l'âme et la réussite du Congrès, est pour Kafi une déviance impardonnable. Enfin, pour lui, l'autre principe-clé de la Soummam, la primauté du politique sur le militaire, était une faute qui déchira les rangs des nationalistes.

Quant à son renvoi au troisième jour de la rencontre, il en donne une version où le mystère le dispute à la rancœur : « Je me souviens que Larbi Ben M'hidi avait confié à Zighout Youcef qu'un avion chargé d'armes devait déposer sa cargaison dans la zone 2. Zighout sortit[11] de la réunion pour m'apprendre la nouvelle. C'était au troisième jour du Congrès qui se tenait à Ifri [...]. Je constatai que ce point n'était pas sécurisé [...]. Je proposai plutôt le douar de Beni Sbih [...]. Ils acceptèrent ma proposition et Zighout me chargea d'y aller au plus vite [...]. Accompagné d'un détachement, je me rendis sur le lieu précis où je fus accueilli par Salah Boubnider qui venait juste de sortir d'un violent accrochage avec l'ennemi [...]. » .

L'analyse que donne Kafi de son conte illustre une tendance à l'interprétation nourrie par un sentiment inébranlable de persécution. « Mais, avoue-t-il, l'avion ne vint pas et personne n'en sut jamais la raison [...]. Était-ce notre foi en la Révolution qui nous avait amenés à y croire ou bien s'agissait-il d'une ruse pour isoler Zighout Youcef de son adjoint militaire[12] ? »

J'ai bien connu le colonel Boubnider pendant les dix dernières années de sa vie. Homme du peuple sans grande instruction mais doté d'un

[10] *Du Militant politique au chef militaire*, Casbah éditions, Alger, 2004.
[11] En avouant que Zighout avait dû quitter la réunion pour le rejoindre, Kafi confirme implicitement qu'il ne faisait pas partie des congressistes.
[12] C'est-à-dire lui-même.

remarquable sens politique, il était moderne et pourfendait tous les tabous par lesquels le pouvoir a imposé son hégémonie. Il refusa le populisme dans lequel s'était fourvoyé le FLN à l'indépendance et fut d'ailleurs arrêté dès 1962.

Pour avoir également un peu approché Ali Kafi, je peux dire que les deux hommes n'avaient quasiment aucune valeur humaine en commun. Nous sommes un certain nombre à avoir souvent écouté Boubnider pendant les années noires du terrorisme, au cours desquelles, à l'inverse de Kafi, il s'était résolument rangé du côté des démocrates. Il nous est fréquemment arrivé de le questionner sur son parcours, ses déboires et le jugement qu'il portait sur les hommes de sa génération. Il ne nous a jamais fait part de l'opération de parachutage d'armes dans laquelle l'implique Ali Kafi.

Quelques semaines avant la parution de cet ouvrage et voulant en avoir le cœur net, je demandais au commandant Azzedine[13], qui fut le compagnon le plus intime de Boubnider dont il était également voisin, si son ami l'avait un jour informé de cette opération ou s'il l'avait entendu y faire allusion. La réponse fut nette : jamais Azzedine n'a entendu Boubnider parler d'un tel événement.

Par ailleurs, aucun participant au Congrès n'a eu vent de cette affaire.

Enfin, quand un mouvement insurrectionnel armé recourt au parachutage, il cible traditionnellement des zones loin des frontières. Or, nous sommes à l'été 1956. La ligne Morice n'est pas encore réalisée et le Nord-Constantinois où Kafi attend son mystérieux largage d'armes est une région frontalière encore ouverte sur la Tunisie d'où était supposé venir l'aéronef.

En avançant ces allégations, Kafi expose trois données qui structurent et confortent une vision politique qui déterminera toute sa carrière.

Il argue que Zighout, avec lequel ses relations s'étaient quelque peu distendues[14], lui a toujours gardé sa pleine confiance. Faute de pouvoir attaquer en même temps deux icônes de la libération – Abane et Ben M'hidi

---

[13] De son vrai nom Rabah Zerari.

[14] Ben Bella, ayant eu vent de l'irritation de Zighout contre Kafi, s'empressa de transmettre l'information à l'Égyptien Fathi Dib en l'agrémentant des excès propres au personnage. Sans autres ambages, Ben Bella annonça que Kafi était complice de la mort de Zighout. Aucun ancien combattant ne confirme une telle accusation. J'ai eu l'occasion de rencontrer à Sidi Mezghiche des compagnons de Zighout lors de la présidentielle de 2004. Ils m'ont confirmé que le colonel de la wilaya II avait croisé fortuitement dans le maquis une patrouille de l'armée française, qui l'avait abattu sans savoir qui était leur victime.

–, il suggère que le deuxième, victime de sa naïveté, est manipulé par le premier. Enfin, il se pose comme le militaire émérite chargé de gérer les situations les plus délicates.

Le Congrès de la Soummam fut vécu par Kafi comme un traumatisme dont il ne se remettra jamais. Des considérations plus objectives ont aidé à façonner une obsession qui pesa ultérieurement sur la conduite politique de l'homme. Éconduit de la délégation du Nord-Constantinois, conservateur, arabisant exclusif, il voyait se dérouler devant lui un événement inscrit dans l'universalité avec des incidences majeures pour la nation et dont les travaux se déroulaient en français ou pire, dans certaines situations, en kabyle. Le dépit se transformera en phobie de tout ce qui, de près ou de loin, lui rappellera la Kabylie. À compter de cette période, Ali Kafi cultiva une détestation sans nuance ni retenue contre Abane, Krim et Amirouche.

En dernier lieu, il se présente comme un acteur politique majeur dès lors que des dirigeants de premier plan ont été jusqu'à comploter contre lui pour priver son responsable de sa présence et, pourquoi pas, de ses conseils. Ne voilà-t-il pas qu'Ali Kafi insinue, de façon à peine voilée, que le Congrès est disqualifié puisque des hommes de la trempe de Abane ont été contraints de recourir à l'intrigue pour soustraire Zighout à son influence !

Contre Amirouche, le « congressiste » dépité tint sa revanche deux ans plus tard, quand le chef de la wilaya III convoqua une réunion des colonels de l'intérieur sur les terres mêmes d'Ali Kafi qui trouva, en dépit de la proximité du rendez-vous, un prétexte pour boycotter la rencontre.

*

* *

L'incident de la mule, qui a précédé les assises, exigeait des conditions de sécurité draconiennes. L'histoire a retenu que le Congrès s'était déroulé dans une petite maison aujourd'hui transformée en musée. En réalité, cette masure n'a abrité qu'un nombre restreint de réunions. Pendant toute la durée de la rencontre, il fallut régulièrement changer de lieu pour éviter qu'une fuite ou une maladresse ne permette à l'ennemi de localiser avec précision les congressistes.

Le colonel Ouamrane, pourtant sérieusement irrité par la dispersion qui avait suivi l'escapade de la mule, décrira plus tard avec une satisfaction non dissimulée, lui l'homme bourru, cette débauche d'énergie déployée par

Amirouche avec une minutie d'horloger : « *Iɛemeṛ-itt am tsaɛett.* Il a réglé la situation comme une montre. »

Rachid Adjaoud, affecté à l'une des équipes de saisie, garde l'image d'un homme omniprésent, veillant à offrir un relatif confort aux agents du secrétariat et à organiser leur mission. Une fois un manuscrit tapé et mis en forme, il était récupéré et transmis à une cellule chargée de collecter les résolutions pour les mettre en lieu sûr, sitôt la correction faite.

Djoudi Attoumi, qui a eu à traiter la documentation après le Congrès, se surprend encore à se demander comment leur chef a pu faire preuve d'autant d'efficacité en si peu de temps, dans de telles conditions et sur tant de tâches.

Au cours de certaines délibérations, Amirouche eut à intervenir quand son action était mise en cause. Lorsqu'il fallut aborder les actions sanglantes menées par l'ALN, le ton monta. Abane souleva entre autres, pour la déplorer, dans les termes véhéments que chacun lui connaissait, l'initiative de Zighout Youcef qui avait lancé des milliers de paysans contre les populations européennes à Philippeville et d'autres localités du Nord-Est. L'assaut fit des dizaines de morts et provoqua en retour une répression impitoyable de la France qui coûta la vie à des milliers d'Algériens. À l'époque, l'action du chef du Nord-Constantinois n'avait pas la légitimité que lui conféreront certains cadres du FLN après la guerre. Zighout Youcef, patriote résolu, populaire et qui mérite de sortir de l'ombre, accusa le coup sans se laisser démonter, apprendra Slimane Laïchour dans les murmures qui prolongeaient les réunions. Quand il fallut aborder l'évaluation de la « Nuit rouge », Amirouche ne chercha ni à se dérober ni à se défausser sur son adjoint et encore moins à se disculper en laissant entendre qu'il avait découvert le massacre après coup.

Ouamrane raconte que, répliquant à un Abane alors au sommet de son autorité, le jeune capitaine répondit :

« Ça sentait mauvais dans le coin, il fallait faire face avec les moyens du bord et nettoyer. Et puis, il faut être sur le terrain pour apprécier les difficultés que nous rencontrions au début. »

Certains des participants qui ont assisté à l'incident affirmèrent que l'audace d'Amirouche était d'abord l'expression d'une assurance puisée dans le soutien que Krim lui accordait. On peut retenir cette hypothèse. Ce n'est pas la seule.

À de nombreuses reprises, Amirouche prouva plus tard que tout en respectant la discipline et la hiérarchie de l'organisation, il s'autorisait à

exprimer de façon directe ses opinions dans le cadre des structures du Front. Les rapports adressés à ses supérieurs, GPRA compris, où il critique frontalement les décisions de ses chefs en leur faisant des contre-propositions sont légion.

Et, à regarder de près la vie et le comportement des responsables de l'époque, on observe qu'en matière de caractère et même de vision politique, Amirouche était en vérité plus proche d'Abane que de Krim qui l'avait repéré et promu. Expression directe et ferme de ses positions dans les cadres appropriés au débat, rejet de discussions occultes sur des sujets concernant le devenir de la nation, si sensibles soient-ils, jacobinisme chevillé au corps condamnant toute coterie régionaliste, capacité à anticiper les événements sont autant de qualités que partageaient les deux hommes. Cet engagement dans la perspective nationale n'empêchera ni Abane ni Amirouche de dénoncer sans ambages des propos ou des décisions marginalisant la Kabylie, tant l'un et l'autre se considéraient exonérés de toute suspicion communautariste.

Abane, opposé à Ben Bella par tempérament et divergence politique, ne se privait pas de l'interpeller quand il subodorait que des manœuvres claniques ou régionalistes s'insinuaient dans le combat :

« Je ne vous cache pas que nous avons de la peine à calmer les responsables Zighout Youcef et Krim Belkacem, qui sont en train de se demander si les frères de l'extérieur, chargé [sic] du matériel ne font pas du favoritisme.

Il y a lieu de voir Ben Bella et Boudiaf leur demander s'ils ne se méfient pas un peu du Nord-Constantinois et de la Kabylie. »[15]

Dans le rapport « Doléances », retrouvé par l'armée française le 28 mars 1959 – dont le lecteur trouvera l'intégralité dans les annexes – et qu'il devait lire à Tunis, Amirouche constate :

« En effet la wilaya n'a reçu que deux postes émetteurs au mois d'août 1958, sans dépanneur, alors qu'en d'autres wilayas, il existe des régions qui possèdent des postes émetteurs[16]. Pourquoi la wilaya III n'a-t-elle reçu que deux postes, et si tardivement ? Si c'est par manque de matériel, certaines régions pourraient céder leurs postes, et ainsi la répartition aurait été équitable. Les difficultés de transport des postes est une excuse non valable

[15] Lettre envoyée par Abane le 29 février 1956, in Mabrouk BELHOCINE, *Le Courrier Alger-Le Caire, 1954-1956, et le Congrès de la Soummam dans la Révolution*, Casbah Éditions, Alger, 2000.

[16] La région est une division de zone, qui, elle-même, est une division de la wilaya.

[...] C'est une question qui nous tient à cœur car cette carence tend à faire croire à une volonté de négliger la wilaya III, ou à du régionalisme de la part tout au moins des responsables des transmissions […]. Le manque de poste est à déplorer d'autant plus que les missions de liaisons à elles seules nous ont coûté des dizaines de tués. »

Dans le domaine de la stratégie, les deux hommes avaient, sans s'être formellement consultés, la même approche de la phase historique que traversait le pays. Investi de responsabilités majeures, Abane théorisa la nécessité de rassembler toutes les tendances nationalistes, dès lors qu'elles adhéraient à l'objectif de l'indépendance et qu'elles inscrivaient leur action dans une stratégie dépassant les appartenances partisanes et autres clivages socio-culturels, débordés et condamnés par la dynamique de novembre. À son niveau, à sa manière et dès le départ, Amirouche ne faisait rien d'autre en travaillant concomitamment dans une association proche des Oulamas tout en structurant les réseaux de l'OS. Le pragmatisme transcendant les dogmes caractérise la conduite politique d'Abane et d'Amirouche. Bien qu'issus d'une société à fortes traditions tribales et évoluant dans un milieu politique marqué très tôt par le clanisme, ils ont su être fédérateurs.

Sur le plan psychologique, on verra qu'Abane comme Amirouche partageaient une vertu rare chez le personnel politique algérien : la capacité à évacuer toute forme de ressentiment et de susceptibilité individuelle dans le débat politique. Cela est important à souligner, car que de fois n'a-t-on vu des instances ébranlées ou des situations envenimées à cause de conflits sous-tendus par des considérations personnelles ?

Sitôt le Congrès terminé, Amirouche prit la route des Aurès pour exécuter la mission dont l'avait chargé le tout nouveau CCE. Hocine Ben Mâalem, qui faisait partie du voyage, assure avoir souvent entendu Amirouche « faire l'éloge d'Abane Ramdane » devant qui il avait eu à s'expliquer moins d'un mois auparavant.

Sur ce registre, Abane n'était pas en reste. Sa pensée rationnelle s'affirmait dans un propos qui ne s'embarrassait pas de précautions oratoires quand il fallait livrer une analyse ou transmettre une instruction. Cette franchise sans nuance ne devait pas, en ce qui le concernait, avoir d'incidence sur le fond. Voici ce qu'il écrivait à Hocine Aït Ahmed à propos des relations qu'il entretenait avec Boudiaf, autre militant au tempérament bien trempé :

« Je n'en ai jamais voulu à Tayeb [Boudiaf]. Je connaissais son caractère comme il connaissait d'ailleurs le mien. Nous sommes tous les deux

coléreux et tranchants et nous avons un défaut commun : la franchise brutale. Nous avions échangé par lettre des propos très vifs, mais pour ma part, tout est effacé. Je suis convaincu que, de son côté aussi, à ce sujet, il ne reste plus rien [...]. Je t'avoue que je riais de bon cœur chaque fois que je lisais les lettres injurieuses qu'il m'adressait parce que je savais qu'elles étaient dictées par sa sincérité et sa franchise, et surtout parce que Tayeb est un élément désintéressé qui ne nourrit aucune ambition personnelle. »

C'est dire que les désaccords ayant opposé les grands dirigeants pendant la guerre, si profonds soient-ils, n'ont pas toujours eu les répercussions politiques ou militaires cataclysmiques provoquées par les diatribes échangées par des responsables obtus. C'est moins le contenu des échanges que la qualité des personnes engagées dans ces joutes oratoires, inévitables dans le contexte de pression et de violence des guerres révolutionnaires, qui détermine les conséquences de ces différends.

Les frottements qui heurtèrent certaines susceptibilités pendant le Congrès ne pouvaient pas occulter le soulagement, la satisfaction et la fierté d'avoir accompli une immense tâche qui devait donner à la cause algérienne une plate-forme assurant la crédibilité politique, la stabilité organique et la visibilité internationale qui lui faisaient cruellement défaut.

Le dernier jour, Krim choisit le moment où tous les congressistes étaient rassemblés pour appeler Amirouche afin de le féliciter au nom de tous, déclarant que c'était grâce à lui que les premières assises du FLN avaient pu se tenir. Mais, ajouta-t-il en l'invitant à présenter ses principaux collaborateurs, Amirouche n'était pas seul. Il avait su s'entourer de militants sûrs, compétents et dévoués à leur pays.

Le Congrès de la Soummam avait mobilisé quelque 3 000 hommes, qu'il avait fallu répartir en fonction des missions exigées par un rendez-vous crucial pour le destin algérien. C'était la première fois, depuis la pénétration française en 1830, qu'un projet rassemblait toutes les sensibilités algériennes autour d'une alternative nationale qui précisait les modalités de la lutte, en organisait les cadres et définissait les principes qui devaient permettre au peuple de vivre dans un « État démocratique et social ».

L'exposé des motifs de la Révolution, l'évaluation objective des moyens disponibles au bout de deux ans de guerre, les valeurs et les principes éthiques qui fondaient et portaient le combat, tels que la primauté du civil sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, l'organisation de la justice, la définition de la hiérarchie, des grades et du règlement de l'armée ainsi que

la nature du futur État algérien avaient été débattus et adoptés dans un Congrès tenu sur le territoire national.

Un homme de 30 ans en avait choisi le lieu, assuré la logistique nécessaire et avait garanti l'accueil et la sécurité de tous.

Le général-major Abdelhamid Djouadi est originaire de la vallée de la Soummam. Il a recueilli de nombreux témoignages sur le déroulement du Congrès. Voici ce qu'il écrit sur le rôle joué par Amirouche dans cette rencontre historique :

« À l'été 1956 a eu lieu un événement marquant : le Congrès de la Soummam, dont les décisions sont autant un approfondissement de la proclamation du 1er novembre 1954 qu'une ligne stratégique pour la libération du pays et une base d'édification de l'État algérien indépendant.

À cette occasion, Amirouche a été chargé de l'organisation matérielle et logistique des travaux ainsi que de la protection immédiate et éloignée des lieux de réunions et de séjour des congressistes. Malgré le déclenchement de vastes opérations de ratissage sur la rive droite de la Soummam, les villages concernés n'ont jamais été approchés par les forces ennemies.

Amirouche s'est admirablement acquitté de sa mission. Le Congrès de la Soummam allait donner une autre dimension à Amirouche. »[17]

Cela faisait à peine un an et demi que celui-ci avait été affecté dans la vallée de la Soummam où il avait fallu généraliser la lutte, harceler les militaires français, neutraliser les adversités messalistes, isoler ou désamorcer les compromissions des féodalités locales, sensibiliser, mobiliser et encadrer la population pour lui permettre d'accueillir le premier rendez-vous politique de l'Algérie contemporaine. Ce dernier s'est tenu à Ifri tout simplement parce qu'en août 1956, la région commandée par le capitaine Amirouche était la mieux organisée d'Algérie.

Lors de la désignation des instances de direction, Amirouche ne fut pas retenu parmi les membres du CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne). En réalité, il ne figurait même pas sur la liste des 17 suppléants.

« Trop de Kabyles », avait dit Krim qui, pourtant, connaissait mieux que quiconque la valeur de son intrépide collaborateur. En effet, outre Krim et Abane, la direction nationale du FLN issue du Congrès comptait Amar Ouamrane, Mohammedi Saïd, Slimane Dehiles, Idir Aïssat, Hocine Aït Ahmed, Ali Mellah et Salah Louanchi.

---

[17] Préface de l'ouvrage de Djoudi Attoumi, *Le Colonel Amirouche, entre légende et Histoire, op.cit.*

On a beau vouloir l'occulter, la donnée régionale a pesé et pèse encore en Algérie, plus qu'ailleurs, sur la conception et la composition du pouvoir. Cet aspect ne doit être ni ignoré ni diabolisé. Il est important à considérer car c'est un bon indicateur de la situation politique et du niveau culturel d'une nation. Plus ce paramètre intervient dans la gestion des affaires publiques, moins l'émancipation collective est affirmée, les dirigeants préférant la solidarité de terroir à la convergence programmatique.

Une telle appréhension n'aurait pas préoccupé outre mesure Abane qui refusait obstinément de faire la moindre concession aux archaïsmes sociologiques quelle qu'ait pu en être la prévalence. Et pourtant, Krim, plus en phase avec le terrain, n'avait pas tout à fait tort. On le saura plus tard, entre autres griefs faits au Congrès, les partisans du tandem Ben Bella-Mahsas insinueront inlassablement, sans vraiment l'assumer publiquement, que le Congrès de la Soummam tenu en Kabylie était une sorte de conspiration kabyle contre la nation arabo-islamique.

Ironie du sort, ce fut Amirouche qui appliquera la première décision de la nouvelle direction politique dont il ne faisait pas partie et, parmi les officiers mandatés pour rétablir l'ordre dans les Aurès, seul lui, promu commandant après le Congrès, fut sur le terrain pour donner suite à l'ordre du CCE.

Plus tard, les résolutions du Congrès connurent leur meilleure concrétisation en wilaya III, sous les ordres du colonel Amirouche.

5

AUX AURÈS : SUR LES TRACES DE BEN BOULAÏD

Mostefa Ben Boulaïd était, somme toute, un homme privilégié. Sa situation sociale était faite et, si l'on ne devait s'en tenir qu'aux considérations matérielles, rien ne le poussait à prendre tant de risques en s'opposant dès les années 40 à un système colonial dont, en vérité, bien peu de personnes savaient comment ou quand il convenait de l'affronter ni, *a fortiori*, quelle allait être l'issue d'un combat inégal à maints égards.

Engagé tôt dans le Mouvement national, il fut arrêté le 11 février 1955 dans le village tunisien de Ben Guerbane, à la frontière de la Libye où il se rendait pour ramener du matériel de guerre. Au début des années 50 fleurissait dans ce pays une contrebande d'armes laissées en quantité par les Allemands et les Italiens, acculés à une retraite précipitée lors de la contre-offensive menée par le général britannique Montgomery en 1943 contre les armées de l'Axe. Il fut détenu pendant un mois à Tunis, encore sous protectorat français, avant d'être transféré à Constantine d'où il s'évada le 4 novembre 1955, pour reprendre aussitôt la lutte dans la clandestinité.

Du côté algérien, et plus particulièrement dans les Aurès, la présence de Ben Boulaïd parmi les patriotes avait à la fois subjugué les plus pauvres et intrigué les parvenus qui avaient profité des rares promotions concédées aux indigènes. Si des Ben Boulaïd s'impliquaient dans une aventure encore confuse pour le plus grand nombre, c'est que cette lutte pouvait ne pas être la « révolte de gueux » dont essayait de se persuader le caïdat.

Pour sa part, on l'imagine bien, le système colonial ne voulait surtout pas voir se multiplier ce genre de vocation. La mise à la disposition de la

cause nationale des moyens financiers et matériels, même modestes, de ces cadres était particulièrement préoccupante dans cette période où il était encore possible, pensait-on, de mater une rébellion qui manquait de tout. Mais, et c'est ce que ne manquaient pas de signaler les officines des renseignements coloniaux, le fait de renoncer à un statut social enviable à plus d'un titre valorisait implicitement une cause que l'administration s'employait à minimiser, voire à assimiler à des actes de banditisme, tout en la traitant comme un mouvement insurrectionnel quand il fallait réprimer.

La tendance politique dominante consistait toujours, en cette seconde moitié du XXème siècle, à mépriser, à feindre d'ignorer la profondeur du mécontentement populaire et à lui dénier, ou en tout cas à en réduire toute connotation politique. L'Algérie était un ensemble de départements français et toute initiative – discours ou action – susceptible de contester les fondements de cette allégation devait être, d'une façon ou d'une autre, disqualifiée et, le cas échéant, étouffée dans l'œuf.

N'a-t-on pas entendu dire, après le déclenchement de l'insurrection armée du 1er novembre 1954, que l'événement n'était qu'un « coup de tonnerre dans un ciel serein » ?

L'engagement de personnages de la trempe de Ben Boulaïd battait en brèche cette vision qui devait libérer les tenants de l'Algérie française, encore très majoritaires tant en France qu'en Algérie, de la crainte d'un soulèvement général remettant en cause une colonisation donnée comme politiquement souhaitée et nécessaire ainsi qu'historiquement irréversible. De plus, la compétence politique et la crédibilité sociale de ces semeurs d'espoir conféraient au Mouvement national une dimension éthique et organisationnelle qui pouvait éviter aux Algériens de retomber dans les jacqueries du siècle précédent. Ces révoltes étaient certes généreuses, mais la mystique faisant office de doctrine et de stratégie ne pouvait faire pièce à l'armée française, redoutable machine de guerre à l'histoire plusieurs fois centenaire.

Le fait est qu'en peu de temps, Ben Boulaïd réussit à réduire sensiblement les animosités tribales, particulièrement vives dans les sociétés berbères, et sur lesquelles jouait tant et plus le pouvoir colonial. Il récupéra et réhabilita des bandits d'honneur en délicatesse avec la justice et insuffla un esprit de solidarité à ses troupes en les incitant à apprendre à regarder au-delà de leurs territoires. Il leur recommanda à plusieurs reprises, selon

les témoignages de Salah Goudjil et d'Amar Belagoun, de se tourner vers leurs frères Kabyles si quelque malheur lui arrivait. Un tel stratège était naturellement une cible prioritaire pour l'armée française.

*

* *

Il devait rejoindre ses camarades dans la vallée de la Soummam pour participer au Congrès d'Ifri où il était attendu. Mais, en réalité, il fut tué le 22 mars 1956 par l'explosion d'un poste émetteur piégé parachuté par l'armée française convaincue, à juste titre, que le premier paysan trouvant un tel matériel s'empresserait de le faire parvenir au responsable le plus connu de la région. Ce qui fut fait. On verra plus tard que le colonel Amirouche, lui aussi, aurait pu être victime d'un stratagème identique.

Abdelhamid Djouadi, maquisard kabyle dont on a vu qu'il a fait l'essentiel de son maquis dans les Aurès, donne une interprétation originale du secret qui a entouré la mort du chef aurésien : « Il se produisit alors un événement aberrant pour nous mais conforme à la mentalité locale et aux pratiques de la clandestinité : l'ensemble des responsables des Aurès ont prêté serment de ne jamais divulguer la mort de Ben Boulaïd, enterré rapidement à Nara. »[18]

L'absence de Ben Boulaïd au Congrès inquiéta, mais elle fut dans un premier temps imputée à des difficultés de déplacement, le quadrillage militaire des Aurès et de la Kabylie en 1956 étant déjà bien avancé. Quelques jours après le début du Congrès, la nouvelle de la mort du prestigieux chef commença à circuler parmi les participants. Sitôt l'information confirmée, une vive inquiétude gagna les responsables du FLN qui, connaissant l'envergure de leur pair, savaient ce que perdait le pays et les difficultés qu'il y aurait à le remplacer.

C'est un classique ; les dirigeants d'exception présentent l'immense avantage d'être des accélérateurs de l'histoire. Mais quand ils viennent à disparaître brusquement, leur absence provoque généralement des dissensions et la résurgence de pratiques politiques et sociales aux effets dévastateurs. Les Aurès ne firent pas exception à la règle.

Ceci est le témoignage du général-major Ben Mâalem, publié à l'occasion du 45ème anniversaire de la disparition du colonel de la wilaya III.

---

[18] Préface de l'ouvrage de Djoudi Attoumi, *Le Colonel Amirouche, entre légende et Histoire, op.cit.*

Quand il accompagna Amirouche aux Aurès, c'était un jeune maquisard de 17 ans et demi qui venait de quitter le lycée de Sétif pour rejoindre l'ALN.

« Il sera examiné dans cette étude la mission qu'a effectuée Si Amirouche dans la wilaya I (Aurès) après le Congrès de la Soummam. J'ai choisi de traiter précisément ce sujet pour deux raisons principales :

J'ai participé personnellement à cette mission qui est l'une des plus importantes accomplies par Si Amirouche en dehors de la wilaya III.

À la lecture de certains écrits concernant cet épisode de la guerre de libération, j'ai relevé certaines erreurs et contre-vérités qu'il convient de corriger. Les auteurs ont certainement été mal ou insuffisamment informés [...].

Au mois de mars 1956, Si Mostefa Ben Boulaïd tombait au champ d'honneur. [...] Cette tragique et subite disparition a déclenché un véritable cataclysme au sein de la wilaya I (Aurès-Nememchas). En effet, immédiatement après ce douloureux événement, une véritable guerre de succession a pris naissance parmi les différents responsables, le facteur tribal a joué un rôle déterminant. Parmi les antagonistes figurait le frère de Si Mostefa Ben Boulaïd, Omar. Ce dernier n'avait, cependant, ni le charisme ni l'envergure de son frère.

À la tête d'une importante délégation, composée essentiellement de ses partisans, Omar Ben Boulaïd fit, au printemps 1956 (avril-mai) une visite dans la wilaya III (Kabylie). Il y rencontrera, entre autres responsables, Krim Belkacem et Amirouche. Se gardant bien de souffler mot sur la disparition de son frère, il venait surtout pour faire croire qu'il a obtenu la caution de Krim pour la succession de son frère sachant pertinemment que Si Mostefa a laissé comme consigne dès le début de la Révolution de s'adresser à Krim Belkacem « en cas où il lui arriverait quelque chose ».

Avant de quitter la wilaya III, on confia à Omar Ben Boulaïd des insignes de grade de colonel[19] ainsi qu'une invitation au Congrès qu'il devait remettre à son frère. Dès qu'il pénétra dans la wilaya I il porta lui-même les insignes de grade et déclara qu'il a été désigné par le commandement *nidham* pour succéder à Si Mostefa. Ce comportement ne fit qu'aggraver la situation malsaine qui prévalait ; en effet les personnes qui étaient contre lui personnellement sont désormais très mécontentes en même temps de la « décision » du commandement. »

[19] Grade le plus élevé dans l'armée algérienne.

L'appréhension des dirigeants algériens était largement justifiée. Les conséquences du vide créé par la disparition du patriote de la première heure ne tardèrent pas à se manifester. La guerre de succession fut terrible.

Dans une guerre de subversion, la communication joue un rôle capital. Quand les partisans perdent l'initiative et la maîtrise de l'information, la conjugaison des tensions internes qui s'exacerbent et des méfaits de la propagande de l'ennemi produit des effets délétères. Quelques mois auparavant, un maquisard aurésien de valeur, Bachir Chihani, avait été exécuté pour une prétendue histoire de mœurs. L'un des auteurs de cette liquidation, Adjoul Ladjoul[20], considérant sans doute qu'il pouvait lui aussi prétendre à la responsabilité de la région, adopta un comportement assez singulier : son attitude oscillait, selon les témoins de l'époque, entre une prétention belliqueuse et un repli sur sa tribu, une espèce de splendide isolement qui signifiait aux uns et aux autres que, s'il n'était pas chef, il pouvait néanmoins se suffire à lui-même.

Du vivant même de Ben Boulaïd, il osait manifester envers celui-ci une certaine défiance qui deviendra plus manifeste après sa disparition. Il alla même jusqu'à faire courir le bruit que l'évasion de Ben Boulaïd de la très rigoureuse prison de Constantine était suspecte, suggérant qu'il convenait de s'en méfier en attendant d'y voir plus clair. En retour, certains n'hésiteront pas à lui imputer la mort du père de la Révolution dans les Aurès : on murmura en effet que c'était Adjoul qui était à l'origine de l'envoi du poste piégé qui avait déchiqueté Ben Boulaïd.

L'atavisme berbère, nourri à la tradition des communautés acéphales, réfractaires à toute forme d'autorité, trouvait là tous les ingrédients pour réveiller les violences endogènes qui avaient tant et tant de fois dans l'histoire mené à l'asservissement de l'Afrique du Nord. En un rien de temps, les Aurès, annoncés comme l'un des bastions majeurs de la lutte armée de libération nationale, devinrent une zone d'affrontements fratricides qui affaiblissaient dangereusement le potentiel militaire de l'Est du pays et, surtout, dissipaient la solidarité patriotique que Ben Boulaïd avait eu tant de peine à structurer autour de valeurs dépassant l'horizon étriqué des sectes tribales.

Last but not least, la région des Aurès occupait une position géographique déterminante pour toutes les wilayate du Centre et de l'Est,

[20] Adjel Adjoul est le nom d'état civil de ce maquisard qui défraya la chronique. Il est plus connu sous le nom de Adjoul Ladjoul, sous lequel on le retrouvera tout au long de ce récit.

constituant un passage obligé sur la route de la Tunisie. Les troubles internes qui minaient la zone provoquaient des ruptures dans la chaîne de communication nécessaire aux missions de ravitaillement en armement ; chaque information, chaque contact pouvant être fatal aux convoyeurs étrangers à une région vivant une situation de quasi-guerre civile.

La rancœur était telle qu'un cadre local, Sidi Hani, berbérophone, qui militait chez les Nememchas, arabophones, fut sommé de quitter la région et « d'aller rejoindre les siens ». Adjoul Ladjoul, arabophone, originaire de Srahna, était maintenant réduit à survivre parmi ses proches. Les fonds qu'il collectait étaient déposés chez son père et sa garde était constituée de membres de sa famille.

Entre berbérophones, la situation n'était pas plus sereine. Il fallait, compte tenu de la période et des enjeux, réagir vite, c'est-à-dire imposer la discipline pour ramener la stabilité, restaurer la hiérarchie et insérer la région dans le nouvel organigramme et la vision politique nationale que venait de consacrer le Congrès de la Soummam.

C'était plus facile à dire qu'à faire. Les quelques intercessions tentées dans l'urgence par d'anciens militants restèrent sans effet et les injonctions émanant de responsables de la région basés en Tunisie pour diverses raisons n'eurent pas de meilleurs échos. Le tout nouveau CCE décida alors de mandater pour cette mission sensible et périlleuse cinq responsables de haut rang.

Devaient participer à l'opération Zighout Youcef, commandant de la wilaya II (Nord-Constantinois), accompagné de Mezhoudi Brahim, accédant par le nord, le colonel Ouamrane, chef de la wilaya IV (Algérois), qui devait longer les Hauts-Plateaux et avancer par l'ouest et le colonel Si Cherif (de son vrai nom Ali Mellah), récemment affecté pour organiser le Sahara, qui était attendu du sud. Le cinquième membre de l'équipe était un jeune officier d'à peine 30 ans qui venait de se révéler à la direction du FLN lors du Congrès.

Chacun des quatre groupes devait explorer son secteur, cerner les situations locales et progresser prudemment jusqu'à converger au centre des Aurès.

La désignation des cinq responsables et la stratégie d'approche retenue illustrent l'importance accordée par la direction du FLN à la crise qui déchirait la région. L'instruction était simple : la délégation était chargée de restaurer l'autorité du FLN et de l'ALN et de mettre un terme à toute velléité tribale ou personnelle. On était en septembre 1956 : le Congrès

d'août, qui avait nécessité la vigilance et la mobilisation de tous et à tout instant, venait à peine de se terminer.

Dans la foulée des assises d'Ifri, le pouvoir colonial, saisissant après coup la portée de l'événement, redoubla d'effort sur le terrain militaire. C'est ainsi que Zighout Youcef, accompagné d'un petit groupe de maquisards, tomba, à côté de Sidi Mezghiche à l'ouest de Skikda, au cours d'un accrochage avec une patrouille de l'armée française. Bien qu'il fût l'un des hommes les plus recherchés d'Algérie, en tant qu'auteur du soulèvement d'août 1955 à Philippeville, il ne sera reconnu que 48 heures après sa mort. Sa dépouille, en voie de décomposition, fut exhibée et promenée sur une jeep pendant deux jours, dans le but de décourager les populations qui vouaient un immense respect à cet homme sobre et déterminé.

Le colonel Ouamrane, trouvant l'Algérois dans une situation politique et organique encore instable à son retour de la Soummam, ne put rejoindre les Aurès. Le colonel Si Cherif, confronté à de grandes difficultés lors de son implantation dans le Sud, ne put se libérer.

*

* *

Finalement, seul Amirouche, à l'époque commandant en charge de la région de Petite-Kabylie, fut disponible pour donner suite à la décision du CCE. Nous sommes début septembre 1956. Accompagné de deux hommes – Hocine Ben Mâalem, secrétaire, et Abdelhamid Mehdi, garde du corps – il décida de continuer la mission sur laquelle étaient mobilisés trois colonels responsables de région.

Le petit groupe mené par Amirouche était encore en wilaya III quand il rencontra un convoi se dirigeant vers le nord qui se présentait comme les délégués des Aurès mandatés pour… participer au Congrès ! La suite du récit de Ben Mâalem est édifiante quant à la réalité de ce qui prévalait alors dans la région des Aurès-Nememchas :

« Au cours du déplacement, à la limite des wilayas I et III, au village d'El Ksour, près de Bordj Bou Arreridj, nous rencontrâmes le 3 septembre, deux délégations qui étaient en route pour, déclaraient-elles, assister au Congrès. L'une, importante, dirigée par Omar Ben Boulaïd et composée de Hadj Lakhdar, Tahar Nouichi, Ahmed Nouaoura, Ahmed Azoui, Abdelhafid Torche, Mostefa Raïli, Mohamed Araar Bouaza, Ali Machiche,

l'autre, envoyée par Adjoul, était composée d'une seule personne, un nommé Djabali. Messaoud Bellagoune qui l'accompagnait a été arrêté en cours de route par Omar Ben Boulaïd qui l'a emprisonné dans la région d'Aïn Touta. Lorsque l'absence de Si Mostefa Ben Boulaïd a été soulevée, Omar déclara qu'il était tombé au champ d'honneur au mois de mars. Il n'était bien sûr pas en mesure d'expliquer ou de justifier pourquoi il avait dissimulé cette triste et capitale nouvelle lors de son passage en wilaya III au printemps. Il a même eu l'audace d'exhiber une procuration le désignant comme chef de la délégation de la wilaya I signée par ses accompagnateurs. Il insista, d'ailleurs, pour faire parvenir ce document au CCE[21], ce que Si Amirouche refusa surtout que tous les signataires, excepté Mostefa Raïli, son neveu, déclarèrent qu'ils ont signé suite à un chantage, Omar refusant de se déplacer avec eux sans ce document. Comprenant que sa nomination à la tête de la wilaya, son principal objectif, était compromise, il se déplaçait, à partir de ce moment, seul accompagné de son secrétaire Abdelhamid Boudiaf et ce, malgré les efforts de Si Amirouche de le garder au sein du groupe. »

Ce témoignage donne un aperçu de ce qui attendait le jeune commandant, accompagné de deux collaborateurs à peine sortis de l'adolescence.

Compte tenu de la violence qui opposait les différentes factions, Amirouche privilégia la prudence et commença par prendre langue avec de petits groupes pour avoir le temps d'écouter, d'apprécier la position des uns et des autres et de faire la part des problèmes politiques et des interférences subjectives, coutumières dans des sociétés telles que la Kabylie et les Aurès. Mais surtout, témoigne son secrétaire, dans cette mission, Amirouche ne voulait pas réunir l'ensemble des protagonistes dès le départ, car il redoutait que la rencontre, cumulant les ressentiments, ne soit un lieu de déchirements irréversibles. Fils des Aurès, le Chaoui, en bon Berbère, peut être enclin à considérer l'autocritique et *a fortiori* le *mea culpa* comme une humiliation ou un reniement.

[21] La délégation des Aurès, ignorant la fin du Congrès, ne pouvait pas adresser une correspondance au CCE, qui était l'instance suprême de la Révolution issue de la rencontre d'août 1956. On peut dès lors supposer qu'Omar Ben Boulaïd désirait adresser sa correspondance aux responsables du FLN et non au CCE.

On est surpris de découvrir une telle perspicacité dans l'analyse d'une communauté jusque-là jamais visitée, chez un homme si jeune. Deux éléments de réponse peuvent être apportés à ce constat.

Amirouche, en dépit de son âge, s'était déjà affirmé comme un remarquable meneur d'hommes à chaque fois qu'il avait dû initier une action ou structurer une instance. Il le prouva à l'Ouest, en Kabylie et en France. Abdelhamid Djouadi écrit à ce sujet : « Ceux qui l'ont côtoyé, connu ou exercé sous ses ordres gardent de lui l'image d'un homme dévoué à la cause nationale. Il ne faiblissait jamais et était doté d'une énergie étonnante. Il donnait l'impression de quelqu'un qui s'est préparé toute sa vie à vivre la lutte armée, s'être conditionné et préparé des années durant pour vivre et conduire un tel événement. »[22] En quarante ans d'investigations sur Amirouche, je n'ai pas le souvenir d'avoir entendu un compagnon ou un observateur me faire part d'une seule journée où il l'aurait vu se préoccuper d'un sujet autre que la libération de son pays : ni projet professionnel durable, ni relation amoureuse, ni festivités. La vie d'Amirouche avait un moteur et un objectif : l'indépendance de l'Algérie.

Par ailleurs, à partir de la Petite-Kabylie, contiguë aux Aurès où il opérait depuis bientôt deux ans, il avait eu l'occasion de comprendre, par divers contacts, que la région qu'il allait inspecter ressemblait à bien des égards à celle qu'il dirigeait et dont il était issu.

Il commença donc par regrouper le premier noyau constitué par des militants de Ngaous, qui se trouvait être la zone la plus proche de la Kabylie.

Au bout de quelques jours, Amirouche s'enfonça plus à l'est pour atteindre le groupe d'Adjoul Ladjoul sur lequel circulaient, on l'a vu, des rumeurs de sédition, voire de compromission avec l'ennemi.

Mohamed-Tahar Bouzeghoub, secrétaire de ce dernier, avait survécu de justesse aux règlements de compte qui opposaient son chef à d'autres responsables des Aurès. Il se souvient des insinuations puis des accusations portées devant Amirouche contre Adjoul Ladjoul pour le persuader de procéder à sa liquidation. Le commandant refusa de céder à ces pressions, attendant d'avancer dans ses investigations.

La mésaventure subie par Bouzeghoub illustre tragiquement le climat qui régnait dans les Aurès à cette époque. En 1956, il était rentré de Tunisie où il faisait ses études, suite à la grève des étudiants déclenchée par le FLN.

---

[22] Préface de l'ouvrage de Djoudi Attoumi, *Le Colonel Amirouche, entre légende et Histoire*, *op.cit.*

Originaire d'Ilmayen (Petite-Kabylie), il fut recruté dans l'ALN en cours de route et fit son maquis dans les Aurès. En effet, sitôt la frontière passée, il avait été intégré dans le secrétariat d'Abbas Laghrour, responsable du secteur de Khenchela, avant de se retrouver sous les ordres d'Adjoul Ladjoul quand son premier responsable se rendit en Tunisie pour essayer d'avoir quelques orientations de la direction du FLN, encore peu structurée.

Le retour d'information tardant à arriver, Bouzeghoub fut envoyé à son tour en Tunisie pour rétablir le contact. C'est en se dirigeant vers l'est qu'il fut arrêté par un groupe rival, dirigé par un certain Messaoud Ben Aïssa, qui le traîna des jours durant, hagard et à moitié nu, pour servir de monnaie d'échange. Ce personnage, réputé acariâtre et rigide, avait fait dissidence car il avait prêté allégeance à Omar Ben Boulaïd qui, on vient de le voir, s'était autoproclamé héritier de son frère à la tête de la wilaya I.

Un jour où le jeune secrétaire se trouvait enfermé dans une casemate, un maquisard chargé de le surveiller, sans doute lassé de voir tant de guerres intestines dénaturer l'insurrection armée, vint le voir pour lui demander s'il connaissait Amirouche, dont la renommée avait déjà gagné tous les maquis.

« Sans savoir pourquoi, se rappelle Bouzeghoub cinquante-trois ans plus tard, je me surpris à lâcher un gros mensonge en affirmant que c'était un voisin de village.

« Il est là, dans la maison de refuge », dit alors le maquisard, lui indiquant une mansarde située à une centaine de mètres de leur réduit.

Je bondis, courus comme un fou et fis irruption dans une salle où discutait une demi-douzaine de personnes. Je devais plaquer mes mains sur mes fesses pour cacher mon postérieur dans un pantalon en lambeaux », se souvient avec émotion Bouzeghoub.

« Qui es-tu ? » lui demanda un des membres de l'assemblée.

Une fois son épreuve racontée devant Amirouche, il fut habillé et incorporé au groupe qui devait poursuivre sa route vers l'est en vue de réconcilier les frères ennemis.

Les choses devenaient plus critiques au fur et à mesure que l'on s'approchait des Nememchas, qui vivaient mal « l'hégémonie des Aurès » dans la gestion de la lutte armée.

Salah Goudjil rapporte que dans la crise des Aurès il y avait, en plus des problèmes locaux, des frustrations nées de la répartition des postes de responsabilité au niveau de la direction du FLN après le Congrès de la Soummam. Précisant son analyse, il déclare :

« Avec un certain nombre de camarades, quitte à prendre quelques risques et à encourir des sanctions, j'avais appuyé et adopté les résolutions du Congrès car les principes nous convenaient, mais il est vrai que la représentation prêtait à discussion dans certains cercles chaoui. »

Il appartient à des chercheurs de faire un jour la part des choses et d'apprécier le poids de ces frustrations dans les désordres qui minaient les Aurès en cet automne 1956. Les problèmes ayant surgi avant le Congrès, on peut penser que l'absence d'autorité conjuguée aux difficultés de contact et aux vieilles animosités, à l'occasion étrangères au champ politique, furent les causes majeures de l'implosion de l'ALN dans ce qui deviendra la wilaya I.

Au demeurant, le Congrès venait à peine de se terminer. Compte tenu du temps nécessaire à la saisie et à la reproduction des résolutions pour leur distribution et de la lenteur du cheminement de l'information, on voit mal comment des contestations auraient pu se manifester et se structurer en si peu de temps à cause de la répartition des postes de responsabilité. Si des dirigeants des Aurès manquaient sur l'organigramme, c'est que les délégués de cette région n'avaient pas pu arriver à temps aux assises. Et leur retard, la chose est désormais établie, était dû aux tensions qui avaient paralysé la région après la mort de Ben Boulaïd, dont, du reste, le nom figure comme membre du CNRA sur le PV de la plate-forme de la Soummam.

Pour l'heure, c'était bien l'incendie qui ravageait les Aurès qu'il fallait éteindre. Et, découvrait quotidiennement Amirouche, les haines étaient d'autant plus fortes qu'elles n'étaient pas toujours motivées par des considérations rationnelles à même d'être cernées politiquement.

La direction du FLN avait bien tenté de désamorcer les préjugés en demandant à Brahim Mezhoudi, originaire des Nememchas et membre des Oulamas, promu après le Congrès comme membre suppléant du CNRA, de faire partie de la délégation chargée de jouer les bons offices. Mais, rentré en Tunisie d'où il devait rejoindre les Aurès par le sud, il n'arriva jamais, pour des raisons inexpliquées. Il enverra à sa place deux étudiants qui n'avaient malheureusement que peu d'influence dans un drame d'une telle ampleur et surtout d'une telle complexité.

La progression d'Amirouche était laborieuse. À deux reprises, l'armée française « probablement informée de sa présence dans la région », selon les dires de Ben Mâalem, déclencha une grande opération dans la région de Chélia où se trouvait son groupe. Seul le repli sur Sidi Ali à la nuit tombée permit de nous échapper de l'étau.

Le cas d'Adjoul Ladjoul pesait de plus en plus sur les relations déjà tendues entre les différentes factions. Amirouche lui délivra un laissez-passer pour se rendre en wilaya III d'où il devait être mis à la disposition du CCE qui statuerait sur son sort. Adjoul accepta et Mohamed-Tahar Bouzeghoub se souvient d'avoir porté la lettre à Mohamed Bouazza, désigné comme remplaçant du suspect. Les consignes avaient été passées et Amirouche avança vers les Nememchas. Au lieu-dit Ali Naas, il trouva un climat particulièrement exécrable dans les maquis. Au bout de trois heures de discussions qui tournaient le plus souvent à l'invective, Amirouche demanda à chaque tendance d'exposer concrètement ses doléances.

La première réponse fut des plus sidérantes, et ne contribua pas à apaiser l'atmosphère déjà électrique. Ce groupe refusait de guider la délégation mandatée par le CCE et exigeait des otages avant de discuter des modalités d'arrangements avec leurs rivaux, se souvient Bouzeghoub.

Amirouche fut intransigeant : « Cela est du chantage et il n'y a pas de chantage dans la Révolution . »

À la question de savoir comment Amirouche, finalement faiblement accompagné et donc peu protégé, fit preuve de tant d'autorité dans un climat aussi explosif, Bouzeghoub répond : « J'ai souvent repensé à ces moments et aux risques que nous encourions tous. Je ne sais toujours pas quoi répondre. Ce que j'ai remarqué, c'est qu'Amirouche a le sens du mot juste. Et que lorsqu'il parle, on écoute. C'est peut-être cela le charisme. »

Il ajoute : « Il était précédé d'une réputation déjà bien établie et le mandat du CCE a contribué à asseoir son autorité, malgré le climat d'indiscipline qui prévalait. »

Invité à donner son avis sur cette équipée, Hocine Ben Mâalem, qui, rappelons-le, faisait partie de la délégation en tant que secrétaire et à qui il échut de prendre les procès-verbaux, confirme l'autorité que dégageait la personnalité d'Amirouche dans la conduite de cette mission. « Il savait alterner la patience et l'écoute avec la fermeté. » Il complète son propos en disant que malgré la violence des oppositions et l'ancienneté des conflits, le travail fait par le Mouvement national avait payé, car il y avait toujours dans le lot des cadres capables de saisir et d'aider à faire comprendre les enjeux. « Cette conscience politique à laquelle avait notamment travaillé Ben Boulaïd a aidé à dépasser les antagonismes et nous a permis de poursuivre notre mission dans des conditions à peu près acceptables pour l'époque. »

Mais, outre les dangers venant de l'armée française, il fallait adopter l'attitude adéquate et prendre la bonne décision, parfois dans l'urgence, dans des situations où les positions pouvaient changer sans que les raisons soient toujours apparentes ni même prévisibles.

Dans ce périple, on a vu Amirouche faire preuve d'une patience inattendue face à des éléments qui lui avaient été présentés comme des individus irrécupérables. Dans d'autres circonstances, il se montra d'une totale rigueur face à des cas que beaucoup redoutaient, tant les auteurs semblaient intouchables. Abdelhamid Djouadi rapporte comment fut géré le cas de Ben Aïssa, que nous avons abordé plus haut.

« Lorsqu'il rencontre Messaoud Ben Aïssa, considéré comme un dur, Amirouche d'une simple phrase le relève de ses fonctions. Ben Aïssa lui remet immédiatement les cachets et documents en sa possession. »

De retour d'Ali Naas, Amirouche apprit que, malgré l'engagement pris, l'ordre donné à Adjoul Ladjoul de se mettre à la disposition du CCE n'avait pas été exécuté. Pire, le dissident avait confirmé les tendances qu'il avait manifestées de façon plus ou moins assumée jusqu'alors. Il s'était replié sur sa famille, qui était pour ainsi dire la seule véritable organisation sur laquelle il s'appuyait. C'en était trop pour tous ceux qui avaient suggéré à Amirouche de procéder à son élimination dès le départ. Décision fut prise de l'arrêter.

C'est un nommé Ali Merchiche qui sera chargé de l'interpeler à l'occasion d'une réunion à laquelle il était convié. L'insoumis avait été repéré dans son refuge, non loin de son douar. Il s'était entouré d'une section postée à proximité du lieu de rendez-vous. Quand il prit position dans la vieille maison où attendaient les autres participants, il était protégé par deux de ses fidèles. Les trois étaient adossés au mur, leurs armes cachées sous une couverture. Sitôt Merchiche apparu sur le seuil de la porte, une rafale de mitraillette déchire la couverture qui recouvre Adjoul. Le groupe de Merchiche riposte et abat les deux gardes mais Adjoul, blessé, réussit à s'échapper. Il était sur ses gardes et n'hésita pas à ouvrir le feu dès qu'il vit Merchiche. En effet, ce dernier faisait partie du groupe dirigé par Ben Aïssa, qui était l'un de ses adversaires les plus déterminés.

Adjoul se rendit à l'ennemi quarante-huit heures après avoir échappé à la tentative d'arrestation. Rallié, il sortira souvent en opération tout en faisant parvenir certaines informations aux maquisards qu'il traquait avec l'armée française. Il sera arrêté à l'indépendance, et détenu au pénitencier de Lambèse pendant deux ans. À la fin de sa peine il refusera de sortir,

exigeant un procès public. Il finira sa vie dans sa région comme un paria, emportant avec lui un autre mystère de la guerre de libération.

Décidément, les Aurès et la Kabylie avaient beau être des régions partageant les valeurs berbères fondamentales, elles présentaient des disparités qui avaient de réelles incidences sur la gestion politique des populations. Les contrées du Djurdjura, couvertes par le chêne et l'olivier, avait peu ou prou bénéficié d'une diffusion des principes universels distillés par l'école et plus largement répandus par l'émigration, ce qui permettait à la région une adhésion plus rapide aux conditions de la lutte moderne. De plus, l'homogénéité culturelle y limitait les oppositions renvoyant à des appartenances linguistiques ou tribales.

Il en allait différemment dans les Aurès, où le cèdre enneigé du Chélia toise le palmier assoiffé de M'chounech et où le berbérophone agriculteur sédentaire d'Arris croise le nomade arabophone qui mène périodiquement ses troupeaux dans les plaines. Germaine Tillion a vécu des années durant avec ces populations dès les années 30. Elle tira de ses observations des études pénétrantes d'une rare sensibilité. Cette société hétérogène traumatisée par une histoire tourmentée exprimait malheureusement son désarroi par des violences endogènes auxquelles Amirouche dut s'adapter, quitte à devoir outrepasser les limites assignées à sa mission.

Abdelhamid Djouadi note qu'« Amirouche avait peu de prédilection pour le cloisonnement entre les wilayate. » Selon une habitude prise dès le début de son engagement, il ne manquait pas d'établir un contact, de renouer une relation ou d'apporter sa contribution à une structure ou une zone, quand bien même celle-ci n'était pas dans son périmètre de compétence. Hocine Ben Mâalem écrit qu'une fois le travail terminé dans les Nememchas, Amirouche s'apprêtait à prolonger sa marche vers le sud-est où émergeait un certain Benabderrezak qu'il avait rencontré en France et dont on prétendait qu'il était toujours messaliste. Connaissant la valeur de ce militant, il voulait en avoir le cœur net et, le cas échéant, l'informer des dérives du messalisme que lui-même était en train de combattre durement en Petite-Kabylie.

Le 22 octobre 1956, cela faisait bientôt deux mois qu'Amirouche cherchait à dénouer les fils d'une crise inextricable. Ce jour-là, alors que les émissaires du CCE se dirigeaient vers le mont Chélia, la radio annonça l'arraisonnement de l'avion qui devait mener de Rabat à Tunis un groupe composé de cinq responsables du FLN (Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf,

Khider et le professeur Mostefa Lacheraf) appelés à participer à la conférence de Tunis qui devait débattre de l'avenir nord-africain et, naturellement, de la question algérienne.

Un malheur ne venant jamais seul, le speaker fit état, en même temps, de la mort du colonel Si Nacer, qui dirigeait alors la wilaya III depuis le Congrès de la Soummam et dont dépendait le commandant Amirouche. Il fallait faire demi-tour, avant que la Kabylie ne connaisse des tempêtes analogues à celles qui avaient déstructuré l'organisation politico-militaire des Aurès. Avant de rebrousser chemin, Amirouche prit soin de fixer un rendez-vous aux différents responsables aurésiens en Kabylie.

En dépit de toutes sortes d'aléas, une part non négligeable du travail avait été déblayée. Les fils du dialogue avaient été renoués, les passions commençaient à retomber et il apparaissait désormais aux uns et aux autres que les conflits qui les opposaient étaient suffisamment graves pour avoir alerté le CCE. À l'avenir, déroger aux ordres ou, pire, les défier revenait à se mettre en travers de la lutte armée et de l'ensemble de ses instances. Dans ces débuts de laborieuse structuration des organes du combat libérateur, la gravité et les implications de ces problèmes n'étaient pas perçues par tous les insurgés. Les combattants rivés dans leur précarré étaient obnubilés par la compétition groupusculaire et le contrôle de leurs secteurs respectifs ; secteurs au-delà desquels Mostefa Ben Boulaïd avait commencé à les intéresser et à les projeter.

Même inachevée, la mission d'Amirouche avait contribué à remettre de l'ordre sur le terrain et dans les esprits, en arrêtant ou en obtenant la promesse de suspendre les attaques entre factions. La vigilance de chacun fut sollicitée et les différents acteurs furent mis face à leurs responsabilités, plaçant en même temps l'unité et la solidarité comme préalable et condition de reconnaissance de l'engagement de chaque militant dans le combat national. Les rivalités tribales n'étaient pas dissoutes, mais elles étaient sensiblement réduites, au moins provisoirement.

Une fois arrivé en Kabylie, Amirouche apprit que l'annonce du décès du colonel Si Nacer, dont il dépendait encore pour quelques mois, n'était qu'une opération de propagande de l'armée française. Tout en continuant à développer les actions militaires et politiques mais aussi sociales dans la vallée de la Soummam, il relança aussitôt ses agents de liaison pour organiser la venue des responsables de la wilaya I vers la Kabylie.

C'est ainsi que Lamouri, Hadj Lakhdar, Nouaoura et Tahar Nouichi se retrouvèrent aux villages de Mokàa, près d'Ighil-Ali, puis de Taslent, au

dessus d'Akbou, pour continuer les discussions autour de la restructuration de la wilaya I. Celle-ci n'avait toujours pas de colonel à sa tête, alors que les cinq autres circonscriptions définies à la Soummam avaient chacune leur responsable.

Loin des lieux des diatribes et des querelles de tribus, les animosités s'estompaient plus facilement et la perception des enjeux était plus claire, du moins pour ceux qui étaient présents. De plus, rapporte Bouzeghoub, venu avec la délégation des Aurès, Amirouche avait impressionné ses camarades par le niveau d'organisation de sa région et la qualité de l'accueil qu'il avait réservé à ses frères de combat. Parallèlement, surenchérit Salah Goudjil qui rencontra ses camarades après leur passage en Kabylie, les populations de cette région, et notamment celles de la Haute Vallée, avaient été réconfortées de voir des combattants venus des Aurès pour rencontrer leurs frères de Kabylie.

En 1956, sous la houlette d'Amirouche qui y était installé depuis presque deux ans, la population de la vallée de la Soummam, étant encadrée politiquement mais aussi assistée socialement, offrait une adhésion qui permit les coups de main de l'ALN les plus spectaculaires de l'époque.

Cette pression engendrait naturellement une concentration de moyens humains et matériels français à la mesure de l'audace des insurgés. C'est à l'occasion de l'un des ratissages fréquemment déployés par le RIMa (Régiment d'infanterie de marine) qu'il fallut évacuer Taslent, situé sur le versant sud du Djurdjura, où s'étaient retrouvés Amirouche et la délégation des Aurès. Le repli se fit vers le versant nord de la montagne, dans le douar des Aït Ijjer.

Mohamed-Tahar Bouzeghoub revoit encore le village qui avait accueilli les maquisards et l'une des maisons qui, miracle en ces temps d'exode et de désolation, était dotée d'un matelas avec sommier. Il pensait que le précieux meuble était préparé pour Amirouche ou pour l'un des cadres venus avec lui des Aurès.

« C'est toi qui dormira ici », ordonna Amirouche au jeune maquisard ébahi.

« C'était cela Amirouche », commentera sobrement Bouzeghoub, la gorge serrée, un demi-siècle plus tard.

Le groupe était resté quelques jours dans ce secteur, changeant de village une à deux fois par jour, selon une tactique qu'Amirouche imposa toujours à son équipe.

Il fallait étudier dans le détail les découpages territoriaux des Aurès en tenant compte des affinités sociologiques et des déplacements naturels des populations, préciser les affectations sur les différentes entités nouvellement créées et aplanir les derniers différends avant la nomination du colonel de wilaya qui, naturellement, devait venir du CCE, dont les membres arrivaient progressivement à Tunis.

Le retour vers les Aurès se fit plus à l'est, par Ouzellagen, Amirouche ne prenant jamais le même itinéraire à l'aller et au retour. Là encore, l'accueil des populations et les masses d'étudiants et de lycéens fraîchement arrivés au maquis ne manquèrent pas d'impressionner les Aurésiens, qui reprirent le chemin avec des objectifs transcendant les motifs de leur conflit, dont l'âpreté leur parut soudainement dérisoire.

Amirouche remit la somme de soixante-dix millions de centimes[23] à la délégation qui s'apprêtait à quitter la Kabylie. C'est Bouzeghoub qui eut le privilège de porter la sacoche qui contenait l'un des premiers vrais financements de la wilaya I.

Tous les acteurs de cette mission témoignent que cette équipée eut l'avantage d'isoler les dissidences qui, éclatées et officiellement condamnées, ne purent jamais se rassembler au point de constituer un front à même de contrarier durablement l'autorité des unités loyalistes. L'apparition même furtive de quelques maquisards des Aurès en Kabylie fut effectivement commentée dans les chaumières ; cela contribua à revigorer encore plus le moral des populations locales qui découvraient qu'il y avait une véritable armée nationale, unissant dans une collaboration fraternelle des enfants d'Algérie issus de régions différentes.

Cette épreuve aura révélé une autre dimension d'Amirouche. Il fut l'un des rares, sinon le seul, à avoir toujours préconisé le brassage des soldats pendant la guerre de libération.

C'est ainsi qu'il fit venir des Aurès Abdelkader Hazil dit El Bariki, Salah Nezzar et Abdelhamid Ksentini, pris dans la tourmente qui avait suivi la mort de Ben Boulaïd et qui auraient pu être exécutés par leurs frères, pour qui ils étaient des irrécupérables *mouchaouichine* (perturbateurs). El Bariki sera l'un des plus valeureux officiers de la wilaya III où il tombera les armes à la main, laissant le souvenir d'un irremplaçable baroudeur.

---

[23] Une deuxième attribution de 100 millions sera confiée par Amirouche quelques semaines plus tard à Djoudi Attoumi qui l'a transmise à la wilaya I.

En même temps, Amirouche demanda à Mohamed-Tahar Bouzeghoub, qui retrouvait sa Kabylie natale pour la première fois depuis son exil en Tunisie, de repartir dans les Aurès malgré les désagréments qu'il y avait subis. Il obtint le privilège de repasser au retour par son village d'Ilmayen, pour embrasser ses parents qu'il n'avait pas revus depuis trois ans.

Arrivé en fin de soirée dans son village, l'étudiant maquisard n'eut pas le temps de goûter le bonheur des retrouvailles avec sa famille. La population, qui fut le véritable cœur du service de renseignement d'Amirouche, avertit la délégation en pleine nuit d'un mouvement d'encerclement de l'armée française. Il fallut s'esquiver aussitôt. L'oncle paternel du jeune Mohamed-Tahar qui sortait du village pour vaquer à ses occupations fut cueilli à l'aube par une rafale de mitraillette. Un martyr anonyme de plus dans la famille de celui qui deviendra membre de la première promotion de pilotes de chasse de l'armée algérienne et, plus tard, ministre de l'Industrie dans l'Algérie indépendante.

Avant la séparation, Amirouche, qui s'apprêtait à envoyer la première partie de son rapport de mission au CCE, fixa un ultime rendez-vous à ses camarades aurésiens à Tunis où il devait se rendre en début d'année. Deux mois plus tard, Amirouche, accompagné de deux responsables chaouis (Tahar Nouichi et Mohamed Lamouri) regroupa tous les protagonistes de la wilaya I afin de les présenter au colonel Ouamrane, entre-temps établi dans la capitale tunisienne avec le CCE, pour consacrer, sinon la fin des hostilités, du moins une volonté de recomposer un organigramme officiel et installer, non sans un certain sens tactique, Mahmoud Cherif, originaire des Nememchas, colonel de la wilaya I.

La mission aurésienne d'Amirouche s'étala sur de longs mois. Soucieux d'alerter Krim Belkacem devant qui il adoptait une totale liberté de ton, Amirouche décida d'envoyer en mars 1958 un message confidentiel à son chef hiérarchique et une somme d'argent conséquente. Il s'agissait d'attirer l'attention de Krim Belkacem sur l'étouffement des maquis de l'intérieur du fait du manque d'armes et surtout de munitions depuis l'installation de la ligne Morice qui fermait la frontière algéro-tunisienne.

Il fallait assurer la confidentialité d'un message soulevant déjà la question ô combien stratégique des regroupements de troupes au Maroc et surtout en Tunisie. Ces troupes formeront plus tard la fameuse armée des frontières dont Amirouche dénonçait l'entretien et le maintien à l'extérieur alors que les maquis manquaient de tout. Il mandata trois de ses plus proches collaborateurs. Il s'agissait de Hamou Amirouche, son secrétaire, de

Slimane Laïchour, l'un des agents de liaison les plus éprouvés et qui avait accompli les missions les plus périlleuses entre Abane et Krim dès 1955, et de Abdelhamid Mahdi son garde du corps. Ordre leur avait été donné de ne remettre la correspondance qu'à Krim Belkacem en personne et de détruire le document en cas d'accrochage en cours de route.

Amirouche s'est souvent entouré de jeunes cadres avec lesquels il entretenait une relation faite d'autorité et d'affection. Sachant qu'il ne les reverrait pas de sitôt, il décida de rapprocher une tournée prévue dans les Aurès pour accompagner un certain temps ses trois protégés. Il fixa une réunion avec les dirigeants de la wilaya I et fit un bout de chemin avec le groupe qu'il avait envoyé à Tunis.

Les déplacements étaient de plus en plus dangereux et pouvaient réserver les surprises les plus inattendues. Il fallait être prêt à tout et décider sur-le-champ. Slimane Laïchour n'a pas oublié une mésaventure qui en aurait déstabilisé plus d'un.

« Lorsque nous nous trouvâmes en contrebas de la ville antique de Djemila dans le Sétifois, nous aperçûmes, en fin de journée, une procession de jeunes habillés en civil marchant en file indienne. »

Amirouche nous demanda de les intercepter pour en avoir le cœur net. Il les interrogea lui-même :

« D'où venez-vous ?

– De la wilaya IV, répondit l'un des plus âgés, rassuré de voir qu'il avait affaire à des éléments de l'ALN.

– Et où allez-vous ? poursuivit Amirouche,

– À Tunis, nous allons chercher des armes », poursuivit le jeune homme un peu intimidé.

Certains avaient à peine 14 ans. Ils devaient faire des centaines de kilomètres, avoir la chance d'échapper aux ratissages de l'armée française, éviter les traquenards des dernières oppositions tribales des Aurès, franchir une frontière électrifiée, revenir avec deux, voire trois fusils et les ramener jusqu'au centre du pays.

« Retournez chez vous, ordonna Amirouche.

– Qu'allons-nous dire à notre chef ? hasarda le plus prolixe.

– Demandez à parler à Si Lakhdar et dites-lui que c'est Amirouche qui vous a demandé de faire demi-tour. Je le contacterai. »

Notre interlocuteur, impressionné et perturbé en découvrant qu'il était devant Amirouche, n'insista pas. Nous étions soulagés de voir ces pauvres gamins promis à une mort quasi certaine rebrousser chemin. Un tel ordre,

selon Amirouche, ne pouvait pas émaner du PC de wilaya. Nous saisissions que le problème de l'armement et des munitions était aussi aigu, sinon plus, en wilaya IV qui, en plus du quadrillage de l'ennemi, devait faire face à une certaine défiance de la wilaya V (Oranie) qui ne montrait pas une grande disponibilité pour assister les convois de l'Algérois devant se rendre au Maroc. »

Amirouche et son groupe poursuivirent leur route jusqu'à ce que Youcef Yalaoui, qu'il avait confirmé en qualité de commissaire politique dans la wilaya I, vint à leur rencontre alors qu'ils devaient rejoindre la ville romaine de Timgad pour leur demander de ne pas aller plus loin, car il n'avait pas encore aplani toutes les difficultés qui opposaient les différents protagonistes quant au rassemblement de grandes unités pouvant engager et, si possible, généraliser les combats d'envergure sur lesquels travaillaient certains responsables de l'intérieur.

« Avant de nous quitter, notre colonel, qui était chaussé d'une paire de pataugas neufs, les retira et les offrit à son garde du corps qui portait des tennis. « La route est encore longue jusqu'à Tunis, prends mes chaussures et donne-moi les tiennes », dit simplement Amirouche, qui échangea même sa tenue militaire avec celle d'Abdelhamid Mahdi. Sur ce, nous nous séparâmes. Nous ne reverrons plus jamais notre chef », conclut Slimane Laïchour les larmes aux yeux.

Nous étions dans mon bureau à Alger, ce 17 août 2009, et la peine qui submergeait cet homme de 72 ans était aussi vive que s'il décrivait une souffrance vécue la veille.

« Nous avons tant souffert du bâillon qui nous a étouffés et de la calomnie qui s'est abattue sur un homme qu'aucun d'entre nous n'a plus jamais rencontré qu'il nous est difficile de nous maîtriser quand on reparle de certaines douleurs. »

Ce ne sera pas le seul collaborateur d'Amirouche qui, devant moi, se laissera déborder par l'émotion à l'évocation de son souvenir.

La lutte armée algérienne venait de circonscrire avec un minimum de dégâts un des épisodes les plus douloureux et les plus dangereux de son histoire militaire. On imagine en effet les conséquences sur la guerre de libération si les Aurès, sous les effets conjugués des luttes intestines et des manipulations de l'administration coloniale, avaient sombré plus longtemps dans une crise où des ambitions de chefs de guerre plus ou moins puissants

continuaient à prendre en otage le Mouvement de libération nationale dans une région aussi stratégique.

Même minimisé ou délibérément soustrait à la connaissance du grand public dans l'après-guerre, le succès politique de la mission d'Amirouche n'est pas remis en cause par les témoins de l'époque. Avec le recul, l'analyse de l'événement permet de dégager d'autres informations sur la nature et l'envergure du personnage.

La pertinence, la patience et la ténacité manifestées par Amirouche tout au long de cette crise, et notamment devant le cas d'Adjoul Ladjoul, tranchent avec l'image d'un responsable au caractère expéditif, distillée plus ou moins explicitement après l'indépendance.

La volonté de mener à terme des projets complexes et délicats et la capacité à innover dans la difficulté sont des qualités qui se construisent avec le temps et l'expérience. Ces vertus qui appellent sagesse, rigueur et sang-froid méritent d être soulignées chez un autodidacte de 30 ans.

Au moment où il était mandaté par le CCE pour cette mission, Amirouche venait tout juste d'être nommé commandant ; sa wilaya d'origine, la Kabylie, était encore sous les ordres du colonel Si Nacer que le CCE s'était bien gardé d'impliquer dans cette entreprise. Les trois autres officiers qui composaient la délégation étaient tous des colonels responsables de wilaya : la IV pour le colonel Ouamrane, la II pour Zighout Youcef et la VI pour Si Cherif. Dès lors que trois des quatre membres de l'équipe n'étaient pas au rendez-vous, il eut été logique, voire légitime que le plus jeune et le moins gradé de tous reporte l'exécution d'une mission aussi difficile que périlleuse.

Plus tard, Amirouche aurait très bien pu rentrer en Kabylie après l'annonce de la mort de son chef et adresser son rapport à ses supérieurs sans prendre l'initiative de convoquer dans sa zone des officiers relevant d'une wilaya sur laquelle il n'avait aucune responsabilité. Financer une région en instance de recomposition politique et de redressement organique suppose, d'une part, d'être suffisamment pourvu dans sa propre organisation pour aider les voisins et, d'autre part, d'avoir un souci de l'intérêt général particulièrement aigu.

Enfin, et c'est le plus important eu égard à l'esprit qui a inspiré cet ouvrage, on a souvent laissé courir, après l'indépendance, la rumeur qui attribue à Amirouche une certaine paranoïa voire une franche couardise,

qui veut que le moindre de ses déplacements ait été accompagné d'une escorte impériale.

Au premier semestre de 1986, j'étais détenu dans le pénitencier de Lambèse pour avoir lancé la première Ligue des droits de l'Homme en Algérie. Situé en plein cœur des Aurès, le bâtiment lugubre, au régime particulièrement rigoureux, avait été construit par Napoléon III. Il servait en quelque sorte d'escale pour les convois de bagnards qui devaient être expédiés à Cayenne. À l'indépendance, les Algériens le transformèrent en lieu de détention des grands criminels et des politiques. Notre groupe, composé de six personnes[24], posait un sérieux problème aux autorités. Les tortures que nous avions subies avaient suscité une grande indignation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Au bout de deux mois d'un isolement complet, les services pénitentiaires avaient reçu l'instruction de nous sonder et, éventuellement, de nous suggérer une interprétation de l'histoire qui pourrait infléchir notre vision politique. Ceux dont nous pouvions nous revendiquer ayant joué un rôle contestable, il s'agissait de réveiller une certaine forme de culpabilité qui devait altérer notre lecture de la guerre de libération et, en définitive, disqualifier notre engagement.

À l'occasion de l'une de ces séances de conditionnement, un des dirigeants de l'établissement, âgé d'une quarantaine d'années et donc adolescent à l'indépendance, me déclara que les puissants groupes qui avaient accompagné Amirouche en 1956 avait commis des outrages indicibles sur des jeunes femmes aurésiennes et que ces violences étaient à l'origine de guets-apens au cours desquels furent éliminés des partisans kabyles qui traversaient les Aurès.

J'apprendrai plus tard que ce surveillant général appartenait aux Services de renseignements qui composaient la quasi-totalité des cadres de la sinistre prison. Pour autant, j'ai toujours le souvenir que mon geôlier était sincèrement désolé d'un drame historique qui avait occasionné des embuscades fratricides et laissé de déplorables séquelles après la guerre. Il donnait l'impression de croire à ce qu'il disait et était convaincu de délivrer là une version authentique du chef kabyle arrogant entouré d'une armée de janissaires abusant des jeunes filles en terre conquise.

Il y a aujourd'hui assez de témoins qui attestent qu'Amirouche n'était accompagné que de deux personnes pendant toute la période qu'il avait

---

[24] Arezki About, Arezki Aït Larbi, Saïd Doumane, Ferhat M'henni, Ali Fawzi Rebaïne et moi-même.

passée aux Aurès, que le bataillon de la wilaya III qui a opéré dans cette région était arrivé à la demande des chefs aurésiens plus de deux années après sa mission et qu'il l'y avait envoyé pour épauler les groupes de la wilaya I dont on a vu l'état de désorganisation après la mort de Ben Boulaïd.

On a déjà eu l'occasion de voir à de nombreuses occasions qu'Amirouche n'avait de référent que la dimension algérienne. Et pourtant, pour salutaire qu'ait été sa mission dans les Aurès, elle laissa, malgré tout, un sentiment anti-kabyle qui coûta la vie à de nombreux maquisards, victimes des chefs de bandes qui n'avaient pas digéré la sommation qui leur était faite de rentrer dans le rang de l'organisation nationale et, en cas de refus, d'être marginalisés et réduits à mener leur combat contre la France en tant qu'acteur périphérique. Pour ces chefs de guerre, Amirouche était kabyle avant d'être un responsable mandaté par l'instance suprême de la Révolution algérienne.

Cette frustration née d'un ressentiment primaire se manifestait à travers des revanches à la mesure des instincts qui les animaient. Cent quatre-vingt-treize jeunes Kabyles, pour la plupart désarmés, se rendant en Tunisie pour y poursuivre leurs études ou ramener des armes, furent égorgés les uns après les autres. Les trois adolescents miraculeusement rescapés en perdront la raison. Cette tragédie est inhérente à l'état de sous-développement politique de l'Algérie des années 50. La violence qui opposait les tribus dans les Aurès pouvait se manifester avec le même déchaînement entre les régions. L'identité individuelle et collective se construisait dans les maigres espaces communs épargnés par la violence coloniale.

Il se trouve, aujourd'hui encore, des acteurs politiques ou même des observateurs, journalistes ou universitaires, pour justifier ces archaïsmes sanglants par la suffisance ou la morgue dont aurait fait preuve Amirouche lors de sa mission de l'automne 1956. Voilà comment on sème et structure les oppositions régionales, comment on dégrade l'image d'un homme qui a affronté tous les périls pour apaiser, rassembler et remobiliser des hommes gagnés par le découragement et dérivant vers des luttes marginales dévastatrices.

La folie du pouvoir a failli enterrer l'une des plus belles pages de notre histoire politique et militaire.

Dans d'autres pays, des missions plus modestes que celle effectuée par le commandant Amirouche dans les Aurès ont rencontré reconnaissance,

intérêt et investigation et ont été célébrées par les responsables institutionnels et les hommes de culture.

6

PÉRILS À TUNIS

L'arrestation des cinq dirigeants du FLN et l'annonce, qui s'avéra infondée, de la mort du colonel Si Nacer, son responsable direct, ont brutalement interrompu la mission d'Amirouche dans les Aurès. Une fois arrivé en Kabylie, il y fit venir les maquisards avec lesquels il avait sillonné les Aurès afin de parachever la réorganisation de la wilaya I qu'il avait entamée pendant près de deux mois.

Après le retour de ses collègues dans leur wilaya d'origine, Amirouche envoya les premiers éléments de son rapport au CCE qui lui demanda de poursuivre sa mission à Tunis, où se trouvait le groupe des responsables aurésiens qui tenait la partie orientale de la wilaya : les Nememchas.

Accompagné du jeune Hocine Ben Mâalem et d'Ali Oubouzar[25], il prit la route de l'Est en février 1957. Le voyage commença mal. Ils furent pris dans deux accrochages. Le premier, dans la région de Sétif : ils ripostèrent pour s'extraire de l'encerclement et se glissèrent à la faveur de la nuit vers le nord-est, plus boisé. Le second eut lieu vers Toumiet, près d'El-Harrouch. Là, les affrontements furent plus rudes mais la proximité de la forêt profita aux combattants de l'ALN, plus mobiles et guidés par des agents locaux connaissant bien le terrain.

La base de l'Est, dirigée par Bouglez, était située dans la région de Souk Ahras. L'essentiel de son PC se trouvait à Souk El Arbaâ en territoire tunisien. Bouglez, depuis longtemps officier de l'Armée de libération, avait mal vécu la décision du CCE de rattacher, après le Congrès de la Soummam, sa structure à la wilaya II qui recouvrait tout le Nord-

[25] Maquisard de la wilaya III, impliqué à tort dans «le complot bleu», Krim l'enverra de Tunis en Allemagne pour une formation. Il sera ministre de la Planification après l'indépendance.

Constantinois. Le commandant de la base de l'Est, se retrouvant subordonné à Zighout Youcef, contesta l'organigramme de la direction nationale. Il mena une espèce de dissidence qui dura longtemps avant que le CCE, entre-temps installé à Tunis, ne trouve un compromis à une situation délicate sur le plan disciplinaire et préjudiciable militairement. En effet à cette époque, la frontière tunisienne, encore libre des barbelés qui la fermeront après la construction de la ligne Morice, représentait un intérêt stratégique de premier plan pour l'acheminement des armes vers l'intérieur.

La rencontre entre Bouglez et Amirouche fut correcte. Ce dernier ayant quand même pris le soin d'inviter son collègue à intégrer la base qu'il dirigeait dans les nouvelles structures de l'armée algérienne, quitte à proposer un nouveau redécoupage après coup. Mais, sachant que le ressentiment de Bouglez était ancien et toujours vif, Amirouche n'insista pas. Sa mission avait un autre objectif : la wilaya I.

Une fois arrivé à Tunis, Amirouche séjourna d'abord dans un hôtel-pension qui était un relais du FLN, avant l'arrivée de son fidèle ami Si Haoues, dont un parent accepta de mettre à la disposition des maquisards une de ses maisons.

Le commandant Amirouche prit aussitôt contact avec les éléments qu'il connaissait. Il voulait en premier lieu s'enquérir de la situation des étudiants envoyés à Tunis pour suivre leurs études dans les pays amis. Première déception, certains arrivés depuis plus de six mois et supposés n'être qu'en transit dans la capitale tunisienne tournaient en rond sans connaître le temps qu'il leur faudrait encore patienter, ni les pays où ils devraient se rendre.

Livrés à eux-mêmes, ces jeunes vivotaient, allant de centre en centre dans des conditions d'hygiène déplorable. Les plus disciplinés supportaient stoïquement leur situation, espérant quelque stage salutaire ; d'autres commençaient à se trouver des occupations plus ou moins avouables en attendant qu'un convoi d'armes se constitue pour faire le chemin inverse et rejoindre le maquis.

Ali Oubouzar et Hocine Ben Mâalem seront aux côtés d'Amirouche pour rassembler ces jeunes, les organiser, leur redonner confiance et, surtout, de quoi manger et un endroit décent pour dormir avant d'être orientés par un organe crédible vers un pays pouvant leur assurer la formation pour laquelle ils avaient quitté leurs camarades de combat et leur famille.

Une importante somme d'argent ramenée de Kabylie lui servit ainsi à soulager les futurs stagiaires. Il dégagea un budget spécial pour eux et, comme à son habitude, il commença par hiérarchiser méthodiquement les priorités. Après un premier recensement relevant l'identité, l'âge, le niveau de formation et la date de sortie d'Algérie de chacun il fallut trouver un lieu spécialement dédié à l'accueil des jeunes étudiants arrivant du pays et qui offrît des conditions de séjour supportables avant leur départ pour l'étranger ; d'abord les pays de l'Est ou du Moyen-Orient, avant que le FLN ne soit en mesure de placer quelques futurs cadres dans des pays occidentaux.

Au bout de quelques semaines, Amirouche avait créé le Centre des étudiants de Tunis. Destinée dans un premier temps à accueillir les étudiants de la wilaya III, la structure sera ensuite mise à la disposition de tous les jeunes Algériens qui, pour une raison ou une autre, étaient de passage en territoire tunisien. Son financement demeura à la charge de la wilaya III pendant au moins deux ans.

D'autres palliatifs d'urgence avaient été mis au point. Une maison communautaire traditionnellement destinée à recevoir les voyageurs originaires de Kabylie fut annexée. Elle était tenue par un certain Ahmed Leqbayli, qui ne savait plus où donner de la tête après qu'on eut assigné d'autres charges et obligations sociales à ce qui n'était jusque-là qu'une auberge, mise à la disposition de commerçants ou de personnes retenues par un imprévu à Tunis, en attente de regagner leur foyer en Algérie.

Ben Mâalem se trouvait sur place le jour où un jeune Chaoui, n'ayant pas trouvé où dormir, vint trouver Amirouche dont il avait entendu parler par des parents aux Aurès. Il exposa son cas au commandant qui l'orienta vers l'auberge d'Ahmed Leqbayli. Une fois sur place, le jeune inconnu fut rejeté au motif qu'il n'était pas originaire de Kabylie. Il revint auprès d'Amirouche pour lui dire que le gestionnaire avait refusé de l'héberger. Quand il apprit la raison du refus, il entra dans une colère noire. Il accompagna lui-même le jeune Aurésien, appela le préposé à la réception et lui fit, devant tous les occupants des lieux, une leçon sur la gravité de son comportement. Pour une nuit, le jeune Chaoui eut un toit.

Mais la situation était critique à tous égards. Arrivés à Tunis après un périple épuisant et dangereux, certains jeunes déambulaient avec les vêtements qu'ils avaient sur eux depuis leur arrivée.

Amirouche demanda à l'un de ses collaborateurs de se mettre en quête d'un commerçant d'origine algérienne vendant des habits. Dès que cela fut fait, il chargea son fidèle secrétaire de rédiger au stylo des bons sur lesquels il apposa le cachet de l'ALN.

Chaque titulaire d'un bon avait droit à un costume, une chemise et une cravate. Une fois servi, il devait rapporter le bon signé par le commerçant qui y aurait également porté le prix des vêtements. L'équipe d'Amirouche se chargeait de récupérer les factures et de payer directement le fournisseur. Il n'y avait pas de circulation d'argent liquide et, chose à laquelle tenait par-dessus tout le commandant kabyle, il fallait toujours justifier la moindre dépense.

*

* *

Le motif du déplacement d'Amirouche pour Tunis était la finalisation de la mission des Aurès. Il fallait exposer la situation de la wilaya en précisant la nature et l'importance des problèmes rencontrés et faire part des décisions prises et des questions en suspens. Parmi les cas non tranchés figuraient le dossier d'Adjoul Ladjoul et d'Abbas Laghrour, les deux responsables impliqués dans l'élimination de Bachir Chihani soupçonné de pédophilie.

Le premier s'était rallié à l'ennemi mais le second se trouvait à Tunis. Il était détenu par les autorités tunisiennes et mis à la disposition du FLN. Bourguiba venait en effet d'alerter le CCE que le dirigeant chaoui se préparait à éliminer des officiers de l'ALN dont le colonel Ouamrane. Cela se passe au début 1957, c'est-à-dire bien avant l'épisode de l'automne 1958 qui verra ce que l'on appelle « le complot des colonels » ébranler la direction du FLN. Amirouche, accompagné d'Ali Oubouzar, se rendit à la prison afin de rendre visite à l'inculpé, non pas pour ce qui avait provoqué son emprisonnement, mais pour savoir ce qui s'était vraiment passé dans l'affaire Bachir Chihani.

« Nous avons besoin de connaître la vérité avant de conclure notre rapport », déclara Amirouche à Abbas Laghrour. L'homme des Aurès fut à la mesure de la réputation de sa communauté. Il ne chercha pas le moins du monde à se protéger ni à se défausser sur quelque autre personne. Ali Oubouzar, chargé de l'audition, rencontra pendant plusieurs jours le prévenu. Il fut impressionné par son calme et son courage : « Abbas

Laghrour resta digne du début à la fin de l'instruction. Il affirma avoir décidé de l'exécution de Chihani avec Adjoul et confirma les accusations dont il faisait l'objet. Il savait ce qui l'attendait et à aucun moment il n'a essayé de se disculper », témoigne aujourd'hui encore Ali Oubouzar, toujours impressionné par le personnage.

« Une fois l'audition terminée, j'ai remis mon manuscrit à mon ami Ben Mâalem pour le taper à la machine car je ne savais pas le faire moi-même », confie Oubouzar un peu dépité d'avoir vu un homme aussi déterminé et loyal subir le châtiment suprême.

Les conclusions de l'instruction furent naturellement ajoutées au rapport final de la mission des Aurès transmis au CCE. On ne sait pas si c'est l'implication dans la mort de Chihani ou l'accusation d'avoir voulu attenter à la vie d'officiers de l'ALN, dont des membres du CCE, qui pesèrent sur le jugement, mais Abbas Laghrour fut condamné à la peine capitale et exécuté. Sa mort s'ajoute à la longue liste de celles qui décimèrent les rangs aurésiens. Parmi eux, des responsables de valeur perdirent la vie à cause de leur engagement dans des initiatives aléatoires, mais où ils furent toujours guidés par la bonne foi et qu'ils assumèrent avec courage et souvent panache.

Plusieurs semaines après son arrivée à Tunis, Amirouche rencontra les dirigeants du CCE mais aussi Ferhat Abbas. Il adjura le futur président du GPRA de suivre personnellement le cas des étudiants. Le vieux pharmacien accepta et tint parole, plus rapidement que ne l'espérait Amirouche, puisqu'il s'appliqua, avec l'aide de Krim, à suivre de très près l'affaire, tant à Tunis qu'auprès des ambassades de pays amis. C'est ainsi que Hocine Ben Mâalem partit en formation pour le Moyen-Orient.

« Je voulais revenir avec mon chef pour continuer à me battre. Il s'y opposa fermement. Pour couper court à mon insistance, il me dit sèchement : « Tu partiras, c'est un ordre. »

Il est utile de lire le témoignage donné en 2004 dans la presse algérienne par Ben Mâalem : « L'ayant côtoyé sans discontinuer pendant près d'une année, je peux témoigner et affirmer qu'il était très humain et sensible. J'ai vu, par exemple, dans quel état de souffrance il se trouvait en présence des victimes des bombardements de l'aviation française. Je me souviens qu'il a pleuré, moi aussi d'ailleurs, au moment de nous séparer quand je partais pour une formation au Moyen-Orient [...]. Il avait de plus une grande considération pour les personnes instruites. »

Mohamed-Tahar Bouzeghoub verra pour la deuxième fois une intervention d'Amirouche déterminer la trajectoire de sa vie. Il venait des Aurès et il accompagnait son chef chaoui en mission à Tunis. Amirouche, discutant avec le responsable, lui suggéra qu'il fallait penser à exfiltrer des maquis les jeunes instruits, pour préparer la construction de l'Algérie indépendante. Dans la foulée, il l'informa que le secrétaire qui l'avait accompagné ne rentrerait pas en Kabylie et qu'il venait de le proposer pour une formation à l'étranger. Réagissant sur-le-champ, le chef de Bouzeghoub proposa d'associer son assistant à la même promotion. Après avoir été sauvé aux Aurès d'une mort probable, sinon certaine, Mohamed-Tahar Bouzeghoub fut donc intégré dans la promotion sur le départ pour le Moyen-Orient.

Un peu plus tôt, Mouloud Gaïd, instituteur originaire de la Petite-Kabylie, arrivé à Tunis en 1956, fut chargé des questions sociales. Il eut, en plus de ses responsabilités syndicales, à suivre le dossier « étudiants ». Amirouche le harcela pour qu'il accordât l'attention la plus vive aux jeunes venant de l'intérieur. Il s'acquittera de sa mission autant par devoir que par reconnaissance envers ce jeune officier dont il avait entendu parler et qui l'avait si agréablement surpris par sa maturité et un sens inné de l'organisation. Mouloud Gaïd avait une sœur infirmière qui avait pris le maquis en wilaya III. Elle travailla quelque temps aux côtés d'Amirouche qui veilla sur elle. Elle tomba au champ d'honneur alors qu'elle se rendait à Tunis avec un groupe de jeunes filles.

J'ai bien connu le vieux Gaïd, qui venait me rendre visite avec un autre militant de sa génération, Aït Amrane Mohand ou Idir, qu'il aidait au HCA (Haut Commissariat à l'amazighité). J'avais beaucoup d'affection et de respect pour ces deux cadres relativement privilégiés par rapport à la condition subie par la grande majorité de leur peuple. Rien n'obligeait, dans les années 50, les deux enseignants à renoncer à des vies toutes faites et à connaître l'exil pour l'un et la prison pour l'autre.

Il leur arrivait de passer me voir au bureau pour discuter des chances de survie de la nouvelle structure en faveur de la langue amazigh, dont nous avions arraché la création après la grève du cartable qui avait vu les écoles de Kabylie désertées pendant une année.

Naturellement, il nous arrivait aussi de déborder sur les questions politiques et notamment la guerre de libération. C'est à l'occasion de ces visites que Mouloud Gaïd me révéla qu'il avait souvent rencontré Amirouche pendant son séjour tunisois. Âgé, marqué par les tensions qui

pesèrent sur la relation Abane-Krim, entre lesquels il était pris en tenaille, il reporta son affection sur notre génération et, toujours affable et passionné, il venait aider, conseiller ou offrir l'une des nombreuses productions historiques sur les périodes antique et médiévale des Berbères auxquelles il avait consacré la fin de sa vie.

Il ne manqua pas d'évoquer, avec la prudence propre à sa génération, les épisodes les plus troubles ou les plus délicats qu'il avait eu à vivre ou à connaître pendant la guerre. D'un tempérament plutôt calme, il lui arrivait de s'emporter quand il se sentait acculé.

« Vous avez le devoir de ne pas laisser souiller la mémoire d'Amirouche. Les anathèmes qui le suivent depuis l'indépendance sur sa prétendue férocité contre les intellectuels sont une infamie. Je l'ai bien connu. C'était un des rares, sinon le seul responsable de l'intérieur à envoyer régulièrement des convois de jeunes vers l'extérieur pour les former à l'étranger. Pourtant, les mêmes instructions étaient données à tous. À un moment, la situation était telle qu'il n'y avait quasiment que des étudiants de Kabylie qui parvenaient à Tunis.

L'atmosphère malsaine qui régnait entre les différents clans avait plus ou moins fini par m'atteindre. On me laissait implicitement entendre que la présence massive de jeunes Kabyles dans les promotions était intentionnelle. On alla même jusqu'à suggérer que j'avais pu me laisser aller à faire de la rétention d'information en limitant l'envoi de nos correspondances au seul Amirouche. La chose était ridicule et impossible mais on voyait déjà que ceux qui se préparaient à l'après-guerre ne perdaient pas leur temps, ni le nord. Je dus, d'ailleurs, faire en sorte que les messages qui pouvaient prêter à équivoque passent par le maximum de filières, notamment par les services de Boussouf.

J'atteste que, sitôt arrivé à Tunis, Amirouche, que j'ai rencontré à plusieurs reprises, fut bouleversé par le sort des jeunes et que ce sera le seul à s'en occuper vraiment. »

Pendant qu'il organisait et suivait l'installation des étudiants, Amirouche, voulant rentabiliser au mieux son séjour à Tunis, ne négligea pour autant sa mission première : parachever la stabilisation de la wilaya I en prenant contact avec ses représentants basés à Tunis. La situation entre eux semblait inextricable.

Des maquisards de la région des Nememchas, réunis au quartier de Mont-Fleury n'étaient pas parvenus à s'entendre et s'opposèrent si

violemment qu'il y eut même des échanges de coups de feu. Les autorités tunisiennes durent intervenir et en appréhender certains.

Ces querelles donnaient la mesure des dissensions aggravées par la lenteur ou carrément l'absence de communication entre les protagonistes.

Amirouche avait rencontré le président Bourguiba qui tenait à le voir. Au détour de la conversation, il sollicita du dirigeant tunisien la libération de certains Algériens détenus pour diverses raisons. Ayant obtenu satisfaction, il s'employa aussitôt à réunir la majorité des responsables des Aurès et des Nememchas qu'il entendit sur PV. Hocine Ben Mâalem fut marqué par la solennité des auditions.

Après avoir rappelé à tous les participants les résolutions politiques et militaires du Congrès et informé chaque groupe sur les affectations établies sur le terrain pendant la première partie de la mission, il invita tous les responsables à œuvrer dans le cadre des nouvelles dispositions arrêtées à la Soummam. Il fit un rapport verbal au CCE via Krim Belkacem, qui venait d'arriver à Tunis avec Ben Khedda.

Krim envoya Ouamrane sanctionner officiellement la fin des hostilités entre les unités de l'ALN dans les Aurès et installa, au nom de la direction nationale, Mahmoud Cherif chef de la wilaya I. Comme ce dernier était originaire des Nememchas, sa promotion eut le mérite de faire baisser les tensions dans une période de reconstruction générale des instances de la Révolution, ce qui était appréciable. Pour autant, les vieilles rancœurs tribales ne disparaîtront pas complètement.

L'autre chantier qui occupa Amirouche à Tunis fut la collecte et l'acheminement des armes et des munitions qu'attendaient les maquis, lestés par l'afflux de jeunes engagés depuis la grève de mai 1956. Il fit venir de Kabylie quelques marcheurs chevronnés pour encadrer les caravanes et négocia avec les responsables de la fameuse base de l'Est, avec qui il eut l'heureuse idée de rester en bons termes lors de son passage à Tunis, l'organisation des relais pendant la traversée de « leur » territoire.

En moins de quatre mois, trois convois furent constitués et envoyés à l'intérieur. Chaque soldat devait rapporter, outre sa propre arme, un fusil, voire deux pour les plus robustes. Certains se verront confier des fusils-mitrailleurs et d'autres eurent même à ramener des petits canons.

Quand Amirouche quitta Tunis en juin 1957, il organisa deux autres compagnies d'acheminement d'armes, faisant d'une pierre deux coups : d'une part il fit rentrer des soldats sur le terrain, n'ayant jamais vraiment

apprécié le stationnement d'unités hors du théâtre des opérations ; d'autre part, il équipait ses troupes, cruellement démunies.

C'est essentiellement grâce à cet armement qu'Amirouche fit de la wilaya III une véritable machine de guerre, dont la puissance de feu et l'organisation politique culmineront à partir de la deuxième moitié de 1957.

L'audace des groupes d'Amirouche dans la vallée de la Soummam avait conduit l'armée française à investir en priorité les zones qu'il contrôlait. L'artillerie et l'aviation faisaient des ravages dans les populations mais aussi parmi les troupes de l'ALN dont les blessés, contrairement aux civils, ne pouvaient évidemment pas s'adresser aux hôpitaux pour se faire soigner. Si les services de soins de l'ALN dans la vallée de la Soummam étaient probablement les plus performants, ils restaient pourtant bien en deçà de ce qui était nécessaire pour faire face aux dommages infligés par un ennemi qui n'hésita pas à utiliser le napalm pour contrer une guérilla de plus en plus incisive.

À Tunis, il lui importait surtout de trouver du personnel médical et paramédical, car les complicités dont bénéficiait le FLN dans les hôpitaux pouvaient toujours pourvoir au minimum aux besoins en matériel et en médicaments des maquis. Ce qui faisait cruellement défaut, c'étaient les médecins et les infirmiers. Aussi mit-il un soin particulier à faire lister tous les personnels de santé d'origine algérienne exerçant en Tunisie et plus particulièrement dans la capitale.

Il apprit qu'un jeune ophtalmologue répondant au nom de docteur Laliam, récemment sorti de la faculté de médecine de Montpellier, dirigeait le service d'ophtalmologie de Tunis. Il connaissait bien ce médecin originaire des Aït Yanni. Fils d'un instituteur enseignant à Relizane que nous avons déjà rencontré au cours de ce récit, le jeune Mustapha avait eu souvent l'occasion de rencontrer Amirouche pendant les vacances, quand le jeune militant du PPA-MTLD, établi comme bijoutier dans la même cité venait deviser avec son père.

Courant derrière tous les acteurs de la guerre capables de nous éclairer, je harcelais de mes questions le professeur Laliam, devenu depuis mon enseignant, sans grands résultats d'ailleurs. Mais ces sollicitations nous amèneront à sympathiser assez vite. Tant et si bien que lorsque Sid Ahmed Ghozali, nommé en juin 1991 chef du gouvernement, me demanda de lui proposer deux personnes pour pourvoir les ministères de la Santé et de la Justice, je pensais aussitôt à appeler Mustapha Laliam. La participation du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) à l'exécutif étant à

l'époque hors de propos, je pensais à la conjointe de mon professeur, qu'il avait connue et épousée au maquis avec la bénédiction d'Amirouche.

Chef de service dans un hôpital algérois, elle était déjà âgée mais resta digne et vigilante et ne fit aucune concession sur l'éthique et la déontologie médicales, dans une période où nombre de praticiens lorgnaient en direction de Boumediene, qui s'était arrogé jusqu'au droit de décerner les agrégations. Madame Laliam n'effectua pas un long parcours à la santé, mais elle tiendra bon dans ces années de folie où l'intégrisme, plus ou moins encouragé par le pouvoir, menaça même les dogmes médicaux les plus élémentaires. Croyante, elle refusa, dans un climat de démission générale, de voir les internes porter le voile dans le bloc opératoire.

J'éprouvais beaucoup de plaisir à revoir mon ancien maître. Mais il était brisé et désenchanté. Quand je le questionnai sur son expérience de la guerre, il préférait, comme la plupart des patriotes de sa génération, éviter la discussion. Mon entêtement à obtenir des réponses était dû à une forme de curiosité intellectuelle, insatisfaite depuis qu'il m'avait entretenu des relations de son père avec Amirouche. Comment un jeune artisan bijoutier de vingt ans avait-il pu capter l'attention d'un directeur d'école qui aurait pu être son père ? L'âge aussi bien que la différence de statut social rendaient improbables des rapprochements d'autant plus aléatoires que le jeune militant nationaliste avait été repéré et condamné par la justice coloniale, c'est-à-dire que sa fréquentation pouvait être source de sérieux désagréments. Non seulement je compris que la relation avait duré, du moins tant qu'Amirouche était basé à Relizane, mais, mieux, qu'il y avait comme une aura, pour ne pas dire un ascendant implicite du jeune sur le vieux.

Le 28 mars 2008, je repris langue avec le professeur Laliam, qui avait tenu à être parmi nous à Tassaft pour la commémoration du 49ème anniversaire de la mort de son chef. Comme tant d'acteurs de la guerre de libération blasés par la tournure prise par les événements au lendemain du cessez-le-feu, Mustapha Laliam était peu enclin aux confidences.

Pourtant, ce soir-là, l'ancien responsable des services de santé de la wilaya III montra une certaine disponibilité. Après avoir reçu quelques réponses sur la bleuïte, j'entrepris de demander les véritables raisons qui l'avaient amené à rentrer en Algérie avec Amirouche :

« Maître, vous êtes fatigué, je ne vais pas vous importuner très longtemps. J'aimerais simplement que vous me disiez pourquoi et comment

vous vous êtes retrouvé à crapahuter dans l'Akfadou en pleine guerre alors que vous étiez confortablement établi à Tunis.

– J'étais comme un roi chez Bourguiba, me répondit le professeur Laliam, avant d'ajouter faussement bravache : j'avais ma voiture, mon service, ma villa et toutes les Tunisiennes étaient folles de moi. »

C'est vrai qu'il était bel homme ! Mais je connaissais bien mon enseignant maquisard. Quand il convoquait l'ironie, c'est qu'il voulait esquiver l'essentiel.

« Les charmes de votre séduction ne répondent pas à ma question », insistai-je.

Soudain, sans que je sache pourquoi, il regarda la montagne baignée par une lune froide et pâle, fixa son regard sur une excroissance qui domine la tribu des Ouacifs, que les Kabyles appellent la main du Juif, et commença d'une voie monotone son récit :

« Je venais de finir mes études d'ophtalmologie à Montpellier. Nous étions au début de 1956, la guerre en Algérie avait déjà projeté quelques secousses en France. Certains abus du FLN, l'absence de perspectives m'ont rendu extrêmement dubitatif sur la viabilité du soulèvement. Mais rester en France, même avec un statut de médecin qui pouvait constituer une certaine protection, ne me convenait pas. Voir des ratonnades qui ne m'atteignaient pas pour le simple motif que j'étais instruit était difficile à vivre. La Tunisie venait d'accéder à l'indépendance, je décidai de venir m'y établir en attendant de voir venir. En fait, nous étions tous paumés.

– Vous n'avez toujours pas répondu à ma question », osai-je faire remarquer doucement.

Sans me regarder et à la manière des vieux Indiens qui délivrent leur ultime testament, Mustapha Laliam poursuivit :

« Sitôt arrivé à Tunis, Amirouche me dénicha et nous nous sommes rencontrés. J'étais content et anxieux. Content parce que je l'aimais et le respectais, anxieux dans la mesure où je savais et redoutais ce qu'il allait me demander. Dès que nous sommes retrouvés, je l'attaquai sur un ton badin : « Si Amirouche, moi je suis très bien, je vous connais bien, vous les fellaghas. Alors on prend un bon thé, on va manger des *zalabias* tunisiens et tu me fous la paix. »

Il réagit par son large sourire qui dévoilait sa dent cassée, convint que nous devions prendre un thé et m'invita à marcher dans Tunis. Je compris

qu'il allait rencontrer Bourguiba et qu'il était curieux et intrigué, car il savait que l'appréciable aide consentie par les Tunisiens était en concurrence avec les Égyptiens qui, de leur côté, avançaient leurs pions sur l'échiquier algérien. Je remarquai qu'il était habillé d'une chemisette et d'un pantalon de toile. Je lui proposai de passer dans un magasin pour acheter un costume, ce que nous fîmes.

– Mais j'aimerais connaître les raisons qui ont fait que vous êtes rentré avec lui. »

Cette fois Laliam me toisa, comme pour m'avertir que puisque je cherchais les vérités, je les aurais, quitte à les entendre dans l'amertume.

« Au crépuscule de ma vie, et si je devais réciter les couplets (*tiṣurtin*) qui louent notre génération, j'imagine que tu voudrais m'entendre te dire que l'appel de la patrie a été le plus fort et que seul le sens du devoir nous habitait.

– Dites-moi simplement ce que vous avez vécu.

– J'ai suivi un homme, c'est tout. On ne dit pas non à Amirouche. »

Il demanda à Nordine, le fils du colonel Amirouche qui suivait de loin notre discussion, de le raccompagner à l'auberge du Bracelet d'argent, où nous lui avions réservé une chambre. Il se leva, tituba un peu, puis se retourna pour me lancer.

« Eh bien voilà toi, tu as insisté et tu as fini par me faire parler, psychiatre ! » retrouvant le ton ironique dans lequel je l'ai tant de fois vu se réfugier.

Le fait est qu'il sera un autre « trophée » du séjour d'Amirouche à Tunis puisqu'il rentrera avec lui et qu'il dirigera les services de santé de la wilaya III avec un immense dévouement, soignant, organisant les centres de regroupement des malades et des blessés, formant des paramédicaux avant d'être arrêté et sévèrement malmené par l'armée française.

*
* *

À son arrivée en wilaya III, Amirouche fera des comptes rendus contrastés de sa rencontre avec le président Bourguiba. Le leader tunisien lui était apparu sincèrement disponible et prêt à aider. Il avait même montré plusieurs fois de la mansuétude devant les débordements de *djounoud* algériens. Ces derniers, désœuvrés, peu ou mal encadrés en 1957, se livraient parfois à des comportements inadaptés voire délictueux d'autant

plus préoccupants que l'État tunisien, fraîchement indépendant, devait affirmer son autorité avec une certaine fermeté devant un citoyen longtemps opprimé et qui avait, l'ivresse de l'indépendance aidant, tendance à confondre liberté et anarchie. Amirouche lui-même avait dû intervenir sévèrement contre certains des hommes de la base de l'Est qui l'accompagnaient et qui transformèrent les panneaux indicateurs en cible de champ de tir.

De plus, l'afflux de réfugiés de l'Est algérien, soumis à un déploiement français de plus en plus serré et agressif, causait une charge sociale et sécuritaire qui pesait lourd sur une administration embryonnaire.

Bourguiba, fin politique, ne se priva pas de faire subtilement observer ces contraintes. Et il avait raison. Mais Amirouche, traumatisé par le dénuement dans lequel il avait trouvé les étudiants dont le nombre finalement était modeste en 1957, attendait plus de sollicitude de la part de la Tunisie.

Il préféra ne pas en faire état lors de son entrevue, décidé qu'il était à prendre le problème à bras-le-corps avant de s'en ouvrir aux responsables du CCE qui n'étaient pas encore à Tunis à son arrivée.

Le jeune chef kabyle rapporta souvent devant l'encadrement de sa wilaya le souci du dirigeant tunisien de voir les Algériens contenir au maximum les effets de leurs dissensions, ainsi que son obsession de voir les trois États nord-africains appréhender l'avenir ensemble et constituer une entité géopolitique originale. Mouloud Gaïd comme le commandant Slimani Moh Ouali me rapporteront que cette volonté de mener un projet commun avait marqué Amirouche, mais que ce dernier était resté sur sa faim car, pour abréger les souffrances du peuple algérien, il souhaitait voir les responsables tunisiens et marocains associer directement leurs efforts à la lutte armée jusqu'à la libération de la terre algérienne.

Or, dans les propos de Bourguiba se faisait jour une stratégie politique qui privilégiait la voie de la négociation entre le FLN et la France, quitte à ce que le conflit dure un peu plus longtemps. On retrouvera souvent dans les PV des réunions présidées par Amirouche cette ambiguïté qui caractérisait la démarche du responsable tunisien, partisan acharné d'une fédération des États nord-africains et toujours soucieux de préserver les acquis tunisiens au détriment de la solidarité militaire entre les trois pays préconisée par Amirouche.

À la fin de son séjour, il aura déjà la latitude de constater que Bourguiba entretenait des relations plus ou moins privilégiées avec certains dirigeants algériens.

Au mois de novembre 2005, El Hadi Beccouche, militant du Destour et ancien Premier ministre tunisien, lui aussi militant de la cause nord-africaine, me laissa entendre que le président Bourguiba avait subtilement essayé de conseiller certains responsables d'origine kabyle. Pour lui, il fallait limiter l'influence d'un Ben Bella dont il suivait avec une suspicion agacée la propension à un nassérisme éruptif et envahissant qu'il n'aura de cesse de combattre, allant plus tard jusqu'à refuser d'adhérer à la Ligue arabe où l'hégémonie de l'Égypte imposera la prévalence de l'idéologie au détriment du pragmatisme qui guidera toute son action politique.

Ce choix politique de Bourguiba m'avait déjà été signalé par le syndicaliste Borsali, un des piliers du mouvement national tunisien, en 1983, quand j'avais été prendre contact avec la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme avant la mise sur pied d'une instance équivalente en Algérie.

La présence française dans la base de Bizerte limitait la marge de manœuvre de Bourguiba mais, fondamentalement, il refusa une ligne solidaire qui ferait de l'indépendance de l'Algérie un préalable à des relations stables des trois pays avec la France pour deux raisons.

La première, c'est que Bourguiba était un nationaliste et non un révolutionnaire. La politique des petits pas convenait parfaitement à la conception qu'il se faisait de l'émancipation du Tiers-Monde. Il ne faut pas oublier qu'en 1948 il avait fermement recommandé aux Palestiniens d'accepter le partage qui leur était proposé à l'époque, d'ailleurs bien plus avantageux que l'actuel, même s'il leur fallait revenir plus tard à la charge.

La seconde, c'est qu'il restait assez circonspect sur la cohésion et la stabilité de la direction politique algérienne, dont il subodorait les inclinations populistes qui pouvaient engendrer des choix plus ou moins épidermiques.

Au fond, Bourguiba voulait une entité géostratégique régionale construite sur la base des référents de la Révolution française et se préoccupait de sa promotion quitte à avoir moins de prétention dans les grands conclaves de l'époque. « Je suis un Jugurtha qui a réussi », se plaisait-il à répéter. Et ceux qui rentrent dans le palais de Carthage, siège de la Présidence, peuvent aujourd'hui encore voir dans le premier patio une superbe mosaïque du chef numide.

Cette vision, que l'histoire validera tout au moins sur certains aspects – notamment après l'effondrement du mur de Berlin – ne pouvait pas trouver une résonance complète dans une scène politique algérienne sous tension.

Composé de jeunes écrasés par le colonialisme qui exacerbait les antagonismes régionaux au point de générer, comme aux Aurès, des affrontements fratricides, l'encadrement national algérien se retrouvait plus dans la radicalité de Novembre que dans les subtilités politiques d'un avocat rompu à la roublardise de couloirs des IIIème et IVème Républiques.

Homme issu de cette génération d'Algériens peu encline au compromis, Amirouche exprimera une reconnaissance vigilante au président Habib Bourguiba.

Les discussions avec les membres du CCE, qui arrivaient les uns après les autres dans la capitale tunisienne, furent marquées par des sujets très concrets : sort des étudiants, prise en charge des malades et des blessés, etc. Pour le reste, Amirouche, très sollicité, se contentait d'écouter car, à la fin du printemps 1957, il sentait déjà que pour divers motifs les hostilités étaient engagées entre les différents chefs. En revanche, il intervint à plusieurs reprises pour manifester sa désapprobation devant les délais excessifs que mettaient les recrues de l'immigration ou celles émanant des populations réfugiées avant d'être orientées vers l'intérieur.

Autre problème qui préoccupait Amirouche : les armes. Il fit part de l'urgente nécessité d'équiper rapidement les maquis, autant à Krim qu'à Ben Tobbal. Il expliqua que les jeunes ayant rejoint le maquis après la grève ne devaient pas rester longtemps inactifs, si l'on voulait exploiter la dynamique d'adhésion populaire qui avait suivi le Congrès.

L'activité permanente dont fit preuve Amirouche ne pouvait pas passer inaperçue. Elle rassurait les militants de base qui venaient faire valoir leurs doléances et irritait certains responsables jaloux de leurs prérogatives ou de la notoriété que l'officier avait acquise auprès de la communauté algérienne, basée dans la capitale tunisienne ou sa périphérie.

Ben Aouda, responsable du FLN de la région de Tunis, fut le premier à prendre ombrage de ce qu'il considérait être une atteinte à son autorité. Il fit connaître son mécontentement et protesta contre « l'activisme envahissant d'Amirouche. »

Ben Mâalem, encore aux côtés d'Amirouche, traumatisé et secrètement scandalisé par l'abandon dans lequel il avait trouvé les jeunes de son âge, fut tout à son aise quand son chef lui demanda de prendre note pour répondre par écrit aux récriminations du commandant Ben Aouda.

Comme toujours avec Amirouche, les problèmes du Front devaient être traités dans la transparence, si possible en laissant des traces écrites et, dans tous les cas de figure, sans complaisance. Le message fut sans équivoque, se rappelle Ben Mâalem. En substance, Amirouche faisait remarquer à son détracteur et néanmoins supérieur que s'il avait correctement accompli sa tâche, lui-même se serait limité à finaliser la mission concernant la wilaya I, pour laquelle il avait été mandaté et se serait volontiers passé des problèmes des étudiants, des blessés ou des malades. L'affaire en resta là. Mais il suffit d'écouter le chapelet d'invectives de Ben Aouda contre Amirouche après l'indépendance pour comprendre que la mise au point de Tunis avait laissé quelques traces.

Au mois de mai, Amirouche demanda à son jeune secrétaire de faire une photo. Quelques jours après, il ramena deux passeports émis par l'autorité tunisienne, qui était encore le royaume de Tunisie ; l'un était pour lui-même. L'autre, portant la photo de Ben Mâalem, était délivré au nom d'Ali Triki, commerçant à Tunis.

Ce n'est qu'à ce moment-là qu'Amirouche informa son jeune collaborateur qu'ils devaient se rendre au Maroc pour une autre mission sans lui donner de plus amples précisions.

Après une ou deux semaines, il barra les trois premières pages des deux passeports et demanda à Ben Mâalem de les rendre au colonel Ouamrane qui se chargea de les restituer à celui qui avait programmé la mission marocaine : « Dis-lui de l'informer que je ne partirai pas au Maroc et que je rentre d'ici peu au pays. »

J'ai naturellement demandé à Ben Mâalem si son chef l'avait, d'une façon ou d'une autre, affranchi sur son refus soudain de se rendre au Maroc.

« Il avait vraiment le souci permanent de nous ménager en nous évitant tout tourment pouvant naître d'une situation difficile. Mais pour autant que je me souvienne et tel que je l'ai connu, il a flairé quelque chose. Le risque était-il grave et réel ou voulait-on simplement l'éloigner parce qu'il prenait trop d'importance ? Je ne saurais le dire. »

Il se trouve que, au mois de décembre de la même année, Abane était assassiné après avoir été attiré dans un traquenard que lui avait tendu Bousssouf, prétextant que le roi Mohamed V exigeait sa présence pour régler un grave problème posé par des unités algériennes stationnées au Maroc.

*

* *

Au début de l'été 1957, l'atmosphère devenait de plus en plus lourde à Tunis. Les appétits s'aiguisaient de jour en jour. L'intégration et la promotion des responsables des autres courants nationalistes étaient suivies avec la plus grande méfiance par les premiers maquisards, repris par les vieux démons du sectarisme et du populisme.

Amirouche, observant de loin cette guerre des tranchées, adopta une fois de plus l'attitude qu'il s'était imposée à chaque fois que des querelles de pouvoir ou des susceptibilités personnelles venaient à prendre une part trop importante dans l'arène politique : repartir à la base et faire ce qui, quoi qu'il advienne, serait utile quand l'essentiel reviendrait, à nouveau, au centre des enjeux.

Il se proposait de prendre quelques jours pour soigner sa dent ; il y renonça et mourra avec son incisive ébréchée dans la fameuse rixe parisienne de 1954.

Il précipita son retour au pays. Cela faisait bientôt six mois qu'il avait quitté la Kabylie ; en comptant le temps nécessaire pour faire le chemin inverse, il serait de retour dans le meilleur des cas au début du mois de juillet.

Dans le climat de suspicion qui pesait à Tunis, il ne fallait pas espérer une grande efficacité dans la prise en charge des évacués et des demandes de matériel émanant de l'intérieur, de la part de responsables trop occupés à se surveiller et, à l'occasion, à se neutraliser. En attendant de voir les différents organes de la Révolution structurés autour d'instances nationales et œuvrant pour des missions d'intérêt général, Amirouche prit une ultime initiative : l'installation du Comité de la wilaya III à Tunis.

Les objectifs de cette structure étaient à la fois logistiques et politiques. En une dizaine de points, Amirouche assigna au Comité des fonctions d'accueil, d'encadrement et d'assistance aux jeunes envoyés de Kabylie. De plus, les statuts recommandaient de veiller à ce que les *djounoud* venant ou se rendant en wilaya III soient pris en charge et orientés exclusivement par ledit comité. Le commandant Amirouche avait eu le temps d'observer la volonté du groupe affilié à Boumediene, à l'époque basé au Maroc, de drainer et de retenir à l'extérieur les recrues en principe appelées à se battre à l'intérieur. Cette appréhension se justifiait, puisque malgré cette

anticipation, des compagnies envoyées de Kabylie ne purent jamais ressortir de Tunisie.

Pendant qu'il se trouvait dans la capitale tunisienne, eut lieu, dans la nuit du 26 au 27 mai, un massacre dans la région de Melouza, en Petite-Kabylie. Après que des messalistes, encore puissants dans le secteur, eurent défié l'autorité du FLN, Mohammedi Saïd ordonna des sanctions qui se traduisirent en fait par des exécutions collectives de villageois.

Une fois de plus, Amirouche sera chargé de mener l'enquête sur une opération qui, on le verra plus loin, fut largement exploitée puis manipulée par la diplomatie française qui sauta sur l'occasion pour affirmer que, même après le Congrès de la Soummam, le FLN restait prisonnier d'une barbarie primitive dont la France des Droits de l'Homme essayait de libérer l'Algérie.

À la fin des années 60 et au début des années 70, le débat universitaire naquit des contrecoups de la répression qui poursuivit les maquis du FFS et des séquelles du coup d'État de juin 1965. Dans les polémiques qui nous opposaient aux étudiants appartenant aux courants qui gravitaient à la périphérie du pouvoir et qui puisaient dans sa besace idéologique quand il fallait déverser les anathèmes officiels sur l'opposition, nous avions souvent entendu, en tant qu'universitaires originaires de Kabylie, des attaques imputant les massacres de Melouza à Amirouche, alors qu'il ne se trouvait même pas en Algérie à l'époque des faits.

L'obsession de Boumediene à avilir ou occulter le chef de la wilaya III (c'était selon les opportunités politiques) était telle que, finalement, l'affaire de Melouza, qui compte en fait deux expéditions et où la responsabilité de la France est engagée dans l'une des opérations, restera à ce jour inconnue du grand public dans ses détails. Mais, dans l'Algérie de Boumediene, l'un des soucis essentiels n'était-il pas de disqualifier celui dont le parcours rappelait à chaque pas le hold-up politique de l'armée des frontières ?



Stagiaires du centre de formation professionnelle de Kouba (première promotion). Photo prise en novembre 1950 à Bouzareah lors d'une visite rendue à Messali Hadj.
Debouts de g.à.d : Si Larbi (futur capitaine de l'ALN), Amirouche (futur colonel de la wilaya III), A. Hadjila (militant chahid), R. Bitouche (futur membre de l'ALN), M. Bougara (futur colonel de la wilaya IV). Si Nacer (futur membre de l'ALN), A. Zâalani (futur commandant dans les transmissions de la wilaya I).
Assis de g.à.d : Bouhada Bouhadjar dit Si Othmane (futur colonel de la wilaya V), A. El Bar (futur militant).



Congrès de la Soummam.
Debouts de g.à.d : Y. Zighout , A. Ouamrane, B. Krim, B. Mezhoudi, R. Abane, L. Ben Tobbal et Cdt. Kaci.
Assis de g.à.d : M. Benaouda, H. Rouabhi et Amirouche.



Congrès de la Soummam.
De g.à.d : Ben Tobbal, Cdt Kaci, Ben Aouda, Ouamrane, Rouabhi, deux maquisards, Amirouche et Malika Gaïd.



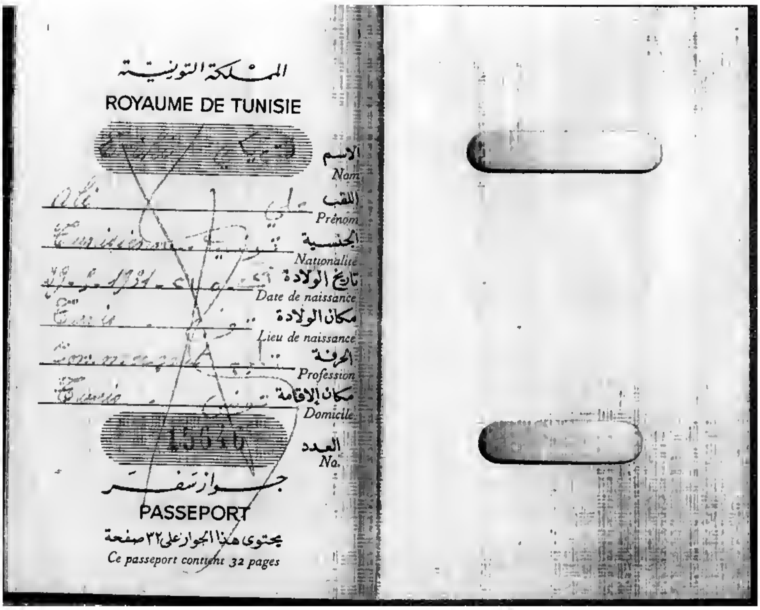
Amirouche lors de la mission effectuée aux Aurès à l'automne 1956.
De g.à.d : S. Ben Abdesmed, B. Kabouya, A. Ben Mechiche dit A. Mechiche, Amirouche, Melikechi et M. Lamouri.

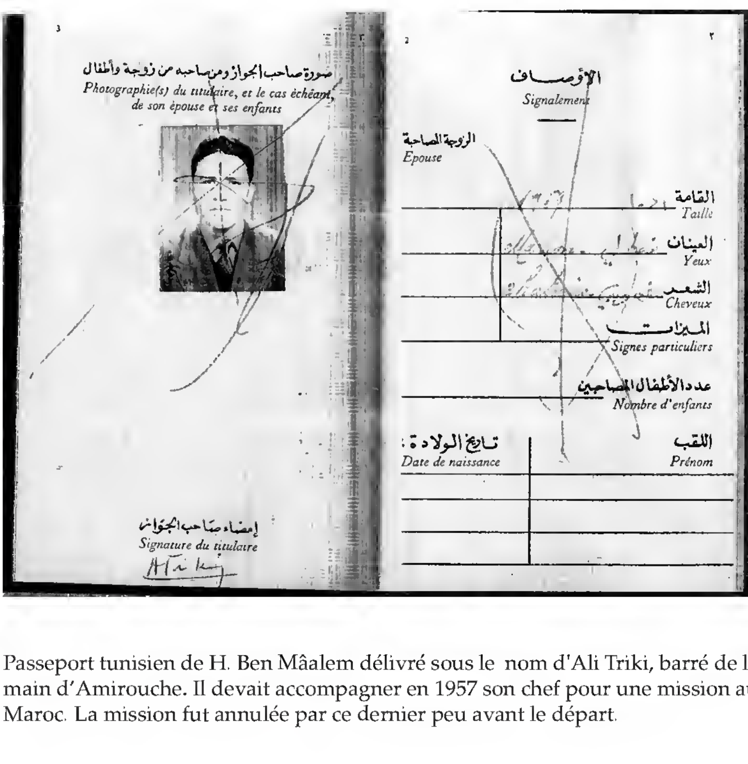


Amirouche en compagnie des jeunes étudiants envoyés à Tunis en formation (à droite un policier tunisien d'origine algérienne a tenu à se joindre à la photo).



De g.à.d : F. Abbas, cdt Kaci, M. Gaïd et le colonel Amirouche à Tunis en mai 1957.





Passeport tunisien de H. Ben Mâalem délivré sous le nom d'Ali Triki, barré de la main d'Amirouche. Il devait accompagner en 1957 son chef pour une mission au Maroc. La mission fut annulée par ce dernier peu avant le départ.



Aurès : mars 1958.
Amirouche portant les « baskets » et la tenue de son garde du corps Abdelhamid Mahdi. Ce dernier ayant récupéré les pataugas et le treillis cédés par son chef pour son voyage vers Tunis ; le colonel devant rejoindre la Wilaya III.

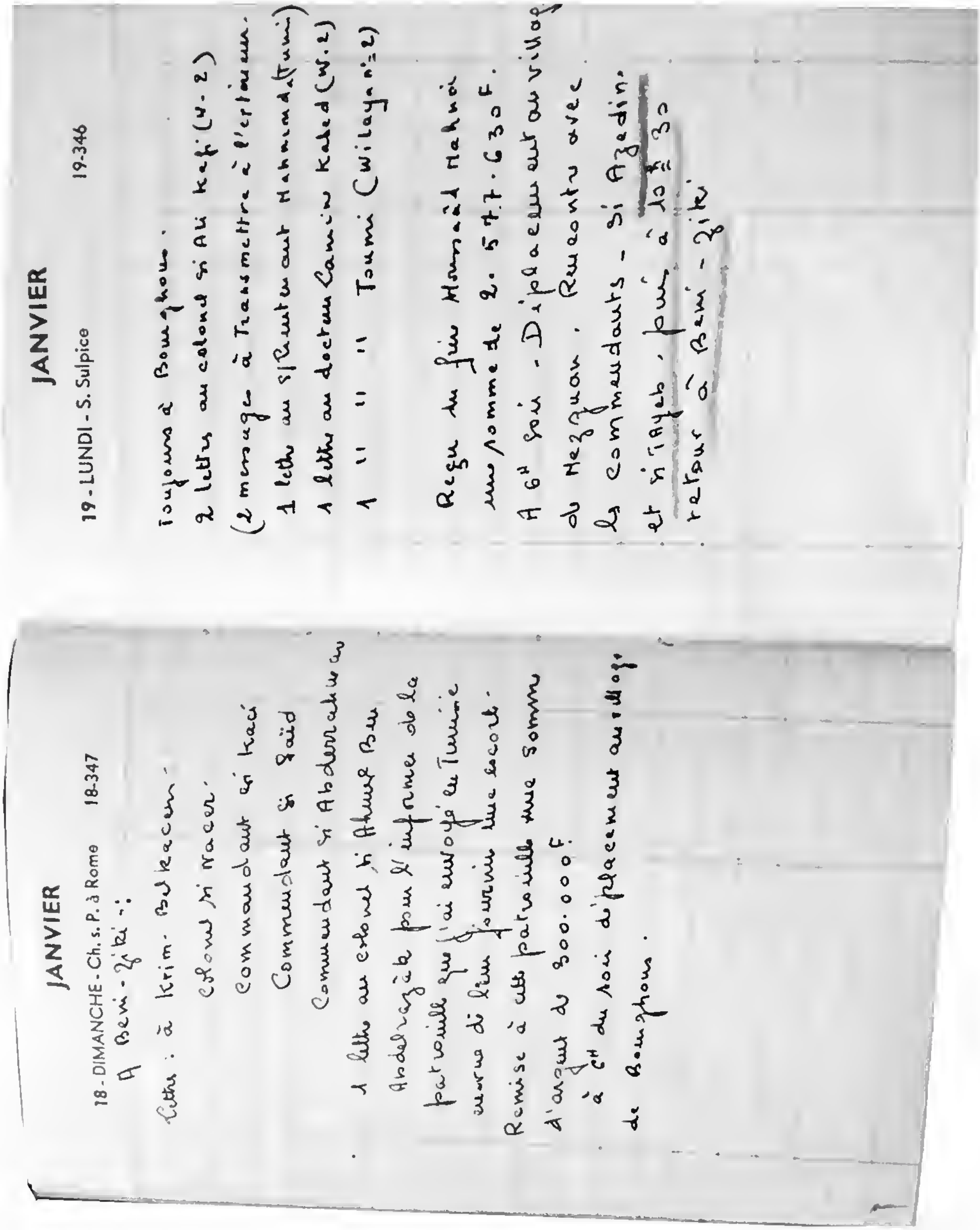


Taslent : automne 1956. Amirouche et H. Ben Mâalem.



Photo prise en 1958 et reproduite par El Moudjahid en janvier 1959.
Le colonel Amirouche avec S. Laïchour, agent de liaison en wilaya III.

H. Ben Mâalem et S. Laïchour feront partie des nombreux ètudiants qu'Amirouche a envoyès en formation à l'étranger. Le premier finira gènèral major dans l'armèe algèrienne, le second cadre de la Haute administration financière.


JANVIER

18 - DIMANCHE - Ch. s. P. à Rome 18-347

A Beni-Ziki :

Lettre : à Krim Belkacem.

colonel si Nacer.

Commandant si Kaci

Commandant si Saïd

Commandant si Abderrahmane

1 lettre au colonel si Ahmed Ben Abderrazak pour l'informer de la patrouille que j'ai envoyé en Tunisie munie de leur fournir une escorte.

Remise à cette patrouille une somme d'argent de 300.000 F.

à 6h du soir déplacement au village de Boumghoun.

JANVIER

19 - LUNDI - S. Sulpice 19-346

Toujours à Boumghoun.

2 lettres au colonel si Ali Kafi (W. 2)

(2 messages à transmettre à l'extérieur.

1 lettre au s/lieutenant Mahmoud (Tunis)

1 lettre au docteur Lamine Khaled (W. 2)

1 " " " Toumi (Wilaya n° 2)

Reçu du frère Hamaïl Mahmoud une somme de 2.577.630 F.

A 6h soir. Déplacement au village de Mezguan. Rencontre avec les commandants - Si Azedine et si Tayeb, puis à 10h30 retour à Beni-Ziki.

Agenda retrouvé par l'armée française sur M. S. Aïssani le 28 mars 1959 faisant état :

- de l'escorte envoyée en Tunisie pour protéger Haoues.
- des courriers adressés aux anciens officers de la wilaya III basés à Tunis.
- des lettres destinées à Ali Kafi (wilaya II) et au sous lieutenant Si Mahmoud, membre de comité de la wilaya III en Tunisie.



Officier français interrogeant A. Driss, adjoint de Haoues, blessé et fait prisonnier le 28 mars 1959. Une fois l'interrogatoire terminé, il sera achevé de sang froid.



Citoyen montrant à N. Aït Hamouda l'emplacement exact où l'armée française a enterré en secret les dépouilles des colonels Amirouche et Haoues à Bordj Lagha, Bou Sâada, avant que Boumediene ne les transfère clandestinement vers la cave de l'Etat major de la Gendarmerie.

7

UN HOMME D'ÉTAT EN WILAYA III

En juillet 1957, le commandant Amirouche revint de Tunis où il était allé continuer la mission dont il avait été chargé aux Aurès par le CCE. Pendant les cinq mois de son séjour, son activité avait été débordante : il avait regardé de près l'organisation et le fonctionnement des instances dirigeantes du FLN, suivi le nouveau comportement des responsables de la guerre de Libération nationale, rencontré le président Bourguiba et ouvert, sur les fonds de la wilaya III, le premier centre d'accueil des étudiants envoyés vers l'extérieur pour former les cadres de l'Algérie indépendante. Il profita de son passage pour faire rentrer le docteur Laliam, qu'il avait connu à Relizane à la fin des années 40.

Eu égard aux relations privilégiées qu'il entretenait avec Krim Belkacem, certains observateurs ont pensé que l'accueil réservé à Amirouche à Tunis et les décisions qu'il y avait prises étaient des signes précurseurs de sa nomination comme colonel commandant en chef de la wilaya III. On ne retrouve cependant pas de trace d'annonce officielle de cette nomination pendant son passage à Tunis et les acteurs interrogés disent tous qu'Amirouche repartit de la capitale tunisienne avec le même grade qu'en y arrivant.

Toutes les initiatives prises étaient de son fait. Elles répondaient à une conduite adoptée depuis longtemps : le fonctionnement dans le cadre des institutions devait être la règle, mais, quand celles-ci se montraient défaillantes ou inadaptées, le militant devait savoir prendre ses responsabilités et engager toute action susceptible de servir la cause nationale.

Depuis le Congrès de la Soummam, la Kabylie était sous la responsabilité du colonel Si Nacer. De son vrai nom Mohammedi Saïd, le colonel de la wilaya III était né en 1912 dans le village d'Aït Frah, tout proche du bourg colonial de Fort-National. Il avait un parcours militaire des plus singuliers : sous-officier dans l'armée française, il était encore instructeur dans l'artillerie au début des années 40. Il ne tarda pas à s'intéresser et à suivre le cheminement du mufti de Jérusalem Hadj Hussaïni, dont on sait qu'il rencontra Hitler. Ce rapprochement amena Mohammedi Saïd à s'engager dans la Luftwaffe avant d'être recruté dans les services de renseignements allemands en jurant sur le Coran fidélité au Reich. Pour l'ancien sous-officier français, la toute-puissance militaire allemande était une aubaine : l'ennemi de mon ennemi étant mon ami, il n'y avait pas matière à hésiter. « Je croyais qu'Hitler détruirait la tyrannie française et libérerait le monde », avait-il dit plus tard pour expliquer son engagement SS.

Rommel, qui occupait la Libye, cherchait à constituer des réseaux de renseignements pour soulever un mouvement insurrectionnel en Afrique du nord, où les Alliés se préparaient à débarquer.

En 1942, Mohammedi Saïd, qui avait regroupé autour de lui neuf soldats d'origine algérienne, attendait d'être parachuté pour exécuter sa mission. Le jour de leur largage, le Messerschmitt qui les ramenait vers l'Ouest fut repéré par la chasse anglaise. Le pilote allemand demanda à ses passagers ce qu'ils comptaient faire. Constatant qu'ils survolaient Tebessa, une ville algérienne à proximité de la frontière tunisienne, les membres du commando sautèrent sans hésiter. Une fois au sol, Mohammedi Saïd entreprit de rejoindre la Kabylie, dont étaient également originaires toutes ses recrues. Il se rendit dans un marché hebdomadaire avec son bel uniforme en cuir pour chercher un taxi. Cet accoutrement, porté par un Algérien inconnu dans la région, provoqua aussitôt l'attroupement des paysans enguenillés, ravagés par le typhus et la famine. L'honorable agent de l'Abwehr produisit l'effet qu'il recherchera toute sa vie : être remarqué.

Entre le moment où l'informateur du caïd vit « l'extraterrestre » et l'arrivée des agents de l'administrateur, il ne se passa pas une demi-heure. Mohammedi Saïd fut arrêté pour être libéré en 1952 et mis aussitôt en résidence surveillée. Il passa les dix années de sa détention à cultiver une mystique qui l'habitera à jamais. En prison, l'introspection religieuse eut probablement un effet salutaire pour sa santé mentale ; au maquis, cette

tendance aura des conséquences autrement plus dommageables quand il sera responsable.

Comme il avait la nostalgie lourde, l'agent de Rommel s'exhiba pendant quelque temps dans les rangs de l'ALN, soit plus de dix ans après la défaite de l'Axe, avec un casque de l'armée allemande, avant d'être invité à remiser son couvre-chef. Mais Mohammedi Saïd, alias colonel Si Nacer, cultiva longtemps une logique de la libération par l'exaltation et l'exubérance. Tout ce qui pouvait différencier l'Algérien du Français devait être valorisé et développé. Pour lui, l'Islam tenait lieu de stratégie et de projet exclusifs et tout combattant devait y puiser à la fois motivation politique et science militaire. Sous son commandement, le carême était une pratique qui s'imposait à tous et en toutes occasions en wilaya III, la prière obligatoire était la priorité au maquis et, selon des témoignages, des jeunes filles avaient dû subir un examen de virginité avant d'être retenues dans les rangs de l'ALN.

D'authentiques maquisards affirment que sa bigoterie était si outrancière qu'il se trouva souvent des malins qui, ayant remarqué le profil de leur chef, décidèrent d'en tirer profit en affichant une religiosité ostentatoire. La plupart du temps, observe Slimane Laïchour dit Rachid, jeune maquisard qui fut agent de liaison du colonel Si Nacer pendant près d'une année, la manœuvre payait, puisque le plaisantin bénéficiait aussitôt d'une permission ou, mieux, d'une affectation vers une planque à l'écart des risques et des manques.

Mais les inclinations religieuses de Si Nacer n'avaient pas pour unique conséquence de favoriser quelques tire-au-flanc. Le capitaine Aïssa Boundaoui faillit perdre la vie à cause de cette propension à apprécier la lutte et juger les hommes uniquement à travers la rigidité du culte. Si Aïssa était issu d'une famille pieuse du Haut-Sétifois qui assura sa formation dans les écoles coraniques de la région. Fils d'un grand chasseur, il devint aux côtés de son père un tireur émérite. Après avoir croisé à Paris Amirouche, de dix ans son cadet, au début des années 50, il le retrouva au maquis dès 1955. Grand tribun, baroudeur à la moralité exemplaire, Aïssa Boundaoui n'avait pas que des amis parmi les maquisards. Deux « témoins », connaissant la facilité du colonel Si Nacer à céder au moindre ragot, invoquant un écart envers la bien-pensance, entreprirent de convaincre ce dernier que le capitaine avait eu une relation coupable avec une infirmière.

Avant le Congrès de la Soummam, une telle faute était sanctionnée sur-le-champ par une exécution. Depuis, le code de justice de l'ALN exigeait un

jugement. Alerté par l'affaire, Amirouche, revenu des Aurès, se rendit sur les lieux pour assister au conseil de wilaya qui s'était érigé en tribunal. Connaissant la valeur de l'homme, il prit l'initiative pour la première et la dernière fois de demander à un jeune médecin stagiaire qui avait rejoint le maquis, le docteur Bouderba, de procéder à un examen gynécologique sur l'infirmière. Pour la plus grande chance de Si Aïssa, la jeune fille était vierge, mais l'affaire fit grand bruit et Si Nacer, renonçant à l'exécution, exigea néanmoins que l'on dégradât l'accusé.

Amirouche dut composer. La vie d'un grand soldat était préservée, mais il ne pouvait pas aller à l'encontre de la décision de son chef. Pour éviter à son ami l'humiliation de se voir arracher ses grades devant tout le monde, comme cela se faisait en pareilles circonstances, Amirouche se chargea de lui enlever ses insignes.

Aïssa Boundaoui fut affecté en Basse-Kabylie, loin de sa région d'origine. Il se soumit à une décision injuste et humiliante, repartit au combat en simple soldat et reconquit en moins de deux ans son grade. C'était en 1958. Entre-temps, Amirouche avait été promu colonel de wilaya ; il tint à remettre personnellement les étoiles à l'officier réhabilité. « Ce jour-là, le plus heureux des deux hommes était probablement Amirouche », écrit Djoudi Attoumi, qui a suivi de près cette épreuve.

Cet autoritarisme compulsif se manifesta par des injonctions qui menèrent à l'irréparable. L'implacable combat livré aux messalistes mena à bien des débordements. Il est établi que le massacre de Melouza[26] a été perpétré sur les ordres directs de Si Nacer : un village, Beni Ilmene, où des militants étaient restés fidèles au vieux leader du MNA, subit l'exécution de tous ses hommes.

Imprévisible, Mohammedi Saïd se ralliera à l'indépendance au clan de Tlemcen, opposé à celui de Tizi-Ouzou dont faisaient partie tous ses camarades de combat. Pour achever un parcours particulièrement excentrique, il finira dans les rangs du FIS (Front islamique du salut) pendant les années 90, après avoir purgé quelques années de résidence surveillée sous Boumediene, qui l'avait accusé de velléités putschistes lors

[26] Selon le FLN, il y a deux événements dans ce qui est retenu sous l'appellation d'affaire de Melouza. La première opération, ciblant le village de Beni Ilmene fit 41 victimes. Elle fut décidée par Si Nacer. L'armée française, rebondissant sur cette tragédie, organisa une manipulation sanglante dans le village de Melouza acquis au FLN en provoquant la mort de 315 villageois afin de lui imputer le massacre.

du coup d'État avorté du chef d'État-major de l'ANP (Armée nationale populaire), le colonel Tahar Zbiri, en 1967.

Le caractère entier et les dérapages du personnage généraient des décisions dont les répercussions politiques en agaçaient plus d'un dans la direction du FLN. Mais tant que Krim Belkacem, son responsable direct, était à l'intérieur du pays, ces outrances étaient plus ou moins canalisées.

Le Congrès de la Soummam le désigna comme colonel de la wilaya III un peu pour son ancienneté, un peu pour l'expérience militaire qu'il était supposé avoir acquise auprès des armées française et allemande.

Après sa promotion comme commandant en chef d'une wilaya, la portée politique et militaire de ses humeurs eut des implications d'une autre nature et d'une tout autre gravité, dans une période où l'assise populaire et la crédibilité internationale du FLN n'étaient pas définitivement établies. Les subtilités politiques et la rigueur stratégique n'étaient pas le souci premier de Si Nacer. Il arriva d'ailleurs en retard au Congrès de la Soummam. D'une part à cause de la difficulté à porter ses 130 kilos, mais aussi par manque d'intérêt pour ces cénacles où l'on s'échinait à deviser sur les stratégies politiques et militaires à adopter alors que, Si Nacer en était convaincu, il suffisait de libérer et de répandre la potion islamique pour défaire les Infidèles.

Pendant quelques mois, les dirigeants du FLN durent s'accommoder de ces écarts, où l'aspect folklorique masquait les risques que pouvaient faire peser sur la lutte les applications rigoristes de cette interprétation radicale de la religion.

L'armée algérienne en était à ses débuts et, le recrutement se faisant par bénévolat, elle drainait des profils aussi divers que contradictoires. Les principes énoncés par la proclamation du 1er novembre avaient beau avoir affirmé le respect de la liberté de conscience, cela ne suffisait pas toujours à leur donner une traduction effective dans la conduite de la guerre.

Dès son installation à la tête de la wilaya, les répercussions des illuminations de Si Nacer sur le cours de la lutte en Kabylie ne tardèrent pas à produire leurs méfaits.

L'offensive du général Massu sur la capitale força le CCE à l'exil au printemps 1957. Pour ne pas prendre le risque de mettre la direction du FLN – déjà amputée par l'arrestation de Ben M'hidi le 23 février – à la merci d'un étau qui se refermait dangereusement sur les responsables basés à Alger, le CCE décida de s'expatrier. Il se scinda en deux groupes : Krim Belkacem résolut de gagner la Tunisie avec Ben Khedda par la Kabylie,

commandée par Si Nacer, pendant que d'autres, dont Abane et Dahlab, rejoignirent le Maroc par l'ouest.

Les deux responsables qui faisaient route par l'est arrivèrent en mars 1957 à Mâaouya, petit hameau situé à mi-distance de Michelet et de Djemaâ n Saridj en Haute-Kabylie. En approchant le piémont des contreforts du Djurdjura, Krim observa une concentration de maquisards tout à fait inhabituelle. Il demanda à Si Nacer les raisons d'un tel regroupement. Ce dernier lui annonça qu'il avait lancé les convocations depuis cinq mois pour bien préparer l'événement, car il lui tenait à cœur de saluer son départ comme il se devait : une espèce de fantasia.

Krim, qui avait déjà eu à s'agacer des lubies de son collaborateur, fut pris d'une rage dont ceux qui étaient présents gardent un souvenir glacé. Il ne put s'empêcher de rudoyer Si Nacer devant tout le monde, ce qu'il évitait de faire habituellement.

« Tu nous as mis dans la cuvette de Dien Bien Phu », explosa-t-il. Il demanda aux responsables de la logistique d'avancer le dîner, pour évacuer les lieux au plus tôt. Le crépuscule tombait déjà.

Le soir même, Slimane Laïchour, qui devait accompagner Krim à Tunis, se souvient d'avoir vu un long collier de phares perçant la nuit au loin. Les lumières, serpentant sur le flanc de la montagne, se dirigeaient lentement vers leur refuge. Il courut avertir Krim Belkacem qui était déjà parti, échappant de justesse à l'encerclement. À une heure près, lui et Ben Khedda, deux membres du CCE, se laissaient prendre comme des novices. La présence massive de maquisards stationnés des jours durant au même endroit avait probablement attiré l'attention des informateurs français et l'interception d'une ou de plusieurs convocations, expédiées des mois auparavant, avait permis de deviner l'importance de la réunion et de monter une opération d'envergure.

Un chef plus prompt à l'incantation qu'à la stratégie fut ce jour-là à l'origine de l'une des plus sévères défaites de la wilaya III. Soixante-quinze maquisards et cinquante-cinq civils dont la majorité était originaire des Aït Khellili, périrent à cause de l'imprévoyance de Si Nacer.

Il est vrai qu'à l'époque, comme d'ailleurs plus tard dans la guerre de libération, les pertes humaines étaient rarement imputées à une erreur, une inconséquence d'un responsable ou la défaillance d'une organisation. Une certaine propension à la logique sacrificielle tenait la barbarie colonialiste pour seule responsable des pertes humaines. Cette dénonciation exonérait les dirigeants algériens de toute évaluation critique de leurs actions. Plus

généralement, l'inflation de la martyrologie faisait que plus on enterrait de victimes, plus on s'élevait dans les annales de la bravoure nationaliste.

À l'indépendance, Ben Bella, dans un de ses moments d'euphorie, déclara qu'un million et demi de martyrs s'étaient sacrifiés pour la nation, ce qui ne manqua pas d'interpeller tous les démographes qui s'occupaient de l'Algérie, s'agissant d'une population d'à peine dix millions d'habitants. Le fils du colonel Amirouche a régulièrement dénoncé à l'Assemblée nationale la démagogie qui démultiplie le nombre de maquisards et de martyrs pour élargir les clientèles du pouvoir. Bien rares sont les hommes politiques ou les intellectuels algériens qui osent s'exprimer sur ce mensonge d'État que tout un chacun déplore en aparté.

À systématiquement vouloir charger le système colonial, on en oubliait que le but du combat n'était pas de sacrifier le plus grand nombre de victimes mais de libérer le pays au moindre coût.

Dans sa faconde, Si Nacer était sincère ; ce qui, en un sens, était plus grave. Il ne cherchait pas à se protéger en exposant ses troupes ou la population. Sa mort ou celle des autres lui importait peu, convaincu qu'il était que tout homme né musulman a sa place réservée au paradis depuis toujours, quel que soit son comportement en ce bas monde.

Aujourd'hui, on peut trouver ce type d'attitude quelque peu puéril dans un mouvement de libération souvent cité en exemple dans les luttes qui ont conduit à la décolonisation. Pourtant, il faudra bien regarder un jour notre histoire en adultes et nous résoudre à admettre que la guerre de libération nationale était également menée par et grâce à ce genre de personnages. Notre mémoire doit apprendre à enregistrer aussi les acteurs et les actions qui ne cadrent pas avec les canons du combat que nous pouvons concevoir à un demi-siècle de distance.

Face à la machine infernale du colonialisme, la superstition, l'exaltation, dont la niaiserie peut choquer ou gêner avec le recul, ont fait partie du viatique nationaliste, quand bien même elles n'auraient pas été d'un poids décisif.

On l'aura remarqué, les inspirations plus ou moins ésotériques du colonel Si Nacer provoquèrent à maintes reprises des dommages considérables dans la wilaya III. Néanmoins, la Kabylie put compenser son déficit de commandement car elle avait un encadrement politique appréciable pour l'époque et, subséquemment, une adhésion populaire

importante. Il restait que les potentiels politique et militaire de la wilaya étaient largement sous-exploités.

En mai 1957, la wilaya III devait régler un problème qui se posait avec plus ou moins d'acuité à la plupart des régions : transformer l'exaspération qui habitait le peuple et le prédisposait au sacrifice suprême en engagement personnel maîtrisé et organisé collectivement.

À cette époque déjà, on pouvait supposer que le commandant Amirouche serait à court ou moyen terme devenu colonel de la wilaya III, compte tenu de son bilan en Haute-Kabylie au tout début de la guerre et surtout des résultats qu'il avait obtenus dans la vallée de la Soummam. On l'a vu, c'est lui et non le colonel Si Nacer que le CCE avait mandaté avec les colonels Zighout, Ouamrane et Mellah pour restaurer discipline et cohésion dans les Aurès. Sans être un désaveu officiel pour le colonel en poste, le choix de son adjoint pour une mission aussi importante dans le devenir de la lutte armée apparaissait comme un avertissement implicite, sinon déjà comme un sursis, malgré sa promotion toute fraîche.

La catastrophe de mars 1957, à laquelle ont réchappé de justesse Krim et Ben Khedda, avait sérieusement ébranlé l'autorité d'un officier qui ne se déplaçait que sur une mule et qui n'avait toujours pas intégré le fait que le Congrès de la Soummam avait signé la fin du folklore et de l'activisme politiques. Le désastre diplomatique provoqué par l'expédition de Melouza fut exploité par la puissance coloniale jusque dans les couloirs de l'ONU. Le FLN, qui venait de réussir l'exploit de tenir ses assises à l'intérieur du pays pour en sortir avec des recommandations organiques et politiques opérationnelles et modernes, s'occupait de donner à l'événement une résonance mondiale.

En 2003, le RCD a organisé à Ouzellaguen, commune qui accueillit la rencontre de 1956, un colloque commémorant le 47ème anniversaire du Congrès. Ali Haroun, alors responsable, on s'en souvient, de la communication dans la Fédération de France du FLN, avait été chargé de la traduction et de la diffusion du document. Il témoigne de ce que le CCE avait tenu à ce qu'il y ait une version en hébreu pour bien signifier que les agressions, rares au demeurant, subies par la communauté juive en Algérie n'étaient que des dérapages locaux.

Il s'agissait de souligner la dimension résolument moderne et laïque de la guerre de libération. L'impact de la plate-forme sur les relais d'opinion des milieux progressistes européens, et plus particulièrement français, jusque-là dubitatifs devant une insurrection sans visage ni orientations

précises, était considérable. C'est donc au moment où le FLN s'employait à internationaliser son combat que l'affaire de Melouza vint brouiller une stratégie de communication qui commençait à peine à gommer l'image d'un mouvement insurrectionnel présenté par le pouvoir français comme une aventure menée par des « chefs de bandes sanguinaires ».

*

* *

Amirouche avait jusqu'alors tenté de suppléer l'encombrante autorité de son chef en intensifiant la structuration politico-administrative des villes et villages et en multipliant les coups de main contre l'ennemi, y compris sur le versant nord du Djurdjura qui, en principe, ne relevait pas de son commandement. Il essaya de respecter la hiérarchie, mais la faible mobilité de Si Nacer, qui le tenait éloigné du théâtre des opérations, ses relations qui privilégiaient le clientélisme à la discipline et ses initiatives intempestives provoquèrent de sérieuses tensions. Amirouche en arriva à solliciter l'arbitrage de Krim Belkacem. Il en vint ainsi à lui demander de choisir entre lui et Abderrahmane Mira, couvert par Si Nacer et qui vivait mal l'ascension et l'autorité d'Amirouche. La divergence politique entre deux hommes n'impliquait cependant pas pour Amirouche – on le verra plus tard pour ce cas comme pour d'autres – une animosité personnelle.

Jusque-là toléré par la force des choses, Si Nacer vit son sort scellé après l'affaire de Melouza. Sitôt rentré de Tunisie, le second de la wilaya III fut chargé par le CCE de mener l'enquête sur cette opération qui avait, en particulier, déstabilisé la délégation du FLN à New York où Hocine Aït Ahmed[27] et M'hamed Yazid s'échinaient depuis de longs mois à mener un laborieux lobbying.

Cette tragédie, imputée après la guerre à Amirouche, précipita la décision qui conduisit au rappel de Si Nacer à Tunis. C'est alors que le jeune commandant fut promu colonel. Nous sommes en juillet 1957 ; le passif était considérable. Le changement de commandement se traduisit aussitôt dans les domaines militaire et politique.

Ceux qui ont survécu à la guerre s'en souviennent encore. La première décision d'Amirouche fut d'entreprendre une tournée dans toute la wilaya. Slimane Laïchour, agent de liaison, et Hamou Amirouche, secrétaire, qui

[27] A l'époque des faits, Aït Ahmed était en prison.

ont accompagné leur colonel, en sont encore marqués. « Il nous a épuisés par des marches qui pouvaient couvrir jusqu'à 30 kilomètres d'une traite », raconte le premier. Pour ménager ses adjoints, Amirouche devait, dans certaines occasions, les laisser dans un refuge et mobiliser des hommes plus reposés.

Les réunions se succédaient à un rythme effréné. Testée dès les premières années de la guerre et rodée en Petite-Kabylie, l'affectation des meilleurs militants pour la mission d'agents de liaison s'avéra décisive. Ces éléments étaient bien plus que des acteurs chargés de transmettre une information. Ils devaient être en mesure de la restituer dans son contexte, de la compléter, d'établir des rapports qui pouvaient déborder le strict cadre de leur mission et, le cas échéant, de prendre des initiatives qui aidaient à l'élaboration de la décision du commandement de la wilaya.

« La passation de consigne entre le nouveau colonel et Si Nacer se fit dans une cache qui tenait lieu de PC de wilaya à ce dernier, à côté du village d'Iabouden, près de Fort-National. Elle n'a pas duré dix minutes », se souvient le jeune Slimane, présent sur les lieux.

« Je viens d'être nommé à la tête de la wilaya III et tu es attendu à Tunis », annonça sobrement Amirouche à celui qui, quelques secondes auparavant, était son chef direct. On notera que c'est au subordonné que parvint en premier une information aussi importante.

En Tunisie, Si Nacer sera affecté au COM (Commandement opérationnel militaire) avant de se voir confier l'État-major de l'Est.

Il n'y eut ni bilan financier ni recommandations. Amirouche avait son idée. Il fallait tout reconstruire, en tout cas en Grande-Kabylie.

Slimane Laïchour, blessé à la colonne vertébrale par une mauvaise chute lors de la bataille qui avait suivi l'encerclement de Krim Belkacem au mois de mars, avait déjà manqué le départ pour Tunis à cause des combats ayant dispersé dans la précipitation le regroupement des maquisards. Il espérait secrètement pouvoir accompagner le colonel Si Nacer en Tunisie pour se faire soigner. Ce dernier, ayant avancé son départ, le laissa derrière lui. Malgré son handicap, il continua à sillonner la wilaya en tant qu'agent de liaison pendant près d'une année.

« Tu as servi sous Krim et Si Nacer, tu connais très bien la région, j'aurai besoin de toi », le consola son nouveau chef.

Sitôt la prise de fonction officialisée devant les cadres de la wilaya, Amirouche ordonna de reprendre la route vers la Petite-Kabylie où il devait retrouver le docteur Laliam.

Cap sur Taslent, le petit village au-dessus d'Akbou dominant la vallée de la Soummam et si cher à Amirouche qui s'y savait en sécurité. C'est là qu'il aimait à se rendre quand il s'accordait quelque repos. Il avait transformé ce lieu en étape intermédiaire, une sorte de sas où étaient accueillis les vieux maquisards ou les blessés en instance de départ pour Tunis.

Dès que le docteur Laliam eut été récupéré, une équipe de six personnes retourna vers la Grande-Kabylie d'où elle venait d'arriver.

On l'a déjà noté, Amirouche, qui était en responsabilité dans la Petite-Kabylie depuis deux ans, avait remarquablement organisé la région. La discipline était respectée, les populations encadrées et des attaques militaires fulgurantes harcelant l'ennemi étaient régulièrement montées. Quelques instructions suffirent pour cadrer la situation dans la vallée jusqu'à son prochain passage en tant que chef de wilaya.

Il en allait tout autrement en Grande-Kabylie : l'absence de liaison et d'orientation aggravée par le népotisme engendrait des désordres internes et, plus grave, provoquait des cas de ralliements de maquisards qui se sentaient lésés, qui par une punition maladroite, qui par une permission injustement refusée…

D'où l'urgence de commencer l'inspection par le versant nord du Djurdjura. Le groupe était composé du colonel Amirouche, de ses deux gardes du corps, Tayeb Mouri et Abdelhamid Mahdi, de Hamou Amirouche, de Slimane Laïchour et du docteur Laliam qui devait faire un état des lieux de la situation sanitaire de la wilaya.

Slimane Laïchour m'a signalé un détail qui mérite d'être relevé. Au moment de prendre ses fonctions de commandant en chef de la wilaya III, Amirouche n'avait pas encore reçu la notification écrite de sa promotion du CCE. Il remarqua que son chef avait continué à signer ses notes en tant que commandant jusqu'au jour où le document le désignant comme colonel lui parvint.

Comme souvent, la première étape fut entamée de nuit. Elle devait mener l'équipe de Taslent à Tabouda, sur les hauteurs du versant nord de la pointe orientale du Djurdjura.

Slimane raconte :

« Quand nous faisions des pauses, Amirouche restait toujours debout pendant que nous nous affalions pour récupérer. « *Nek am ulɣem. Ma ɣliɣ ur ttekkareɣ ara.* Moi, je suis comme un chameau : si je me couche, je ne me lève

plus », avait-il coutume de plaisanter. En fait, il dormait rarement plus de quatre heures.

Le lendemain soir, nous prîmes le chemin de Taqrart où j'avais été élevé par mes grands parents maternels. C'était un hameau proche de Taourirt-Moussa, mon village natal. Je me réjouissais déjà de retrouver les miens que je n'avais pas revus depuis deux ans. Encore fallait-il faire à pied et en pleine nuit les 30 kilomètres qui séparaient Tabouda de Taqrart.

Arrivés au petit matin, nous fûmes rejoints par Ahcene Mahiouz, officier responsable de la Basse-Kabylie où devait se prolonger la première mission du tout nouveau commandant de wilaya. Tout le monde était exténué, mais Amirouche questionnait le chef du *nidham* (responsable de l'organisation FLN locale) sur l'état d'esprit de la population, ses problèmes, etc. Et, à notre grande surprise, il invitait les citoyens à donner leur sentiment par rapport à l'ALN et surtout à faire part de leurs doléances ou reproches, s'ils avaient constaté des abus de la part des maquisards. C'était nouveau. Nous étions plus habitués à voir nos responsables menacer ou punir qu'à les entendre encourager des villageois à dévoiler leur sentiment ou à dénoncer les maladresses ou les erreurs du Front.

La distance que nous venions de parcourir n'avait eu aucun effet sur sa forme physique. »

En analysant cette tournée, on comprend comment Amirouche avait pu échapper aux innombrables pièges que lui tendait l'armée coloniale. Les services de renseignements français le suivaient quotidiennement. Mais même quand il était signalé dans un endroit, les évaluations ennemies étaient toujours prises en défaut par sa mobilité qui défiait toute estimation. Les périmètres encerclés étaient régulièrement sous-évalués, compte tenu d'une progression difficilement imaginable, effectuée par monts et par vaux et, qui plus est, généralement de nuit.

Dans le village de Taqrart existe un refuge construit par un maçon particulièrement génial. C'est un souterrain auquel on accède en soulevant le *kanoun*, l'âtre sur lequel cuisinent les femmes en Kabylie. La cendre répartie autour de l'ouverture en garantit la discrétion. En se laissant glisser dans une espèce de cheminée souterraine, on tombe sur un couloir de quatre à cinq mètres qui débouche sur un élargissement ovale garni de deux banquettes de part et d'autre, pouvant accueillir quatre personnes chacune. Cette bulle est prolongée par un autre conduit qui s'évacue trente mètres plus loin dans un tronc d'olivier. Ce refuge n'a jamais été découvert par l'armée française, qui a pourtant tissé une véritable toile d'araignée dans la

région de Beni Douala, dont dépend Taqrart. Ce même artisan construira un peu plus tard un abri similaire à Alger, au boulevard Telemly, qui servit pendant une courte période de cache à certains responsables du CCE.

Slimane, qui avait 22 ans au moment des faits, ne put s'empêcher de me raconter une anecdote qui montre qu'en fin de compte, les dangers de la guerre ne sont pas toujours ceux qui marquent le plus, car ils sont prévus et assumés. La complexité des frustrations et le poids du refoulement de certaines attentes laissent des séquelles autrement plus traumatisantes.

« Ma grand-mère, ayant appris ma présence dans la contrée, ne tarda pas à arriver. Je la présentai à mes camarades et à mon chef qui trouva le temps de plaisanter avec elle. Je saisis ce moment de complicité pour demander si je pouvais me rendre au village où se trouvaient ma mère et ma femme.

La réponse d'Amirouche fut calme et nette :

« Nous sommes ici pour un temps très court. De plus, tu le sais, ton village est investi par les Français depuis longtemps. Ta visite peut être repérée et toute indiscrétion nous serait fatale. » Il passa sa main sur mon épaule et ce fut terminé.

Ma grand-mère, qui avait tout enregistré, ne l'entendait pas de cette oreille. Une heure plus tard, elle revint avec ma femme et ma mère. J'eus droit à une embrassade émouvante de celle qui m'avait donné la vie et à un salut innocent et académique de mon épouse. Dix minutes plus tard, elles arpentaient la montée qui devait les ramener au village », conclut pudiquement Slimane cinquante ans après les faits.

Dans la soirée, il fallut prendre la direction de Boghni, situé dans une vallée prolongeant les piémonts occidentaux du Djurdjura. Au sud de la ville, au moment de traverser la fameuse oliveraie de Tineri, le colonel et ses hommes tombèrent dans une embuscade. L'unité d'Ahmed At Ramdane, un maquisard de la région qui survécut à la guerre, se trouvait à proximité. Son intervention créa une diversion qui permit au petit groupe de se dégager.

En arrivant au village des Aït Kouffi, niché dans le massif de Tala Guilef, à la pointe occidentale du Djurdjura, les visiteurs découvrent une insondable misère. Les gens vivent encore dans des maisons troglodytes. Les enfants, le ventre ballonné, la tête rongée par la teigne, gambadent pieds nus dans les sentiers recouverts par une poussière qui se confond avec leurs haillons et s'emballe au moindre souffle de vent, si fort et si fréquent dans cette montagne. Ils ne savent ni lire ni écrire ; ils vivent

comme ils respirent, d'instinct, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. À leur vue, Amirouche accuse le coup. Il se rapproche d'eux, distribue les bonbons[28] qu'il avait coutume de prendre avec lui, les taquine et demande à quelques-uns ce qu'ils voudraient faire quand ils seront grands, dans l'Algérie indépendante. Quand il se rapproche de ses hommes pour suivre le guide local qui doit le conduire à la sortie du village où les attendent les maquisards du secteur, il a de la peine à maîtriser son émotion.

Lui, le pudique, pouvant rester de marbre dans les situations les plus périlleuses, avouait en certaines circonstances des faiblesses qui surprenaient et bouleversaient ses hommes. Ils ont ainsi observé Amirouche ému prendre dans ses bras un bébé qui venait de naître, alors même qu'il rentrait dans un village et Ben Mâalem l'a vu pleurer en rencontrant deux vieilles fuyant leur village bombardé.

Il était dit que ce serait la journée des épreuves. La section stationnée dans le village était au premier regard dans un état lamentable. Les tenues, les postures et les mines reflétaient un sentiment de fatigue et de désespoir.

Amirouche invita chacun à s'exprimer librement, expliquant que le devoir de tout soldat était de dire la vérité et que seule cette vérité permettrait d'améliorer les conditions de lutte et de renforcer l'armée algérienne. Au début, la gêne ou la peur bridèrent la parole. Une fois mis en confiance, les maquisards commencèrent à s'exprimer. Ils expliquèrent que l'absence de leurs responsables provoquait l'éloignement des populations, qui affichaient moins de disponibilité quand elles ne leur opposaient pas une hostilité qui pouvait être brutale. De plus, la faiblesse des communications se traduisait par un manque d'orientation qui laissait perplexes les unités livrées à elles-mêmes. Il était même arrivé, assura celui qui semblait être le responsable, que leur groupe et un autre, venu de Draâ el Mizan, situé à une quinzaine de kilomètres plus à l'ouest, déclenchent une opération sur une même cible faute de coordination et de définition des limites des champs d'intervention des uns et des autres ; ils auraient très bien pu se tirer dessus s'ils s'étaient croisés à proximité du lieu de l'attaque, car aucune des deux compagnies n'avait été informée de l'initiative de l'autre.

---

[28] Amirouche recommandait à ses hommes de toujours disposer de bonbons pour faire face à une éventuelle hypoglycémie ; de plus il aimait gratifier de ces friandises les enfants des villages qu'il visitait.

Amirouche se doutait un peu des méfaits de l'immobilisme de son ancien chef. Sans s'en prendre à lui directement, il demanda à son secrétaire Hamou qui prenait des notes d'arrêter d'écrire et prit la parole, délivrant un de ces discours dont il avait le secret. Slimane Laïchour en fut si frappé qu'il a gardé l'intervention du colonel gravée dans sa mémoire.

« Si le peuple algérien doit se défaire du joug colonialiste, il doit d'abord savoir identifier, dénoncer et éventuellement combattre les abus commis en son sein et en son nom.

Le peuple est démuni. Il n'a pas grand-chose à nous donner. Mais il nous donnera tout ce dont il dispose si nous savons gagner sa confiance, c'est-à-dire si nous savons montrer que nous sommes prêts à tous les sacrifices pour le défendre et lui offrir en finalité la liberté et la dignité. Tel est le serment que nous avons prononcé le premier jour de notre engagement. Nous devons honorer cette promesse aussi parce que nos frères sont tombés, alors que nous avons la chance d'être vivants. Ceux qui ne sont plus là ne pourront pas voir le pays libéré et retrouver leur mère, leur femme et leurs enfants. Ces veuves et ces orphelins comptent sur nous pour les protéger. Soyez sans pitié envers tout homme qui abuse de son pouvoir et qui attente à la dignité ou aux biens d'autrui. Mais si pour nourrir les familles de nos martyrs il vous faut voler, alors je vous demande de voler », déclara Amirouche de sa voix haute et assurée.

Il développa encore sa pensée en citant en exemple la bravoure de femmes et d'hommes qu'il avait sollicités pour les tâches les plus périlleuses dans la vallée de la Soummam et qui les avaient accomplies, rappelant que désormais la Révolution avait une plate-forme, des règles, une direction et que le monde entier connaissait depuis la Soummam les motivations et les objectifs du FLN.

« J'ai assisté à un miracle. Les maquisards affamés, démoralisés, à la limite de la démobilisation pour certains, étaient transfigurés. Beaucoup, affaiblis par la faim, ébranlés par le doute, revenaient à la vie. Ne maîtrisant plus leur émotion, ils se sont mis à pleurer devant nous », se remémore Slimane Laïchour.

Parmi les maquisards des Aït Kouffi se trouvait un certain Ferhat Zamoum. Il était le benjamin d'une famille de militants dont la maison avait servi de lieu de tirage à la proclamation du 1er novembre 1954 qui annonçait le début de l'insurrection. Le père, instituteur, était un patriote qui avait éduqué ses enfants, quatre garçons et une fille, dans le culte de la liberté. Mort de la tuberculose, il avait contaminé son fils aîné qui ne lui survécut

pas longtemps. Le troisième, Ali, dont on a vu qu'il était délégué de Kabylie au congrès d'Hornu, était maintenant fait prisonnier et condamné à mort. Le second, Mohamed, dit Si Salah, qui finira colonel de la wilaya IV, se trouvait au maquis. Amirouche connaissait bien la famille Zamoum, puisqu'il avait eu Si Salah comme chef direct en 1954. Il avouera à ses collaborateurs que, dès qu'il avait identifié le jeune homme, il avait été hanté par le destin de cette mère qui risquait de voir ses enfants disparaître les uns après les autres. Il ordonna sur-le-champ l'évacuation de Ferhat vers la Tunisie pour lui assurer une formation et lui permettre de revenir au pays comme cadre au moment de l'indépendance.

D'autres grands dirigeants ayant vu des familles de patriotes décimées par la guerre ont essayé de les prémunir de l'extinction. Leur grandeur d'âme a été honorée et revendiquée comme une vertu fondant le socle moral de la nation. Amirouche venait d'écrire dans les faits, à l'été 1957, une version anticipée du célèbre film américain *Il faut sauver le soldat Ryan.*

Mais le tout nouveau colonel n'entendait pas se limiter aux constats. Dans la léthargie générale, des comportements laxistes dégénéraient en désinvolture ou en indiscipline caractérisée.

Amirouche savait être dur. Il fit affecter les éléments les plus récalcitrants vers des régions où ils ne connaissaient personne afin de limiter la contagion du laisser-aller et changea les numéros de zone pour perturber les renseignements ennemis, qui avaient eu toute latitude de tirer profit de la dilution et de la dispersion de l'autorité de l'ALN.

La troupe arrêta sa progression vers l'ouest en arrivant au-dessus des gorges de Palestro, laissant la ville de Draâ el Mizan derrière elle.

À de petites variantes près, les mêmes problèmes sévissaient partout en Grande-Kabylie. Infatigable, Amirouche trouva les mots pour signifier que les choses allaient changer et prit les décisions qui s'imposaient quand la situation l'exigeait : mutations, nominations, délimitations des secteurs pour éviter les chevauchements d'autorité, etc. Tout cela fut mené de pair avec l'ordre de réorganiser les relations avec les populations, qu'il fallait rassurer et soustraire à l'emprise de l'armée française qui essayait, depuis l'été 1957, d'embrigader le monde rural par un encadrement administratif confié à des sections spécialisées dans l'action psychologique.

Lors de cette ultime étape, Hamou et Slimane découvrirent une autre facette de leur chef. Dans ces montagnes qui constituent une frontière naturelle entre l'Algérois et la Kabylie, Amirouche reçut deux officiers extérieurs à sa wilaya. Le capitaine Si Abdallah de la wilaya IV et le

commandant Tayeb Djaghlouli de la wilaya VI. Ils étaient venus rencontrer spécialement le commandant de la wilaya III à peine installé. Le premier demandait une assistance matérielle et financière, ce qui fut accordé d'autant plus facilement que les relations entre l'Algérois et la Kabylie ont toujours été cordiales. Quant au second, il voulait informer Amirouche de graves problèmes politiques et organiques dans la wilaya VI qui couvrait la majorité du Sahara algérien.

Si Abdallah eut une longue discussion avec Amirouche au cours de laquelle ils abordèrent plusieurs problèmes. Il était notamment question d'envisager la possibilité de déclencher des opérations militaires concertées entre les deux wilayate du Centre. Les actions menées par des unités qui deviendront les commandos Ali Khodja et activaient dans l'Algérois avaient rapidement capté l'attention d'Amirouche. Il souhaitait les voir conjuguer leurs efforts avec les groupes de choc qu'il avait organisés dans la vallée de la Soummam. La décision fut concrétisée lors d'une opération menée en janvier 1959 par les wilayate III et IV dans le massif de Sidi Ali Bounab à l'ouest de la Kabylie. Dans ce combat, l'ALN perdit des hommes, mais, ce jour-là, l'armée française subit des pertes plus importantes. Parmi les victimes françaises figurait le fameux capitaine de parachutistes Grazziani.

Avant le départ du capitaine Si Abdallah, le colonel Amirouche le questionna aussi sur la gestion politique de la capitale depuis le départ du CCE. Quant à Si Tayeb Djaghlouli, il revint vers l'est avec Amirouche quand il rebroussa chemin.

*

* *

Une fois de plus, les agents de liaisons avaient fait la démonstration de leur efficacité. Avant même que n'arrive de Tunis l'ordre écrit de sa nomination, Amirouche avait pu faire parvenir des informations au sud et à l'ouest pour fixer, dès sa première sortie, des rendez-vous à deux officiers étrangers à sa wilaya.

On s'en souvient, Amirouche avait confié les liaisons, dès le début de la lutte, aux combattants les plus valides et les plus fiables. En même temps, il avait mis en place un réseau de transmission dont l'efficacité n'avait rien à envier aux systèmes postaux officiels. Des caches régulièrement changées servaient de dépôt de courrier. Un trou dans le tronc d'un arbre rongé par des parasites, la cave d'une maison bombardée, une tuile posée contre un

pan de mur : tout abri pouvant protéger un document était repéré par le « facteur » qui procédait au ramassage et à la livraison du courrier à intervalles réguliers, sans nécessairement avoir à connaître ni même à rencontrer l'autre agent. Les soldats de l'ALN purent ainsi écrire, sous certaines conditions, à leurs familles et les instructions circulaient d'un bout à l'autre de la wilaya dans des délais relativement courts. C'est grâce à ce système de communication que les deux officiers ont pu être avertis en un minimum de temps de la date et du lieu où le commandant de la wilaya III pouvait les recevoir.

Le retour vers l'est fut particulièrement pénible. D'une part, le rythme et la longueur des étapes avaient éreinté les marcheurs ; d'autre part, si le fait de passer par la forêt de Tala Guilef et le maquis de Kouiret, qui rasaient la crête de la montagne, offrait, du point de vue sécuritaire, un avantage appréciable, il les privait de nourriture car les lieux, évacués, étaient inhabités. « Nous fûmes réduits à disputer quelques grappes de raisins aux chacals », grimace aujourd'hui encore Slimane. Cette compétition fera dire à Hamou : « Je m'attendais à tout en montant au maquis, mais de là à devoir négocier ma pitance avec les chacals… »

Amirouche voulut repasser par les Ouacifs où il avait commencé son maquis. Il y connaissait de bons militants qui sauraient lui donner les informations dont il avait besoin pour restructurer cette région aux traditions de lutte éprouvées.

Le village de Tikichourt, où il avait fait halte avec ses hommes, était juste en face de Tassaft Ouguemmoun, son village natal. Il appela Slimane, qu'il avait privé d'une visite familiale au cours de laquelle il espérait secrètement passer une nuit avec sa jeune épouse, et lui dit : « Tu vois, en face de nous il y a ma mère, et peut-être ma femme et mon fils[29]. J'aurais bien aimé les voir mais je me l'interdis, car l'intérêt du pays ne me le permet pas. »

Slimane Laïchour qui rapporte cet échange plus d'un demi-siècle après réprime un sanglot avant d'ajouter : « Il avait ressenti ma douleur et mon dépit quand il m'avait interdit de monter chez moi. Il tenait à me le faire savoir. Je ne l'ai jamais vu demander quelque chose à quelqu'un qu'il ne s'imposât pas à lui-même. Comment refuser quoi que ce soit à un tel homme ? Comment ne pas le vénérer ? Comment l'oublier ? »

[29] La femme et le fils d'Amirouche étaient recueillis par son beau-père Dda Belaïd, qui habitait à Oued Fodda, à l'ouest du pays.

Le colonel de la wilaya III fera venir quelques semaines plus tard aux Aït Ouabane son fils. Cette fois encore, c'est à Dda Belaïd que reviendra la mission de ramener le petit Nordine, âgé de 9 ans, auprès de son père. Ce sera la première et la dernière fois qu'ils se verront depuis qu'il avait pris le maquis. La deuxième rencontre aurait dû avoir lieu deux ans plus tard, en 1959, quand Amirouche prit le départ pour Tunis, où il devait laisser son fils. Hébergé par une famille de patriotes habitant Tizi-Ouzou, les Aït Mouloud, Nordine ne pourra pas arriver à temps au maquis, son père ayant pris plus tôt que prévu la route pour la Tunisie qui lui fut fatale.

Comme Amirouche ne parlait pas de lui-même, la plupart des combattants ignoraient qu'il avait un fils. Ses gardes du corps et ses deux plus proches collaborateurs furent surpris et heureux de découvrir ce jour-là que leur chef était aussi père.

Situé dans une cuvette en plein milieu du Djurdjura, le village des Aït Ouabane est invisible de la route. Les premiers maquisards y avaient installé leur PC et déposé documents et matériel en toute confiance. Amirouche connaissait bien les lieux. Il décida de terminer sa mission en Grande-Kabylie en passant par ce havre de paix. À peine l'équipe installée, et sans donner plus d'explications, il demanda à ses hommes épuisés de se lever pour reprendre la marche. Exténué, le guide ne put se relever. Même l'ordre d'Amirouche lui enjoignant de se remettre debout fut sans effet.

« Je n'en peux plus », répondit l'homme dans un souffle, sans se soucier des menaces et des éventuelles sanctions.

« Celui-là, il est courageux », lâcha Amirouche avec le sourire en coin qui lui étirait la moustache quand il était enclin à la plaisanterie. La détente fut de courte durée. Il recommanda au responsable local de s'occuper du pauvre éclopé et invita les autres à le suivre. À peine sortie du village, la petite procession, escaladant péniblement en plein jour les derniers mètres du versant nord de la montagne, essuya les premières rafales. Sans maquis pour se protéger, le groupe ne dut son salut qu'à quelques amas de rochers derrière lesquels chacun s'abritait comme il pouvait, sautant de l'un à l'autre entre les salves. Si les troupes françaises avaient alerté ce jour-là l'aviation, c'en était fini d'Amirouche et de son staff.

« Comme nous n'étions pas nombreux et qu'ils ne devaient pas savoir qu'Amirouche était parmi nous, les officiers français au sol n'ont probablement pas estimé utile de déranger l'aviation pour si peu », rationnalise aujourd'hui Slimane.

Hamou Amirouche fut marqué à vie par l'épreuve subie aux Aït Ouabane. À chaque fois que je l'ai revu et que j'engageai la discussion sur la guerre, cet épisode revenait avec une lancinante obsession. Trop de choses s'étaient passées en peu de temps : la fatigue, la peur, le désespoir et, par-dessus tout, la culpabilité de n'avoir pas pu faire face seul à la situation, au point d'avoir pensé à se laisser tuer. N'eût été Amirouche qui le relevait, le rassurait, le « dopait », comme il dit aujourd'hui, il se serait laissé aller à un acte suicidaire. On verra pourtant que c'est parce qu'il n'était pas de ceux qui renoncent qu'il survécut.

Une fois le sommet passé, quand tous furent certains d'être hors de portée des tirs ennemis, Hamou se figea face au sud pendant un bon moment, scrutant la vallée et l'horizon d'où montaient les colonnes d'un vent léger qui, s'infiltrant entre les ravins, réchauffait l'air de la montagne, culminant à cet endroit à plus de 2 000 mètres.

Le tableau était d'une saisissante beauté. En contrebas, les toits rouges de villages millénaires épargnés par les bombardements coiffaient des collines qui offraient au soleil leurs flancs d'ardoise luisants. Les quelques miradors français qui hérissaient çà et là le paysage ne pouvaient perturber la quiétude du jeune homme. Bordant les rives de la Soummam, deux bandes plantées d'oliviers, d'agrumes et de primeurs gorgés d'eau déroulaient un vert qui jurait avec le jaune des plaines céréalières des Hauts-Plateaux, fauchées quelques semaines auparavant. Plus loin, les premiers massifs de l'Atlas saharien dressaient leurs parois de schiste d'un bleu foncé qui se perdait dans l'azur d'un ciel sans nuages.

À gauche, au creux de la vallée, une tache brune décolorait la langue verte qui accompagnait le fleuve. C'est Tazmalt, un petit bourg qui abritait l'atelier de la forge familiale où Hamou, adolescent, avait tant de fois cogné sur l'enclume quand il aidait son père pendant les vacances d'été. Le vent chaud qui remontait du sud réveilla chez le jeune homme le souvenir de la fournaise du foyer où, suffoquant des heures entières quelques années auparavant, il façonnait son corps et son âme un peu comme il transformait le métal.

Ces perceptions mirent en alerte tous ses sens. La symphonie des couleurs baignant dans le crissement continu des cigales conférait à l'ensemble une sérénité si dense et si harmonieuse qu'un sentiment de puissance et de plénitude l'envahit. Aucune nuisance humaine ne pouvait perturber cette félicité. Rien ne pouvait l'atteindre. Hamou était ailleurs. La mort venait de passer. Impuissante. L'enfance résonnant chez l'adulte

réveillait émotion, envie et plaisir. La scène, irréelle, créait une atmosphère de sidération qui paralysa tout le monde.

Hamou prononça enfin des paroles que son ami Slimane n'oubliera jamais. Sans doute exprimaient-elles un sentiment partagé. Observant la vallée de la Soummam dont il était originaire, le secrétaire de 20 ans, encore essoufflé, mangeant des yeux le paysage, lâcha avec une emphase maîtrisée :

« N'est-ce pas qu'elle est belle ma vallée ? »

Lui qui venait d'échapper à la mort quelques minutes auparavant gardait assez de lucidité pour regarder ce que la vie pouvait offrir au cœur et à l'esprit.

Cette persévérance à demeurer accessible à l'émerveillement, dans des risques et des conjonctures qui interdiraient, en temps normal, toute disponibilité au plaisir, fut dans bien des cas une réaction salutaire dans cette guerre. C'était l'expression d'une lumière intérieure plus forte que tous les abîmes. Cette capacité à apprécier la beauté et la douceur dans un univers de violence a sauvé la vie et préservé l'équilibre de ces hommes : ils ont su puiser en eux l'ultime énergie qui fait que l'irrationnel devient réalité simplement parce qu'on refuse la fatalité du pire devant laquelle d'autres ont cédé.

Après coup, je crois avoir compris pourquoi j'ai eu une vraie empathie avec Hamou à chaque fois qu'il est revenu sur ce moment de magie vécu au-dessus des Aït Ouabane. J'ai connu des situations analogues au pénitencier. Paradoxalement, dans des circonstances où la brutalité confisque les relations humaines, la sensibilité, *a priori* facteur de fragilité de l'être, peut renforcer et féconder la résistance des individus.

Tous n'ont pas su trouver en eux la force qui permet d'exprimer cette folle fraîcheur et cultiver l'impertinence qui la nourrit.

Accroupi à côté d'une touffe de genêts, Amirouche observait sa petite bande. C'était le père qui voit ses enfants grandir dans l'épreuve. En la circonstance, il lui suffisait de les voir vivants.

Oui, il les avait protégés, formés et aimés, ces étudiants. Eux le lui rendaient bien. Les sanglots et les larmes que j'ai vus chez des hommes devenus grands-pères sont autant de messages qui ont survécu au temps, aux épreuves et à la colère ravalée quand ils évoquent Amirouche. Beaucoup, pourtant affaiblis par la vieillesse, se laissant aspirer par le souvenir, s'installent en certaines occasions dans ces bulles émotionnelles dont ils ne voudraient pour rien au monde être dépossédés. C'est leur jardin

secret. C'est là que je les ai vus se ressourcer, dans de furtifs instants où ils concèdent à tout donner, tout montrer, tout dire. Quand on a pu accéder à l'intimité de leur mémoire, on comprend la charge, lourde et totale, du secret qui liait Amirouche à ses jeunes collaborateurs.

Djoudi Attoumi témoigne d'un épisode illustrant bien la densité qui a porté cette relation et qui a survécu aux désillusions, aux humiliations et censures d'après-guerre.

Le licencié en lettres Mohand-Saïd Aïssani était l'un des plus brillants collaborateurs d'Amirouche. Il faisait partie d'un groupe qui avançait avec le colonel en plein hiver dans le Djurdjura.

Au mois de décembre, la neige peut dépasser les deux mètres dans ce massif. Les hommes s'enfonçaient dans la montagne, en pleine tempête. Au bout de quelques heures, il fallut se rendre à l'évidence : il était impossible de terminer l'étape dans la nuit. Un des guides proposa un gourbi dans lequel se réfugia l'équipe, transie de froid et affamée. Il n'était pas question d'allumer un feu en pleine nuit sous peine de se désigner aux batteries de l'artillerie ennemie qui surplombait le gîte. Au moment de s'allonger, Amirouche demanda aux adultes les plus aguerris de placer les jeunes entre eux pour leur permettre de profiter au mieux de la chaleur humaine que pouvaient encore dégager leurs corps gelés. C'est ainsi que Mohand-Saïd Aïssani se retrouva entre Amirouche et le guide. Il ne sait pas trop si ce fut la fatigue ou la faim qui le fit sombrer dans un demi-sommeil.

« Après m'être assoupi, je me réveillai vers 3 ou 4 heures du matin. En ouvrant les yeux, je vis dans la pénombre notre chef faisant des mouvements dans un coin de notre réduit pour se réchauffer. Quand j'ai recouvré mes esprits, j'ai constaté qu'il avait ôté sa djellaba pour m'en couvrir. »

Ils s'appellent Mohand-Saïd Aïssani, Hamou Amirouche, Slimane Laïchour, Rachid Adjaoud, Djoudi Attoumi… Tous avaient à peine atteint la vingtaine. Tous ont travaillé aux côtés du colonel. Ils ont gardé de ces moments de complicité, d'affection et d'admiration pour leur chef des souvenirs qui les habitent et portent leur vie.

Mohand Sebkhi résume cette relation unique d'un mot : « Il nous a éduqués. »

*
* *

Après avoir dégringolé le versant sud, le groupe se sépara au douar Iouakourene. Le docteur Laliam se chargea de continuer son inspection dans la zone 1 et Si Tayeb fut pris en charge par des guides qui devaient le ramener vers le sud pour regagner la wilaya VI.

Dans la vallée de la Soummam, Amirouche était dans son élément. Il fit venir les capitaines responsables de zone, leur demanda de préparer leurs rapports car il voulait réunir son premier conseil de wilaya au plus vite à Akfadou. Le PC avait l'avantage d'être couvert d'une épaisse forêt de chênes zen et de se trouver à peu près à équidistance des extrémités est, ouest et sud de la wilaya.

L'installation des PC demandait vigilance et ingéniosité. Il fallait que les lieux soient sécurisés et fonctionnels pour abriter les missions politiques et administratives, sans pour autant nécessiter d'investissements lourds et coûteux en cas d'évacuation urgente. La logistique était rustique. Abandonner des cabanes, quelques paillasses et des stocks alimentaires ne causait pas de grands préjudices. Le vrai problème pour le colonel, qui tenait à la préservation des documents, était essentiellement le matériel de saisie et de reproduction ou les masses de billets de banque et les bijoux que les populations faisaient parvenir à l'ALN. En cas d'incursion de l'armée française dans les maquis, il fallait être en mesure de camoufler rapidement un matériel rare et précieux sans ralentir la retraite des combattants.

Amirouche fit venir deux chefs de chantier et leur soumit le problème. L'un d'eux proposa un système de camouflage particulièrement adapté aux contraintes d'une attaque imprévue.

Il fit creuser dans le sous-bois des tunnels à une profondeur susceptible de résister aux bombes de l'aviation et aux obus de l'artillerie. La superficie des accès à ces abris ne devait pas dépasser un mètre carré. L'ouverture plongeant dans le souterrain était fermée par deux cageots remplis de terreau planté de gazon et même, au printemps, de marguerites. Pour obturer la bouche de la cache, il suffisait de déposer les deux caisses sur des petites poutres métalliques et jeter tout autour des brindilles.

La première réunion du nouveau conseil de wilaya commença par une douloureuse affaire. En effet Amirouche, chargé de l'enquête sur le massacre de Melouza, devait entendre le capitaine Arab, un valeureux officier qui avait combattu dans les FFI pendant la Deuxième Guerre

mondiale avant de rejoindre l'ALN. Ayant reçu de Si Nacer l'ordre d'organiser l'expédition punitive, il avait instruit le lieutenant Abdelkader El Bariki pour son exécution. On se rappelle que ce dernier avait été ramené par Amirouche des Aurès, au plus fort de la dissidence, pour le soustraire à la vindicte de ses frères.

Les témoins se rappellent la colère épique d'Amirouche, accablant le capitaine qui avait ordonné à son subalterne de mener une action de rétorsion collective contre des civils, alors que de telles sanctions étaient formellement proscrites depuis le Congrès de la Soummam. Ce dernier se défendit avec véhémence en arguant qu'il avait reçu un ordre de son colonel et qu'il n'avait pas d'autre choix que d'y donner suite. Slimane Laïchour atteste que le capitaine avait bien reçu une instruction écrite du colonel Si Nacer et assure que c'est lui-même qui avait été chargé de la transmettre en mains propres à son destinataire.

Chargé de l'enquête, Amirouche enverra le capitaine Arab à Tunis pour répondre de sa décision devant le CCE. On peut supposer que l'idée de mettre Si Nacer face à ses turpitudes ne déplaisait pas forcément au fougueux colonel, qui venait de prendre sa relève dans des conditions plus que précaires.

Les réunions du conseil de wilaya étaient régulières et les évaluations méthodiques. Chaque responsable devait donner le bilan du secteur dont il était chargé. Le PC de la wilaya III fut un exemple de rigueur et d'efficacité. Sa performance était aussi due à la qualité des collaborateurs dont s'était entouré le colonel Amirouche. Hamel Lamara, instituteur, Amyoud, enseignant bilingue, Cheikh Lahcene, aide-cadi, Mohand-Saïd Aïssani, qu'on vient de découvrir, fils de la bourgeoisie de Sidi Aïch, marxisant, licencié en lettres de l'Université d'Alger, élève du célèbre professeur Mandouze, brillant analyste, et tant d'autres constituaient une équipe dévouée et compétente, d'extraction sociale diverse et dont les éléments étaient francisants, arabisants ou les deux à la fois.

Mais l'âme et le moteur de l'équipe étaient sans conteste Tahar Amirouchene. Il cumulait les fonctions de chef du gouvernement et de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui un secrétaire général de la présidence. Il animait les équipes pendant les absences de son chef, synthétisait les activités des structures et en distribuait la substance avec une clarté et une régularité qui ont contribué à donner à l'action d'Amirouche une pérennité et une dimension politiques et administratives inégalées dans les maquis algériens.

Il y avait une relation singulière entre les deux hommes. Ils se parlaient assez peu, mais une mystérieuse intimité politique leur permettait de se comprendre à demi-mot.

J'ai souvent essayé de décrypter la connivence de ce tandem en interrogeant ceux qui ont travaillé à un moment ou un autre auprès d'eux. Tous m'ont confirmé la densité et la sobriété du respect qui liait les deux personnages, sans m'en donner des raisons précises. Amirouche, à qui il arrivait de plaisanter dans certaines circonstances, n'a jamais été vu en train de rire, ni même de sourire avec Tahar Amirouchene. Quand ils se tenaient à l'écart avant un conseil de wilaya, cela ne dépassait jamais le quart d'heure.

Pourtant, Amirouche, qui considérait que le statut d'officier devait se gagner face au feu, n'a pas voulu donner à ses collaborateurs du PC des grades particulièrement élevés. Il appliquait un principe que connaissent toutes les armées modernes et qui fait que la fonction prime sur le grade. Les services de renseignements français, qui ont été intrigués par ce duo, ont remarqué la synergie qui caractérisait leur travail. Une de leurs fiches signale « le pouvoir occulte de Tahar Amirouchene au niveau du PC de wilaya », tant il est vrai que l'homme pesait dans le rendement des cadres, notamment en l'absence du colonel.

« Amirouche avait un souci permanent du respect de la norme et de la discipline », explique Djoudi Attoumi, qui l'a vu gérer le PC de wilaya où il était affecté. Il ajoute : « Tout était débattu et consigné par écrit. Il exigeait, malgré les difficultés de liaisons et le manque de moyens, des rapports à tous les paliers de ses structures. Lui-même transmettait régulièrement ses activités et observations à ses supérieurs par le même procédé. Il avait fondé une organisation où tout se discutait et s'évaluait dans la transparence. C'était véritablement l'ébauche d'un État démocratique. Oui, Amirouche était un homme d'État. »

L'arrivée du docteur Laliam, qui fut fait prisonnier quelques mois plus tard à côté de Sétif, permit de réorganiser les services de santé de la wilaya. Il épousa au maquis Nafissa Hamoud, médecin, issue d'une des plus vieilles familles de la bourgeoisie algéroise. Son père, Hamdane Hamoud, était grand mufti d'Alger et cousin du célèbre limonadier Hamoud Boualem. Ce dernier fut l'un des tout premiers notables algériens à avoir financé le FLN à l'époque où Krim et Ouamrane posaient les premiers jalons de l'organisation nationaliste dans la capitale. Lors des négociations d'Évian, Krim Belkacem se fit un devoir de poser sur la table de sa

délégation des sodas « Hamoud Boualem ». En valorisant l'intégration de Nafissa Hamoud dans son système de santé, Amirouche ne faisait que prolonger l'engagement d'une famille que rien, hormis le patriotisme, n'obligeait à s'exposer.

Dès l'automne 1957, la situation connut une amélioration sensible. L'approvisionnement en matériel et en médicaments venant de sympathisants travaillant dans les hôpitaux ou les officines pharmaceutiques ainsi que l'initiation, même sporadique, d'aides-soignants, commençaient à répondre aux besoins des combattants. À partir de la fin de l'année 1957, plus de jeunes filles montaient au maquis pour prendre en charge les soins paramédicaux des hommes malades ou blessés au combat.

Abdelmadjid Azzi, affecté aux services sanitaires, décrit avec force détails dans son livre[30] les efforts déployés en wilaya III pour assurer la couverture sanitaire des combattants, mais aussi des villageois, qui recevaient des visites d'unités des services de santé de l'ALN. Plus tard, les praticiens rejoignant les maquis, comme le docteur Benabid, étaient également chargés d'assurer de véritables cycles de formation paramédicale. Des hôpitaux furent ouverts dans les maquis et la chirurgie de guerre put y être pratiquée dans des conditions à peu près supportables.

Djoudi Attoumi fut impressionné par la qualité de l'organisation administrative et technique qu'il trouva au premier jour de son arrivée au PC de wilaya :

« Ils étaient une dizaine dont quatre infirmières. Ces dernières se préparaient à faire leur tournée à travers les villages. Chacune d'elles était chargée d'un sac de médicaments. Je connus aussitôt leur prénom : il s'agissait de Hayet, Louisa, Fifi et Aïcha-Haddad. Les deux premières étaient du village de Tibane, tout près de chez moi, alors que la troisième, qui parlait avec un accent marseillais, était de Bougie. »

L'hygiène devint rapidement une préoccupation majeure dans les troupes de la wilaya III. Amirouche exigeait de ses hommes d'être propres et bien rasés : « Vous devez être soucieux de l'image que vous donnez de vous à la population et, si vous tombez, les Français doivent vous trouver sains et bien mis. Cela leur travaillera le moral », répétait-il inlassablement à l'occasion de ses tournées d'inspection.

Tout en assumant ses devoirs et les risques inhérents à son soutien, la population était rassurée et se savait protégée. Amirouche mettait à profit

---

[30] *Parcours d'un combattant de l'ALN, wilaya III*, éditions Mille-Feuilles, 2010.

chaque visite pour tout contrôler. Il avait une mémoire infaillible et un sens de l'organisation qui ne laissait rien au hasard.

Hamou Amirouche m'a raconté en 2005 sa première rencontre avec celui qu'il accompagna pendant une année :

« J'étais au village des Aït Hamdoune, au-dessus de Tazmalt, en train de me morfondre depuis trois mois à faire le guet pour les maquisards rentrés au village, lorsqu'un soir on m'informa enfin que j'allais être intégré dans une unité combattante. Nous avions à peine parcouru une centaine de mètres depuis la maison de refuge qu'une voix sortant des fourrés nous invita à échanger le mot de passe ; ce qui fut fait. Le chef du groupe qui nous avait interpellés sortit de l'oliveraie et nous demanda de le suivre. Il était assez haut et svelte. Malgré l'obscurité, je remarquai qu'il portait une carabine américaine. Nous revînmes sur nos pas pour regagner le village d'où nous venions de sortir. Une fois arrivé à notre gîte, je compris que l'homme à la carabine n'était autre que le colonel Amirouche, à qui j'avais envoyé une lettre, des mois auparavant, pour être accepté dans l'ALN. J'avais fait cela un peu comme on jette une bouteille à la mer, désespéré que j'étais de ne pas avoir été entendu dans mon souhait d'être recruté.

Amirouche demanda au chef du village de lui faire son rapport sur la situation politique et militaire puis aborda les questions logistiques.

Un registre lui fut présenté, il en feuilleta méthodiquement les pages, étudiant chaque chapitre, scrutant colonne après colonne. J'avais vingt ans et j'étais à la fois surpris et désappointé de voir que c'était Amirouche lui-même qui s'occupait des réserves alimentaires dans un village. Soudain, il releva la tête et fit observer que la consommation de café avait sensiblement augmenté. Il demanda si l'arrivée de nouvelles recrues pouvait justifier un tel écart. La réponse embarrassée du responsable local témoignait de la rigueur des contrôles. Amirouche se fit apporter un demi-paquet de café et le prépara lui-même sur un de ces réchauds en cuivre qui ont soulagé tant de nos familles des corvées de bois. Comme ils fonctionnent au pétrole, il faut régulièrement en actionner la pompe pour garder une pression suffisante à la montée du carburant dans les gicleurs. Quand tout fut prêt, le colonel nous servit. Il demanda à chacun de lui dire si le café était bon. L'assistance, goûtant le précieux breuvage, apprécia.

« Je ne vous ai pas donné de la *charbat*[31] », fit observer Amirouche qui compléta son propos en disant : « J'ai obtenu treize tasses avec un demi-

---

[31] Espèce de jus acide obtenu en faisant bouillir à plusieurs reprises le marc de café.

paquet. Si je fais un calcul rapide, votre préparation produit à peine la moitié de ce que je viens de vous offrir. Il faut que ce genre de gaspillage cesse à l'avenir. N'oubliez jamais que tout ce que vous avez ici vient de la population qui le soustrait à ses besoins. La farine, l'huile ou le sucre que vous consommez sont prélevés sur la part qui revient à des enfants, des femmes ou des vieillards. »

Je venais de prendre une belle leçon de gestion et j'enregistrai pour toujours ce que le terme de « bien public » voulait dire », me confia Hamou Amirouche qui, depuis, est devenu enseignant d'économie à l'université de San Diego aux États-Unis.

Dans ces tournées d'inspection, le colonel mobilisait, organisait, rectifiait et, souvent, redistribuait. Il lui arrivait fréquemment d'assister aux assemblées des villages qui traitaient des différents problèmes opposant des individus, des familles ou quelquefois des tribus.

Dans la contrée d'Ilmayen, au nord de Bordj Bou-Arreridj, Mohamed-Tahar Bouzeghoub rapporte une de ces séances où la justice était rendue dès lors que l'administration française était boycottée :

« Une vieille femme avait hypothéqué un terrain selon le droit coutumier kabyle. Occupée par d'autres soucis ou n'ayant pas besoin de ses terres, elle ne réclama la restitution de son champ que six ans après les délais prévus. Naturellement, l'exploitant s'abrita derrière ce retard pour revendiquer l'attribution définitive de la parcelle, d'autant qu'il y avait planté des oliviers. La propriétaire ayant appris qu'Amirouche passait dans le village se présenta devant une assemblée habituellement réservée aux hommes pour exposer son cas. Le colonel lui fit remarquer qu'elle avait largement dépassé la période prévue dans le contrat d'hypothèque.

La vieille, furieuse, explosa :

« Vous demandez à la France de vous rendre le pays après cent trente ans d'occupation et vous trouvez anormal que je réclame mon bien après six ans ! »

Mi-ébranlée mi-amusée, l'assistance éclata de rire.

« Combien de vieux illettrés ont signé des documents sous la contrainte et ont perdu droits et biens », observa Amirouche qui demanda aux membres de l'assemblée de restituer son dû à la paysanne et de trouver une formule de dédommagement pour compenser la valeur des arbres plantés. »

La mémoire collective kabyle frémit encore de ces anecdotes où Amirouche aide, apaise, arbitre, sanctionne, en rétablissant la justice. Toutes ne se sont pas déroulées comme aime à le décrire la tradition orale, certaines, vécues par d'autres, ont pu être abusivement mises au crédit d'Amirouche. Mais quand la volonté populaire se plaît à attribuer à un homme des exploits ou des vertus avec autant de ferveur, c'est qu'il a atteint la dimension rare de ceux qui ont été élevés au rang de légendes vivantes.

*
* *

Sur le plan militaire, Amirouche introduisit rapidement une compétition entre ses officiers en prenant en compte le nombre et la qualité des opérations menées. Depuis que les responsables de Tunis donnaient l'impression de s'être résignés devant la ligne Morice, la récupération d'armes et de munitions était devenue son premier critère dans l'appréciation d'une embuscade.

« Ne me présentez pas le nombre de morts subis par l'ennemi dans une attaque comme une réussite accomplie si vous ne le dépossédez pas d'un maximum de ses armes. Il n'y a aucun mérite à surprendre quand on attend l'adversaire. Un coup de main sans butin armé est une demi-réussite », avait coutume de dire le colonel dans ses réunions.

Il avait ainsi alimenté une solide concurrence entre le capitaine Mahiouz, chargé de la Basse-Kabylie, et son collègue Hmimi responsable de la zone 1 dans la vallée de la Soummam.

Ce dernier, grâce notamment au courage de son lieutenant militaire Abdelkader El Bariki, avait réussi de mémorables attaques d'où il ramenait des armes et souvent des prisonniers qu'il veillait à acheminer au PC de wilaya dans les meilleures conditions possibles. En 1958, il avait anéanti une colonne de soldats français près d'Ighil Ali, au lieu-dit Rabiaâ situé dans la région 5 de la zone 1. Il récupéra une trentaine d'armes et réussit même à abattre un avion.

Le capitaine Mahiouz argua que son collègue avait été privilégié parce qu'il était le premier bénéficiaire du convoi de matériel de guerre ramené par Amirouche de Tunis, ce qui n'était pas sans fondements. Il n'eut de cesse de préparer sa « revanche ». Il l'obtint le jour où les wilayate III et IV, organisant cette fameuse opération commune dans le massif de Sidi Ali

Bounab, remportèrent une victoire qui défraya la chronique. Outre les pertes infligées aux parachutistes français, les maquisards de l'ALN récupérèrent de nombreuses armes, y compris un mortier.

« Ayant été chargé de ramener Mahiouz au PC pour la réunion du conseil de wilaya, j'étais frappé par son empressement à arriver à Bounaâmane pour exposer devant ses pairs et son chef son bilan, qui était effectivement impressionnant. C'était un écolier, sûr d'avoir bien appliqué sa leçon et pressé de se faire valoir devant son maître », s'amuse Slimane à l'évocation de cette stimulation qui jouait sur l'orgueil des hommes pour leur arracher le maximum de leurs possibilités.

L'agent de liaison se souvient de la rapidité et de l'ampleur des transformations. « En quelques mois, Amirouche avait transfiguré la wilaya, tant sur le plan militaire que politique et social. » Résumant ses observations d'une jolie phrase, il ajoute : « Même semée de bonnes graines, la wilaya III n'arrivait pas à produire de belles récoltes. Amirouche est arrivé. Il a arrosé et tout a éclos. »

En cinq à six mois, toute la wilaya était restructurée. Sous le commandement d'Amirouche, chaque région avait sa compagnie et chaque zone son bataillon. Les coups portés à l'armée française étaient d'une audace telle que leur impact médiatique et psychologique valait autant, sinon plus, que leurs bénéfices militaires.

L'attaque du camp d'El Horane, le 4 février 1958, près de M'sila, aux limites des wilayate III et VI resta dans les annales de l'ALN. Cette opération concentre tous les ingrédients de la conception du combat d'Amirouche : sensibilisation des soldats d'origine algérienne enrôlés dans l'armée française, choix de cibles *a priori* peu susceptibles d'être attaquées, association de la population dans la transmission de l'information, avant l'assaut et lors de la retraite, priorité donnée à la récupération de matériel de guerre et prise du plus grand nombre de prisonniers possible pour sensibiliser, à travers eux, l'opinion publique française.

Voici le récit qu'en ont donné les survivants. La caserne d'El Horane était un poste avancé, occupé par une quarantaine de soldats bien équipés et relativement autonomes. Une à deux fois par semaine, ils étaient ravitaillés par des convois venant de M'sila. L'endroit, situé sur les Hauts-Plateaux, était visible de loin. Il n'y avait ni vraies forêts ni grandes montagnes à même de limiter la vue des sentinelles. De plus, des murs en dur protégeaient les bâtiments qui abritaient un stock de carburant, un petit arsenal et des locaux destinés à l'usage domestique des occupants. Pour

corser le tout, la région était politiquement peu sûre, puisqu'elle était encore tenue en certains endroits, rares il est vrai, par les messalistes.

En principe, un tel site ne pouvait pas tenter des combattants façonnés dans la guerre subversive, qui devaient toujours compter avec la complicité des populations et une topographie propice à l'approche et à la retraite. C'est, entre autres, parce que cette caserne ne répondait pas aux critères classiques d'une attaque surprise que le conseil de wilaya opta pour un assaut dans cette contrée.

Les responsables de la région établirent un contact avec un sous-officier engagé dans l'armée française, un certain Mohamed Zermouh, sergent-chef qu'ils avaient testé auparavant en lui demandant de fournir des renseignements, puis des munitions.

La wilaya étudia le cas et concentra ses forces dans le maquis le plus proche de la caserne, qui se trouvait à cinq heures de marche.

Le jour où Zermouh fut de garde, il ouvrit le portail et introduisit toute une section pendant que les autres soldats dînaient tranquillement avec leur lieutenant Olivier Dubos.

Les spahis, constatant qu'ils sont envahis, ouvrent le feu et blessent deux maquisards. L'assaut général est donné. Les sections demeurées à l'extérieur investissent les lieux et chargent tout ce qui se trouve devant eux sur les 35 mulets prévus à cet effet. Ils emportent les mitrailleuses des véhicules blindés ainsi que le contenu de l'arsenal où étaient entreposés des mortiers avec leurs obus, des armes légères et des caisses de munitions, de grenades et même de mines. En même temps, 17 militaires[32] dont le lieutenant Dubos, coincés dans le réfectoire, sont sommés de se rendre, faute de quoi ils seront brûlés vifs. Sans alternative, ils se constituent prisonniers. Avant de quitter les lieux, l'ALN brûle tout ce qui ne peut être récupéré. Le départ, soigneusement préparé, commence en pleine nuit. Au bout de cinq heures de marche, les maquisards atteignent à l'aube la forêt de Beni Ouagag pour se reposer dans la journée.

Une gigantesque opération fut déclenchée par l'armée française. Afin d'effacer les traces, les officiers de l'ALN restés en couverture avaient demandé à des bergers de rassembler leurs troupeaux de chèvres pour les faire passer derrière le convoi, qui évoluait sur un sol argileux détrempé par

[32] La presse de l'époque fait état de 17 prisonniers, alors que certains responsables de l'ALN ne parlent que de 14 capturés.

les pluies de février. Tout en avançant vers le Djurdjura, les combattants de l'ALN exhibaient, en traversant les villages, butin et prisonniers.

On imagine mal aujourd'hui l'effet que produisit la vue de militaires français avançant enchaînés sous le contrôle de soldats de l'ALN. Ces villageois, rejetés dans les massifs montagneux, avaient intériorisé leur mise à l'écart dans la marche du monde. Pour beaucoup, c'était là leur destin. Des confréries religieuses aux ordres du colonat, disposant du reste d'une certaine audience, s'étaient même chargées de théoriser l'infériorité de leur condition : dans la vie, il y avait des forts et des faibles, des riches et des pauvres, des esclaves et des hommes libres. Cela, leur avait-on expliqué, était la volonté de Dieu. Vouloir attenter ou déroger à cet ordre était une hérésie. Tout d'un coup, eux qui n'avaient que le droit d'avoir peur du Français ou, au mieux, de l'admirer, voyaient sous leurs yeux ces militaires qui les agressaient, rudoyaient leurs femmes ou incendiaient leurs misérables hameaux, avancer tête basse sous le contrôle de jeunes combattants qui auraient pu être des leurs. Les harangues qui accompagnaient ces traversées de village complétaient l'image héroïque de l'ALN, qui ne se gênait pas pour souligner, avec emphase et force détails, la bravoure de ses éléments et la couardise des Français.

Amirouche avait su faire comprendre à ses hommes que, dans la guerre qu'ils menaient, le « coup de feu » n'était qu'un aspect de la lutte. Chaque action d'envergure, c'était la règle, devait être portée à la connaissance de la population, la communication étant l'autre levier qui valorisait leur combat.

Le groupe atteignit trois jours plus tard le massif de l'Akfadou où l'attendait Amirouche, qui demanda aussitôt qu'on donnât à manger aux prisonniers et qu'on les installât dans une cabane à part.

Abdelmadjid Azzi, qui avait assisté le convoi dans sa retraite, écrit dans le manuscrit de ses mémoires, qu'il a eu l'amabilité de m'adresser avant publication : « L'enlèvement du poste militaire d'El Horane est une des actions les plus réussies et les plus spectaculaires de l'ALN. [...] Ce haut fait d'armes réalisé par les combattants de la zone 2 de la wilaya III devrait marquer les mémoires pour la postérité. Mais qui s'en souvient aujourd'hui en dehors des gens de la région qui ont vu ce qui s'était passé ? Qui le commémore ? Qui parle de cet acte héroïque qui a marqué nos esprits ? »

Bonnes questions. De par la diversité des aspects politiques, militaires et culturels qui l'ont caractérisée, cette action, comme tant d'autres, aurait pu servir à l'élaboration de mémoires universitaires, à l'animation de colloques sur la rationalité du combat d'Amirouche, qui s'était entouré d'hommes

capables de tirer le meilleur parti des maigres possibilités qui leur étaient offertes.

Étrange système politique qui puise exclusivement sa légitimité dans l'hagiographie de l'insurrection nationale et qui occulte, en même temps, les événements les plus authentiques et les plus signifiants de la guerre.

Ces coups de maître avaient plusieurs effets : démystifier, dans le pays et à l'étranger, la supériorité militaire française donnée et souvent admise, du moins au début du conflit, comme une évidence, et récupérer des armes et des munitions au moment où l'on en manquait tant ; enfin, et ce n'était pas le moindre des avantages, ils redonnaient espoir aux Algériens qui pouvaient croire à l'avènement de l'indépendance à travers une évolution visible du rapport de force sur le terrain.

Les conseils de wilaya, tenus une fois tous les trois mois, tournaient à l'obsession. Le déficit en balles, en explosifs et en armes remontait de tous les secteurs. L'ascendant politique et psychologique enregistré après la prise de commandement d'Amirouche engendrait un enthousiasme populaire qui poussait de plus en plus de jeunes dans les maquis. Il était vital de renforcer l'ALN par un équipement adapté. Amirouche ambitionnait dès 1958 de constituer des bataillons légers et mobiles pouvant livrer des combats d'envergure en profitant du triple avantage de la connaissance du terrain, d'une solide adhésion populaire et de l'effet toujours déterminant de la surprise.

La récupération d'armements dans les attaques avait beau être retenue comme condition essentielle dans la qualification d'une opération, elle ne parvenait que partiellement à pourvoir à l'équipement des recrues de plus en plus nombreuses et aux nécessités du combat.

Le commandant Mohand ou Lhadj, pourtant réservé, a révélé qu'à partir de l'été 1958, Amirouche, contrarié dans sa stratégie d'amplification de la guerre, laissait ses officiers exprimer ouvertement leurs critiques envers les dirigeants basés à Tunis, lui si peu enclin à se plaindre d'un supérieur ou à le déconsidérer.

De nombreuses armes, graissées et enrobées dans des chiffons, étaient déposées dans des caches, faute de munitions adéquates. Les balles récupérées chez l'ennemi étaient inutilisables, puisqu'en 1957-1958, beaucoup de fusils de guerre de l'ALN, venant des stocks ramenés de Libye, étaient anglais, allemands ou italiens.

Le vieux Messaoud Oulamara, originaire de la région de Michelet, était, de par sa disponibilité et son humilité, un combattant repère. J'ai bien

connu ses enfants Abdallah et Aomar. Il a souvent raconté à quelles extrémités avaient été réduits les maquis pour pallier le manque dramatique de matériel.

« Nous étions basés à Bounaâmane, au sommet du massif forestier qui borde la mer entre Port-Gueydon et Bougie. Comme l'infanterie ne pouvait pas nous atteindre à cause du relief accidenté et de la végétation, nous devions souvent essuyer les bombardements de la marine et de l'aviation. Nous nous abritions alors derrière les rochers ou dans des grottes en comptant le nombre de tirs et en suivant attentivement les impacts et les explosions. Il arrivait que des obus défectueux tombent sans éclater. Une fois les bâtiments de guerre et les avions éloignés, nous partions à leur recherche et c'est grâce à ces « cueillettes » que nous confectionnions des bombes, parmi lesquelles celle qui fut posée rue Michelet en plein centre d'Alger et qui nous valut les félicitations du GPRA. »

Ce qui était un pis-aller au début de l'insurrection devint une source d'approvisionnement comme d'autres après l'édification de la ligne Morice.

Le seul bémol mis au fulgurant essor de l'organisation politico-militaire de la wilaya III venait de l'extérieur. L'établissement du barrage électrifié, puis sa fortification et son extension à la quasi-totalité des frontières algéro-tunisienne et algéro-marocaine réduisit progressivement la force de frappe de l'ALN. Particulièrement active, située au centre du pays et donc éloignée des frontières, la wilaya III, qui avait constitué des compagnies spécialisées dans l'acheminement d'armes, fut, avec la wilaya IV, la plus éprouvée. Les rapports faits en direction de l'extérieur alertant les dirigeants de la Révolution sur les risques de réduction des possibilités d'intensification et d'extension de la guerre n'eurent pas les échos attendus.

C'est à partir de cette période qu'Amirouche, déjà refroidi par le constat qu'il avait fait lors de son passage à Tunis au début de l'année 1957, commença à élever le ton devant ce qu'il considérait être un abandon de la part des responsables basés à l'extérieur.

*
* *

Mais ce qui provoquait plus encore la colère d'Amirouche était la rétention aux frontières, et notamment en Tunisie, de milliers de jeunes réfugiés originaires de l'Est ou envoyés par la Fédération de France du FLN

pour combattre à l'intérieur. Même les compagnies d'acheminement d'armes des wilayate III et IV étaient retenues sur place, une fois parvenues à l'extérieur.

L'accumulation de groupes, qui ressemblait de plus en plus à la constitution d'une armée de réserve, intrigua avant de poser un problème politique.

« *Wigi la yettṛebbin tassemt di Tunes qesden-d kra. A d-kecmen neɣ ad nemxaṣam yidsen.* Ceux qui s'engraissent à Tunis visent des objectifs peu avouables. S'ils s'obstinent à refuser de rentrer nous aurons à nous expliquer avec eux. » Tels sont les propos d'Amirouche, rapportés par Si Moh Ouali qui avait assisté à une réunion tenue à Ibeskriene, au pied du mont Tamgout, qui abrita un moment le centre de rédaction et d'impression du bulletin d'information de la wilaya III.

Un autre témoignage sur cet épineux problème nous vient de Slimane Laïchour, qui se trouvait avec son colonel au-dessus du village de Chemini en Petite-Kabylie : « Nous étions au début de l'année 1958. Un avion de reconnaissance tournoyait au-dessus de nous à une hauteur respectable. Il larguait des tracts de propagande incitant les villageois et les combattants à revenir dans le giron de la « mère patrie ». Observant les tracts qui virevoltaient dans l'air, Amirouche lâcha devant son agent de liaison : « *Wigi n beṛṛa, a d-kecmen neɣ ad sen-nezzi s waɛrur.* Ces gens qui sont à l'extérieur vont rentrer, faute de quoi nous leur tournerons le dos. »

En wilaya IV, le ressentiment était aussi à son comble. Les anciens cadres tels que les commandants Azzedine, Lakhdar Bouregâa ou le colonel Youcef Khatib ont assisté à des réunions au cours desquelles les chefs de wilaya (M'hamed Bougara, Si Salah...) les ont exhortés, au cas où ils viendraient à disparaître, de ne jamais oublier de mettre en place à l'indépendance un tribunal militaire pour juger Boussouf et Boumediene.

On aura compris qu'Amirouche était également très sceptique et fit connaître ses réserves sur les affectations massives au département des renseignements des jeunes diplômés qu'il envoyait en formation à l'extérieur.

La méfiance d'Amirouche envers le regroupement puis la formation des troupes qui allaient constituer, dès 1959, l'armée des frontières sous la houlette de Boussouf, le père fondateur du système politique algérien, et de son protégé, un certain Houari Boumediene, s'accentua au fur et à mesure que Krim, ministre de la Guerre depuis la création du GPRA en septembre 1958 mais affaibli par la disparition d'Abane – dont on s'empressa de lui

imputer personnellement l'assassinat – perdait de l'autorité. Cette pression morale et politique dont il était l'objet prenait parfois l'allure d'un vrai chantage. Cela se manifestait par une certaine déstabilisation qui perturba les rouages de l'ALN à Tunis.

Entre autres dommages, l'indisponibilité de Krim qui, jusque-là, suivait de près ses structures provoqua des ruptures dans la chaîne de commandement chez les cadres intermédiaires. À la fin de l'année 1958, les luttes d'influences à Tunis absorbaient l'essentiel de l'énergie des principaux responsables ; distrayant les esprits, ces oppositions avaient disjoint les services subalternes de l'ALN. Ce qui provoquait des situations où des décisions étaient prises à titre individuel, ou par affinité quant à la mission que l'on devait accomplir ou au lieu où l'on voulait l'exercer. Slimane Laïchour rapporte comment les commandants Si Saïd et Mira entreprirent de rentrer au pays.

Lui-même, entre-temps arrivé à Tunis, rétabli et ne voyant pas venir le stage de formation à l'étranger qu'on lui avait promis décida, sans avoir pris le soin d'informer qui que ce soit, de se joindre au duo. Celui-ci se présenta à la base de l'Est pour être aidé dans le franchissement du barrage : « Nous fûmes accueillis et conduits à côté de la frontière vers le nord où l'on nous demanda d'attendre. Nous avons erré pendant quatre à cinq semaines sans que personne ne cherche à nous contacter. En désespoir de cause, nous sommes repartis vers la base de l'Est où Mira a eu une explication des plus brutales avec le commandant Abderrahmane Bensalem. N'ayant pas vu les guides attendus, nous avons rebroussé chemin. C'est comme cela que j'ai pu être intégré dans le convoi des stagiaires qui a été envoyé en Yougoslavie. »

Dès que l'on sortait des premiers cercles de la direction qui restaient soudés autour de leurs chefs, les cadres intermédiaires, livrés à eux-mêmes à Tunis, essayaient tant bien que mal de se rendre utiles en attendant de trouver une opportunité où une connaissance qui pourrait les aider à passer la frontière ou rejoindre une promotion devant bénéficier d'une formation à l'étranger.

Cette cacophonie pesait sur l'intérieur, qui attendait une réponse stratégique à ses appels de détresse pour soulager un tant soit peu les maquis qui réduisaient considérablement leurs activités faute de cadres et de moyens.

Néanmoins, ces perturbations n'entamèrent pas fondamentalement la qualité de la relation qu'entretenait Amirouche avec Krim. Celle-ci était

forte, franche et loyale. Aussi ne se gênait-il pas pour dire son mot quand il estimait que l'essentiel était en jeu.

« *Mači d Si Nacer i ttmekkinen medden i Boussouf d Boumediene.* Ce n'est pas un Si Nacer que l'on oppose à des Boussouf et des Boumediene », lâchera-t-il devant Si Hmimi et Mahiouz dans un moment de colère. Il est vrai que l'incompétence de Si Nacer était notoire.

Le colonel Sadek, de son vrai nom Slimane Dehiles, a fait l'Indochine dans l'armée française. Il prit le maquis en Kabylie, puis devint responsable de la wilaya IV et membre suppléant du CNRA à la Soummam avant de regagner la Tunisie. Connaissant bien Si Nacer, il eut, lui aussi, à se faire l'interprète auprès de Krim des risques d'une telle affectation.

Je rendais de temps en temps visite au vieux maquisard quand il était encore en mesure de recevoir. C'était un valeureux officier, qui avait servi loyalement avant de se retirer de la vie politique après l'échec des maquis du FFS en 1964. J'aimais beaucoup l'écouter, d'autant qu'il avait pris pour épouse la veuve d'Abane Ramdane, une militante portant sa douleur avec dignité et pour laquelle j'éprouve affection et admiration[33].

En 1998, je me trouvais chez eux à El Biar. Comme souvent, la discussion tournait autour des souvenirs de la guerre. Ce jour-là, le colonel Sadek me racontait les conditions dans lesquelles il avait reçu les premières étudiantes montées au maquis dans l'Algérois, parmi lesquelles Meriem Benmihoub, après la grève de 1956.

Comme je glanais déjà depuis près de trente ans des témoignages sur Amirouche, j'en profitais pour lui demander de me préciser certains aspects des relations qu'entretenaient les wilayate III et IV. Il me dit, ce que je savais, qu'ils étaient un certain nombre de maquisards ayant combattu dans l'armée française à avoir quitté assez tôt la Kabylie pour encadrer, renforcer et étendre la lutte en wilaya IV. « Mais les relations politiques et militaires entre les deux wilayate se renforcèrent après le Congrès de la Soummam et, en réalité, elles ne prirent un essor important et régulier qu'après qu'Amirouche, qui appréciait bien Si M'hamed Bougara, colonel de la wilaya IV, eut pris la responsabilité de la Kabylie. Car Si Nacer, ajouta-t-il de sa voix haut perchée, n'avait pas la capacité de définir et d'appliquer une stratégie. »

---

[33] Madame veuve Abane se retrouva seule au tribunal quand il fallut attaquer Ali Kafi, qui avait diffamé l'homme de la Soummam dans des termes particulièrement outranciers.

C'est là qu'il me fit part des remarques qu'il avait lui aussi faites à Krim Belkacem quand il avait décidé de placer Si Nacer au COM puis à l'État-major.

Slimane Laïchour, connaissant bien le colonel Sadek, qui l'avait pris sous son aile quand il était arrivé à Tunis, rapporte une confidence qui confirme le souci du vieux baroudeur des rizières. « Sadek m'avait invité à assister à un spectacle de solidarité auquel était présent tout le gotha du FLN à Tunis. À la sortie, le colonel Si Nacer m'ayant reconnu m'apostropha et me lança : « Que fais-tu ici ? Toi, tu dois aller aux frontières ! »

Krim Belkacem, auprès de qui j'avais servi dès 1955, le reprit sèchement : « Celui-là, vous lui foutez la paix. Il tétait encore le sein de sa mère quand il s'est engagé avec nous. »

En rentrant, le colonel Sadek m'a confirmé qu'il avait vainement essayé d'alerter Krim sur le risque qu'il y avait à confier de telles responsabilités à Si Nacer. Krim lui expliqua qu'il était sans doute limité pour affronter Boumediene et Boussouf, mais qu'il l'avait mis là parce que c'était un dur. « Mais, tempéra-t-il son jugement, il se trouve que cette fermeté, qui aurait pu être un atout, s'est avérée en réalité une faiblesse. »

« *Sers-iyi nek garasen. Yak tesseneḍ iyi reḍbeɣ.* Mets-moi entre eux, tu sais bien que moi, je suis un tendre », essaya de plaisanter Sadek.

Le dépit du colonel Sadek et l'irritation d'Amirouche n'auront pas suffi à dissuader Krim de maintenir Si Nacer à un poste aussi stratégique. Le maquisard de 1947 avait pourtant une remarquable connaissance des hommes.

Mais malgré les tensions tunisoises et leurs incidences sur le combat à l'intérieur, la wilaya III était, en 1957-1958, une place forte dans le potentiel militaire de l'ALN sur le territoire national.

Aux jeunes cadres de son équipe, Amirouche prodiguait des conseils, en donnant en tout l'exemple de sa propre personne. « On sentait bien qu'à certains moments le chef en avait gros sur le cœur, mais il nous épargnait les grands problèmes », avait noté Rachid Adjaoud qui suivait le colonel depuis le Congrès de la Soummam. Il se souvient pourtant de l'avoir entendu dire devant le commandant Hmimi : « *Xedεen-aɣ.* Ils nous ont trahis », en parlant des gens de l'extérieur.

En mars 1958, ses rapports étant restés sans réponse, Amirouche, qui suivait toujours la situation dans les Aurès, se résolut à accompagner sur la route de Tunis une petite délégation.

Nous avons vu que le groupe était composé de Slimane, Hamou et Abdelhamid Mahdi, en qui il avait une entière confiance et qu'il voulait depuis quelque temps envoyer en formation à l'étranger. Ils avaient, entre autres responsabilités, celle de faire sortir d'Algérie un jeune garçon répondant au nom de Hmimi[34], qu'Amirouche avait trouvé abandonné dans un village lors de l'une de ses tournées d'inspection. Voyant cet adolescent ignoré de tous, le colonel s'était enquis de sa situation. C'était un jeune issu d'un couple mixte, que son père avait ramené de force de France avant d'y repartir. Privé de parents, il errait entre voisins et cousins sans pouvoir ressortir du pays.

« Ce sont ceux qui n'ont personne qui ont besoin de l'Algérie », décida Amirouche qui l'adopta et l'ajouta au convoi.

« Au début du mois de mars 1958, nous nous préparions à traverser la rivière Soummam, encore en crue, à la nuit tombée », raconte Slimane. Les deux guides qui devaient indiquer le passage à gué avaient manqué leurs repères, ce qui provoqua le courroux du colonel. Après une longue hésitation, ils purent enfin engager le groupe en file indienne dans un passage où l'eau arrivait aux épaules. Chacun devait tenir son arme au-dessus de la tête pour éviter de la mouiller. Au milieu de la rivière, il fallait remonter à contre-courant sur une centaine de mètres. Puis ce fut à nouveau le cafouillage. Soudain, l'ordre claqua :

« Demi-tour », ordonna Amirouche. »

Il fallut rejoindre l'abri à flanc de colline d'où étaient partis le colonel et ses hommes deux heures auparavant. Slimane, ruminant son dépit d'avoir une fois de plus manqué son départ pour Tunis, devait de surcroît faire le guet, trempé.

Avec un autre maquisard, ils s'assirent dos à dos, l'un regardant au nord vers la montagne et l'autre surveillant la vallée vers le sud.

Le jour pointait à l'est quand Slimane entrevit en contrebas des ombres qui se faufilaient parmi des oliviers rabougris. En même temps, il entendit clairement un ordre :

---

[34] Adolescent, et ne pouvant donc pas prétendre à un stage de formation à l'étranger, Hmimi fut oublié puis carrément abandonné à Tunis. Il se rendra à la base française de Bizerte, que la France occupa quelques années après l'indépendance de la Tunisie.

« Avancez. »

À moins de 300 mètres de leur refuge, Slimane voyait les militaires français s'approcher en resserrant les rangs. Il se glissa vers l'abri en soufflant au colonel :

« Les Français sont là. Ils arrivent sur nous. »

L'homme, qui les avait surpris à maintes reprises par ses intuitions, répondit simplement :

« Je sais », avant d'ajouter : « Direction la forêt. »

Le petit groupe se glissa dans un ravin et entreprit de remonter la pente en veillant à ne pas faire trop de bruit. Puis ce furent les premiers coups de feu.

« Nous ripostions en grimpant le flanc de la montagne, contenant pour quelques instants l'avancée française, quand les premiers avions firent leur apparition, mitraillant buissons et rochers pouvant servir de protection. Plus de 600 mètres de terrain à découvert nous séparaient des premiers fourrés de la forêt de l'Akfadou. Quand vint une fois de plus l'ordre providentiel. Je voudrais témoigner de mon admiration et que cela soit dit comme je l'ai vécu et le ressens aujourd'hui encore, insiste Slimane. Cet homme qui n'avait fait ni Saint-Cyr ni West Point a eu d'instinct la seule réaction qui s'imposait et nous sauva la vie en s'écriant :

« *Kecmet garasen*. Fondez-vous parmi eux. »

Ce que nous fîmes aussitôt en tirant quelques rafales vers le sud, d'où montait la patrouille ennemie. Immédiatement, les militaires français demandèrent à leurs avions d'arrêter de tirer ; ceux-ci abandonnèrent la zone. Pour notre plus grande chance, la compagnie d'Abdelkader El Bariki était dans les parages. Sachant que le colonel devait traverser la rivière, il se doutait que les troupes françaises étaient sur ses traces. En baroudeur accompli qu'il était, il intervint, fit écran et nous pûmes rejoindre la forêt sans encombre. »

Une fois les hommes reposés, Slimane demanda à son chef comment il avait pressenti la poursuite du commando français.

« Ils nous attendaient sur l'autre rive », répondit-il.

En plus de trente-cinq ans de recherche et d'écoute, j'ai eu à recueillir de nombreux témoignages sur ce don quasi animal d'Amirouche à détecter le danger. Citons entre autres Rachid Adjaoud, qui rapporte des situations où, dans les minutes qui suivaient l'ordre d'évacuer les lieux, l'artillerie française bombardait les positions où il se trouvait avec son colonel. De son côté, Mohamed-Tahar Bouzeghoub, qui avait assisté le chef kabyle dans sa

mission aux Aurès, confirme cette capacité à deviner les intentions de l'ennemi et à avoir toujours une longueur d'avance sur lui.

Le même groupe reprit sa marche vers Tunis trois jours plus tard, au grand bonheur de Slimane, qui désespérait de pouvoir un jour soigner sa colonne vertébrale, qui provoquait par moments la paralysie temporaire de ses membres inférieurs.

Au piémont des Aurès, le colonel dut laisser ses jeunes assistants poursuivre leur route. Une ultime photo et ce fut tout. Le destin venait de séparer à jamais un homme de trois de ses plus proches collaborateurs. Hamou Amirouche croit savoir que la lettre qu'adressait son colonel à Krim soulevait la question de la ligne Morice et dénonçait, entre autres, les concentrations des troupes de l'ALN en Tunisie et au Maroc.

*

* *

Dès 1958, la wilaya III posait un problème politique et militaire particulier à l'État-major français. La pression devenait chaque jour plus forte sur les maquisards. Il était clair que de Gaulle n'engagerait des négociations qu'après avoir réduit au maximum la résistance algérienne sur le plan militaire. La wilaya III était une cible cardinale pour l'armée française. Dans ce contexte, la seule réputation d'Amirouche constituait un objectif de guerre.

Tout fut mis en œuvre pour l'atteindre.

La consultation des archives coloniales montre à quel point l'homme politique et le combattant étaient devenus une obsession du Deuxième bureau. On a retrouvé des notes de suivi quotidiennes. Les sources qui drainaient l'information étaient si nombreuses qu'à l'occasion elles devenaient contre-productives. Des fiches datées de 1958 font état un jour d'une « blessure mortelle d'Amirouche », un autre, de sa « liquidation par des maquisards factieux », etc.

Les stratagèmes envisagés et, dans bien des cas, mis en œuvre étaient innombrables. Le scénario qui a abouti à la mort de Ben Boulaïd dans les Aurès fut reproduit à l'identique pour Amirouche. Un commando français avait laissé traîner la pile piégée d'un poste émetteur-récepteur dans la région de Fort-National qui fut, comme par hasard, trouvée par des maquisards, lesquels se chargèrent de la faire parvenir au PC de wilaya. Il se trouva que l'engin, destiné à Amirouche, ne fut pas utilisé pendant de

longs mois, la pile livrée avec la radio étant restée opérationnelle durant tout le temps où le colonel était au PC. Elle explosera plus d'une année après, quand le vieux Mohand ou Lhadj, ayant pris la relève d'Amirouche parti réunir les colonels de l'intérieur dans le Nord-Constantinois – rencontre sur laquelle nous reviendrons –, essaya de contacter Tunis avec l'appareil muni de la batterie généreusement livrée par l'armée française.

L'explosion fut terrible. Elle déchiqueta deux opérateurs ; le commandant Mohand ou Lhadj et l'officier des *habous* Abdelhafid Amokrane furent plus ou moins grièvement blessés. Seul le secrétaire Rachid Adjaoud, sorti un instant auparavant, fut épargné.

Parallèlement, le service d'action psychologique, suivant tous les faits et gestes d'Amirouche, essorait tout prisonnier pour en tirer le moindre renseignement, l'analyser et le traiter aussitôt.

C'est ainsi qu'un officier, le capitaine Léger, entreprit de rationnaliser la propagande du Deuxième bureau qui avait déjà provoqué quelques secousses dans les rangs algériens dès l'année 1956. Mais la portée de ces manœuvres restait limitée car, estimait-il, le travail était trop bureaucratique. Cet officier particulièrement doué décida d'agir en franc-tireur avec la bénédiction du colonel Godard. Il monta des opérations d'infiltration des maquis à partir des prisonniers travaillés dans les centres urbains, notamment après la bataille d'Alger.

Tout a été dit sur cette manipulation qui a déstabilisé plusieurs wilayate et provoqué des purges d'autant plus préjudiciables politiquement qu'elles ont souvent atteint des jeunes cadres. On essaiera ici, non pas de refaire la narration de cette action retenue sous le terme de bleuïte (du nom des bleus de chauffe dont étaient vêtus les premiers agents lâchés dans la casbah d'Alger par les services spéciaux français), mais d'essayer d'en découvrir le vécu interne et le traitement que lui a réservé le pouvoir algérien dans la stratégie de maquillage de la guerre et, plus généralement, la confiscation du combat libérateur.

À entendre les principales sources du système Boussouf-Boumediene, l'opération de la bleuïte n'a concerné que la wilaya III ; elle est, ont-ils inlassablement suggéré, la conséquence du délire d'un homme sanguinaire ; elle n'avait pour finalité que l'extermination des intellectuels, honnis par Amirouche. Enfin, d'après ce discours souterrain, cet épisode tragique résumerait à lui seul la vie politique et militaire du colonel de la wilaya III.

Délivrées par le binôme qui a bridé le destin algérien par une noria de putschs et d'assassinats politiques, y compris après l'indépendance, ces

assertions ne mériteraient pas que l'on s'y attarde, si elles ne concernaient des pertes inestimables pour la nation et si elles n'étaient destinées à souiller la mémoire d'un homme qui fut le pilier de la lutte armée à l'intérieur et le repère d'un peuple pris dans la tourmente.

Aujourd'hui, nous savons que toutes les wilayate ont été touchées à divers degrés par le phénomène bleuïte. Plus ciblée, la wilaya III aura été celle qui en a le plus pâti.

Intervenant à l'époque où de Gaulle lançait sa politique de la « paix des braves », l'opération a bénéficié de la confusion créée dans les maquis par l'offre politique du président français pour semer encore davantage le doute dans les rangs de l'ALN. En effet, l'appel a eu un certain écho chez ces hommes affaiblis par quatre ans de guerre et qui, se sentant à tort ou à raison oubliés par leurs dirigeants installés à l'étranger, considéraient la proposition française comme une option digne d'intérêt, ou en tout cas qui méritait d'être débattue. De telles dispositions d'esprit ont malheureusement attiré la suspicion dans un climat miné par la découverte de vrais agents infiltrés par l'ennemi.

Au total, il y a eu dans cette affaire les éléments actifs travaillés par le capitaine Léger, les maquisards gagnés par la lassitude ou le doute, qui ont fait part de leurs états d'âme, sans pour autant être tous en contact avec l'ennemi, et il y a eu des victimes indemnes de toute charge.

Les chiffres, si tant est que ce genre de drames se joue dans le quantitatif, n'ont pas échappé à la manipulation. Les services spéciaux de Boumediene ont laissé entendre que 6 000 victimes ont péri. Les acteurs de l'époque, dont Si Hmimi et Abdelhafid Amokrane, situent leur nombre, coupables ou non, dans une fourchette allant de 300 à 400. Amar Azouaoui, qui fut le secrétaire du colonel Mohand ou Lhadj, le successeur d'Amirouche, et qui avait « hérité » de la documentation de la wilaya III, estime le nombre de victimes entre 250 et 300[35].

L'affaire commença avec l'enlèvement du lieutenant Hocine Salhi, responsable en Basse-Kabylie, par le capitaine Léger. Sitôt informé, le colonel se rendit sur place avec son secrétaire Rachid Adjaoud. Il appréciait particulièrement le jeune officier, issu du groupe des cadres d'El Kseur.

On venait de signaler au PC de wilaya que, dans le secteur où avait été enlevé Hocine Salhi, venait d'arriver d'Alger une jeune fille prénommée

[35] *Le colonel Si Mohand Oulhadj, chef de la wilaya III face aux diverses crises internes et à l'opération « jumelles »*, Editions El Amel, Tizi-Ouzou, 2008.

Rosa. Elle affirmait s'être évadée de la prison de Barberousse et disait vouloir se mettre à la disposition de l'ALN.

Amirouche, après l'avoir entendue, trouva sa version un peu superficielle. Il chargea son secrétaire de lui soutirer quelques confidences en lui promettant le mariage et une exfiltration vers la Tunisie où ils pourraient faire des études. Ce dernier témoigne :

« J'ai exécuté les ordres sans états d'âme et, au petit matin, Rosa finit par m'avouer qu'elle avait été envoyée par le capitaine Léger pour se rapprocher de la direction de la wilaya et signaler notre position à chaque fois que cela lui serait possible. »

Adjaoud, dont je faisais enregistrer le témoignage, déclare devant la caméra, le 17 janvier 2009, à l'âge de 72 ans :

« Oui, des innocents ont perdu la vie dans cette terrible affaire ; moi qui vous parle pendant que vous me filmez, j'ai torturé. Mais, de grâce, ne croyez pas ceux qui prétendent qu'il n'y a pas eu d'agents de la France pendant la bleuïte. Nous avons arrêté des officiers qui étaient pourvus de postes émetteurs qu'ils camouflaient dans les buissons pour communiquer des informations. Je vous demande autre chose : ne laissez jamais dire que le colonel Amirouche était contre les intellectuels ; il n'y a pas eu un seul responsable qui les respectait et les protégeait autant que lui », ajoute-t-il, avant d'éclater en sanglots.

D'autres données socioculturelles, telles que les traditions de vendetta, ont pu, à l'occasion, aggraver la gestion de cet épisode. Plus la pression militaire s'accentuait, plus les tensions et les animosités latentes s'exacerbaient entre les chefs locaux. En Kabylie comme ailleurs, des conflits remontant à plusieurs générations ont connu un prolongement fatal dans la foulée de cette épreuve.

Quelle fut l'attitude d'Amirouche face à cette opération ?

Il ne dérogea en rien à sa manière de concevoir le combat : analyser, informer la hiérarchie, décider selon ce qui était le mieux pour la nation et assumer.

Dès la réception des premières informations, il réunit un comité composé des officiers membres du conseil de wilaya et les alerta sur ce qu'il savait. « Nous allons devoir être vigilants et affronter des moments difficiles. Nous aurons à juger nos frères. Vous n'avez pas le droit de faiblir, mais n'oubliez jamais qu'à chaque fois que vous avez quelqu'un en face de vous, cette personne peut être un membre de votre famille », avait-il déclaré au groupe chargé de juger les suspects.

Appréhendant la complexité et la gravité de la situation, il mit le commandant Mohand ou Lhadj, sage parmi les sages, dans la commission des investigations.

Au même moment, les autres wilayate connaissaient des tourments similaires quoique de moindre ampleur. Les courriers envoyés par Amirouche à ses collègues sur ce qui lui apparaissait comme une entreprise de déstabilisation des maquis sont clairs : il fallait affronter une opération d'infiltration de l'ALN. En même temps, il signala aux dirigeants de l'extérieur les évolutions du phénomène en temps réel et demanda une commission d'enquête. Aujourd'hui encore, on ne retrouve pas trace de réponses de Tunis aux rapports envoyés par Amirouche sur cette manœuvre française et la façon dont l'intérieur essayait d'y faire face. La seule chose dont on soit sûr est que le GPRA a envoyé un télégramme de félicitations à la wilaya III. On verra plus loin l'analyse que fit Amirouche de ce message.

Il y a eu de terribles méprises et, dans le lot, des hommes ont péri après avoir avoué, sous d'horribles sévices, des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

Salah Mekacher était lycéen quand il rejoignit le maquis à partir de Tizi-Ouzou. Compte tenu de son niveau d'instruction, il fut rapidement affecté auprès des services administratifs et contribua à l'élaboration du bulletin d'information de la wilaya. Suspecté, il fut arrêté et connut les affres de la torture avant d'être innocenté. Ses poignets sont à jamais marqués par les fils de fer qui servaient de menottes.

Après l'indépendance, Mekacher devint directeur de la santé de la wilaya de Tizi-Ouzou. J'ai eu l'occasion de discuter avec lui de l'affaire de la bleuïte quand j'étais médecin dans la même ville. Une amertume, pour ne pas dire une haine, l'habite encore quand il revient sur les sévices endurés. Je garde de nos discussions le souvenir de confidences passant de la mesure à de déplorables excès qu'il ne savait pas toujours maîtriser et qui finirent par le mettre en difficultés devant ses camarades de combat. Il est vrai que, comme son ami Haddadou qui n'a pas eu sa chance, il aurait pu, lui aussi, passer par pertes et profits dans cette opération diabolique.

Salah Mekacher dit avoir discuté avec son colonel sur les risques qu'il y avait à sanctionner des personnes innocentes.

« La chose est possible, mais qu'avons-nous comme moyen pour nous défendre ? De quelle structure disposons-nous pour instruire les dossiers, comme cela devrait se faire en temps de paix ? Nous prenons tous des

risques. Le seul risque qu'il ne faut pas prendre est de mettre en danger le combat libérateur », lui répondit Amirouche.

Les témoignages donnés par Djoudi Attoumi et les officiers du Conseil de la wilaya III sur cette épreuve insistent sur la difficulté d'avoir une opinion claire et de prendre des décisions devant être rapides, justes et susceptibles de protéger l'ALN.

Attoumi a vécu de l'intérieur la tragédie. Il est utile de connaître son appréciation de cette période. Voici ce qu'il rapporte dans l'un de ses ouvrages[36] : « La wilaya III était le modèle dans la guerre révolutionnaire, de par sa force de frappe, son organisation, la discipline de ses hommes et les bilans de ses activités militaires. Il fallait que l'ennemi trouve un moyen pour la déstabiliser et c'était de bonne guerre.

Sitôt les premiers éléments arrêtés par l'ALN, le plan contre la bleuïte fut déclenché. Il fallait procéder à l'arrestation des jeunes en provenance d'Alger, interdire tout recrutement, installer dans l'Akfadou un centre d'interrogatoire, désigner une équipe chargée de mener les enquêtes [...] et nommer un tribunal chargé de juger les inculpés.

Un vent de panique soufflait sur la wilaya III. Des rumeurs folles circulaient à travers toute la région. On parla même de l'arrestation du colonel Amirouche.

Ce dernier, devant l'ampleur de ce phénomène, décida alors de provoquer un rassemblement dans l'Akfadou en août 1958 afin d'informer les cadres et les *djounoud* pour avoir leur avis et peut-être leur soutien. Il demanda à l'assistance de se prononcer sur le problème, car, disait-il, il ne voulait pas être considéré, demain, devant l'histoire, comme un criminel de guerre et il leur appartenait à tous de prendre leurs responsabilités. En vérité, il trouva de nombreuses voix favorables qui l'encouragèrent dans le processus de la lutte contre la bleuïte. Il était peut-être contraint par le temps et les circonstances exceptionnelles propres aux guerres subversives, telles que l'impossibilité d'avoir des prisons pour garder longtemps les inculpés et la difficulté à les acheminer vers l'extérieur. »

Sans évacuer la responsabilité d'Amirouche en tant que chef de wilaya, Djoudi Attoumi donne le profil, tout en évitant d'en dévoiler le nom, de celui qui fut l'élément le plus acharné dans l'entretien de la spirale infernale de l'opération du capitaine Léger.

[36] *Le Colonel Amirouche, entre légende et histoire, op.cit.*

« Ayant rejoint très tôt le maquis, il gravit les échelons et se retrouva, au moment du complot des bleus, en qualité de chef de zone. Des échos concernant son extrême gravité nous sont parvenus jusqu'en Petite-Kabylie [...] C'était un militant sincère, un combattant authentique qui prenait son rôle très à cœur. Zélé, il avait l'impression que toute la Révolution pesait sur lui [...]. L'homme avait la rigueur, la persévérance et l'acharnement dans sa mission. Dès qu'on le rencontrait, il présentait d'emblée un visage froid, presque hostile. Contrairement à Amirouche, personne ne l'a vu sourire ou plaisanter avec un *djoundi* ou un subalterne. »

L'homme que décrit Djoudi Attoumi est Ahcene Mahiouz, qui terminera la guerre avec le grade de commandant et sera pendant plusieurs années membre du conseil de wilaya. Il a fait partie du commando organisé par le colonel Si Nacer suite à son engagement avec Rommel. La mémoire collective retiendra dans cette sévérité un facteur important de l'aggravation du coût payé par la wilaya III à la manœuvre du capitaine Léger.

Après l'indépendance, l'avocat Ali Yahia Abdenour, qui fut très proche du colonel Mohand ou Lhadj, rapporte le témoignage de ce dernier : Amirouche provoqua une réunion avec le responsable de la wilaya IV, le colonel Si M'hamed, pour évaluer la situation à l'occasion de la bleuïte. La délégation de la wilaya III comprenait, outre le colonel Amirouche, les commandants Mohand ou Lhadj et Ahcene Mahiouz. Pendant que les deux colonels tentaient de faire un état des lieux et de dégager la riposte la plus adaptée possible, Ahcene Mahiouz, quelque peu impulsif, s'invita au débat pour offrir une liste de suspects au colonel Si M'hamed. À deux reprises, a confié Mohand ou Lhadj à Ali Yahia, Amirouche a sèchement rabroué son adjoint en l'invitant à plus de retenue dans une situation aussi confuse.

Autre témoignage : le 28 mars 2008, à la veille de la commémoration du 49ème anniversaire de la mort des colonels Amirouche et Haoues, j'eus, le lecteur s'en souvient, la possibilité de retrouver le docteur Laliam. Ce soir-là, dans la maison de Nordine Aït Hamouda, assis sur la terrasse face au Djurdjura, je discutai dans la fraîcheur de la nuit avec mon ancien professeur, affaibli mais apaisé. Il était, malgré la fatigue et le poids de l'âge, moins fermé que de coutume. Quand nous abordâmes la question de la bleuïte, il me raconta l'histoire suivante :

« C'était l'hiver. Nous étions dans le massif de Sidi Ali Bounab. Nous subissions un terrible accrochage. L'armée française, sachant probablement que le colonel Amirouche était parmi nous, employa tous les moyens :

artillerie, renforts terrestres, soutien aérien, napalm, rien ne nous fut épargné. Par miracle, le brouillard qui fut tant et tant de fois l'allié inespéré de l'ALN se mit encore ce jour-là de la partie et nous pûmes échapper à l'encerclement. Je me retrouvai une heure plus tard dans un obscur réduit servant de refuge à Ahcene Mahiouz, responsable de la zone. Il préparait du café dans un coin.

Après la journée d'enfer que nous venions de vivre, j'engageais la conversation sur le ton de la boutade : « Nous autres médecins, c'est bien connu, nous sommes un peu sensibles et trouillards. J'espère Si Ahcene, que tu me donneras un peu de café, cela me donnera du courage. »

Derrière moi, un homme sortit de l'obscurité. C'était Amirouche. Il me demanda de sortir.

« Mais, Si Amirouche, laisse-moi prendre ce malheureux café. Si je meurs, j'aurai au moins quelque chose dans le ventre, plaisantai-je.

– Je te dis de sortir. »

Je connaissais Si Amirouche. Il était capable de plaisanterie voire de complicité quand il fallait railler les travers de certains maquisards gourmands ou précautionneux. Mais quand il voulait se faire entendre, cela se sentait vite, et là, c'était clair, il ne fallait pas insister. Moins de dix minutes plus tard, il me rejoignit à l'extérieur en me tendant une tasse de café, ajoutant :

« Je t'interdis de t'approcher à moins de vingt kilomètres de cet homme. » »

Pour ne pas tomber dans les caricatures et les interprétations, toujours faciles quand elles sont faites *a posteriori,* je voudrais aussi apporter une information au cours de laquelle celui qui fut retenu comme le bourreau dans cette tragédie s'est pour une fois livré. Ahcene Mahiouz, devenu après l'indépendance commissaire du parti unique, s'ouvrant un jour à Arezki Aït Ouazzou, militant de la Fédération de France du FLN qui travaillait à ses côtés, lui fit cet aveu :

« Je sais tout ce qui se dit sur moi. Si seulement les gens qui parlent aujourd'hui pouvaient savoir combien il est difficile de maltraiter ou, pire, d'éliminer un frère de combat… »

Il est toujours bon de connaître les positions de chacun dans une guerre où rien ne fut simple, rien ne se passa comme prévu. Il serait trop facile de réduire la violence qui s'empara de la wilaya III pendant quatre mois à la brutalité, même bien réelle, d'un homme.

Avec le recul, certains esprits pourront toujours estimer qu'en tant que chef de wilaya, Amirouche est aussi responsable du comportement de ses hommes, dont il doit assumer qualités et défauts. Cela est vrai. Il reste que, dans le dossier de la bleuïte, les services spéciaux algériens, dédouanant l'armée française, ont falsifié les faits, exagéré les dégâts, pourtant déjà terribles, de l'opération, évacué le contexte dans lequel évoluaient les combattants, réduit les effets de la manœuvre à la seule Kabylie pour inlassablement disqualifier Amirouche et, *a contrario*, valoriser Boumediene, dont on taisait crimes et abus.

La manipulation du capitaine Léger eut un retentissement plus grand en Kabylie que dans les autres régions pour trois raisons.

Premièrement, l'investissement politique, militaire et psychologique cibla d'abord la wilaya III, dont la défaite était considérée par le commandement français comme susceptible de transformer fondamentalement la donne algérienne.

Deuxièmement, à l'inverse des autres wilayate touchées par les purges, Amirouche informa régulièrement et par écrit, subordonnés et supérieurs des faits et gestes de tout un chacun, ce qui donnait une plus grande visibilité à ces événements, dont, on retrouve bien peu de traces ailleurs.

Enfin, la manipulation du dossier par les services algériens après l'indépendance a amplifié chez les non-avertis la thèse du monstre sanguinaire, inaugurée par l'armée française qui, elle, était, si l'on peut dire, dans son rôle.

Comment le chef kabyle a-t-il analysé l'épreuve après coup ?

On sait qu'avant de se rendre à Tunis en mars 1959 pour faire le point sur la situation interne et interpeller les dirigeants de l'extérieur sur leurs insuffisances, Amirouche avait organisé un ultime rassemblement de ses cadres en wilaya III, d'où il partait avec un rapport général sur l'appréciation que lui et ses collaborateurs avaient de la problématique nationale passée, présente et à venir. La lecture du point numéro 28 du rapport portant sur la bleuïte éclaire plus que toute autre analyse la vision et les intentions de chacun sur ce sujet. Qu'on en juge :

« 28°) Réclamons entrée urgente commission d'enquête :

La wilaya III a reçu, lors de la découverte du complot « bleu », un télégramme de félicitations. Nous protestons contre cette méthode. Nous aurions été flattés d'avoir reçu des félicitations après enquête et rapport établi par une commission d'enquête envoyée de l'extérieur ou formée de cadres étrangers à notre wilaya. Nous rappelons que, lors de la découverte

du complot, la wilaya III a avisé le gouvernement et demandé de l'aide. Rien ne lui a été fourni sauf un télégramme de félicitations. La wilaya a demandé, après la liquidation du complot, l'envoi urgent d'une commission d'enquête. Le gouvernement n'a pas jugé utile d'envoyer une commission d'enquête. Nous nous élevons contre cette confiance exagérée qui peut nous causer beaucoup de préjudices. En effet qu'un règlement de compte vienne à ensanglanter la wilaya III ou tout autre sous couvert de « complot » et il serait pour le moins choquant qu'un télégramme de félicitations vienne sanctionner une telle purge. L'interprétation d'une telle réaction ne pourrait s'expliquer que par une manœuvre, malhabile, en vue de « tenir » un homme ou un Comité, et d'essayer d'en faire un objet docile. Nous voulons, pour essayer de respecter l'organisation et l'esprit de la Révolution, que de telles manœuvres, destinées à introduire corruption et chantage soient vigoureusement bannies. »

Qu'ajouter de plus à ces propos, si ce n'est que le Conseil de la wilaya III et, à sa tête, le colonel Amirouche n'étaient dupes de rien et ne se faisaient pas beaucoup d'illusions sur les dispositions de certains responsables de l'extérieur ?

La crise de la bleuïte commençait à être dépassée à l'été 1958, du moins dans ses répercussions majeures. Il restait à traiter la coordination de la lutte à l'intérieur, à régler le lancinant problème de l'armement et à faire reprendre le franchissement de la frontière tunisienne où s'entassaient des milliers de jeunes, parmi lesquels des spécialistes en explosifs, en transmission ou des agents de la Santé plus ou moins qualifiés, toutes catégories dont les maquis manquaient terriblement.

Lasse d'essuyer des revers et désespérant d'avoir un jour un renseignement exploitable en temps voulu pour venir à bout d'Amirouche, l'armée française décida de déclencher contre lui et son PC une entreprise massive conjuguant forces terrestres et aviation. Ce fut l'opération « Brumaire », lancée le 25 octobre 1958 au petit matin. Elle avait réuni près de 11 000 hommes, auxquels s'ajoutèrent les unités locales ; 8 généraux et 27 colonels furent impliqués dans la manœuvre et chargés d'encadrer leurs troupes qui devaient passer au peigne fin le massif de l'Akfadou où, effectivement, se trouvait Amirouche.

Rapidement informé par les vigiles de la plaine de l'ampleur de l'opération, le colonel appelle le commandant de la compagnie la plus proche du PC, l'aspirant Smaïl Azzoug et lui demande son avis. Celui-ci

propose de laisser les troupes ennemies s'enfoncer dans la forêt et de choisir des points d'attaque déboisés pour mieux assurer les tirs et ralentir sa progression. Amirouche, qui avait pour règle de toujours s'en remettre aux décisions des responsables locaux, demanda aux maquisards de transmettre les instructions aux autres compagnies. Vers la mi-journée, le groupe qui protégeait le chef de wilaya se trouva nez à nez avec une section française qui avançait vers le nord.

Djoudi Attoumi a vécu l'opération.

« Le colonel Amirouche est présent dans l'action, avec un fusil-mitrailleur entre les mains. Il tire debout. Les combattants sont ravis de voir leur colonel dans l'action, mais ils ont surtout peur pour lui. C'est ainsi qu'ils feront tout pour l'éloigner. En fin de journée, c'est le repli avec un groupe d'officiers et une section d'escorte vers Zekri, près de Beni Ksila. »

Le commandant Slimani Moh Ouali m'a raconté que l'opération a été prolongée de plusieurs jours, à la seule fin d'atteindre Amirouche. Ce qui a provoqué pour l'ALN de sérieuses pertes. Jusque-là, aucun ratissage n'avait duré aussi longtemps. Des blessés faits prisonniers ont été torturés et interrogés sur place pour savoir quand et où Amirouche avait été vu pour la dernière fois.

La puissance de feu et l'importance des troupes mobilisées par l'armée française dans l'opération Brumaire étaient sans commune mesure avec les forces dont disposait Amirouche dans l'Akfadou. Beaucoup ont noté à juste titre qu'en dépit d'une audace sans bornes, le colonel de la wilaya III n'a jamais pu être approché ni blessé en Kabylie. Dans cette opération, on peut constater que ce sont les vigiles placés dans les villages éloignés de la montagne de l'Akfadou, investie par Amirouche, qui ont immédiatement transmis des informations sur l'ampleur de la manœuvre française, donnant au colonel l'occasion de se concerter avec sa protection rapprochée avant de prendre l'initiative du combat.

Devant tant de menaces, il était impératif de se concerter avec les hommes de terrain, d'étudier les situations intérieures et extérieures pour rassembler les énergies et de voir ce qui devait être fait pour relancer la machine politique, qui ne semblait plus en phase avec les exigences de la lutte. En novembre 1958, le colonel de la wilaya III entreprit de se rapprocher du commandant de la wilaya II, Ali Kafi, qu'il rejoignit dans le Nord-Constantinois pour entamer une première évaluation de la situation. Le bilan de la rencontre fut transmis au GPRA, dont il était attendu une

réponse urgente. Rien ne venant de Tunis, Amirouche décida de convoquer une réunion de tous les chefs militaires de l'intérieur en décembre 1958.

Pour la première fois, l'intérieur allait s'exprimer en tant que segment intrinsèque dans l'élaboration de la stratégie du combat. Dans cette équation la wilaya III pesait lourd. Bien organisée, dirigée par un chef incontesté, elle pouvait aligner, selon Djoudi Attoumi, affecté au PC de la wilaya, 12 000 hommes armés, ce qui, rapporté aux troupes de l'ALN se battant sur le territoire national, était considérable.

*

* *

En quittant pour la dernière fois sa wilaya, le colonel Amirouche était précédé d'une réputation qui le distinguait parmi ses pairs et le donnait comme le chef officieux des maquis de l'intérieur. Mais ce qui a fait le respect et la réputation d'Amirouche tient avant tout à la ferveur populaire qui l'a accompagné tout au long de son combat. Dans le quotidien, Amirouche était vécu comme un être à part. Unique et pourtant ordinaire, il appartenait à tout le monde. C'était le père, le frère, le fils de tout un chacun mais il était au-dessus de tous. Hormis les fiches de renseignements des services français qui l'identifiaient de temps à autre par son nom de famille, Aït Hamouda, on l'appelait toujours par son prénom. Lui-même savait que son personnage lui échappait. Il a d'ailleurs signé la plupart de ses correspondances Amirouche.

À 33 ans, il avait une autorité et une expérience politique que beaucoup capitalisent au crépuscule de leur vie.

À Tunis, il allait engager un nouveau défi : peser sur le cours des événements que lui et ses amis de l'intérieur voyaient dériver vers des ambitions de pouvoir qui occultaient l'essentiel, ce dénominateur commun sur lequel ils s'étaient fédérés le 1er novembre 1954 et à la Soummam : la libération du territoire national, le rassemblement des énergies patriotiques autour d'un minimum préservant l'intérêt général dans un État démocratique et social avant d'engager la course au pouvoir.

À l'évidence les priorités n'étaient plus les mêmes pour tous. Il fallait tout remettre à plat.

L'aura d'Amirouche était à la fois sa force et sa faiblesse. Elle avait permis de faire de lui « l'homme insaisissable » sur lequel le général Faure avait échafaudé dans son PC de Tizi-Ouzou tant d'opérations, toutes

avortées. C'était l'homme à abattre et le pouvoir politique français harcelait son commandement militaire, incapable de venir à bout d'un « berger ».

Mais cette envergure ne le désignait pas simplement à la puissance française. De par ce qu'il représentait déjà, il était devenu, début 1959, l'adversaire principal de ceux qui parlaient pouvoir et non libération, investissaient l'après-guerre et non le combat du moment.

La perception qu'avait le peuple de l'homme aura ainsi alerté, avant d'intriguer, puis de franchement inquiéter les notables de Tunis, persuadés qu'en matière de conception et de distribution du pouvoir, la partie ne pouvait et ne devait se jouer qu'à travers les joutes qui les opposaient. Le rapport qui devait servir de base à l'intervention de la wilaya III était sans complaisance. La faillite de la gestion militaire et l'incurie politique y étaient dénoncées sans ambages. Les objectifs, avérés ou non, du système Boussouf, aliénant cadres, informations et potentiel militaire étaient condamnés. L'amateurisme de l'action diplomatique, le déficit de la stratégie de communication, et le manque d'intérêt porté à la prise en charge et à la formation des étudiants devaient être au centre des débats, qui s'annonçaient âpres.

Cela, pour ce qui était des options politiques. Restait à voir comment le rapport de force allait se redistribuer en fonction des parcours, des clivages régionaux ou des affinités personnelles.

Parmi les responsables non emprisonnés, cinq dirigeants auraient eu l'envergure et la légitimité pour prétendre à l'exercice du pouvoir au lendemain de la guerre : Abane, Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Krim Belkacem et Zighout. En 1959, quatre sur cinq avaient disparu. Il restait Krim. Il avait le parcours, le crédit et, en tout cas Boussouf et Ben Tobbal en étaient persuadés, le soutien de la Fédération de France du FLN et surtout celui des maquis de l'intérieur après la réunion interwilayate tenue à l'initiative d'Amirouche dans le Nord-Constantinois en décembre 1958.

Le duo Abane-Krim découplé par les maladresses des concernés et les manipulations qui ont marqué leurs relations, il fallait isoler Krim d'Amirouche, si l'on ne voulait pas voir l'attelage patiemment monté par Boussouf se désagréger sur le « front kabyle ».

Incorrigible classe politique algérienne, qui se laisse submerger par des fantasmes jusque chez ses acteurs les plus éclairés. On a vu des hommes comme Saad Dahlab, peu suspect de sympathie devant le développement de la pieuvre tchékiste de Boussouf, contribuer activement à l'éviction de Krim du ministère de la Guerre puis au blocage de sa promotion comme

Président du gouvernement lors du deuxième et du troisième GPRA. Il fit collusion avec Boumediene pour empêcher Krim, qui avait une majorité de membres du CNRA avec lui, de prendre la tête du gouvernement. On l'écoute :

« Abbas Ferhat lui-même nous donna le nom de Krim pour la Présidence ; au fur et à mesure que les consultations se déroulaient j'étais persuadé que Krim n'avait pas la faveur de la majorité qui le désignait pourtant à la Présidence [...]. Les gens avaient peur que Krim ne soit pas à la hauteur [...]. Boumediene m'a rapporté que Ben Tobbal pleurait en refusant d'accepter le ministère de l'Intérieur que nous lui proposions de conserver. Il ne voulait à aucun prix rester ministre sous la présidence de Krim.»[37]

L'avis de Ferhat Abbas, Président sortant, et la majorité du CNRA acquise à Krim ne pesaient pas lourd devant les opinions de Boumediene et de Ben Tobbal agissant pour le compte de Boussouf qui, lui, ne dévoilait jamais ses intentions. Dramatique conséquence de la manœuvre : Boumediene profita de l'affaiblissement de Krim pour devenir patron unique de l'armée des frontières.

En effet, jusque-là, les troupes basées à l'extérieur étaient sous l'autorité de deux États-majors distincts. L'un, à l'Est, dépendait de Mohammedi Saïd (Si Nacer), l'autre, à l'Ouest, était sous la responsabilité de Boumediene. Obnubilé par ses triturations, Dahlab a perdu de vue que le potentiel militaire extérieur, dont il déplorera la puissance et les objectifs en 1962, était, désormais, confié à Boumediene avec un commandement unique, l'EMG (État-major général).

La vengeance a aussi joué un rôle non négligeable dans l'aveuglement de Dahlab, puisque Krim a contribué à sa mise à l'écart et celle de son ami Ben Khedda du CCE, un an auparavant. Certains ont voulu expliquer l'acharnement de Dahlab contre Krim par sa connivence dans la disparition d'Abane. Pourtant, en lisant l'ouvrage de Dahlab, on est frappé par l'insignifiance de la place réservée à l'élimination du père de la Soummam, qui les avait introduits, lui et Ben Khedda, dans le CCE. L'évocation d'Abane se limite à une brève allusion à l'assassinat d'un « être entier ».

La culture politique ambiante, à laquelle n'échappait pas Dahlab malgré un niveau d'instruction supérieur à la moyenne, se traduisait le plus souvent dans des cooptations renvoyant à des affrontements de personnes

---

[37] Saad Dahlab, *Pour l'indépendance de l'Algérie. Mission accomplie*, Dahlab éditions, Alger, 1990.

ou de groupes soudés par des considérations où la sensibilité politique était marginale.

Cependant, Dahlab a raison de dire que ces coteries n'ont jamais pris le pas sur le but ultime de l'indépendance, même si elles en ont compliqué ou retardé l'avènement et, plus grave, durablement dénaturé la portée.

Comment invoquer l'incompétence de Krim, unique acteur du 1er novembre en liberté, pour faire obstruction à sa promotion en tant que premier responsable et accepter de devenir une semaine plus tard son secrétaire général au… ministère des Affaires étrangères, portefeuille où la nuance et la subtilité sont le préalable et la règle ? Au demeurant, Krim, attendu par tous dans ses nouvelles charges, accomplit un travail diplomatique remarquable.

Comment manœuvrer avec Boumediene et Ben Tobbal, c'est-à-dire pour le compte de Boussouf, en soulignant les limites de Krim et accepter de figurer dans la délégation qu'il conduira pour négocier à Évian, où se jouait le destin algérien ?

Une telle inconséquence n'empêcha pas Dahlab d'écrire après la guerre : « Le GPRA, plutôt que de répliquer à Ben Bella et à Boumediene avec les mêmes méthodes et les mêmes armes, a préféré leur abandonner le terrain. »

Le programme politique et les convictions idéologiques de Krim et de Dahlab étaient pourtant proches et s'opposaient en tout point au centralisme opaque de Boussouf. Lié à Ben Khedda par amitié et affinité régionale[38], Dahlab a, en ultime recours, préféré s'aligner sur Boussouf et Boumediene plutôt que d'appuyer Krim.

Ce dernier tira des conclusions sans doute amères, mais non dénuées de fondement, devant l'alliance contre nature qui lui était opposée.

Abdennour Ali Yahia était détenu pendant la guerre de libération en tant que militant du PPA-MTLD et responsable syndical. Désigné par ses camarades comme représentant, il eut souvent maille à partir avec la direction du camp, où étaient regroupées plusieurs centaines de prisonniers. Ce qui fait que, libéré en 1961, il fut immédiatement expulsé d'Algérie vers la France, d'où il rejoignit aussitôt Tunis. « Krim, ayant appris que je venais d'arriver dans la capitale tunisienne, m'invita à dîner le soir même. Il était toujours aussi déterminé et lucide mais ne put

[38] Dahlab est originaire de Ksar Chelela et Ben Khedda de Blida, deux villes distantes d'environ 150 kilomètres.

s'empêcher de m'avouer qu'il venait de comprendre que, Kabyle, il ne serait jamais président. »

Il faut dire qu'il avait quelques raisons de s'indigner. Au maquis depuis 1947, il accepta de bon cœur de se désister au profit de Ben M'hidi pour la présidence du congrès de la Soumam en 1956. Il s'effaça devant Abbas en 1958 lors du 1er GPRA. Voilà qu'une fois de plus il fut marginalisé malgré un large assentiment autour de sa personne.

À la tête d'un mini-État, appuyé par ses pairs de l'intérieur, paradoxalement mis en avant par le déchaînement de la presse française qui, en l'accablant de tous les maux de la guerre, en faisait l'artisan principal du potentiel militaire du FLN, Amirouche, dont tout le monde connaissait les liens avec Krim, savait qu'en se rendant en Tunisie, il engageait une partie déterminante pour le destin du pays.

Ce n'était pas la première fois que les manipulations du conservatisme du FLN se conjuguaient avec la violence colonialiste pour venir à bout d'intelligences et d'énergies peu susceptibles de compromission avec l'ennemi ou de renoncements sur les fondements d'un Mouvement national démocratique.

Ne l'oublions pas, dans la seule année 1957, Abane a été assassiné par Boussouf et Ben M'hidi par Aussaresses.

8

LE DERNIER VOYAGE

« Amirouche nous embêtait, on s'en est débarrassé. » Celui qui tient ces propos à Tunis au printemps 2008 devant trois Algériens, dont Madame Wassila Tamzali, et quatre Tunisiens, n'est autre qu'Abdelaziz Mâaoui, qui fut ambassadeur d'Algérie en Tunisie de 2001 à 2008. L'homme fut un des responsables du MALG (Ministère de l'armement et des liaisons générales), dirigé par l'inamovible Abdelhafid Boussouf, père fondateur du service qui a accouché de la fameuse Sécurité militaire algérienne. C'est ce ministère qui a conçu et imposé le système politique en place depuis 1957, année où les principes de la primauté du civil sur le militaire, retenus à la Soummam en août 1956, furent reniés lors de la réunion du CNRA du Caire. Cette rencontre consacra la mort politique d'Abane Ramdane, qui précéda son assassinat en décembre de la même année, au Maroc.

Il reste à souhaiter que l'auteur de cette confidence mondaine assume et précise sa révélation. Il inaugurerait enfin une nouvelle approche de la vie politique jusque-là aliénée par l'opacité qui conditionne les positions et les discours des anciens combattants. Ces derniers ont régulièrement privilégié les versions dictées par les affinités claniques au détriment de la mémoire collective et des fondamentaux éthiques et doctrinaux qui structurent les nations dans la pérennité.

Ce n'est pas la première fois qu'un acteur ou un témoin politique laisse entendre ou affirme clairement que le colonel Amirouche, devenu trop influent et par trop populaire, a été d'une façon ou d'une autre « donné » à l'ennemi. La plupart de ceux qui ont entendu ses dernières interventions et recommandations devant les cadres de la wilaya III ne doutent pas que le trajet qui devait le mener en Tunisie était miné.

Dans son ouvrage[39], Abdelhafid Amokrane souligne deux données que l'on retrouve souvent dans les témoignages de ceux qui ont assisté aux réunions d'Amirouche ayant précédé son départ pour Tunis. La première, c'est que le chef de la wilaya III a été tué en dehors de la Kabylie ; la seconde lie les propos de leur chef au caractère suspect des conditions de sa disparition.

« Voici donc le héros du Djurdjura mort en dehors de sa wilaya, sur son chemin pour rejoindre l'extérieur du pays afin d'assister à la réunion du CNRA, en compagnie de son ami Si El Haoues, héros du Sahara et mort dans des conditions restées encore mystérieuses. »

Djoudi Attoumi, pour sa part, rapporte les commentaires de ses compagnons et décrit l'esprit qui prévalait parmi les maquisards de la wilaya III après la perte de leur chef. Dans le chapitre intitulé « La Mort mystérieuse d'Amirouche »[40], il écrit : « La mort d'Amirouche nous a intrigués dès son annonce. Finalement, les intentions et même les menaces d'Amirouche sont parvenues aux oreilles de ceux qu'il avait désignés du doigt. Beaucoup de rumeurs ont circulé à ce sujet. Certains diront que le code utilisé par les transmissions de l'Extérieur était connu des Français. D'autres ont avancé carrément que les deux colonels ont été donnés pour les empêcher d'atteindre la Tunisie. »

Au lendemain de l'indépendance, le capitaine Bessaoud Mohand Arab, qui avait eu de sérieux problèmes avec le clan Boussouf au Maroc pendant la guerre, publie un brûlot au titre évocateur : *Heureux les martyrs qui n'ont rien vu*. On y retrouve la même interprétation du climat politique et militaire ayant entouré la mort du colonel de la wilaya III et, s'agissant du code radio qui n'a pas été changé en temps opportun, les accusations sont encore plus explicites.

Le général-major Abdelhamid Djouadi[41] estime que « contre un homme d'une telle envergure, devenu un mythe de son vivant, insaisissable et présent partout, l'ennemi a déployé tous les moyens pour l'abattre. Ce qui était impossible tant qu'il était en Kabylie ».

Ces avis sont rapportés ici parce que leurs auteurs les ont transcrits. Ils représentent la position de la grande majorité des combattants de Kabylie et, nous le verrons plus loin, de quelques éléments du MALG.

---

[39] *Mémoires de combats. op.cit.*

[40] *Op.cit.*

[41] Préface du livre de Djoudi Attoumi, *op.cit.*

Défiance et suspicion envers une direction politique ayant renié le serment commun et à laquelle on impute tous les maux, ou conviction née de confidences étouffées par les pratiques et les risques de la clandestinité ?

Il faut pousser plus loin les investigations pour affiner la lecture de ce dossier.

Nous avons vu que l'asphyxie des maquis, engendrée par la réalisation de la ligne Morice, renforcée plus tard par le général Challe, avait été durement ressentie et, souvent, condamnée par les officiers de l'intérieur. Pour eux, les terribles conséquences de la construction puis de l'électrification de ce barrage étaient le résultat d'une sous-évaluation du risque, qui allait enfermer les combattants de l'intérieur dans une guerre de survie où ils perdraient l'initiative de la lutte, ce qui est toujours problématique dans une guerre révolutionnaire.

Plusieurs témoins rapportent qu'Amirouche s'était interdit de manifester ses états d'âme sur ce que des officiers subalternes décrivaient déjà comme de la nonchalance ou, plus crûment, de la trahison. Mais à partir de la fin de l'année 1958, quand les recrues, notamment les cadres, venues de la Fédération de France du FLN étaient retenues en Tunisie ou au Maroc par le clan Boumediene qui voulait organiser une armée hors des maquis, Amirouche ouvrit le débat avec certains membres de son conseil de wilaya sur ce qu'il pressentait comme la préparation d'une institution militaire, délibérément dédiée à l'après-guerre pendant que les maquisards réduisaient leurs opérations à l'intérieur, faute de munitions.

Dans un courrier envoyé à Tunis et daté du 19 janvier 1959, c'est-à-dire moins de trois mois avant son départ, Amirouche, s'adressant à des proches, selon toute vraisemblance membres du comité de la wilaya III, et, à travers eux, à l'ensemble des éléments retenus en Tunisie, écrit :

« À Si Mahmoud et Si Mohand Akli, à tous les combattants.

[...] Je vous signale qu'une patrouille que j'ai envoyée arrivera à Tunis et vous parlera en détail de la wilaya [III]. Cependant, chers frères, je vous signale que l'Algérie a besoin de vous et, bien qu'on vous empêche, il est de votre devoir de doubler vos réclamations afin d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur le sol national pour faire face à l'ennemi qui, implacablement, tente de détruire la wilaya III à l'aide de ses forces massives.

Vu les intérêts de la nation, le devoir qui vous fait appel, par votre bon sens, vous ferez tous les moyens possibles afin de rentrer en wilaya III dans les plus brefs délais possibles. [...] »

Une fois de plus, Amirouche voulut faire connaître à des combattants de l'extérieur en qui il avait confiance la situation de sa wilaya, ses besoins et ce que, le cas échéant, elle pouvait apporter à la lutte.

L'une des trois dernières rencontres qu'il a organisées avant son départ pour Tunis eut lieu à Alma Tagma, dans le massif forestier de Yakouren, en Kabylie, où il rassembla quelque 700 officiers et sous-officiers. Au cours d'une longue intervention, il fit allusion aux relations ambiguës qui prévalaient entre les dirigeants de l'extérieur, déjà obsédés par le pouvoir d'après-guerre, et dévoila partiellement la position qu'il allait défendre une fois arrivé à Tunis. Le sujet sera longuement débattu lors du dernier conseil de wilaya qu'il allait présider le 4 mars 1959 et la délibération fut consignée dans un long rapport intitulé « Doléances ».

Les témoignages des maquisards encore en vie qui étaient présents lors de ces rassemblements et concertations, ainsi que les documents de l'époque donnent l'essentiel de ses analyses et recommandations.

Il est loin le temps où, à la fin des années 40, Amirouche, se focalisant sur le déclenchement de la lutte armée, balayait d'un revers de main à Relizane les appréhensions de son cousin qui l'interrogeait sur les perspectives d'après-guerre et notamment les conséquences de la crise de 1949 sur le devenir de l'Algérie indépendante.

Trois grands points ont été développés selon le niveau de responsabilités des hommes auxquels s'adressait le colonel Amirouche : les désaccords avec l'extérieur miné par des querelles intestines, l'évolution politico-militaire à court terme et l'anticipation sur l'après-guerre.

Pour la première fois, il fit ouvertement état des insuffisances coupables des dirigeants installés hors du pays et critiqua frontalement les responsables, civils et militaires, dont il demandait la présence à l'intérieur, relayant, à moins de deux ans d'intervalle, une des exigences qui, entre autres, coûta la vie à Abane. Au chapitre précédent, on a pris connaissances des griefs retenus contre l'action sociale et diplomatique, ainsi que le travail de communication du GPRA. La concentration des étudiants dans les structures du MALG, ministère de Boussouf était également sévèrement mise en cause.

Envisageant l'avenir, Amirouche développa une autre idée :

« Malgré les problèmes qui nous écrasent et pour lesquels nous n'avons pas reçu l'aide demandée, nous devons tous savoir que l'Algérie sera indépendante. Ces problèmes seront réglés avec l'aide de Dieu. Mais ils sont sérieux ; ils ne sont pas seulement dangereux parce qu'ils limitent notre

potentiel militaire et notre audience politique, ils sont dangereux parce qu'ils menacent l'Algérie de demain. » Il ajoute : « Tant que les choses ne seront pas claires, je vous demande de ne déposer les armes, y compris après l'indépendance, qu'à partir du moment où le peuple pourra décider de son destin. »

Après avoir laissé le commandement par intérim de la wilaya III au commandant Mohand ou Lhadj, Amirouche avertit les officiers et les sous-officiers à Tagma des problèmes militaires qu'ils auraient à affronter à court terme.

« Je vais devoir m'absenter. Si nous nous revoyons, nous affronterons la situation ensemble, comme nous l'avons fait jusque-là. Mais vous devez vous préparer à vivre des moments difficiles. De Gaulle est un militaire mais il n'est pas que cela. Il voit loin et se donnera tous les moyens pour tirer le meilleur avantage possible d'une situation dont il connait l'issue car il sait que l'indépendance de l'Algérie est inéluctable. *Uqbel a d-iqqim ar ṣṣwab ad iwali amek ara γ-iskaw ifadden.* Avant de se résigner à discuter sérieusement, il fera tout pour nous affaiblir.

Préparez-vous à fractionner les grandes unités en petits groupes, stockez tout ce qui peut être conservé : médicaments, munitions et surtout nourriture pour éviter tout déplacement inutile. *Illa win inγa laẓ, illa win yebbwi laẓ ar lmut.* La faim tue mais il arrive aussi qu'elle oblige un homme à un déplacement qui peut lui être fatal.»

Plus concrètement, comment Amirouche a-t-il conçu et préparé son départ pour Tunis ?

Au mois de décembre, il convoque une réunion des colonels de l'intérieur. Ayant eu à constater le comportement d'Ali Kafi au Congrès et s'étant fait une idée encore plus précise de la personne à l'occasion de la réunion qu'il avait tenue avec lui en novembre 1958, Amirouche proposa à tous les chefs de l'intérieur de se retrouver dans le Nord-Constantinois pour couper court aux tergiversations probables du colonel de la wilaya II, quitte à faire prendre des risques considérables aux autres participants, dont certains devaient traverser tout le pays pour rejoindre le lieu de rendez-vous.

La précaution ne suffit pas à venir à bout des défiances de Kafi, déjà installé dans un rôle de *condottiere* plus soucieux de ce qui se jouait à Tunis que de ce qui allait advenir des maquis. Pour les maquisards de la wilaya

III, l'esquive de Kafi était, outre le passif de la Soummam, due à une instruction de Ben Tobbal lié à Boussouf et donc, en définitive, une expression indirecte du conflit opposant Krim à ce dernier.

Une fois les travaux de la réunion terminés, Amirouche, pour ne pas déroger à ses habitudes, envoya un message écrit à la tonalité particulièrement sèche à son collègue et informa simultanément le GPRA de sa défection.

Dans ses écrits et autres témoignages, Kafi laisse entendre que le colonel Lotfi, commandant depuis le Maroc la wilaya V, se serait solidarisé avec lui pour boycotter la réunion interwilayate tenue à moins de trois heures de marche de son PC. Les deux hommes ne se connaissaient à l'époque pas, ils n'étaient pas en contact et étaient de culture politique et de tempérament différents. De plus, on a retrouvé depuis des écrits dans lesquels Lotfi, se trouvant à l'étranger au moment où se tenait la réunion, s'excuse de ne pouvoir prendre part aux travaux du regroupement ayant rassemblé ses collègues.

Le fait est que quatre chefs de wilaya sur les six que comptait l'ALN se sont tout de même rassemblés et concertés du 6 au 12 décembre à côté de Collo, au nord-est de Constantine. Le PV du conseil, un document de quatre feuillets, consigné par un collaborateur du colonel Amirouche, fait partie des archives retrouvées par l'armée française à Bou-Saâda le 28 mars 1959.

Claude Paillat, qui fut journaliste à *Paris Match*, au *Canard Enchaîné* et à *Paris-Presse* était d'obédience « Algérie française » ; ses commentaires doivent donc être pris avec quelques précautions. Il a cependant eu accès à ce procès-verbal et en rapporte l'essentiel dans son livre *Dossiers secrets de l'Algérie*[42]. Les minutes des séances revêtent une importance historique de premier plan car elles permettent d'apprécier la situation des maquis tant du point de vue politique que militaire.

La première feuille dactylographiée portait l'en-tête « République algérienne, Front de Libération Nationale, Armée de libération nationale » et avait pour titre « Procès verbal de la réunion inter-wilaya 1, 3, 4, 6 tenue quelque part en wilaya 2 du 6-12-58 au 12-12-58. »

On y apprend que le colonel Haoues déplore que le président Abbas n'ait pas répondu favorablement à l'offre du général de Gaulle. L'abandon des maquis lui fait dire que l'intérieur va s'écrouler. Il insiste pour

[42] Éditions Le Livre contemporain, 1961.

demander à Si Amirouche d'alerter le gouvernement sur les difficultés présentes.

Amirouche, qui le connaît de longue date et l'a fait venir à deux reprises dans l'Akfadou, lui répond que « la situation actuelle est moins mauvaise qu'avant le référendum et que si l'extérieur nous apportait l'aide promise, la victoire serait proche et que de toute façon l'Algérie serait indépendante. »

Le colonel de la wilaya VI ne semble pas convaincu puisqu'il reprend la parole pour dire à son ami : « Si tu n'avais pas eu recours à une épuration sanglante et exécuté combien de traîtres, nombreux seraient ceux qui se seraient rendus à l'ennemi, moi-même j'ai eu recours à ces méthodes pour éliminer les traîtres envoyés par Meftaf [un chef messaliste], cet agent de l'ennemi. »

En wilaya I, la situation est encore plus dramatique. L'accalmie obtenue après la mission de l'automne 1956 ne s'est pas prolongée dans une dynamique de restructuration militaire durable, faute de cadres et d'armes.

Si Lakhdar, premier responsable, signale qu'hormis la zone 1 où la discipline est respectée et où les *djounoud* mangent à leur faim sans cependant toucher leur solde, le reste de la wilaya est dans un état critique. Les autres zones sont soit aux mains des *mouchaouichine* (perturbateurs), dont Si Lakhdar situe le chiffre entre 1000 et 1100, soit inaccessibles du fait de l'activité française. S'agissant de la zone 5, elle est paralysée par l'exil de ses cadres qui se trouvent à Tunis.

Au niveau politique, Si Lakhdar avertit à juste titre que les récentes exécutions des officiers chaoui en Tunisie peuvent provoquer des réactions locales.

Il informe enfin que les affaires judiciaires sont tranchées par un comité mais qu'en dépit de bonnes liaisons, la branche des renseignements et de la propagande laisse à désirer, toujours par manque de cadres et de moyens.

La situation matérielle inquiète encore davantage le responsable des Aurès, qui signale la pénurie en matière d'habillement, de nourriture et de médicaments.

Ses collègues approuvent ses observations et rédigent une décision prévoyant un « nettoyage » des Aurès par l'envoi de deux bataillons de la wilaya III et deux *katibas* de la wilaya IV.

Si M'hamed Bougara, colonel de la wilaya IV (Algérois) fit un long exposé : « L'ennemi a concentré des forces considérables vu la position stratégique de notre wilaya. Son quadrillage est presque parfait [...] Nous avons perdu beaucoup de cadres [...] La wilaya IV a besoin d'une aide

matérielle et technique accrue […]. C'est avec les bombes et les obus non éclatés que nous fabriquons des mines. Même les fusils de chasse sont à court de munitions ».

Il se déclare satisfait de ses services de propagande qui diffusent en arabe et en français et annonce même que certains libéraux européens contribuent à élargir l'audience de l'ALN.

En revanche, il est affligé par son service de santé dont il donne un aperçu des plus préoccupants : « Nos infirmeries sont volantes pour cause d'insécurité. Nous avons au cours des derniers ratissages et combats perdu un personnel considérable du service sanitaire […] C'est un véritable cri d'alarme que nous lançons. Beaucoup de blessés sont morts faute de soins […] »

S'agissant du complot des bleus, le colonel de la wilaya IV déclare : « Nous avons arrêté, interrogé et exécuté quelques éléments signalés par la wilaya III sans glisser dans le maccarthysme[43] », tout en soulignant : « C'est dans les villes surtout que les services psychologiques adverses déploient une grande activité : radio, affiches, slogans, réunions, mensonges et cynisme machiavélique, tout est mis en branle. Il applique à la lettre la formule : la loi justifie les moyens. »

Il conclut ainsi : « La wilaya peut faire beaucoup dans les domaines militaire, politique et économique, technique et sanitaire, si elle en avait les moyens. »

Nouvelle intervention de Si Haoues : « Actuellement, je fais appel au gouvernement pour m'assister avec des troupes pour le nettoyage des traîtres […] Je fais également appel aux wilayate voisines pour me laisser un peu de montagne pour le repli des unités [...]. Je peux affirmer en définitive que si les renforts me sont donnés, je nettoierai la wilaya dans les meilleurs délais. [44]»

Le rapport de Si Amirouche est bref. Dans la wilaya III, la propagande est bien organisée. Des conférences sont données aux *djounoud* deux fois par semaine, elles ont pour thèmes des sujets politiques, religieux ou autres. Il insiste pour dire qu'il faut structurer les auxiliaires (*mousseblin*), aussi rigoureusement que l'armée normale. Il déclare également que les soldes sont versées régulièrement. Cependant l'habillement militaire fait là aussi

---

[43] De l'avis des officiers de la wilaya IV, dont le commandant Azzedine, le colonel Bougara minimise ici les effets de l'opération du capitaine Léger dans l'Algérois.

[44] Les territoires du Sud étaient alors les plus investis par les Messalistes.

défaut, mais les finances sont bonnes, avec toujours 25 à 30 millions en caisse. Le SPI (Service de propagande et d'information) publie deux bulletins, mène des enquêtes et des reportages ainsi que des courts métrages sur les combats. Le service liaison est bon mais la branche renseignements est faible. « Quant au Croissant-Rouge qui souhaite être l'équivalent de la Croix-Rouge, il est insuffisant. »

Les délibérations des quatre colonels font ressortir des problèmes plus ou moins gravement ressentis mais communs à toutes les régions du pays : manque d'armes et de munitions qui limite l'ampleur des combats de l'ALN, pénurie de cadres et de techniciens radio, renseignement, santé, pression des services d'action psychologique de l'ennemi qui complique les relations des maquis avec les populations. Enfin, et ce ne sera pas le moindre des problèmes à prendre en considération avant d'arriver à Tunis, ils rappellent les promesses non tenues en matière d'acheminement des moyens de guerre sur le terrain.

Sur le bulletin quotidien tenu par Mohand-Saïd Aïssani, l'un des collaborateurs d'Amirouche qui allaient l'accompagner à Tunis, on peut lire dans la synthèse de la journée du 18 janvier 1959[45] qu'Amirouche avait envoyé une correspondance à tous les responsables ayant exercé en wilaya III, de Krim Belkacem au colonel Si Nacer, en passant par les commandants Kaci, Mira et Si Saïd[46]. On relèvera ici que si Amirouche ne cultivait aucune méfiance quand il s'agissait de traiter avec ses collègues de l'intérieur, il en allait tout autrement en ce qui concernait les dirigeants de l'extérieur. Ce message était adressé uniquement aux personnes ayant exercé des responsabilités en wilaya III pendant quelque temps. Ni Ouamrane ni Slimane Dehiles, qui, originaires de Kabylie, se trouvaient eux aussi à Tunis, mais ont quitté assez tôt la région, n'étaient destinataires de la correspondance.

Dans le même compte rendu, on découvre qu'Amirouche informait Si Haoues qu'il avait dépêché à Tunis une patrouille destinée à lui fournir une escorte en sol tunisien.

Avant de prendre la route, le colonel fit faire des doubles de la plupart des documents de son staff et en emplit plusieurs cantines qu'il chargea sur

---

[45] En réalité les dates de l'agenda ne correspondent pas à celles des faits notés. On lit qu'Amirouche a reçu les commandants Azzedine et Si Tayeb (O. Oussedik) le 19 janvier alors que la rencontre a eu lieu une dizaine de jours plus tôt.

[46] Il s'agit du commandant Iazourene Saïd.

des mules. On y trouve l'essentiel des archives relatant les activités de la wilaya III, les correspondances adressées aux autres wilayate et les rapports destinés à l'extérieur.

*
* *

Au début de l'année 1959, la tension qui régnait entre les trois membres les plus influents du GPRA (Boussouf, Ben Tobbal et Krim Belkacem) paralysait l'action et la réflexion des institutions du gouvernement.

Soudés contre les autres membres du GPRA dans leur prétention à conserver leur hégémonie dans la direction du FLN, les « trois B », comme on les appellera plus tard, avaient une relation régie par un subtil distinguo. Certes, chaque ministre surveillait au plus près les deux autres. Mais, c'est bien connu, en politique, lorsqu'une partie se joue à trois, il arrive toujours un moment où deux se liguent contre le troisième. En l'occurrence, au moment de l'ultime choix, le duo Boussouf-Ben Tobbal isolait explicitement ou implicitement Krim Belkacem. En effet, l'origine commune qui liait les deux premiers, issus du Nord-Constantinois, finissait par transcender les différences, par ailleurs bien réelles, de caractère et de stratégie qui les opposaient.

Ouamrane rapporte dans un courrier récemment publié par Khalfa Mameri[47] comment Ben Tobbal s'est finalement rallié à Boussouf dans l'assassinat d'Abane. Les membres du CCE présents à la réunion, après avoir discuté du cas, semblaient être tombés d'accord pour isoler, c'est-à-dire emprisonner le concepteur de la Soummam et avaient formellement exclu son élimination physique, chose que s'est autorisée Boussouf. Après l'assassinat, Ben Tobbal se montra, dans un premier temps, hostile au fait accompli imposé par son « compatriote ». Il finit par se ranger à ses côtés pour cause, entre autres, d'appartenance régionale, affirme le colonel Ouamrane.

Le conflit latent qui minait ce triumvirat marginalisait objectivement les autres membres de l'exécutif, à commencer par le président Ferhat Abbas, réduit à un rôle de figuration dès lors que la plupart des débats et décisions avaient lieu en dehors des instances légales de la Révolution. Plus grave, ces dissensions trouvaient des prolongements dans l'armée des frontières, où

---

[47] MAMERI, Khalfa, *Abane Ramdane, le faux procès*, E.M. 2007.

certains officiers prêtaient allégeance à des tuteurs dont ils supputaient la puissance, prenant ouvertement option pour les enjeux d'après-guerre au lieu d'œuvrer à renforcer le potentiel militaire à l'intérieur où les combats faisaient toujours rage.

Il fallait sortir de l'ornière. D'une part, le conflit opposant les trois responsables ayant atteint son paroxysme, il ne pouvait plus être géré par le non-dit, les manœuvres souterraines ou les cooptations, à travers lesquelles chacun essayait de tisser la toile par laquelle il paralyserait son adversaire ; d'autre part, l'absence de décision découlant de cette inertie belliqueuse avait rendu indispensable une intervention extérieure afin de débloquer la situation.

Chaque partie supposait que l'irruption des militaires ferait pencher la balance en sa faveur. Le duo Boussouf-Ben Tobbal, auquel s'était agrégé Kafi, comptait sur l'État-major et éventuellement la wilaya II ; Krim attendait le soutien des maquis de l'intérieur le moment venu. D'où la décision de réunir le CNRA avec les dix colonels qui tenaient le commandement militaire tant à l'intérieur qu'aux frontières. Ordre leur fut donné de se retrouver en Tunisie pour le début du mois d'avril et de désigner avant leur départ, pour ceux qui étaient responsables de wilaya, un intérimaire dont ils devaient transmettre le nom au GPRA.

Des rumeurs entretenues après l'indépendance ont laissé entendre qu'Amirouche se rendait seul à Tunis sur convocation du GPRA pour rendre des comptes sur son bilan politique et militaire et notamment sur la gestion de la bleuïte. À ce jour, il se trouve encore des intervenants qui, pour une raison ou une autre, relaient cette allégation tout en sachant que la réunion de Tunis concernait tous les chefs militaires pour la réunion du CNRA.

On vient de découvrir le contenu des rapports établis en décembre 1958 lors de la réunion tenue dans le Nord-Constantinois avec les colonels des wilayate I, IV et VI et on dispose de celui qui devait être présenté au nom de la wilaya III à Tunis. Ces documents laissent peu de doute sur l'état d'esprit d'Amirouche avant son déplacement vers la capitale tunisienne en mars 1959. Il se rendait à cette réunion pour faire des propositions importantes en matière de réorganisation militaire et de redéploiement politique. Il avait l'intention de demander des comptes, avant d'en rendre à un GPRA dont il avait, du reste, décliné les félicitations.

L'historien Gilbert Meynier[48] va même jusqu'à suggérer que le colonel de la wilaya III pouvait avoir comme objectif de renverser le GPRA et d'installer un autre exécutif composé de combattants de l'intérieur.

Rien ne permet d'affirmer qu'Amirouche serait allé à une telle extrémité. Mais Mohand ou Lhadj, Slimani Moh Ouali ou les commandants Hmimi et Ahcene Mahiouz ont tous confié une chose : Amirouche était déterminé à demander la dissolution et l'acheminement vers l'intérieur des bataillons stationnés en Tunisie et au Maroc, grâce auxquels Boumediene, secondé par Ali Mendjli, le commandant Slimane, de son vrai nom Kaïd Ahmed, et, plus tard, le commandant Azzedine, commençait à construire un rapport de force en vue de peser sur le contrôle du pouvoir même si, en 1959, on peut estimer qu'il n'avait pas encore à l'idée de s'imposer personnellement dans la mesure où il n'osait pas encore contester l'autorité de Boussouf. En ce qui le concerne, le commandant Azzedine quitta l'État-major dès que les ambitions de Boumediene en matière de prise de pouvoir devinrent flagrantes.

Du côté de l'État major général ou du triumvirat composé de Boussouf, Ben Tobbal et Krim Belkacem, les relations avec l'intérieur et plus spécialement les wilayate III et IV étaient des plus équivoques. L'aigreur et, plus tard, la colère des maquis n'en finissaient pas d'enfler depuis la fin de l'année 1957.

La réunion de Tunis promettait d'être rude.

Étouffement des maquis par la ligne Morice, réunion des colonels de l'intérieur, exécution des officiers aurésiens, opposition latente entre les trois responsables les plus puissants du GPRA, le climat général était délétère et la suspicion rongeait les rangs de la Révolution au plus haut niveau.

L'émergence d'Amirouche, portée à la connaissance de ses dirigeants grâce à son attachement à l'écrit et aux transmissions régulières qu'il faisait de ses décisions et actions, constituait à la fois une source de satisfaction pour beaucoup et un motif d'agacement puis d'inquiétude pour d'autres. Au mois de janvier 1959, le journal *El Moudjahid*, organe central de la Révolution, consacre sa « une » à Amirouche que l'on voit, jumelles à la main, à côté du jeune Slimane Laïchour. La page est barrée d'une accroche apologétique saluant Amirouche qui « défie dans les maquis de Kabylie les généraux français ».

---

[48] *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Editions Casbah, Alger, 2003.

Après la réunion avec ses collègues, Amirouche demanda, entre autres, à décentraliser la communication radio des wilayate pour plus de souplesse dans la gestion des questions militaires et sécuritaires. Cette sollicitation était interprétée par Boussouf comme une demande d'autonomie des maquis pour une promotion d'Amirouche qui se retrouverait de fait général en chef de l'armée de l'intérieur. Le ministère auquel était adressée la doléance, en l'occurrence celui de Boussouf, se garda bien d'y accéder ni même d'y répondre. Les wilayate continuèrent de passer par Tunis, qui avait le monopole des codes pour tout contact jusqu'à l'indépendance, y compris quand il s'agissait de traiter de questions domestiques comme le déplacement de prisonniers d'une wilaya à une autre pendant une période de pression conjoncturelle ou qu'il fallait rapidement alerter un commandement voisin sur une opération ennemie qui se préparait sur son territoire.

Un autre événement vint aviver et amplifier la tension déjà latente entre les acteurs de terrain et les « trois B ».

Nous avons déjà évoqué la conspiration connue sous le nom de « complot des colonels », dans laquelle furent impliqués, à l'automne 1958, des officiers supérieurs des Aurès-Nememchas et quelques responsables subalternes. Le colonel Lamouri, membre du COM, et les conjurés qui l'avaient suivi furent accusés d'avoir fomenté un coup d'État contre le GPRA.

Deux versions de la genèse et des motivations de chaque partie s'opposent dans cette affaire.

D'un côté, le GPRA assure avoir neutralisé un complot contre l'instance légale du peuple algérien avec le soutien actif des services spéciaux égyptiens. Bourguiba, déjà en opposition avec Nasser, confirma au gouvernement algérien l'existence de la conjuration. Mais, comme toujours dans la guerre d'Algérie, marquée par l'intrigue et la violence, il s'avéra que Boussouf, voulant se débarrasser depuis quelque temps de Krim Belkacem, encouragea en sous main le coup de force projeté. Sitôt l'entreprise démasquée, le responsable du renseignement du GPRA proposa l'exécution sans jugement des accusés. L'historien Mohamed Harbi donne une explication vraisemblable à cet empressement : Boussouf voulait éviter d'avoir à répondre de sa complicité en cours d'instruction ou lors du procès. Krim Belkacem refusa la proposition, déclarant qu'un tribunal devait statuer avant d'ajouter qu'il n'y aurait « ni clémence ni injustice ».

De l'autre, les accusés qui ont survécu au jugement affirment que les « trois B » avaient en fait mal vécu les conclusions du rapport élaboré par le colonel Lamouri, qui avait sévèrement condamné leur stratégie. Mais surtout, ajoute Salah Goudjil, lui-même inculpé, ceux-ci étaient indignés par le fait que le premier point du rapport fût consacré à une demande d'explication sur les raisons qui avaient conduit à l'assassinat d'Abane. Ce dernier, alors désigné sous un pseudonyme, avait rencontré Lamouri à la prison de Maison-Carrée, où ils avaient été détenus ensemble en 1951.

Aujourd'hui, l'accès aux archives égyptiennes et tunisiennes, s'il était officiellement demandé par l'Algérie, pourrait aider à mieux comprendre un épisode particulièrement douloureux de notre histoire. La lecture apaisée et responsable de cette affaire permettrait de mieux appréhender la complexité des rapports entre Boussouf et Krim Belkacem et les jeux d'influence extérieurs éventuels auxquels étaient soumis les différents responsables algériens ou leurs structures pendant la guerre.

Le fait qu'Amirouche ait rencontré Lamouri à l'automne 1956, pendant la mission qu'il avait accomplie aux Aurès pour le compte du CCE, et qu'il l'ait ensuite invité en Kabylie pouvait conduire, dans un climat de doute et de soupçons généralisés, à relier les interpellations de plus en précises et vigoureuses du colonel de la wilaya III et la fronde des officiers de la wilaya I. Par ailleurs, dans le rapport qui devait être présenté à Tunis par le chef kabyle, il était clairement fait état de la nécessité d'informer les responsables de l'intérieur sur les raisons de la condamnation à mort de dirigeants importants. Les derniers en date ayant subi pareil châtiment étant Lamouri et ses collègues d'infortune, on peut déduire que cette requête concernait autant leur exécution que l'assassinat d'Abane.

Salah Goudjil[49] explique que la proximité du regroupement des colonels en décembre a pesé sur la nature des sanctions qui leur ont été infligées. Or l'instruction et le procès se sont déroulés au début de l'automne 1958, ils ont donc précédé l'initiative d'Amirouche qui eut lieu du 6 au 12 décembre. Il

[49] Lors de l'entretien que j'ai eu avec Salah Goudjil en présence de Nordine Aït Hamouda en août 2009, le responsable aurésien cachait difficilement son dépit devant le comportement de Krim, dont il attendait plus de compréhension, sinon de compassion. Après la libération des condamnés qui avaient échappé à la mort, Salah Goudjil a fait partie de ceux qui ont demandé à rencontrer Krim pour envisager leur réintégration : « Coupables ou non, nous avions payé », argumente-t-il. « Il nous a éconduits sans autre forme de procès. » Le rescapé ajoute : « Il n'avait pas le droit de faire cela aux enfants de Ben Boulaïd. » J'ai cru comprendre qu'il faisait allusion aux recommandations du martyr aurésien de s'en remettre à Krim en cas de problème.

ne pouvait, en conséquence, pas y avoir de relation de cause à effet entre les condamnations et un regroupement des responsables de l'intérieur organisé deux mois après. De plus, aucun des officiers membres du Conseil de la wilaya III en mars 1959, n'a fait état ni entendu parler d'une quelconque connexion entre Amirouche et Lamouri depuis le départ de ce dernier pour la Tunisie.

Le tribunal, présidé par Houari Boumediene, siégea dans une tension extrême. Comme de coutume dans un mouvement politique qui subit des pressions extérieures fortes, la sérénité fit défaut. Des problèmes qui pourraient connaître leur dénouement dans l'apaisement dégénèrent dans la démesure. En l'occurrence, l'entreprise étant éventée, les responsables visés se trouvant à l'extérieur et étant à l'abri de menaces immédiates, il était possible de donner un traitement moins « sanglant » au dossier. Au lieu de cela, on assista à un déchaînement de violence inouïe. Le commandant Azzedine rapporte que le lieutenant Ahmed Bencherif[50], passant devant les accusés agenouillés et enchaînés, leur urina sur le visage devant tout le monde. Trois colonels et un commandant furent jugés et exécutés et les autres éléments purgèrent diverses peines de prison avant d'être affectés à des missions secondaires ou mutés sur les fronts les plus éloignés des centres de commandement, comme le Grand-Sud à la frontière malienne.

La secousse provoquée par la fronde des officiers chaoui et l'ascension d'Amirouche, qui en connaissait et appréciait un certain nombre, ont probablement contribué à rendre Boussouf plus « attentif » à ce chef militaire qui se donnait les moyens de se faire reconnaître à l'intérieur et prétendait maintenant devoir être entendu à l'extérieur. Et ce, sur des questions capitales pour le présent et surtout le futur sur lequel le chef des renseignements veillait jalousement.

S'agissant des relations liant Amirouche et Krim Belkacem, elles se sont distendues, mais pas autant que certains observateurs ont pu le dire.

On l'a raconté, Amirouche fut interloqué, puis incontestablement contrarié par le manque de sagacité de son chef face au tandem Boussouf-Boumediene. Si vive qu'elle fût, la mésentente entre les deux hommes

[50] Ahmed Bencherif, issu d'une grande tente, s'engagea dans les rangs de l'armée française avant de rejoindre l'ALN. Connu pour son caractère entier, il eut néanmoins le mérite de forcer la ligne Morice pour rentrer se battre à l'intérieur.

n'avait pas dépassé le stade du dépit chez Amirouche et de l'irritation chez Krim. Rien ne permet de dire que la rupture était consommée entre le colonel et son ministre de tutelle. On vient de voir qu'en janvier 1959, Amirouche avait encore alerté Krim sur son arrivée en Tunisie. Ce dernier, pour sa part, ménagea son collaborateur jusqu'à l'ultime moment.

*

* *

Voilà rapidement campés le décor politique et les rapports de force militaires qui prévalaient dans les rangs du FLN au moment où Amirouche s'apprêtait à quitter la Kabylie. On notera qu'à Tunis, il n'est question que de pouvoir et si peu de programme ou de projets de société.

Avant de quitter sa wilaya, le colonel adressa un message à ses troupes dans lequel il les assurait de sa fierté d'avoir combattu avec eux, de sa confiance dans leur détermination à continuer le combat jusqu'à la libération du pays et où, surtout, il les engageait à rester proches du peuple. Deux jours après le départ d'Amirouche, le PC reçut un message qui perturba Tahar Amirouchene, lui d'habitude inébranlable.

L'agent de liaison Mohand Sebkhi rapporte en partie l'événement, qui jette un éclairage important sur les relations entre Krim et son colonel, tout en livrant des éléments d'appréciation précieux sur le danger qui attendait Amirouche dès le premier jour de son voyage.

Écoutons-le :

« Tahar Amirouchene, qui était le moteur du secrétariat de la wilaya et qui avait la confiance et l'estime de notre colonel, me fit appeler en urgence. Il me dit d'un ton grave que je devais rattraper notre chef pour lui transmettre un message capital. Ayant souvent eu à exécuter des missions dans l'urgence, je me tins prêt au départ sans me poser plus de questions. La seule inquiétude qui me rongeait concernait le temps qu'il me faudrait pour combler mon retard, connaissant la vitesse de progression de Si Amirouche.

Brusquement, Tahar Amirouchene me fit demander à nouveau dans son repaire pour me dire que le message devait coûte que coûte arriver dans les meilleurs délais et être remis en mains propres au colonel. Il ajouta que si je tombais dans un traquenard ennemi, il me fallait impérativement faire disparaître la lettre. J'acquiesçais, tout en commençant à me poser des questions sur le contenu de ce fameux message. Tahar Amirouchene était

pour nous tous la cheville ouvrière du PC. Personne ne lui connaissait une faiblesse ni un quelconque état d'âme. Disponible, toujours à l'écoute, capable de lire et de synthétiser une situation en un rien de temps, il ne manifestait ni affolement ni euphorie. Il était l'intelligence faite homme. Sa soudaine insistance, je m'en rappelle très précisément, m'avait intrigué. Évidemment, je ne dis pas un mot : ce n'était pas dans nos règles. Je rejoignis ma place pour préparer mon départ.

Une demi-heure plus tard, Si Tahar vint vers moi. J'étais prêt. Il me prit par les épaules, me fixa dans les yeux et me redit que la correspondance était d'une importance vitale, que j'avais une responsabilité énorme et qu'il m'avait choisi particulièrement parce que c'était notre colonel en personne qui m'avait recruté avant de décider de me verser dans le service liaison. Sur le moment, j'étais à la fois heureux et un peu inquiet face à tant de sollicitude. D'un côté, Si Tahar savait que je n'en étais pas à ma première mission ; d'un autre côté, j'insiste là-dessus, il n'avait pas l'habitude de se répandre en effusions. Il connaissait les hommes, savait organiser comme pas un les activités du PC et ne se laissait jamais aller à des confidences ou des commentaires superflus.

Au moment de prendre la route et devinant ma perplexité, il m'attira un peu à l'écart, me prit à nouveau par les épaules, m'embrassa sur le front et me fit comprendre que le message venait d'arriver de Tunis et qu'il était signé par Krim Belkacem, qui demandait à Si Amirouche de changer sa route. »

La volonté de guider son cheminement vers Tunis renseigne sur la qualité des relations entretenues par Amirouche et Krim et dévoile en même temps la méfiance que pouvait entretenir ce dernier quand à la fiabilité de Boussouf dans l'orientation de son colonel.

Cinquante ans plus tard, Mohand Sebkhi raconte avec une saisissante ferveur sa folle équipée.

Il s'était mis en chemin muni d'un des laissez-passer signés à l'avance par Amirouche et avait avalé étape après étape jusqu'à ce 28 mars 1959, quand, dans un terrain argileux comme il y en a tant sur les Hauts-Plateaux algériens, lui et les deux hommes qui étaient chargés de lui faire traverser cette zone déboisée se retrouvèrent face à une colonne de l'armée française qui les avait repérés. Le seul refuge qui se présentait à eux était une de ces failles qui déchirent le sol sous l'effet des amplitudes thermiques dans ces terres souvent enneigées en hiver et calcinées l'été par des canicules pouvant durer trois mois d'affilée.

Ils résistèrent autant que le leur permit le rapport de force. À 17h30, les trois hommes n'avaient plus de munitions. Copieusement arrosés par les mitrailleuses et les lance-grenades, ils furent tous blessés. Mohand fut grièvement atteint : il avait reçu onze projectiles mais, avant d'être capturé, trouva le temps de brûler sa lettre en dépit de l'humidité. Affaibli qu'il était et obnubilé par la crainte de livrer le contenu de son message à l'ennemi, il oublia qu'il avait dans une autre poche de sa vareuse l'ordre de mission signé de la main du colonel Amirouche. Mal lui en prit.

« *Akken ik-yehwu ina-s teγriḍ-tent, yiwet a k-teṭṭef.* On a beau se croire averti de tout, il y a toujours une situation où l'on est pris en défaut », confie aujourd'hui le vieux Mohand.

Un adjudant tomba sur le document fatidique. Transféré à Bordj Bou-Arreridj, le prisonnier subit toutes sortes de sévices, de la gégène à la baignoire, sans avoir reçu de soins pour ses blessures. Les militaires français voulaient savoir si Amirouche, qui avait signé le sauf-conduit, était déjà passé.

Appliquant les conseils prodigués aux *djounoud* en pareille circonstance, Mohand essaya de gagner du temps en déclarant qu'il était prisonnier de guerre et qu'en tant que tel il avait droit aux égards dus à son statut.

« Au bout de 24 heures, je délirais. Au soir du troisième jour de ma détention on me mit sous le nez des journaux qui faisaient état de la mort de notre colonel ; certains titres annonçaient même que la fin de la guerre serait désormais proche. Je me souviens avoir ardemment désiré la mort.

Les jours suivants furent réservés à des interrogatoires de routine dans une euphorie généralisée. Un officier devenu plus « sage » voulait connaître les lieux où était installé le PC de wilaya, si nous détenions encore des prisonniers du complot des bleus, comment avait été préparée l'attaque contre le poste d'El Horane et ce qu'étaient devenues les armes que nous avions récupérées… »

Aujourd'hui encore, l'intrépide agent de liaison vit dans la culpabilité. Amirouche était son maître et son père. Il s'en veut de ne pas avoir pu aller plus vite. Personne ne pourra le convaincre qu'il n'avait aucune chance de rattraper son chef, étant donné les effectifs engagés dans la zone depuis une semaine.

Mohand Sebkhi fut en fait victime des renforts dépêchés depuis quelques jours sur le Hodna par le général Massu. Les archives de l'armée française font état d'un impressionnant dispositif déployé sur tout le couloir que devait traverser Amirouche.

Nous disposons du rapport demandé par Michel Debré, alors Premier ministre français, sur les conditions qui permirent de surprendre le colonel de la wilaya III et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Les informations contenues dans ce document de quatre feuillets ne manquent pas d'intérêt. On y apprend que : « Le général Massu, commandant le corps d'armée d'Alger ayant décidé de faire un effort sur l'Atlas saharien, a renforcé temporairement les moyens de la sous-zone, d'un Régiment Parachutiste, d'un Bataillon de Tirailleurs, d'un Escadron d'E.B.R. et d'une batterie de 105 » :

Le rapport poursuit le décompte des forces lancées contre Amirouche et comptabilise :

« Au total, la sous-zone disposait à la date du 25 mars

- 2ème Régiment Étranger de Cavalerie,
- 6ème Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine,
- 1er Bataillon de Tirailleurs,
- 5ème Bataillon de Tirailleurs
- Bataillon de marche du 4ème Régiment de Tirailleurs,
- Bataillon de marche du 584ème Bataillon du train et du 226ème Bataillon d'Infanterie,
- 2ème Escadron du 1er Regt. de Spahis (E.B.R),
- 1er Escadron du 27ème Dragons (AM M8)
- Batterie du 1/38ème R.A ;
- Batterie du 11/68ème R.A
- Batterie du 20ème… »

Aux effectifs déjà présents sur place s'ajoutait ce déploiement de troupes terrestres auxquelles l'aviation allait donner son appui.

Après avoir décrit les frontières du périmètre ciblé, le colonel Girard, commandant la sous-zone et auteur du rapport donnant les modalités de la mise en place du dispositif écrit :

« Une série d'opérations y a été envisagée en fonction de la synthèse de renseignements établie par le Deuxième bureau des secteurs de Djelfa et de Bou-Saâda. Ces opérations, insiste-t-il, devaient se jouer en fonction des renseignements obtenus au fur et à mesure de leur déroulement. »

Suit le *modus operandi* de la manœuvre :

« Le 26 mars l'opération « DJEBEL ZEMRA » était déclenchée à 20 km au Nord-Ouest de BOU SAADA […]

D'autres renseignements permettaient de fixer les positions d'application de la deuxième opération.

Le 28 mars l'opération « TSAMEUR » était déclenchée à 60 km Sud-Sud-Ouest de Bou-Saâda. »

Une partie du document attire l'attention : « l'interrogatoire des premiers prisonniers dirigés sur le PC et notamment celui d'Amor DRISS, blessé et capturé par le 1er B.T, permit d'avoir la certitude de la présence d'AMIROUCHE et de SI HAOUES [...]. »

Observons que le colonel informe son Premier ministre du fait que l'opération a été déclenchée sur renseignement et que les interrogatoires visaient à confirmer une « certitude » quant à la présence d'Amirouche et Haoues.

Dès 8h du matin, l'aviation et l'artillerie avaient transformé en brasier la montagne de pierrailles où s'étaient retirés les deux colonels. Amor Driss, adjoint de Haoues, sera achevé de sang-froid. Mohand-Saïd Aïssani, également fait prisonnier, est transféré à Alger. Les interventions de son maître, le professeur Mandouze, n'auront aucun effet. On ne sait comment, Pierre Lagaillarde, qu'il avait connu à l'université déjà très remuant dans le mouvement des ultras pour l'Algérie française, accède à sa cellule, l'en sort et l'abat d'une balle dans la tête à l'entrée du tunnel des Facultés, en plein centre ville, sans doute pour adresser un message aux autres universitaires qui seraient tentés de rejoindre l'ALN.

Comment un civil particulièrement surveillé a-t-il pu s'introduire dans une enceinte militaire et faire sortir un détenu sans rencontrer la moindre opposition ? L'opération donne en tout cas la mesure des failles qui lézardent les structures militaires françaises en Algérie en 1959 et annonce les infiltrations dont bénéficiera l'OAS (Organisation armée secrète) quelques mois plus tard.

Les hommes de l'ALN se trouvant au Djebel Thameur autour des deux colonels étaient à peine une soixantaine. Face à l'armada du général Massu, ils tiennent jusqu'au soir. Amirouche est atteint à 18h30. Il avait tenu parole : avant même de prendre le maquis, il avait fait le serment de ne jamais se laisser prendre vivant. À côté de lui se trouvent quelques documents plus ou moins calcinés, parmi lesquels la décision d'intérim qu'il venait de rédiger pour Abderrahmane Mira. Il avait, dans le même écrit, ordonné l'intégration de deux autres officiers au conseil de wilaya. Un peu plus loin, une des mules ramenées de l'Akfadou, ayant retrouvé son calme

après l'enfer de la journée broutait paisiblement, les deux malles de documents sur son dos.

La découverte et l'identification du corps d'Amirouche provoquent un ballet d'hélicoptères, à bord lesquels tout ce que l'Algérie compte d'officiers étoilés converge sur Bou-Saâda.

L'annonce officielle de la mort du prestigieux colonel n'est faite que le 29 mars en fin de matinée, d'où la méprise qui prévaut aujourd'hui encore quant à la date de la disparition d'Amirouche. La dépêche de l'AFP du 30 mars 1959 résume on ne peut mieux la situation : « Il se défendit longtemps au bas d'une falaise et fut tué à la grenade. Pour lui, il reste à tuer la légende dont il était entouré. »

Ordre est donné depuis Alger de procéder en secret à l'inhumation des deux corps sur place, dans la cour du Bordj Lagha, une ferme de notables algériens transformée en caserne. On verra plus loin comment l'enterrement clandestin d'Amirouche, inauguré par l'armée française, inspirera le pouvoir algérien.

La presse coloniale se répandit en annonces dithyrambiques pour son armée et spécula sur le cours de la guerre après cette victoire. Les moins optimistes prévoyaient une réduction appréciable de la durée du conflit.

Dans la population ce fut, dans un premier temps, le refus de croire : « Une annonce de plus », pensait-on. Comme toutes les informations ayant précédemment donné Amirouche pour mort, celle-ci serait bientôt démentie par une de ces attaques fulgurantes auxquelles l'homme insaisissable nous avait habitués. Mais un parent du colonel avait été emmené à Bou-Saâda avec le sénateur kabyle Benaceur pour reconnaître son cousin. Quelques jours plus tard, la nouvelle avait fait le tour d'Algérie.

Ayadi Belaïd dit Laïd, qui coule aujourd'hui une retraite bien méritée, est né le 9 mars 1928 à Annaba. Il s'était engagé très jeune dans les rangs du PPA-MTLD. Emprisonné lors de la répression qui s'est abattue sur l'OS, il s'évada en 1951 en compagnie de Zighout et de Ben Aouda. Recherché, il vint se réfugier avec ce dernier en Kabylie, où il fit la connaissance de Krim. C'est du reste le vieux militant kabyle, entre-temps devenu ministre de la Guerre, qui le protégea et l'innocenta lors de l'affaire du «complot des colonels », où il avait été entraîné sans savoir vraiment de quoi participait l'initiative. Il resta longtemps aux côtés du futur négociateur d'Évian avant d'être muté à la base de l'Est où il retrouva Bencherif, qui l'avait déjà remarqué lors de l'instruction de la conspiration qui avait failli l'emporter.

Lorsque ce dernier fut nommé à la gendarmerie après l'indépendance, il le suivit et fit toute sa carrière dans ce corps, où il termina commandant.

Le 29 mars 1959, Laïd se trouvait dans le bureau de Krim quand arriva l'information de la mort d'Amirouche. Il se rappelle très bien de la réaction instantanée de son protecteur : « C'est un coup de Boussouf et de Boumediene », lâcha sans hésiter le ministre de la Guerre.

La Kabylie et tous les maquis du pays étaient sous le choc.

La wilaya III avait beau avoir tenu un conseil extraordinaire en prévision de l'absence de son chef, Amirouche avoir veillé à laisser l'intérim au vertueux commandant Mohand ou Lhadj, les maquisards, qui pourtant côtoyaient quotidiennement la mort, n'étaient pas prêts à assumer la situation après sa disparition.

Le communiqué du conseil de wilaya fut à la mesure de la stupeur, de la douleur et de la vénération que vouaient les maquisards à leur chef. Saluant la dimension d'un « homme de réflexion et d'action », Tahar Amirouchene, rédigea un texte d'une remarquable facture qui ne déparerait pas dans les livres scolaires algériens, par ailleurs truffés d'articles puisés dans le journal *El Moudjahid*, bréviaire des slogans du parti unique. Cela ne suffit pas à dépasser le traumatisme qui avait anéanti maquis et société en Kabylie.

Comment compenser une telle perte ?

Seule consolation dans ce désastre, les qualités humaines de l'intérimaire : personnage aisé qui avait tout abandonné pour se battre en emmenant ses enfants dans son sillage, Mohand ou Lhadj, se consolait-on dans les rangs de la wilaya III, saurait veiller à assurer une succession stable et consensuelle.

Trois mois plus tard, l'opération Jumelles, l'une des manœuvres militaires les plus importantes jamais déclenchée par l'armée française en Algérie, allait s'abattre sur la Kabylie. Les anticipations d'Amirouche recommandant à ses troupes l'esquive des combats, le fractionnement des unités, le stockage des vivres et des médicaments et la restriction des déplacements au strict nécessaire limitèrent les dégâts, mais la région accusa le coup. Plus de 8 000 hommes furent tués et la pression se conjuguant à la disparition d'une autorité emblématique n'allait pas tarder à produire ses effets traditionnels : le réveil ou l'apparition d'animosités internes jusque-là contenues par l'envergure d'un chef incontesté, qui dissolvait ces pulsions dans des dynamiques alternatives plus fédératrices.

Il ne fallut pas attendre bien longtemps pour voir les vieux démons ressurgir. Des officiers s'estimant lésés nouèrent des contacts en vue de

former « le groupe des officiers libres », contestant l'autorité légale de la wilaya. La fronde commença à prendre des allures encore plus critiques quand elle prétendit réparer la marginalisation de la « Petite-Kabylie ». L'allégation avait beau être démentie par les faits – Hocine Zahouane et Slimani Moh Ouali, accompagnant la dissidence, étaient tous deux originaires de Grande-Kabylie – rien n'y fit. Quand un corps est fragilisé, le moindre germe prolifère et peut atteindre les organes les plus sains.

Ces menaces seront compliquées par l'arrivée non annoncée du commandant Mira qui affirmait avoir été envoyé pour diriger la wilaya sans fournir le moindre document. Amirouche lui-même n'avait pas eu connaissance de cette présence avant de quitter sa wilaya. Soucieux de la hiérarchie, il modifia sa première décision et le désigna en cours de route comme intérim, puisqu'il était plus ancien dans le grade de commandant. Destinée à anticiper les querelles de susceptibilité, la note ne fut d'aucun effet puisqu'elle fut retrouvée sur le cadavre d'Amirouche.

Les turbulences s'accentuant, une question brûlait toutes les lèvres : la Kabylie allait-elle connaître le sort des Aurès après la disparition de Ben Boulaïd ?

Heureusement, pour une fois, le GPRA, alerté, réagit assez vite. Il somma dans un message ferme tous les officiers et sous-officiers de la wilaya III, le commandant Mira compris, de se mettre sous les ordres du commandant Mohand ou Lhadj, nommé colonel de la wilaya III, « sous peine de sanctions très graves ».

Mais la crise fut rude et manqua de dégénérer, avec les conséquences que l'on devine, à l'été 1959, dans une Kabylie perturbée par la bleuïte, saignée par l'opération Jumelles et traumatisée par la perte de son chef.

Le récit de Djoudi Attoumi, témoin de cette crise, est révélateur des risques de désordres qu'a courus la wilaya. Les quelques semaines qui ont séparé la disparition d'Amirouche de la réception de l'ordre du GPRA consacrant Mohand ou Lhadj comme chef de wilaya auraient pu mener à une redoutable guerre intestine.

Abdelmadjid Azzi a vécu cette période où chacun, se posant en chef, émettait des ordres qui déstabilisaient les *djounoud* plus qu'ils ne les orientaient. Dans son livre[51], il écrit : « En quittant le commandant Mira, nous appréhendons, à travers ses propos, un conflit déchirant qui se profile

---

[51] *Op.cit.*

avec le commandant Mohand ou Lhadj, se disputant la succession du commandement de la wilaya et son attitude vindicative envers les cadres, en espérant vivement nous tromper sur ses intentions qui peuvent se révéler néfastes et en souhaitant de tout cœur que la raison finisse par l'emporter sur toute autre considération. »

Les commandants Hmimi et Slimani Moh Ouali, le lieutenant Abdelhafid Amokrane, Rachid Adjaoud, Djoudi Attoumi et d'autres combattants attestent que la situation était à ce point explosive que, sans la patience et la sagesse de Mohand ou Lhadj, le moindre incident ou la moindre provocation de l'ennemi aurait pu conduire à l'irréparable.

Nous sommes à la fin de l'année 1959. La lutte a changé de nature. Le poids de l'opinion mondiale, la lassitude de la majorité de l'opinion française, l'impatience du général de Gaulle – pressé de sortir de l'ornière coloniale pour lancer son pays dans de nouveaux défis – firent que, désormais, la question algérienne allait se traiter aussi sur d'autres terrains. La diplomatie et l'irruption des masses urbaines, en Algérie comme dans l'émigration, relayaient et donc relativisaient de fait l'importance de l'activité militaire des maquis.

Dès lors, les combattants de l'ALN étaient autant préoccupés par l'encadrement politique des populations que par les coups de main contre l'armée française.

L'autodétermination n'était plus un vain mot. Il fallait préparer le peuple à affirmer son destin dans un autre combat et éviter toutes sortes de pièges qui limiteraient ou dévoieraient sa revendication à une pleine et entière souveraineté.

Le petit berger d'Ighil bwammas qui avait voué sa vie à la libération de son pays avait vu juste.

Oui, l'Algérie serait indépendante ; oui, de Gaulle, qui n'était pas qu'un militaire, allait devoir se résoudre à négocier après avoir essayé d'étouffer le bras armé de la résistance algérienne et, oui, hélas… l'armée des frontières allait déposséder dans le sang le peuple de sa victoire, installant un ordre politique en tout point contraire aux valeurs qui avaient mobilisé la collectivité nationale huit ans durant.

*

* *

Après la stupéfaction, les jours qui suivirent la mort du colonel Amirouche furent meublés par toutes sortes d'interrogations. Les questions étaient nombreuses. L'une préoccupait plus que toutes les autres : par quelle faille l'ennemi avait-il pu atteindre celui qui l'avait tant et tant de fois nargué, harcelé et attaqué ? Ces tourments pèsent aujourd'hui encore sur toute discussion abordant la disparition du colonel de la wilaya III. Suspicions, allusions et accusations ont marqué dès le départ les conditions qui ont entouré la mort d'Amirouche.

Comment était organisé le guidage des déplacements des unités de l'ALN hors de leur wilaya en 1959 ?

On a déjà vu que, jusqu'au Congrès de la Soummam, en août 1956, les limites territoriales et les hiérarchies de l'ALN étaient peu ou pas définies. Les communications entre les régions étaient, mis à part les cas où des officiers entretenaient des relations personnelles, quasiment inexistantes. Ce n'est qu'à partir de la fin de l'été 1956 que l'organisation militaire du FLN prit un nouvel essor. Les régions étaient clairement circonscrites et l'autorité des commandements, centralisée par le CCE, recouvrait des espaces sur lesquels un autre gradé ne devait pas empiéter.

À partir de la fin de l'année 1957, les PC de wilaya furent équipés de postes radio permettant d'émettre et de recevoir, mais le manque de techniciens et la qualité du matériel rendaient les communications aléatoires et peu fiables, car les services de l'armée française déchiffraient assez vite les codes somme toute rudimentaires de l'ALN, obligée de ce fait de les changer fréquemment, ce qui n'était pas chose aisée. Il y avait cependant des échanges entre Tunis et l'intérieur, mais, on l'a déjà constaté, la demande faite par Amirouche de libérer les contacts radio entre les wilayate resta lettre morte.

Ce qui fait que, quand un officier et son escorte avaient à quitter leur région, ils devaient s'en remettre à une autre pour une orientation de proche en proche, chaque secteur passant au suivant la responsabilité d'accompagner l'équipe en déplacement. Dans les grands trajets, et à partir de l'été 1958, le guidage radio était utilisé de plus en plus fréquemment.

Mais dans le déplacement d'Amirouche subsiste à ce jour une inconnue. Les responsables de l'extérieur qui ont décidé de la réunion des colonels ont affirmé ne pas avoir pu contacter le colonel de la wilaya III par radio. J'ai pu lire le document chargeant Hadj Lakhdar, alors chef de la wilaya I, d'avertir son collègue de la wilaya III. Or, nous venons de voir que Krim Belkacem

avait pu contacter le PC de la wilaya III à partir de Tunis pour demander à Amirouche de changer de route.

Krim Belkacem avait-il des raisons particulières d'intervenir dans le guidage du colonel dont il avait eu le temps d'apprécier les qualités et de qui il devait attendre beaucoup dans une réunion où il était particulièrement ciblé ? Son intervention recommandant un changement de route était-il dicté par une prudence « naturelle » chez un homme qui n'avait survécu à dix ans de clandestinité que grâce à une vigilance de tous les instants ? Les services de Boussouf, ayant le monopole sur la communication et étant donc chargés des messages, ont-ils délibérément évité le contact radio avec Amirouche dans un premier temps, pour allonger la chaîne des transmissions, ou ont-ils essayé de contacter le PC de la wilaya III sans que leur tentative n'aboutisse ?

Abdelmadjid Maâlem était opérateur radio à la base de l'Est. Né le 12 juillet 1942 à Tebessa, il raconte dans son livre[52] comment des officiers de l'ALN, accueillant quelques déserteurs de l'armée française, commençaient à équiper leurs unités de postes radio rudimentaires destinés, au début, à des communications entre les troupes algériennes stationnées en Tunisie.

Il a fallu qu'Abdelhafid Boussouf s'occupe du dossier pour que les transmissions prennent une dimension majeure dans les rangs de l'armée algérienne. Chez Boussouf, le secret était une seconde nature ; sa main gauche, disait-on de lui, ne savait pas ce que faisait sa main droite. Engagé très tôt dans les rangs de la résistance, cet instituteur originaire du Nord-Constantinois, qui évitait toute relation susceptible de l'identifier par ses origines, se retrouva au Maroc au début des hostilités. Il ne tarda pas à prendre en charge la wilaya V quand Ben M'hidi, responsable de l'Oranie, fut promu membre du CCE lors du Congrès de la Soummam. Travailleur acharné, faisant de l'occulte une manière de vivre, il organisa sa carrière par et pour le renseignement. Il fut le seul ministre à n'avoir jamais changé de poste jusqu'à l'indépendance alors que des hommes comme Krim Belkacem, dont l'autorité était incontestée dans les maquis, durent céder leurs postes à chaque fois qu'ils prenaient une envergure politique pouvant peser sur le management général de la guerre ou, plus grave, sur le pouvoir d'après-guerre.

Boussouf, homme de son temps et à ce titre fasciné par les ressorts de la guerre froide, où l'équilibre planétaire tenait autant de la puissance militaire

---

[52] *Les Témoignages de Bézouiche*, tome 2 : *les Transmissions de la base de l'Est*, éditions ANEP, 2005.

que de l'espionnage et de la terreur, comprit très vite que, dans les régimes autoritaires, une fiche bien tenue pouvait avoir raison d'un homme, quelle que soit sa puissance apparente. À des moments critiques, quand il voyait son entreprise tentaculaire menacée, il ne se privait pas de passer à l'acte en impliquant le plus de responsables possibles dans ses exactions. C'est ce qu'il fit en assassinant Abane quand ce dernier eut montré sa détermination à rentrer en Algérie pour dénoncer les déviations et autres reniements du FLN, dont la dérive autoritariste du système Boussouf n'était pas le moindre des avatars.

Ali Mecili[53] était étudiant en 1958. Comme la plupart des cadres engagés dans le FLN, il fut intercepté par Boussouf et versé lui aussi dans le renseignement. Il m'avouera en 1981 que, dès la fin de l'année 1958, les services de la Sécurité militaire rédigeaient plus de fiches sur Krim Belkacem que sur tous les mouvements de l'armée française réunis.

Installé au MALG, Boussouf étendit méticuleusement son emprise jusqu'à mailler et infiltrer l'ensemble des organes de la Révolution.

Cette volonté de tout scruter, tout savoir, était une manière de tenir son monde mais participait aussi, on peut le dire aujourd'hui, de la conviction qu'il structurait là le mode d'organisation qui convenait le mieux au pays. L'hypertrophie des services de renseignements qui phagocytèrent organes et fonctionnement de la Révolution, eut du reste, en certaines occasions, des incidences positives, notamment lors des séances de préparation des rencontres algéro-françaises. Selon Mohamed Lemkami[54], élément du MALG, Boussouf, qui avait introduit des agents dans le Gouvernement général à Alger, put par exemple donner de précieuses informations au cours des négociations d'Évian à Saad Dahlab, l'un des représentants algériens.

Mais quelle que soit l'importance conjoncturelle de ces données, elles ne compensaient pas le déficit de légalité et de transparence, donc de légitimité, qui a grevé la plupart des décisions fondamentales portant sur la gestion de la guerre et la préparation de l'après-guerre. Le culte de l'opacité et son corollaire, la violence, déjà latents dans le Mouvement national,

[53] Étudiant, officier de l'ALN, il fut recruté dans les services de renseignements par Boussouf. En 1963, il fut arrêté et torturé en tant qu'élément du FFS. Il sera tué en 1987 par les services spéciaux algériens, à Paris.
[54] *Les Hommes de l'ombre, Mémoires d'un officier du MALG*, Editions ANEP, 2004.

auxquels a si souvent recouru Boussouf, ont tué dans l'œuf toute velléité démocratique dans les rangs du FLN, dès 1957.

Aujourd'hui encore, les services spéciaux algériens, incapables de vendre le bilan politique et économique d'un demi-siècle de gestion occulte et hégémonique de leur organe, expliquent que dans tous les pays les structures en charge de la sécurité nationale sont l'âme du pouvoir. J'en ai même entendu citer le cas des États-Unis où, disent-ils, la CIA et le FBI sont au cœur de toute décision engageant le devenir de la première puissance mondiale. Ces agents oublient de dire deux choses : les responsables de ces instruments sont nommés par le pouvoir politique et, tous les quatre ans, le peuple américain vote librement pour désigner ses dirigeants.

La question n'est pas tant la nature, les effectifs ni même les prérogatives d'un service secret mais sa mission et son contrôle. C'est une chose d'avoir un service de renseignements puissant qui éclaire et, au besoin, oriente l'autorité légitimement élue, c'en est une autre de subir une institution qui, disposant de moyens illimités et échappant à tout contrôle, fait et défait le pouvoir politique.

La chose était d'autant plus périlleuse à partir de 1958 que, parallèlement à son activité souterraine, Boussouf poussait un autre homme, Houari Boumediene, longtemps effacé et renfermé, à investir l'armée pour se doter d'une force de frappe décisive le moment venu. Ce dernier eut également pour mission de présider tous les tribunaux qui devaient décider du sort de ceux qui, par indiscipline, maladresse ou exaspération, contestaient un système politique dont beaucoup redoutaient déjà les dérives. Cette disponibilité à décider du sort des opposants fut une des fonctions les plus fréquentes que s'arrogea le futur chef d'État-major.

Aliénation ou démission, les élites algériennes refusent toujours d'entendre parler de cette partie du bilan de Boumediene.

Pourtant, c'est bien la synergie des actions des services de Boussouf et le poids de l'armée de Boumediene qui sont à l'origine du système politique qui accable aujourd'hui encore le peuple algérien. Le deuxième accepta pendant longtemps de jouer les seconds couteaux et c'est bien Boussouf qui avait la volonté et, il faut le dire, la compétence de construire un régime conçu et structuré comme une secte, régi par la cooptation, l'opacité, la terreur et, au besoin, le meurtre.

Des écoles de formation en transmission recrutant les éléments les plus instruits furent installées à Tunis. Mais c'est au Maroc, loin du regard de ses

pairs, que Boussouf concentra l'essentiel de son potentiel organisationnel, avant de le déplacer dans une ferme située à 80 kilomètres au sud de Tripoli, prêtée par les Libyens et transformée en caserne. Le lieu s'appellera, comble de cynisme, base Didouche-Mourad, du nom du jeune martyr, membre du groupe des six, qui avait déclenché l'insurrection en 1954 et s'était sacrifié pour une lutte ouverte et loyale.

Abdelmadjid Houma est né le 4 février 1928 à Tifra, dans la région de Sidi Aïch en Petite-Kabylie. Comme beaucoup de jeunes militants disposant d'un niveau d'instruction appréciable dans la Fédération de France du FLN, il fut envoyé dans un premier temps au Maroc. À partir de 1957, le Comité fédéral, remarquablement réorganisé depuis qu'Abane y avait responsabilisé Omar Boudaoud, pourvoyait en cadres et en financements une bonne partie des besoins du CCE, puis du GPRA.

Boussouf et Boumediene ne s'y sont pas trompés. Durant les dernières années de la guerre, ils veillèrent à entretenir les meilleures relations avec l'organisation chargée de l'émigration, quitte à se retourner contre elle à l'indépendance ; les valeurs démocratiques forgées à l'étranger dans les longues luttes syndicales et la proximité des libéraux européens ne pouvaient faire bon ménage avec le populisme qui allait déferler sur l'Algérie d'après-guerre.

En ce qui le concerne, Houma arrivera en 1957 à Tanger. Il fut aussitôt acheminé vers Khemissat, située dans le Moyen-Atlas, où on l'isola pendant des semaines. Comme toutes les recrues du MALG, il devait consigner sa vie par écrit jusqu'au moindre détail. Au bout d'une à deux semaines, il était invité à recommencer la même opération. Une cellule déchiffrait la somme d'informations produite pour voir s'il n'y avait pas de contradictions entre les versions. Il découvrit alors, selon ses propres termes, la « mort lente » pendant trois mois.

« Ce n'est qu'après avoir connu le fonctionnement de secte du MALG que j'ai compris pourquoi nous étions plongés sans préparation dans un climat de privations et de pressions qui en a fait craquer plus d'un avant même d'être en fonction. Par chance, j'ai tenu le coup avant d'être affecté à Kebdani, une petite localité du Rif, pour suivre une formation de deux mois et demi dans les transmissions », se souvient la nouvelle recrue d'alors.

Abdelmadjid Houma décrit les conditions dans lesquelles Boussouf faisait travailler ses équipes. Ces méthodes renseignent sur le tempérament de l'homme autant qu'elles dévoilent ses conceptions politiques.

« J'étais affecté à Oujda, dans le Chiffre, avant de me retrouver à Nador dans le service radio. Nous étions dans le même immeuble que les bureaux de Boumediene, à l'époque responsable de la wilaya V. Ni lui ni Bouteflika, qui l'accompagnait de temps à autre, n'avaient le droit d'entrer chez nous. Nous travaillions, mangions et dormions dans les mêmes locaux, sans le moindre contact avec l'extérieur. Nous étions mis à l'isolement total. Il y avait entre autres parmi nous Mustapha Toumi, Aïssa Messaoudi, et certains finissaient par « disjoncter ». Il s'en est même trouvé qui ont fait plusieurs tentatives de suicide.

Il a fallu l'arrivée du psychiatre Frantz Fanon pour que l'alarme soit tirée et que Boussouf consente à accepter une sortie d'« aération », sous stricte surveillance, une fois par quinzaine. Malgré cette organisation carcérale, il fallait éviter que des liens se tissent entre les uns et les autres et nous étions appelés à changer de poste ou de site du jour au lendemain. C'est ainsi que je me suis retrouvé en Libye pendant une année avant de rejoindre à nouveau le Maroc début 1959.

L'élaboration des codes était des plus ardues. Nous avions pu disposer de deux codes français, mais nous nous demandions si l'ennemi ne les avait pas intentionnellement laissé traîner afin d'avoir toute latitude pour nous écouter. L'un de ces codes, désigné par le sigle L.O.4, a été utilisé quelque temps mais nous n'étions pas vraiment rassurés. »

Pour échapper à ce risque majeur, Boussouf essaya d'introduire une certaine maîtrise technique dans la gestion de ce service auquel il tenait par-dessus tout. Mais l'autonomie et la sécurité étaient difficiles à garantir. Houma fut marqué par la masse de travail et la complexité de la tâche :

« Il fallait au minimum 5 à 6 mois pour former un chiffreur et autant pour un déchiffreur. Or, le temps pressait et l'intérieur demandait de plus en plus de techniciens radio.

Nous essayions de fractionner le spectre d'utilisation des codes car, fin 1957-début 1958, nous étions encore dans une initiation quasi artisanale, alors que les services spéciaux français étaient, on le devine aisément, techniquement très au point. Une des précautions que nous prenions consistait à bricoler nos cartes pour disposer de plusieurs formules. Un code était destiné à une wilaya ou un groupe de wilayate, un autre aux responsables de Tunis ou du Caire. Plus tard, nous en avons élaboré un spécialement réservé à la Fédération de France du FLN. Cependant le manque de cadres et l'extrême tension qui pesait sur nous provoquaient des erreurs dramatiques. Pendant un mois de carême, nous avons confondu les

expéditeurs. Il a fallu que les destinataires nous alertent d'Europe et du Caire pour que l'on corrige la méprise. »

En vérité, à cette époque, les communications radio étaient peu fiables. Début 1958, le PC de la wilaya III, par exemple, partait du principe que tout message pouvait être capté par l'ennemi. Seules des informations à durée de vie très courte étaient échangées. Il fallait aussi déplacer le matériel et les hommes aussitôt la liaison établie, pour limiter les risques de repérages de la goniométrie qui pouvait localiser assez précisément les sites d'émission.

« Nous n'atteignîmes vraiment un niveau de fonctionnement régulier et surtout sécurisé que vers la mi-1958, poursuit Houma, quand des sympathisants ont photocopié dans les locaux mêmes de l'ambassade de France au Maroc le code Slidex, avec 10 cartes différentes. Malgré cette aubaine, nous restions prudents. Notre temps de transmission ne devait pas dépasser un maximum de cinq minutes, car les changements étaient très difficiles. Cela dit, nous avions acquis une certaine maîtrise technique, et il nous arrivait même d'enregistrer des émissions de l'armée française.

C'est ainsi que notre centre d'écoute à Oujda capta un message de l'armée française faisant état du déplacement d'Amirouche sur Tunis. Je n'ai jamais su si le GPRA ou l'intéressé en avaient été informés. Plus tard, nous avons entendu Yazid, ministre de l'Information, dire que, d'après des messages ennemis déchiffrés par certains de nos agents qui lui en avaient fait part, les Français estimaient que la wilaya III gênait les négociations. Aujourd'hui, je ne saurais pas dire si d'autres données plus précises concernant le déplacement du colonel Amirouche avaient été interceptées par les Français ni par quelle source elles ont pu être transmises, car le système de rotation ne nous permettait pas de rester longtemps sur le même poste. »

Abdelmadjid raconte un autre événement annexe qui apporte sa part de clarté dans le dossier Amirouche.

« À côté de notre station radio de Nador se trouvait une caserne de la Légion étrangère espagnole qui avait enrôlé un certain nombre d'Allemands. Nous redoutions qu'ils s'en prennent à notre structure. C'est comme cela que nous avions décidé d'établir des contacts avec les éléments qui nous semblaient accorder une attention, sinon une sympathie à la cause algérienne. Notre entêtement fut tel que nous suivions les recrues espagnoles jusque dans les maisons closes. C'est ainsi que nous finîmes par récupérer deux légionnaires. L'un ne tarda pas à déserter l'ALN ; l'autre, connu depuis sous le nom d'Ali Lalmani, resta avec nous et fut versé au

centre d'écoute. Bien après la mort d'Amirouche, il se laissa aller à quelques confidences, en 1961, laissant entendre qu'il avait fait part à plusieurs reprises de messages français qui non seulement prouvaient que le déplacement d'Amirouche était connu mais que l'État-major ennemi préparait des plans pour le suivre. Du jour au lendemain, explique Abdelmadjid, Ali Lalmani disparut. Interné dans la prison Ben-M'hidi à Oujda, il fut tout simplement oublié. Le cloisonnement des services de Boussouf lui avait sauvé la vie, car personne n'osait traiter les dossiers relevant du MALG. En 1961, Boussouf, ayant concentré tous ses agents dans la bataille d'après-guerre, n'avait pas le temps de s'occuper de prisonniers. »

Il ne reparaîtra qu'en 1962. Depuis, il dispose de la nationalité algérienne, d'un nouveau nom et vit en Algérie.

J'ai souvent rencontré Ali Lalmani. Cela fait plus de vingt ans que je lui demande de confirmer ce qu'il a révélé à certains de ses camarades du MALG en 1961. Il refuse obstinément de s'impliquer, quand bien même lui aurais-je promis de ne révéler que ce qu'il peut et veut assumer. Un jour de 1998, le voyant dans une réception de l'ambassade de Pologne, je m'apprêtais à engager la discussion avec lui, quand il me précéda avec son accent grasseyant : « Toi, tu feux ma morrrt. » Aujourd'hui, Ali Lalmani est vieux et malade. Il faut espérer qu'à l'automne de sa vie, il acceptera de livrer le secret qu'il garde depuis maintenant 51 ans, afin d'apporter sa part de lumière dans l'Histoire blessée de son pays d'adoption.

*
* *

L'équipe qui se fera connaître sous le nom de clan d'Oujda n'allait pas tarder à décliner sa conception du pouvoir et le type d'institutions dont elle comptait se doter. Avant même l'ouverture des négociations à Évian, le moindre propos, la moindre des décisions d'un responsable ou d'un collectif étaient inspirés par des objectifs rarement, pour ne pas dire jamais avoués. L'interprétation qui en était faite par le camp adverse témoignait de la violence des relations qui ne tarderont pas à dégénérer dans le conflit sanglant de 1962 qui marqua à jamais la conquête et la nature du pouvoir dans l'Algérie décolonisée.

Les divisions qui déchirèrent dès le mois de juillet le groupe de Tizi-Ouzou et celui de Tlemcen n'étaient que la face visible d'un marasme qui minait la direction du FLN depuis de longues années.

L'euphorie des premiers jours de l'indépendance, où le peuple algérien laissa exploser sa joie, fut de courte durée. Il était écrit que l'ultime partie de cette guerre allait se jouer entre l'armée des frontières et les maquis de l'intérieur. Ce conflit opposant des maquisards occupés à se battre sur le terrain contre l'armée coloniale à des troupes organisées à l'extérieur en vue de la prise du pouvoir est aujourd'hui encore appelé par les scribes du régime algérien « guerre du wilayisme ». Ces derniers laissent ainsi entendre que ce seraient des wilayate de l'intérieur qui se seraient étripées pour priver le peuple de son droit souverain à choisir son destin, la responsabilité de l'armée des frontières étant évacuée du drame qui a déchiré et traumatisé le pays.

Plusieurs centaines de maquisards qui avaient survécu au napalm, aux opérations de l'armée française et aux maladies laissèrent leur vie au lendemain du cessez-le-feu dans des combats fratricides qui pèsent aujourd'hui encore sur le destin algérien.

La désillusion fut totale et brutale.

Il nous restait le repli sur la glorification du sacrifice qui marque à jamais la mémoire d'un enfant. La faillite des dirigeants ébranla le peuple et brisa un immense espoir. Elle fut compensée par la magie de l'incantation et tout ce qui pouvait faire office de vie culturelle.

Les acteurs de la radio kabyle organisèrent durant tout l'été 1962 des tournées dans les villages les plus reculés pour jouer des saynètes où ils exaltaient la bravoure et le patriotisme de l'ALN. Les chanteurs, relayant dans le public l'inspiration populaire de la guerre, rivalisaient de louanges aux martyrs, espérant conjurer un dérapage désastreux tant sur le plan politique que symbolique.

Ministre de la Défense à l'indépendance, Boumediene ne s'embarrassa pas de scrupules. Les enlèvements et les tortures firent leur réapparition moins d'un an après le départ de l'armée française. Pendant le maquis du FFS (Front des forces socialistes), il expliqua en 1963 qu'il valait mieux torturer quelqu'un pour en obtenir des renseignements le plus vite possible que de prendre le risque de voir d'autres attaques atteindre l'ANP. La leçon avait bien été retenue. C'étaient là, au mot près, les arguments qu'avait

avancés Massu pour justifier ses exactions pendant la Bataille d'Alger en 1957.

Pourtant, à la fin de sa vie, plus précisément à partir de 1976, le chef de l'État algérien essaya tant bien que mal d'assouplir son autoritarisme. Il nomma le sociologue Mostefa Lacheraf à l'Éducation nationale, amorça un rapprochement avec le Maroc à travers le traité d'Ifrane et se montra plus souvent à l'étranger.

Comme ces hommes qui décident de changer de vie en recourant à la chirurgie esthétique et en changeant d'identité, Boumediene, qui fit sur le tard de réels efforts pour agrémenter un profil contestable, resta toutefois sur un déni de réalité devant le cas Amirouche. Il s'acharnera à entretenir une laborieuse campagne de dénigrement et à développer une vigilance sourcilleuse interdisant toute évocation valorisante et de veiller à ce que la séquestration des dépouilles des colonels des wilayate III et VI soit tenue secrète jusqu'à sa mort.

En 1968, le cinéaste Ahmed Rachedi reçoit l'autorisation de porter à l'écran le roman de l'écrivain Mouloud Mammeri *L'Opium et le bâton*.

Retraçant avec une remarquable minutie le climat de la guerre, Mammeri réserve dans son ouvrage un long passage au colonel Amirouche. La plume du romancier, dont la subtilité s'était déjà affirmée dans d'autres œuvres, était cette fois mise au service de la transcription d'une légende construite par la ferveur populaire. La transposition littéraire des poèmes des femmes kabyles chantant moult qualités du « Lion du Djudjura » fut particulièrement réussie.

Je faisais partie du groupe d'étudiants qui assistaient à l'Université d'Alger le « vieux » Mammeri dans une entreprise passionnée de sauvegarde de la culture berbère, décriée à l'époque comme un reliquat de la colonisation, une menace ou une tare qui avilissait et mettait en péril la nation.

Quand nous apprîmes la nouvelle de la production du film, nous fûmes pris d'une soudaine frénésie. Nous voyions enfin arriver le moment d'une réparation juste et attendue. En fait, nous étions doublement satisfaits ; d'une part parce que l'épisode consacré au colonel était à la hauteur des récits transmis par les maquisards et sublimés par les chants de nos mères ; d'autre part, Mammeri nous avait rassurés en nous disant qu'il suivait avec le cinéaste l'écriture du scénario, pour éviter que la mise en scène cinématographique n'altère trop l'esthétique littéraire du livre. Et, ce qui nous importait plus particulièrement, la scène où un jeune médecin,

arrivant au maquis, découvre que le colonel Amirouche qu'il attendait et dont il avait tant entendu parler n'est autre que cet homme vivant parmi les combattants et qui lui offre le café, allait, nous avait assuré Mammeri, être mise en valeur.

Un jour, Mammeri me demanda de rester après le cours de berbère. L'air soucieux, lui le placide et le faussement débonnaire, lâcha à brûle-pourpoint :

« Rachedi m'a dit la dernière fois qu'il vaut mieux que le nom du colonel Amirouche n'apparaisse pas dans le film. Naturellement, je lui ai dit que cela n'avait pas de sens. Devant mon étonnement et n'étant lui-même pas convaincu par les arguties qu'il bafouillait, il a évité la discussion, me dit qu'effectivement c'était là un problème et que, le cas échéant, nous pourrions en reparler. Le problème c'est qu'hier, il est revenu sur le sujet et j'ai comme l'impression qu'il est sommé de faire disparaître le nom d'Amirouche de son film. »

Des années plus tard, j'ai eu l'occasion de bien connaître Ahmed Rachedi. Des personnes ayant gravité autour des milieux cinématographiques algériens ont émis des avis divers sur les orientations qu'il avait imprimées à l'Office national du cinéma, dont il avait eu la charge du temps de Boumediene. N'étant pas un spécialiste du domaine, je me garderai de me prononcer sur la pertinence de ces débats à l'occasion très vifs. Je puis cependant avancer qu'intellectuellement, Rachedi n'aurait pas pris la responsabilité d'amputer une œuvre du personnage qui incarnait l'âme du roman qui l'avait inspirée.

Devant mon évident désappointement, Mammeri m'a dit que ceux qui lui avaient suggéré cette idée estimaient que l'on ne pouvait pas parler d'un homme de l'envergure d'Amirouche en une dizaine de minutes.

Je me revois encore bondissant de mon siège ; je fis valoir qu'en tant qu'auteur il avait le droit – je n'avais pas osé lui dire le devoir – d'arrêter le projet. Ce n'était pas le choix qu'avait fait notre maître. Il n'appréciait que très modérément les affrontements directs, lui qui parlait plus à l'Histoire qu'aux pouvoirs et dont l'échelle de mesure prétendait dépasser des conjonctures faites d'intrigues. Il voulait être maître de son rythme intellectuel et essayait de nous persuader qu'il se projetait au-delà du cercle des reîtres et des courtisans. Il eut ensuite cette mimique aigre-douce qu'il affichait dans les moments de gêne et dont on ne savait jamais si elle exprimait un dépit ou une malice, avant de poursuivre :

« Tu sais ce que ces gens ont demandé à Rachedi de me répondre ? Un héros comme Amirouche mérite un film à lui tout seul. »

On attend toujours.

En réalité, quand Mammeri m'informait des tergiversations du cinéaste, il me demandait de transmettre aux étudiants la nouvelle de la censure et, implicitement, sa décision de l'accepter. L'information en avait outré plus d'un au Cercle de culture berbère, que nous avions fondé quelques mois auparavant à la cité universitaire de Ben Aknoun.

Le film sortit. La robe kabyle portée par l'actrice française Marie-José Nat revint à la mode et le nom d'Amirouche fut gommé d'une histoire dont il était un acteur privilégié. Une fois de plus, Boumediene était passé par là.

La réduction mémorielle en Algérie, dont la néantisation d'Amirouche est la caricature, sera une constante dans le traitement officiel de l'histoire de la guerre de libération et une vraie manifestation du divorce du pouvoir et de la société. D'un côté, la rue qui ruminait son dépit et cultivait ses propres repères et symboles ; de l'autre le régime, qui joua dès le départ la partition de la désinformation et de la censure.

Nous étions encore au lycée en cet été 1962. Une délégation du GPRA conduite par Krim Belkacem vint présider la cérémonie de la distribution des prix. Sans être trop explicite, le signataire des accords d'Évian invita dans son discours la jeunesse à veiller à ne jamais laisser la force et l'injustice dominer l'Algérie, qui avait payé un lourd tribut pour vivre dans la liberté et la dignité. Le propos nous avait interpellés car, sans en connaître intimement les tenants et les aboutissants, nous avions déjà eu vent des dissensions qui avaient lézardé le FLN.

Mais en vérité, ce qui nous avait intrigués et pour tout dire scandalisés, c'est ce que nous avaient dit certains de nos camarades externes. Ils nous avaient fait part de l'indignation de leurs parents qui avaient entendu dire que Ben Bella se serait opposé au baptême de notre lycée qui devait porter le nom du colonel Amirouche. Nous ne fûmes vraiment rassurés que lorsque notre camarade Ahcène Bey, élève de seconde – qui passera d'ailleurs plus tard toute sa vie active dans l'armée – fut invité à lire un texte dans lequel les « grands », comme nous les appelions, s'étaient appliqués à retracer le parcours et la bravoure de cet officier hors du commun sublimé par la poésie populaire et qui avait marqué la Kabylie et la guerre de libération, toutes générations confondues.

Dans le camp des élèves, les jours qui suivirent la cérémonie furent animés par des discussions sans nuance. La menace qui avait pesé sur le

nouveau nom de notre établissement avait donné l'occasion à notre ferveur juvénile de transformer les informations que nous glanions chez les adultes en jugements sommaires et définitifs, à travers lesquels nous cherchions plus à assouvir notre colère qu'à comprendre ce qui nous apparaissait, de toute façon, comme au mieux une agression, au pire une insulte.

Que quelqu'un entende dire que Ben Bella avait été sous-officier dans l'armée française, cela suffisait pour meubler notre journée en concours de révélations plus ou moins colorées sur le passé d'un homme que chacun s'évertuait à décrire avec des précisions toujours plus cocasses et, si possible, cruelles.

Le cynisme par lequel on avait osé attenter à notre icône avait achevé de détruire notre rêve. Nous étions dépossédés de notre idéal d'homme, celui qui avait dans les pires moments répondu à nos appels, nourri notre espoir, protégé notre dignité et auquel, plus ou moins consciemment, nous essayions de nous identifier.

Quand nous avions épuisé nos quolibets sur Ben Bella, nous concentrions notre exaspération sur les soldats de plomb qui se « gavaient de *zalabias* à Tunis » pendant que les hommes, les vrais, affrontaient les paras de Massu et de Bigeard sur le terrain.

Sans incidence aucune sur le cours des événements, nos excès exprimaient une révolte douloureusement et sincèrement vécue.

L'arrivée des vacances mit un terme à notre fureur collective. Les tragiques violences de l'été 1962 et la défaite du GPRA, qui signaient en même temps l'effondrement des maquis et la dispersion de la Fédération de France, sur lesquels il s'appuyait, nous ramena à une perception plus amère mais plus juste de la réalité.

La rentrée raviva les débats mais la complexité de la situation avait érodé nos certitudes et les caricatures se firent moins péremptoires. Des acteurs que nous croyions appartenir au camp des justes se reniaient et les transhumances politiques ne contribuaient pas à stabiliser nos repères. Dans cette tourmente, une chose nous restait chevillée au corps : nous ne voulions pas admettre que l'on puisse ternir la gloire d'Amirouche. Même une fois que les jeux apparurent à l'évidence faits et que Ben Bella eut été installé au sommet de l'État par Boumediene, nous refusions d'en démordre. Tout ce qui nous restait après tant de haine, de violence et de désillusions, c'était une épopée incarnée dans un homme à la fois immense et modeste et qui, lui, n'avait jamais trahi les siens.

Le chef de l'État avait beau vouloir faire chanter le commandant Mahiouz en le menaçant de révéler ses exactions pendant la bleuïte, nous trouvions toujours quelqu'un pour nous souffler que la démarche était digne du caporal de l'armée française que Ben Bella avait été et qu'au surplus, il était particulièrement mal inspiré de jouer sur ce registre puisque ses camarades codétenus avaient déjà révélé que, non seulement il avait salué l'étranglement d'Abane, mais qu'il avait encouragé à éliminer tous ceux qui seraient tentés de suivre son message.

Ma génération, arrivant à l'université à la fin des années 60 ne tarda pas à comprendre que le culte de la personnalité mis en avant par Boumediene pour justifier le renversement de Ben Bella était plus que jamais de mise avec le nouveau maître et que, s'agissant de la mort symbolique d'Amirouche, le consensus était solidement établi dans le système : les mêmes rumeurs, les mêmes allusions, la même volonté d'occulter un parcours, pour nous plus que tout autre exemplaire ; bref, la même démarche faite de négation et de stigmatisation du « Lion du Djurdjura » avait cours dans tous les réseaux de communication officiels et même, à l'occasion, de l'éducation.

Amirouche, redouté de son vivant, posait encore problème, même mort, au pouvoir algérien. Il y avait une certaine logique dans cette histoire. C'était le même appareil, la Sécurité militaire, récupérée par Boumediene à l'indépendance, qui avait pris en charge, dès le départ, le dossier Amirouche. Le chef de l'Etat n'était en définitive que le porte-voix transitoire d'une structure omnipotente qui l'avait imposé avant de le destituer.

Il faudra encore du temps avant de savoir si Ben Bella lui même était informé de la façon dont l'armée française avait monté l'attaque qui coûta la vie au colonel de la wilaya III et à son ami le 28 mars 1959. Mais il est certain que Boumediene, lui, est le principal responsable de la deuxième mort d'Amirouche.

9

VISIONS POUR L'AVENIR

Le chef politico-militaire que fut Amirouche, les niveaux de responsabilité qui furent les siens, le temps qu'il passa comme dirigeant d'une wilaya importante et les conditions dans lesquelles il avait exercé sa mission ne l'avaient pas mis en situation de produire un projet exhaustif dans lequel seraient consignées ses visions et sa conception d'un État indépendant. Cependant, l'analyse de son comportement vis-à-vis de la hiérarchie, de son fonctionnement personnel et de la façon d'organiser ses services, comme le décryptage de ses orientations et discours, donnent un aperçu assez précis de l'idée qu'il se faisait du pouvoir, de la responsabilité, du bien public, de la justice, de l'éducation, du rôle et de la place de la femme, de la solidarité nationale, des relations internationales…

Sur ce registre aussi, on verra que les caricatures distillées à partir de 1962 sur ce qu'aurait été l'Algérie indépendante si Amirouche avait survécu sont, pour l'essentiel, à l'opposé de ce que donnent à lire la vie et le combat du chef de la wilaya III.

« Vous avez abandonné vos études pour libérer votre pays, c'est très bien. Mais demain, ne croyez pas que cet engagement vous offre la moindre faveur quand viendra le moment de désigner les responsables qui devront construire la nation. »

Ces paroles sont adressées fin 1957 par Amirouche à des membres de son secrétariat qui l'entouraient dans le massif de l'Akfadou. Parmi eux se trouvait Rachid Adjaoud, marqué pour toujours par le ton solennel de l'avertissement. La gravité du propos était d'autant plus saisissante qu'elle survenait dans un des rares instants de détente que s'accordait leur chef ; situations au cours desquelles il se plaisait à badiner et, suprême spectacle,

à chantonner quelquefois des refrains de chants patriotiques[55] pour se rapprocher d'eux.

« Quand il nous voyait vraiment déprimés, il savait susciter des moments de complicité. Il nous taquinait, ce qui le rendait encore plus grand pour nous, car nous voyions bien qu'il prenait un peu sur lui pour créer des instants d'émotion qui remplaçaient l'affection dont nous étions privés. »

Comme pour insister sur le sérieux de la chose, Amirouche ajouta :

« Voyez-vous, votre mérite est immense et vous en garderez au fond de vous-même une fierté que personne ne pourra vous contester. Mais pour ce qui est du pouvoir, ceux qui décideront, ce sont ceux qui n'ont ni armes pour se défendre, ni forêt pour les protéger et qui nous attendent jour et nuit dans leur village pour satisfaire à nos sollicitations, qui répondent toujours présent et qui savent ce qu'ils risquent en restant sur place. Oui, ce sont ceux-là qui décideront de l'avenir du pays. »

Rachid Adjaoud resta sur sa faim ce jour-là. Il attendait de cette fin de journée la disponibilité particulière que leur réservait leur chef, leur donnant l'impression de leur appartenir et compensant ainsi l'absence de leurs parents. Ce soir, ils eurent, lui et ses camarades, droit à une confidence qui tenait de la mise en garde, eux qui n'avaient rien demandé et qui, à la vérité, ne se posaient pas vraiment cette question de l'après-guerre qui semblait tant préoccuper leur colonel.

« Ce n'est que plus tard, devant le désastre des affrontements fratricides de 1962 que je compris vraiment le sens et l'importance des paroles d'Amirouche », explique aujourd'hui Rachid Adjaoud.

On a eu l'occasion de découvrir qu'avant son deuxième départ pour Tunis, en fait quelques semaines avant sa mort, il avertit en des termes à peine voilés ses officiers et sous-officiers contre la pression et la menace que faisait courir au pays l'armée des frontières. Il déclara que l'indépendance était inévitable, mais qu'il fallait se préparer à contrer la conquête du pouvoir par la violence en appelant à la vigilance et à la disponibilité de tous, y compris après la libération.

Populaire sans céder au populisme, ferme quand l'essentiel était en jeu, Amirouche avait le culte de la volonté du citoyen, au point de faire preuve d'une conviction quasi mystique quant à l'accomplissement de l'Histoire

---

[55] Amirouche aimait surtout fredonner quelques strophes du célèbre chant *Si Lezzayer ar Tizi wezzu*, d'Alger à Tizi-Ouzou.

selon les normes de justice et de vérité qui garantissent le destin collectif. On se surprend à se demander comment il comptait affronter avec quelques dizaines d'hommes les redoutables services de Boussouf adossés aux troupes de Boumediene car, il en avait débattu avec ses collaborateurs, une fois en Tunisie, les questions de la transparence de la gestion de la guerre et de la rentrée de l'armée des frontières sur le sol national devaient être tranchées.

Des institutions respectant, autant que pouvait le permettre la guerre, l'avis de la majorité, des dirigeants devant assumer publiquement leurs responsabilités dans chaque bilan, une gestion soumise à un contrôle ne souffrant aucune faiblesse étaient la philosophie sur laquelle le chef de la wilaya III avait assis son organisation. Amirouche faisait de l'exercice de la responsabilité un sacerdoce. L'intégrité devait être la norme et, préalable inamovible, le cadre était tenu de donner l'exemple en tout lieu et en toute circonstance.

*

* *

On a aussi découvert comment, une fois installé à la tête de la wilaya, Amirouche renversa toutes les conceptions de son prédécesseur. L'accueil des femmes au maquis en tant que combattantes à part entière vint renforcer les services de santé de l'ALN. Les maquis découvraient une certaine mixité qui voyait l'Algérienne côtoyer son homologue masculin avec le même uniforme et, à l'occasion, la même arme. Il se trouva même quelques couples qui se formèrent en pleine guerre ou qui furent intégrés en tant que tels dans les structures de santé de la wilaya III. Danielle Mine rejoignit le maquis avec son mari ; Raymonde Peychard, infirmière, tombera à côté de Sétif. Elles évoluèrent naturellement parmi les combattants. Malika Gaïd, également infirmière, servit aux côtés du colonel avant de tomber les armes à la main en 1957. Certaines jeunes filles furent employées dans les villages comme conseillères en soins prénataux ou comme agents de soutien à l'éducation pour les enfants des martyrs.

Sous l'autorité du colonel Amirouche, la visibilité de la femme était à la fois une volonté et une réalité. Les militantes qui devaient transiter par la wilaya pour se rendre en Tunisie étaient accueillies par des filles en uniforme. Cette présence de femmes militaires actives rendait, pour les

citadines peu habituées aux rigueurs du maquis, les épreuves plus supportables.

Faisant de la solidarité un leitmotiv, Amirouche envoya une instruction écrite à tous les secteurs pour les informer de ne servir de la viande que deux fois par semaine, ajoutant que les repas devaient être rigoureusement les mêmes pour tous les maquisards, du simple soldat au plus gradé des officiers.

Il informa que le carême ne devait être observé que par ceux qui étaient en mesure de le supporter. Au demeurant, et contrairement à ce qui a été soutenu à l'indépendance, la pratique du jeûne était, si l'on excepte le rigorisme du colonel Si Nacer, assez libre. Le colonel Ben Tobbal, alors chef de la wilaya II, m'a affirmé avoir tenu des réunions pour dire explicitement aux maquisards que chacun était libre de l'observer ou non.

Le général Djouadi, à l'époque à peine sorti de l'adolescence, affecté par Amirouche en wilaya I, rapporte avoir été rappelé à l'ordre, parce qu'il s'entêtait à vouloir jeûner, par ses supérieurs parmi lesquels, ironie de l'histoire, se trouvait le colonel Hadj Lakhdar qui sera très proche du FIS dans les années 90.

« Nous avons d'ailleurs fini par manger en plein carême dans une mosquée », s'amuse le général Djouadi plus d'un demi-siècle plus tard. « Il n'y avait ni défi, tant s'en faut, ni bravade. Nos chefs avaient la foi et le sens des enjeux. Rester sans manger deux, trois ou même quatre jours en cas d'encerclement et prétendre jeûner dans la foulée était de l'irresponsabilité. »

L'imminence du risque se chargeait de ramener à la raison les uns et les autres et, hormis des cas vraiment très rares, la bigoterie qui étouffa l'Algérie à partir des années 90 était hors de propos pendant la guerre. Sur ce sujet aussi, il faut savoir tordre le cou à la malveillance, Amirouche était résolument dans le camp des rationalistes.

Il en allait de même pour ce qui était de la consommation de tabac. Une instruction aux origines et objectifs mal définis avait été émise en Kabylie, une partie de l'Algérois et certains secteurs des Aurès. Elle interdisait d'acheter et de consommer cigarettes et tabac à priser. Il s'agissait en principe de pénaliser le fisc français en provoquant la contraction des ventes de tous les produits soumis à forte taxation. Dans un deuxième temps apparut la connotation religieuse qui enfla au point d'occulter la première

motivation de l'ordre du FLN, dont du reste des dirigeants, à commencer par Abane, fumaient à rendre irrespirables les locaux qu'ils occupaient.

Et comme toujours dans les pays en crise, quand le religieux fait irruption dans la décision politique, l'abus est inévitable. Des dizaines de personnes furent mutilées pour avoir été surprises en train de fumer ou simplement avoir été dénoncées par quelqu'un qui aurait senti sur elles l'odeur du tabac.

Sans lever l'interdiction, le colonel de la wilaya III laissa faire. Il est toujours difficile d'avoir à déjuger son supérieur en pleine guerre, notamment sur des sujets aussi sensibles. Amirouche, plus que d'autres, refusa jusqu'à la déraison de désavouer ses compagnons, supérieurs ou subalternes, dès lors que leur décision semblait dictée par la bonne foi. Mais des membres de son secrétariat fumaient ou prisaient discrètement.

Hocine Ben Maâlem se souvient : « Je n'ai jamais fumé. Mais, je ne sais trop comment, quelqu'un m'a donné une cigarette à Tunis. Je ne savais pas qu'Amirouche était juste à côté de moi. Quand il m'a vu, il a détourné les yeux, sans plus. C'est un peu ce que font les pères chez nous quand ils découvrent pour la première fois leur fils en train de fumer. »

Pour ce qui est de la prière, les témoins sont unanimes. Dans les grands rassemblements il y avait des prières collectives. Amirouche était dans les rangs. Mais à quelques pas, d'autres maquisards palabraient sans pour autant avoir à se justifier ni être stigmatisés.

« Combien de fois m'a-t-il demandé de diriger la prière alors que j'avais à peine vingt ans ? témoigne Hamou Amirouche. Évidemment, à cet âge, j'étais particulièrement fier de la faveur qui m'était faite, mais je peux témoigner que beaucoup de nos camarades ne faisaient pas la prière et que cela n'a jamais porté à conséquence, ni dans les rapports entre soldats ni avec la hiérarchie et spécialement avec notre colonel. On aurait aimé voir une telle tolérance une fois l'indépendance acquise », poursuit Hamou qui a dû quitter son pays et repartir aux États-Unis en 1993 afin de protéger sa famille, particulièrement sa femme d'origine américaine, de la furie intégriste qui s'était emparée de l'Algérie.

Dans la confusion et la précipitation qui avait présidé au déclenchement de la lutte armée, il subsistait des comportements empreints de naïveté et d'une forme de fanatisme chez certains originaux qui détonaient dans un mouvement révolutionnaire marqué par les grands principes de la Révolution française et, plus ou moins directement, par l'égalitarisme de 1917. Les reliquats d'une fantasmagorie populaire, riche en épopées

caricaturales célébrant par anticipation une libération inéluctable offerte par Dieu aux préférés de ses enfants, ont existé. Mais ces comportements étaient marginaux. Ils se traduisaient par des attitudes surréalistes dans un monde livré à la cruauté d'un quotidien qui laissait bien peu de place à la fantaisie. Aït Ahmed[56] rapporte le cas d'un vieux militant, un certain Zeroual, originaire de Dellys, qui avait acheté un cheval blanc pour parader devant les militants en leur promettant une intervention divine qui anéantirait l'ennemi dans une tornade apocalyptique, laquelle, magie des fables miraculeuses, emporterait d'un coup tous les Français sans attenter à un cheveu des Algériens.

Avec la guerre, le charme et la crédibilité de ces merveilleuses prédictions ne tardèrent pas à s'évanouir, même auprès des plus crédules. Il arrivait cependant que quelques exaltés s'échinent à prétendre forcer le destin en affichant des attitudes ou des attributs plus ou moins folkloriques, suggérant l'avènement d'une opération occulte qui allait anéantir le Mal. Ils portaient des barbes interminables ou arboraient des amulettes et autres signes fantaisistes dont ils cultivaient le mystère. Le colonel Amirouche n'appréciait que très modérément les accessoires de ces illuminés. Dans un village de Petite-Kabylie, Hamou Amirouche se rappelle très bien le jour où son chef, tombant sur un maquisard barbu et particulièrement farfelu, lui ordonna de se raser et de se vêtir de façon plus conventionnelle.

À la vérité, Amirouche avait une approche de la religion très largement répandue dans l'Algérie des années 50. C'était un sujet à la fois sérieux et banal. Généralement on se préoccupait des questions existentielles sur le tard. Sans doute les problèmes de la vie quotidienne auxquels il fallait faire face quand on était valide ne laissaient-ils pas vraiment le temps à la méditation qui meublait les journées des personnes en fin de vie. En ces temps-là, on appréhendait la spiritualité comme une valeur collective dont chaque génération puisait ce qui lui convenait. Aux jeunes la gestion des événements festifs, demandant énergie et enthousiasme pour rassembler la communauté dans les cérémonies religieuses, quitte à en oublier les pratiques par trop contraignantes ; aux anciens l'exercice du rite qui pérennise la tradition. Une vraie convivialité enveloppait le culte et il n'était pas rare d'entendre des sages du village ironiser sur le caractère ésotérique d'un rituel ou l'exubérance d'un pratiquant haut en couleur. Cette lucidité sera proscrite un demi-siècle plus tard dans une Algérie drapée dans un

[56] *Mémoires d'un combattant : l'esprit d'indépendance. 1942-1952*, éditions Messinger, Paris, 1983.

rigorisme où l'essentiel de la relation sociale est dominé par l'ostentation d'une religiosité d'apparence sinon de parade.

Amirouche pratiquant ne se privait pas de taquiner ses collaborateurs chargés des affaires religieuses. Éloignés des combats, ces responsables avaient une certaine tendance à provoquer volontiers des agapes, sous des prétextes fallacieux, dont ils étaient généralement les premiers bénéficiaires. Le secrétaire du colonel, Hamou Amirouche, a savoureusement résumé l'humour de son chef qu'il a eu tout le loisir d'apprécier pendant un an :

« Le colonel nous ravissait, nous, jeunes maquisards, quand il titillait les prêcheurs trop zélés du FLN en leur disant que, s'ils n'avaient pas fait beaucoup de victimes dans l'armée française, il fallait par contre leur reconnaître qu'ils honoraient une détermination farouche à exterminer les volatiles de Kabylie. C'est ainsi qu'il ironisait quand il tombait sur un de ces combattants qui confondaient la cuiller et la gâchette. »

Pour autant, Amirouche savait entretenir des relations respectueuses et fécondes avec des hommes de religion dont la culture et la moralité pouvaient aider à rassurer une population agressée physiquement et spirituellement.

Avec lui, le culte avait la place que lui avait donnée l'histoire en Afrique du Nord : une valeur admise par tous, appliquée selon les circonstances et à l'occasion les humeurs sans que cette disparité ne prête à querelle ni conflit. L'affabulation de l'homme rigide et intégriste par anticipation est démentie par tous ceux qui ont vécu auprès du colonel. La propagande de Boumediene a inspiré aussi des auteurs qui ont estimé devoir dégrader l'image de l'homme pour d'autres considérations que l'exercice direct du pouvoir. Pour certains groupes, il fallait atteindre l'image de celui qui fut et demeure leur mauvaise conscience en redistribuant une histoire à la carte pour justifier des bénéfices immérités du pouvoir par la confiscation du culte.

Dans sa vision politique, Amirouche était, comme la plupart des nationalistes algériens de son époque, un jacobin. Il ramena avec lui des jeunes Aurésiens qu'il fit adopter en Kabylie où, d'ailleurs, la plupart mourront en héros. Il en fut ainsi des Chaoui Abdelkader El Bariki et Salah Nezzar, ainsi que d'Abdelhamid Ksentini, natif du Constantinois. En retour, le colonel Amirouche demanda à de jeunes Kabyles de se battre en dehors de leur wilaya. Quand nous avons découvert l'engagement du lycéen Abdelhamid Djouadi, on a vu qu'il avait à peine quelques mois de maquis quand Amirouche lui demanda de partir en wilaya I (Aurès) pour

accompagner un groupe qui rejoignait sa région après une réunion de coordination en Kabylie.

« Il faut que tu partes avec eux, car ta présence là-bas est la meilleure manière de dire que nous devons nous faire confiance les uns les autres et que la crise qui déchire leur wilaya ne nous empêche pas de nous regrouper », dit Amirouche. Djouadi ajoute : « C'est comme cela que j'ai fait mon maquis dans les Aurès, d'où est d'ailleurs originaire mon épouse. »

Il manifestait une volonté à la limite du raisonnable quand il s'agissait de persuader, ou plus exactement de se persuader, que l'entité algérienne transcende tous les aléas sociologiques, qu'ils soient culturels ou politiques. On a vu que Mohamed-Tahar Bouzeghoub, originaire de Kabylie, a failli payer de sa vie sa présence dans les maquis aurésiens à la suite d'un conflit qui opposait son responsable à un chef de tribu adverse. C'est l'arrivée du jeune commandant dans la zone où il était détenu qui lui sauva la vie. On se rappelle qu'il fit partie de la délégation de la wilaya I convoquée par Amirouche en Kabylie pour poursuivre le travail de conciliation entrepris auparavant. Une fois la mission terminée, celui-ci expliqua à Bouzeghoub qu'il devait rejoindre la région où il se trouvait même s'il n'en était pas issu, et cela malgré l'injustice qui avait failli l'emporter. C'est ainsi que Mohamed-Tahar quitta à nouveau sa Kabylie natale avec ses compagnons des Aurès et y continua son combat jusqu'à sa sortie vers la Tunisie.

Dans la réunion qu'il tint avec Ali Kafi en novembre 1958, Amirouche proposa d'envisager la systématisation de mutations de *djounoud* entre les wilayate pour faire un brassage des militaires algériens et commencer une sorte de melting-pot en pleine guerre. On a pu constater que les retombées de cette méritoire ferveur, mise à l'épreuve avec une foi angélique dans le feu du combat, ne se vérifièrent pas toujours dans les meilleurs termes. On sait ce qu'il advint des 193 jeunes Kabyles sans armes se dirigeant vers Tunis. L'arrivée de la délégation envoyée par le CCE dans les Aurès et dirigée par Amirouche fut en effet vécue par certains chefs de guerre comme une intrusion d'étrangers dans leur territoire.

Le violent rejet essuyé par un autre groupe envoyé de la wilaya III dans le Hodna, sous la responsabilité de Abderrahmane Mira, donne toute la mesure de l'instabilité de l'échafaudage national que les dirigeants du FLN les plus vertueux se plaisaient à considérer comme définitivement acquis.

Pour Amirouche, il était inconcevable de céder devant un obstacle, quelle qu'en fut la nature, quand il s'agissait de tester la réalité de la cohésion et de l'unité de la nation. Il ne se posait pas la question de savoir

quelle interprétation pouvait être faite de ses conduites, propos ou décisions, du fait de ses origines kabyles. Il était à ce point pénétré de la consistance et de la réalité de l'idée nationale qu'il en arrivait à une sorte d'aveuglement quand des événements, le plus souvent violents, venaient rappeler la fragilité et l'hétérogénéité du tissu social. On a déjà observé dans d'autres circonstances que, sur ce sujet, il rejoignait Abane, dont la conception théorique excluait la moindre concession à la complexité du terrain.

Avec le recul et la lecture de l'histoire d'après-guerre, il est difficile d'oublier que cette vision, qui idéalisait une aspiration louable et légitime, a été souvent contredite par le terrain. Le volontarisme qui animait Abane et Amirouche ne sera pas venu à bout des contraintes sociologiques qui ont marqué et déterminé la conception du pouvoir et son corollaire, la décision politique. La tendance dominante dans la hiérarchie du FLN, qui prétendait affranchir le pays des tensions et archaïsmes tribaux, se réclamait d'un arabo-islamisme populiste, réfractaire à tout ce qui n'avait pas donné des garanties de « mutation ». Cette adhésion devait se manifester d'abord par un détachement de sa souche dont la traduction la plus attendue était une agressivité ostentatoire envers les siens. Le prix de l'intégration du minoritaire, dans les systèmes autoritaires, a toujours été le reniement. Abane et Amirouche étaient convaincus qu'on pouvait être Kabyle et Algérien. L'exemplarité de leur combat n'a pas suffi à valider cette certitude… ni à leur sauver la vie.

Aujourd'hui encore, l'élite algérienne, refusant de voir et d'assumer une complexité politique toujours pesante dans la vie publique, préfère botter en touche en niant ce problème.

Le brassage des soldats et les déplacements d'Amirouche dans des wilayate soumises à de fortes turbulences avec une escorte réduite à deux gardes du corps et un secrétaire relèvent d'une témérité qui en a interloqué plus d'un. Pour surprenant que soit ce comportement, il révèle chez lui une foi inébranlable dans une Algérie d'après-guerre unie et fraternelle dès lors qu'il en aurait fait la démonstration en pleine guerre.

Comme pour conjurer le sort des risques de fractionnement qui pesaient sur le pays, Amirouche, posant comme acquise l'évidence d'une matrice nationale achevée, se lançait dans l'anticipation des moyens dont il fallait doter la nation, non pas pour la construire – cela était un fait –, mais lui permettre de réussir au plus vite et dans les meilleures conditions possibles son développement.

*

* *

L'éducation fut la première préoccupation du responsable de la Kabylie. Les documents comme les témoignages attestent que, bien avant d'accéder au commandement de la wilaya III, Amirouche avait un souci permanent de la formation et de l'encadrement des jeunes dans les maquis. Il voulait les doter de l'instruction dont avait été privée sa génération. C'était la faille de sa vie que, pour sa part, il avait essayé de compenser par une fringale d'échange, d'écoute et, quand il en avait l'occasion, de lecture. Il entendait prémunir l'enfance algérienne de ce handicap en garantissant, y compris au cours de la guerre, l'accès au savoir à tous les jeunes qu'il avait croisés.

À Relizane, outre les discussions politiques, il devisait avec le directeur d'école Laliam des heures durant sur toutes sortes de sujets sociaux, historiques ou diplomatiques. Dans la même ville, Hadj Amar Issiakhem, élu municipal et animateur d'une grande association, l'a souvent orienté dans ses réflexions et a contribué à faciliter ses contacts avec les rares cadres autochtones.

Plus tard, en France, et malgré son immersion dans un militantisme effréné, Amirouche a écouté et lu. Il a suivi des cours du soir, comme en témoigne Si Saadi, qui l'a connu en émigration. On peut considérer qu'à cette époque, cette soif de connaissance était essentiellement motivée par la frustration d'une scolarité avortée. Il garda de cette quête de savoir trois choses : le respect de l'homme instruit, la consignation par écrit de toute discussion, décision ou projection et un rejet de l'improvisation qui se manifestait par un souci de l'anticipation frisant l'obsession.

Au maquis, Amirouche veilla à ce que les jeunes ne passent pas trop de temps dans les unités de combat, préférant les orienter vers les services administratifs où, de toute façon, ils étaient irremplaçables. Dès que le FLN disposa de quelques relais en Tunisie, il fit sortir le maximum de lycéens et d'étudiants pour « préparer les cadres de l'Algérie de demain », selon les termes du rapport qu'il devait exposer à Tunis. On a déjà noté, dans l'un des points de ce rapport, la mise en cause de Boussouf et de Boumediene à travers deux remarques : la demande ferme de faire rentrer les troupes basées à la frontière et l'exigence d'une répartition plus équilibrée des jeunes envoyés en formation à l'extérieur, drainés au profit exclusif du renseignement.

On a déjà entendu sur ce sujet Mouloud Gaïd, instituteur de son état, qui se trouvait à Tunis pendant la guerre, où il était en charge des questions sociales. Il m'a certifié que les trois premiers messages demandant aux colonels de l'intérieur de faire sortir du pays les jeunes cadres n'ont, pour l'essentiel, été suivis d'effet qu'en wilaya III.

Tous les cadres de la wilaya III n'eurent cependant pas la chance de partir à l'étranger. Le colonel tenait à donner un encadrement de qualité à ses structures. Ceux dont la résistance psychologique et la maturité étaient assurées durent rester sur le front pour conférer à la machine politico-administrative de la wilaya un maximum d'efficacité. Djoudi Attoumi raconte comment, après deux ans de maquis, il fit part à son chef de son souhait de sortir du pays pour bénéficier à son tour d'une formation. Amirouche refusa la demande et mit une mitraillette entre les mains du jeune maquisard : « *Hna, imout Kaci* [57]». Le plus extraordinaire dans le témoignage est que le jeune homme évacua aussitôt son dépit, pour ne retenir que la fierté d'avoir été armé par son chef.

Amirouche donnera des instructions à tous les OPA (Organisation politico-administrative) pour veiller à ce que les enfants suivent, à chaque fois que les conditions de la guerre le permettaient, leurs études. Après la grève de 1956 ordonnée par le FLN, j'ai le souvenir de l'ordre qu'il transmit aux structures locales, alors qu'il n'était que commandant. Les mosquées avaient été réquisitionnées pour donner des cours d'arabe qui, au final, se limitaient à des séances de récitation de sourates du Coran. Nous allions à la mosquée munis de nos tablettes en bois enduites d'argile sur lesquelles nous reproduisions les versets écrits à l'aide d'un stylet en roseau que l'on trempait dans une encre faite de flocons de laine grillés dilués dans de l'eau.

Le FLN avait lancé son appel contre le système scolaire français, appel d'ailleurs diversement apprécié après coup, même dans les rangs du Front. Cette forme d'enseignement sans intérêt culturel ni scientifique présentait l'avantage de garder les enfants sous une autorité « pédagogique » relevant de l'organisation nationale et de creuser un peu plus le sillon du divorce entre l'enfance algérienne et la France. C'est d'ailleurs à partir de cette période que l'on commençait à entendre parler des filières d'évacuation des jeunes vers la Tunisie où ils pouvaient suivre leurs études. Il n'en fallut pas plus pour nous transformer en stakhanovistes du Coran, espérant que notre capacité à absorber des versets ferait de nous, de fait, des élus à la sortie

[57] Dicton arabe signifiant littéralement : « Kaci mourra ici » ; ce qui veut dire : « On ne bouge pas. »

d'un pays où la guerre nous gênait autant par les risques qu'elle faisait encourir à nos parents que, il faut en convenir aussi, par l'interdit qu'elle jetait sur nos jeux.

Dans la foulée des nombreux griefs retenus contre Amirouche, on se saisira de cette instruction, pis-aller qui palliait le désœuvrement d'une grève décidée non pas contre l'enseignement mais contre l'occupant, pour serrer davantage les mailles du filet idéologique dans lequel devait se figer l'image d'un Amirouche intégriste avant l'heure. La *fatwa* pilonnée par les services spéciaux algériens inspira beaucoup de monde, y compris des acteurs peu suspects de connivence avec le régime. Dans le livre coécrit par les historiens Mohamed Harbi et Gilbert Meynier, on peut lire : « Le colonel Zighout (wilaya 2 Constantinois) accepta de laisser Sétif à la wilaya 3 (Kabylie) parce qu'il ne tenait pas à affronter le chef de la 3, Amirouche, qui incarnait pour lui une bureaucratie militaire et islamique brutale.[58] » Or, quand Zighout est mort, quelques semaines après le Congrès de la Soummam, Amirouche alors commandant n'était pas responsable de la wilaya III qui était dirigée par Mohammedi Saïd dit Si Nacer.

Les lubies d'un Si Nacer furent le fait d'un homme désavoué par tous. Dans d'autres régions, des instructions aussi sinon plus excessives que celles communiquées par l'ancienne recrue de Rommel ont été également enregistrées. Cette extrapolation, qui ne saurait remettre en cause l'apport de Mohamed Harbi à la connaissance de l'histoire du FLN, illustre la difficulté des intellectuels algériens à préserver leur autonomie quand ils ont été acteurs de la guerre. À la frontière de trois wilayate, la I, la II et la III, Sétif a toujours gardé un statut spécial pour des raisons stratégiques. L'autorité plus visible de la wilaya III dans cette ville était due à une organisation et un fonctionnement plus efficients.

Au demeurant, ni Zighout Youcef, ni d'ailleurs Ben Tobbal, pourtant sérieusement cornaqué sur le tard par la « chouannerie » boussoufo-boumedieniste avant l'indépendance, ni Salah Boubnider, qui fut lui aussi colonel de la wilaya II, n'ont le souvenir d'une quelconque menace fondamentaliste qu'aurait fait peser la wilaya III sur la Révolution algérienne.

Du reste, les wilayate II et III ont collaboré dans un climat serein grâce à la disponibilité d'Amirouche, qui s'est rendu dans le Nord-Constantinois à deux reprises à la fin 1958, malgré le comportement équivoque de Kafi dont

---

[58] *Le FLN, documents et histoire 1954-1962, op.cit.*

la défection lors de la réunion interwilayate de décembre 1958, n'empêcha pas Amirouche de maintenir la correspondance avec son collègue. On retrouve d'ailleurs des traces d'une lettre adressée par le chef de la wilaya III à Kafi pendant qu'il était en route pour Tunis en mars 1959. On sait, par ailleurs, que Zighout Youcef, qui avait eu toute latitude de voir les qualités du jeune capitaine Amirouche pendant le Congrès de la Soummam, devait faire équipe avec lui dans la mission des Aurès s'il n'avait pas perdu la vie à Sidi Mezghiche quelques semaines auparavant.

*
* *

Plus que dans d'autres domaines, la modernité d'Amirouche se révélait dans la communication. L'association de la population au moindre événement était une exigence qui sous-tendra tout son combat. Chaque information devait être suivie et traitée pour être relayée par le citoyen.

Quand le docteur Benabid rejoignit Amirouche au maquis, la nouvelle provoqua un séisme dans la région de Sétif d'où était originaire le praticien. Aisée et respectée, sa famille avait une grande influence dans les Hauts-Plateaux. Pour amortir le choc, les services de renseignements français orchestrèrent une rumeur persistante insinuant que la disparition du médecin avait pour cause son enlèvement et son élimination par Amirouche. Dans la semaine qui suivit, des photos du médecin donnant l'accolade au colonel furent distribuées aux agences de presse et dans la localité de Bordj Bou-Arreridj où exerçait le docteur Benabid.

L'accès à l'opinion publique internationale fut également un souci permanent du chef de la wilaya III.

Voici ce qui était préconisé en matière de stratégie de communication au point 17 du rapport qu'il s'apprêtait à défendre devant ses pairs et le GPRA en 1959 :

« Les émissions de radio du FLN sont nettement insuffisantes, nous comprenons qu'il soit difficile de demander aux radios qui nous aident d'augmenter le temps des émissions [...] il est nécessaire d'envisager l'installation d'une radio nationale à l'Intérieur [...]. Une telle installation doit certes présenter des risques et des difficultés techniques, mais sont-ils tellement grands pour paralyser toute initiative de notre côté ?

Par ailleurs la qualité des émissions actuelles est loin d'être satisfaisante. Aux émissions de la « Voix du Bled » et de la « Voix du Peuple », aux radios

d'Alger et de Paris qui diffusent sans interruption [...] nous nous contentons généralement d'opposer un bilan d'activité militaire – tantôt vague, tantôt exagéré – suivi de l'habituel morceau de harangue qui ne tire son effet que des dons oratoires du speaker. »

Au point 18 du même rapport figure une critique de « l'insuffisance de notre propagande à l'Extérieur. La matière de la propagande est hélas abondante [...]. Les atrocités ennemies ne sont pas révélées à l'opinion mondiale [...]. Ce qui fait que nous sommes dans l'impossibilité de crier à la face du monde le crime de génocide du colonialisme français, de montrer à la conscience universelle le malheur d'un peuple entier. »

Le point 19 met en exergue l'intérêt réservé à l'information et la sensibilisation de l'opinion internationale :

« Le Gouvernement devrait inviter des journalistes étrangers pour venir en notre wilaya. La présence de journalistes ici aura un effet psychologique énorme. En effet, les *moudjahidine* et le peuple sont contrariés de voir que leurs souffrances ne sont pas toujours aussi bien connues que celles d'une poignée de Cypriotes [...]. Des journalistes étrangers ouvriraient un champ d'espoir par la confiance que met le peuple algérien à la conscience mondiale. »

Dès sa prise de fonction, le colonel Amirouche installa un service presse avec des moyens rudimentaires. L'effet de ces bulletins ronéotypés quand ils parvenaient aux lycées ou qu'ils circulaient sous le manteau dans les administrations, qui les répercutaient sur les quartiers et villages, était considérable. Tous les moyens de communication furent utilisés. Les inscriptions murales étaient apposées si possible à proximité des lieux de casernement de l'armée française et l'accrochage de banderoles ou de drapeaux aux carrefours engendrait une fierté mal contenue chez les autochtones. Ces messages étaient en même temps autant d'avertissements aux indécis et, *a fortiori*, aux renégats.

Les tracts qui expliquaient ou justifiaient les actions de l'ALN rythmaient la guerre. Ils étaient distribués pour tenir le citoyen en état de vigilance. L'un des plus célèbres fut celui qui fut distribué et affiché après l'exécution du lieutenant Dubos, prisonnier de l'ALN, en représailles à l'élimination du lieutenant Hocine Salhi. Ce jeune officier était particulièrement apprécié par son chef. Il était promis, de l'avis de tous ceux qui l'ont approché, à un bel avenir.

En décidant de cette ultime sanction, Amirouche visait un triple objectif :

- frapper l'ennemi à un niveau de grade équivalent pour maintenir le moral de ses troupes ébranlées par l'assassinat d'un de leurs plus brillants officiers ;

- révéler à l'opinion internationale que l'armée française avait exécuté un jeune officier de l'ALN sans l'avoir jugé ;

- rendre l'armée française coupable de la mort de l'un des siens dès lors qu'elle avait provoqué une réaction de légitime défense. Ce faisant, l'ALN alertait l'opinion publique française sur la dureté d'une guerre que beaucoup ne voulaient pas encore voir.

Auparavant, le colonel avait autorisé le jeune officier français à écrire plusieurs lettres à sa famille. Il y rassurait les siens sur ses conditions de détention. Dans ses propres courriers, Amirouche réaffirmait la volonté de l'ALN d'écourter cette épreuve et invitait la famille Dubos à prendre publiquement position sur le conflit en désignant les chefs militaires français comme responsables de toute dégradation dans la gestion de ce dossier.

Des titres français s'indignèrent de la cruauté du « boucher de l'Akfadou » mais certains quotidiens, comme *Le Monde* du 20 août 1958, rapportèrent que l'exécution du lieutenant Dubos était une réponse à l'élimination sans jugement d'un officier algérien de même rang.

Le lieutenant Dubos fut le seul soldat français exécuté par l'ALN en wilaya III. Amirouche proposa de procéder à son échange contre la libération du lieutenant Hocine Salhi. Celui-ci venait d'être arrêté par le capitaine Léger au tout début de son opération de déstabilisation des maquis de l'ALN. L'armée française, refusant de reconnaître le statut de belligérant au FLN, commit une double faute : elle refusa l'offre et exécuta sans jugement Hocine Salhi. Des photos de cette époque montrent Amirouche portant sur la tête ce qui pouvait s'apparenter à un turban. De bonne ou de mauvaise foi, des commentateurs ont interprété cela comme une volonté du responsable de la wilaya III de soumettre son grade à un couvre-chef à connotation religieuse. En réalité, ce que porta le colonel pendant quatre à cinq mois était le chèche appartenant au lieutenant Dubos. La perte de l'un de ses plus fidèles officiers et l'exécution d'un jeune Français profondément croyant l'avaient perturbé.

« *A yi-d-izzu Ṛebbi deg warraw-iw ar igzem tasa-s Uṛumi-nni.* Je jure sur la tête de mes enfants que son cœur a saigné après l'exécution du jeune Français », avait rapporté le commandant Slimani Moh Ouali, quand il

parlait de cette affaire. Ce chèche était comme une manière de porter le deuil de deux familles.

Le colonel Amirouche signa lui-même une lettre qu'il fit parvenir aux parents du lieutenant Dubos après la mort de leur fils. Le début de la missive donne le ton de la façon dont a été vécue l'opération :

« AUX ARMÉES, 9 juillet 1958.
Le colonel Amirouche, commandant en chef de la wilaya III
À
Madame et Monsieur Dubos,
63 boul. des Invalides,
Paris (7°)

Madame,

Monsieur,

Nous avons le regret de vous annoncer la mort de votre fils, exécuté ce jour par nos troupes, en représailles à l'assassinat d'un de nos officiers par l'armée française.

Croyez bien que cette exécution n'est pas un geste de vengeance ou de rage stérile, mais nous a été dictée par le comportement inhumain de vos soldats à l'égard de nos combattants réguliers faits prisonniers en combat et en dernier lieu à l'égard de notre officier Salhi Hocine, lieutenant de l'ALN.

Du 4 février 1958, date de sa capture, votre fils a été humainement traité par nos troupes et l'autorisation de vous écrire lui a été accordée à maintes reprises. Nous espérons que ses lettres vous sont parvenues [...]. »

Le bénéfice politique attendu de l'exploitation des soldats français faits prisonniers ne fait pas de doute. Et si la volonté de contrarier la propagande française désignant les combattants de l'ALN comme des « bandits sanguinaires » faisait partie de la stratégie de communication d'Amirouche, il reste aussi vrai qu'il n'y a pas d'intention de heurter ou d'aggraver la douleur d'une famille atteinte par un drame dont les enjeux la dépassaient. On ne croit pas savoir que l'armée française se soit souvent astreinte à exprimer par écrit son dépit ou ses regrets quand elle a eu à procéder à des exécutions de patriotes algériens et la famille du lieutenant Hocine Salhi, pas plus que d'autres, n'a eu droit aux mêmes égards.

Tous les autres militaires capturés seront maintenus en détention au maquis dans des conditions qui étaient celles que pouvait offrir une

situation de guerre révolutionnaire. Ils auront droit à la même nourriture que les combattants et feront les corvées généralement subies par les prisonniers de guerre. On ne trouve pas de témoignages d'abus particuliers parmi ceux qui ont écrit sur leur détention en wilaya III, ni d'ailleurs dans d'autres régions[59].

À chaque fois que des Français civils ou militaires furent détenus par ses troupes, Amirouche chercha à obtenir l'intervention de la Croix-Rouge, via le GPRA, pour négocier la libération de ces prisonniers contre celle de maquisards ou de responsables algériens détenus par ses adversaires. L'ALN s'imposait comme une armée régulière face à la France et la communication engendrée par le traitement public de ces opérations donnait toujours une résonance internationale à la cause algérienne. Les captifs ont toujours été bien traités car ils devaient, le moment venu, être libérés avec les meilleures dispositions possibles. Si l'on veut être cynique, on peut considérer qu'Amirouche a veillé au bien-être des prisonniers étrangers d'abord et avant tout pour disposer d'une monnaie d'échange forte.

Ceci est un témoignage écrit transmis par un combattant chargé d'un transfert de prisonniers. Il résume assez bien la problématique de la détention de soldats français en wilaya III. Hocine Naït Bouda est né à Seddouk-centre. Il a pris le maquis en zone 1 de la wilaya III, qui correspond à la rive est de la vallée de la Soummam. Les hasards de l'histoire provoquent des situations qui renseignent plus que des rapports écrits sur l'état d'esprit des hommes de chaque camp, les enjeux et les motivations des parties en conflit.

« À la fin de l'année 1957, le lieutenant Si Abelkader El Bariki a tendu une embuscade à l'armée française du côté de Rabea, non loin de Medjana. Dans cette embuscade, les Français ont perdu des hommes et nous avons

---

[59] La dernière édition du récit de René Rouby, *Otage d'Amirouche, témoigner pour le souvenir* (édition Lavauzelle, Panazol, 2008) doit être prise avec quelques précautions. Partisan de l'Algérie française, ce prisonnier a donné une description d'Amirouche qui n'a rien à envier à celle des services spéciaux français, avant de se dédire dans une énigmatique émission de la télévision algérienne, diffusée le 19 mars 2010. Après sa libération, il demandera à revenir en Algérie en tant qu'engagé dans les rangs de l'armée française, pour se venger de traitements dégradants, qu'il est l'un des rares, sinon le seul, à avoir rapportés. Cet instituteur enlevé par l'ALN fait d'ailleurs état de conditions de détention sensiblement différentes de celles décrites dans la première version de son ouvrage. L'interférence de témoins algériens intéressés par la réécriture de l'histoire de la wilaya III peut avoir été à l'origine de telles différences dans trois récits traitant d'un même événement.

fait trois prisonniers, deux goumiers et un adjudant français que nous appelions « *izi* » (« la mouche »). J'ai été chargé avec d'autres *djounoud* par Si Madani Baâdache, alors adjudant de section, de conduire les prisonniers au PC de wilaya et de les remettre au colonel Si Amirouche.

Avant notre départ, le lieutenant Si Abelkader El Bariki nous avait donné des instructions très précises, à savoir que nos captifs devaient arriver sains et saufs chez Si Amirouche. Ils ne devaient manquer de rien [...] Nous devions tout faire pour leur éviter des souffrances inutiles, particulièrement le langage déplacé.

Je me rappelle qu'en traversant l'oued Soummam, nous avons déshabillé cet adjudant pour lui éviter d'être mouillé et c'est sur notre dos que nous lui avons fait traverser la rivière.

Une fois arrivé à destination, j'ai pris congé de ces prisonniers avec la conscience du devoir accompli.

L'adjudant « izi » avec qui je me suis familiarisé quelque peu tout au long du trajet m'a dit regretter cette séparation. Je lui ai dit que, dorénavant, ils seront entre les mains de Si Amirouche et qu'ils seront encore mieux traités. Sur ce, nous nous sommes séparés et j'ai regagné mon point de départ.

Le sort a voulu que l'adjudant « izi » restât huit mois[60] en captivité dans les maquis avant d'être libéré par Si Amirouche.

Le même sort a voulu que le 31 mars 1960, je fus à mon tour capturé par l'armée française du côté de Biziou, banlieue de Seddouk et emprisonné à Akbou à la caserne située au-dessus de la ville sur la route menant à Chelata.

Lors de ma capture, j'ai été introduit dans un bureau à la caserne d'Akbou et quelle ne fut ma surprise en retrouvant en face de moi une tête que je connaissais sans pour autant me rappeler où je l'avais rencontrée [...]. Sans attendre, je lui fis remarquer que je le connaissais mais sans me rappeler du reste. Après quelques hésitations, il me dit que pour lui aussi « ma tête » lui rappelait un maquisard qui l'avait escorté vers l'Akfadou pendant sa capture par l'ALN. Puis il me demanda si je n'étais pas *laḥlawat* (« les bonbons », mon nom de guerre) qui l'avait pris sur ses épaules pour traverser la Soummam, ce que je lui ai confirmé. Il a été très heureux, moi aussi d'ailleurs, de ces retrouvailles et j'ai eu droit à toutes les reconnaissances et autres facilités auxquelles les autres prisonniers

[60] D'autres témoignages donnent un délai moins long de cette captivité.

n'avaient pas accès. Il me garda dans son entourage pour des corvées faciles et quotidiennement on se racontait des histoires que nous avons vécues chacun de son côté.

C'est ainsi qu'il a fait l'éloge du colonel Amirouche avec qui il avait eu à s'entretenir plusieurs fois pendant sa détention et qui, lorsqu'il l'avait libéré, lui avait acheté un costume civil et remis 50 000 francs[61] de l'époque pour les frais de voyage. Je suis resté trois mois avec cet adjudant à Akbou et un jour il est venu m'annoncer avec beaucoup d'amertume mon transfert vers les terribles camps de Ksar Ettir à Sétif. Il m'avait dit qu'il ne pouvait rien faire contre cette décision, mais qu'il ne m'abandonnerait jamais, même loin. Il avait continué à me faire parvenir des colis. Nous nous sommes quittés depuis mon incarcération dans ce camp de Ksar Ettir et nous ne nous sommes jamais revus depuis. »

L'histoire a une suite. En juillet 2009, je me trouvais dans mon village natal d'Aghribs, en Kabylie, pour effectuer quelques travaux dans la maison que nous y possédons. J'avais fait venir un remarquable maçon originaire du village de Takhlijt (Akbou) où il était né en 1942. Abdelkader Ihaddadene était si appliqué que lors du dîner je lui demandai de me dire où il avait fait sa formation. Il m'apprit que c'était avec un adjudant français qui l'avait aidé au camp d'Akbou, où il avait été détenu en 1958, après un accrochage survenu dans son village. Il avait 16 ans et faisait le guet lorsque les militaires français l'interceptèrent. Il y avait parmi les assaillants un ancien maquisard, rallié quelques mois auparavant aux Français. Il savait que le jeune Abdelkader surveillait comme d'autres habitants les accès au village quand l'ALN venait se restaurer ou se reposer. Il passa deux ans en prison, pourchassé par la haine du rallié.

« Nous n'avons dû notre salut qu'à un adjudant qui a tenu à séparer les prisonniers les plus jeunes des autres pour les mettre dans des tentes à part. À chaque fois que le félon voulait me priver de ma ration de pain, il intervenait en ma faveur. Un jour je pleurai dans un coin ; il m'a appelé seul et m'a dit :

« Tu sais, tu as un demi pain par jour, ce n'est pas beaucoup, mais j'ai été fait prisonnier par les Allemands, nous étions réduits à l'esclavage. Une fois j'ai trouvé un os dehors, il y avait dessus quelques tendons, je l'ai ramassé pour le ramener au camp et le rogner la nuit. Il faut savoir souffrir pour son pays. »

---

[61] La libération ayant eu lieu en 1958, il faut comprendre qu'il s'agit d'anciens francs.

Moi, je n'ai rien dit car je me méfiais. Cet adjudant discutait souvent avec un prisonnier instruit qui était chef de chantier avant d'être arrêté. Ce dernier s'appelait Djarmouli Boudjemâa et m'avait pris sous sa protection. Je me suis donc ouvert à lui sur ce que m'avait dit notre chef de camp. Il m'a dit que j'avais bien fait de rester prudent, mais que cet adjudant avait été fait prisonnier avant d'être libéré par Amirouche, qui l'avait définitivement marqué, au point qu'il avait demandé à ne plus sortir en opération. Il avait avoué à Boudjemâa que s'il n'avait pas été engagé, il serait resté en France après sa libération et que, si l'occasion s'était présentée à lui, il aurait aidé le FLN. Amirouche l'a persuadé du fait que pour que les relations entre les deux pays soient bonnes plus tard, il fallait que la guerre cesse au plus tôt et que les Algériens recouvrent la liberté. C'est grâce à cet adjudant que je suis devenu maçon et plâtrier. Il nous a organisés dans le camp pour que chaque jeune puisse apprendre un métier. C'est surtout grâce à lui que j'ai pu échapper au camp de Ksar-Ettir, que l'on appelait le camp de la mort, où voulait m'envoyer le rallié de mon village. »

Les prisonniers français posaient de nombreux problèmes à l'ALN. Il fallait les surveiller, les déplacer devant les ratissages et choisir le moment le plus opportun pour leur libération. La chose devenait encore plus compliquée quand il s'agissait de ressortissants d'un pays qui n'était pas en guerre avec l'Algérie.

En ce jour du 17 août 1958, le groupe du sous-lieutenant Mohand Ouali ou Khaled tendant une embuscade sur la route menant d'El Kseur à Berbatache pour intercepter un convoi de ravitaillement doit se rendre à l'évidence : un informateur a dû prévenir l'armée française que leur déplacement régulier était ciblé par l'ALN. Au moment de lever le dispositif, débouche du virage une petite voiture. C'est une quatre-chevaux Renault pilotée par un monsieur d'un certain âge. Arrêté, le chauffeur se présente : il s'appelle Griffith, est de nationalité américaine et officie comme pasteur à Ilmayene. Les maquisards brûlent son véhicule et conduisent le prisonnier au PC de wilaya. Les consignes d'Amirouche étaient claires. Tout prisonnier étranger devait y être acheminé sain et sauf.

C'est ainsi que Lester E. Griffith se retrouva dans l'Akfadou, où on lui demanda d'attendre l'arrivée d'Amirouche.

L'agent de liaison Mohand Sebkhi se trouvait au PC au moment des faits. Il raconte la réaction d'Amirouche à son arrivée, quand il trouva le pasteur enlevé par ses hommes :

« Si Amirouche était mécontent. Il fit des remarques assez dures aux combattants qui avaient enlevé le pasteur américain. »

Ce dernier faisait les frais de la fuite probable qui avait fait avorter l'embuscade du commando de l'ALN.

« J'ai encore dans les oreilles ses paroles : « C'est un homme de religion. Il a sa foi, nous avons la nôtre. Pourquoi l'avez-vous arrêté ? Vous croyez que c'est avec ce genre de captures que vous allez gagner la guerre ? » avait-il fulminé.

Il avait donné des instructions pour que le prisonnier soit bien traité. « Et, ajoute Mohand Sebkhi, jamais à cours d'éloge pour son chef, le colonel, qui réfléchissait vite, essaya de voir comment réparer l'erreur de son unité et, pourquoi pas, tirer avantage de la situation. »

Le pasteur passa trois mois au maquis. Il put voir la discipline des combattants et le fonctionnement du PC. Pendant ce temps la wilaya III essayait d'établir le contact avec la Croix-Rouge qui finit par alerter le Vatican et d'autres ONG. Les Français, qui refusaient souvent les contacts car ils continuaient à nier la réalité de l'ALN, prenant le risque de sacrifier leurs soldats, furent cette fois contraints de négocier pour recueillir publiquement le prisonnier américain et le laisser parler avant d'organiser précipitamment son départ vers Rome, puis Genève, d'où il rejoignit son pays.

Amirouche était souvent en déplacement. Quand il revenait au PC, il trouvait toujours le temps de discuter avec l'Américain. Leurs rapports étaient particulièrement cordiaux. Le jour de sa libération, le colonel chercha à savoir si son « hôte » n'avait manqué de rien. Ce dernier hésita un instant puis déclara que sa montre lui avait été retirée pendant son transfert afin de le priver de repères horaires. Amirouche retira le sienne et la remit au pasteur. Il exprima ses excuses pour l'incendie de sa voiture et lui remit une lettre destinée à la délégation du FLN à New York, dans laquelle le colonel demandait à la représentation algérienne de dédommager le pasteur.

Sitôt libéré, l'Américain se répandit en éloges devant les médias sur la discipline de l'ALN et développa son point de vue dans toutes les conférences de presse qu'il tint, mettant à mal la propagande des services français qui ne purent qu'écourter le séjour de l'encombrant prisonnier sur le territoire algérien.

Une fois arrivé aux Etats-Unis, Griffith prit contact avec M'hamed Yazid, chargé de l'information du FLN, qui honora l'engagement du colonel de la wilaya III en remboursant le prix de la voiture incendiée.

Le retour sur investissement dépassa toutes les espérances. Au volant de son nouveau véhicule, l'homme de religion fit un périple estimé à plus de six mille kilomètres, portant de ville en ville la cause algérienne. C'est à l'occasion de l'une des ses conférences que Griffith demanda à rencontrer un jeune sénateur du nom de John Fitzgerald Kennedy. Ce dernier insista pour revoir l'ancien détenu afin de mieux s'informer sur la réalité des maquis, leur composition, leur organisation, etc. Le FLN ne pouvait pas trouver meilleur ambassadeur : Kennedy fut l'un des soutiens les plus fidèles et les plus crédibles du peuple algérien pendant la guerre. Il faudra la ruade de Ben Bella, en voyage officiel à New York en 1962, qui décida de rallier Cuba à partir des USA, pour refroidir la sympathie du sénateur américain, entre-temps devenu Président.

Malgré tout, la famille Kennedy avait gardé une réelle estime pour le peuple algérien. Quand je fus invité à Boston en 2004 pour assister à la convention du parti démocrate qui révéla au grand public le sénateur Obama, j'ai pu croiser le plus jeune des frères Kennedy, vieilli et déjà malade. À peine me fus-je présenté que la réponse fusa :

« *Here my brother John was one of the greatest friends of the Algerian people.* Ici, mon frère John était un des plus grands amis du peuple algérien. » Le messager d'Amirouche avait choisi la bonne oreille pour répercuter l'espoir du peuple algérien en terre américaine. Je ne suis pas sûr que Ted Kennedy savait qui dirigeait l'Algérie en 2004. C'est dire si le viatique politique de l'Algérie combattante demeurait le principal capital de notre pays.

J'ai eu l'occasion de connaître le pasteur Griffith, revenu en Kabylie après l'indépendance. Il était alors basé aux Ouadhias où il s'occupait d'organiser les jeunes pour des missions d'intérêt collectif. Il exhibait souvent la montre d'Amirouche, qu'il arborait avec fierté. C'était sa façon de trouver un bon prétexte pour relancer la discussion, qui se terminait invariablement par la même phrase : « Je n'oublierai jamais celui qui m'a honoré de son amitié et qui est à l'origine d'une des belles rencontres de ma vie. »

Depuis les années 70, on a démontré, en suivant des soldats américains détenus par le Viêt-Cong, que ce que l'on appelle le syndrome de Stockholm peut créer une relation d'attraction-soumission du captif envers son geôlier. Mais, l'estime reste rarement intacte des années après une

captivité, si, par la suite, une conviction construite sur une vraie adhésion à la cause de l'adversaire n'enveloppe pas l'épreuve vécue par la victime.

Quelques années plus tard, Griffith fut expulsé d'Algérie par la Sécurité militaire pour « espionnage ». Faut-il s'interdire de voir dans cette mesure le signe d'un agacement contre un pasteur s'occupant de la jeunesse et qui passait son temps à encenser un homme contre lequel Boumediene engageait ses limiers dans une entreprise d'occultation, ou en tout cas de diabolisation ?

Le souci de valoriser l'image du FLN à travers ses combattants et la volonté de ne pas compromettre l'avenir furent des exigences permanentes du colonel de la wilaya III. D'autres civils libérés par le FLN dans cette dernière ont relaté devant la presse les conditions de leur détention et livré l'impression qu'a laissée sur eux le chef kabyle.

Enlevée par mégarde avec son mari en wilaya III, Mme de Angelis témoigne : « Le 25 décembre [1958], trois chefs sont venus me voir. Une des femmes kabyles m'a dit en me montrant l'un d'eux : « colonel Amirouche ». Il portait un bonnet de police et une tenue de gabardine. Il s'est présenté à moi en me saluant militairement et m'a demandé : « Madame, avez-vous été maltraitée, et mes hommes vous ont-ils manqué de respect ? Je sais que vous avez souffert de cette vie rude. Vous serez libérée le 1er janvier [1959]. »

Le 30 décembre, le colonel Amirouche est revenu me voir et m'annonça ma libération pour le soir même. Il me promit que mon mari serait libéré une dizaine de jours plus tard. »[62]

Le journal *Paris Presse* du 6 novembre 1958 a rencontré d'autres civils libérés par les maquisards :

« Amirouche, le chef de la wilaya III (Kabylie), nous a invités à déjeuner la veille de notre libération [...] C'est un homme d'une trentaine d'années au physique agréable. Vêtu d'une tenue militaire, il nous a reçus familièrement. Nous l'avons vu allumer le feu ou servir le café à son entourage.

[...] Les rebelles ont des médecins et des infirmiers [...].

À la question de savoir comment les *fellagha* voient-ils les événements, les prisonniers répondent :

« Les rebelles comptent sur un cessez-le-feu après entente entre Ferhat Abbas et de Gaulle. Ils déclarent qu'ils ne voudraient pas s'allier avec les

---

[62] *Le Figaro*, 21 mai 1959.

Russes. Ils désapprouvent le communisme athée mais s'ils en sont aux dernières cartouches ils s'associeront avec le diable.

Amirouche nous a répété à plusieurs reprises qu'il ne doutait pas de la victoire des rebelles. Il n'écarte pas l'idée d'une union étroite avec la France mais il repousse les propositions de cessez-le-feu du général de Gaulle. Il parle avec désinvolture des notables du FLN de l'extérieur et affirme que seuls les militaires des Djebels sont les champions intransigeants de l'indépendance. »

Paris-Presse était un journal populaire de droite. La précision et la fidélité de ses narrations peuvent prêter à équivoque dans la mesure où, en 1958, la censure pesait sur le dossier algérien plus que sur tous les autres. Mais on l'a déjà noté, à la fin de cette année, les divergences avec l'extérieur ne sont plus un secret en wilaya III. On trouve dans ce résumé l'esprit de la Soummam qui caractérisera plus tard les accords d'Évian : le soutien tactique des pays étrangers, pour bienvenu qu'il soit, n'implique en aucune manière un alignement idéologique sur eux. L'indépendance, autour de laquelle se sont rassemblées les forces politiques algériennes, toutes sensibilités confondues, n'est pas négociable et c'est sur cette base que la coopération avec la France devait être étudiée.

Les quelques événements relatés ici traduisent le souci permanent du colonel Amirouche d'intégrer la communication interne et externe comme un paramètre cardinal de la lutte. Une attaque menée sur le terrain était aussitôt portée à la connaissance du peuple algérien et du GPRA supposé lui réserver un traitement médiatique plus large. Un prisonnier libéré devait témoigner de la discipline et de l'humanisme de l'ALN. Enfin, les discussions menées avec eux avaient toutes vocation à persuader de la légitimité du combat algérien.

*

* *

« Amirouche était tellement juste qu'il pouvait être injuste. » Le propos est de Hamou Amirouche, secrétaire du colonel. Il se souvient aussi de l'avoir entendu reprendre un collaborateur qui revenait avec insistance sur les injustices que commettait le Mouvement national : « La Révolution commet des erreurs, pas des injustices », répondit Amirouche.

Cette rigueur sera constatée par tous ceux qui ont eu à travailler avec le colonel. La justice n'était pas seulement un assemblage de règles convenues

qui devaient s'appliquer à tous, c'était d'abord une intime conviction qui devait inspirer la pensée et guider l'action de tout homme, surtout si, en plus de sa propre vie, il avait la responsabilité directe ou indirecte de celle des autres.

Je n'ai pas à ce jour trouvé une femme ou un homme qui ait approché Amirouche pour me dire qu'elle ou il l'aurait vu un jour se laisser tenter par le moindre privilège que sa fonction pouvait lui conférer et auquel beaucoup s'empressaient de l'inviter. J'ai enregistré des dizaines de témoignages qui attestent de son aversion envers toute forme d'obséquiosité. Ses réactions devant des propos ou des gestes tendant à le distinguer devant ses hommes ont toujours été les mêmes : l'ordre de ne plus céder à ce genre de tentations, voire des sanctions quand il s'agissait de récidive.

Mohand Sebkhi raconte :

« C'était à la fin de l'année 1957. En tant qu'agent de liaison, je devais acheminer un courrier du capitaine Arab d'Aït Ouabane vers le PC, distant d'une vingtaine de kilomètres de là. Dda Belaïd, grand patriote connu dans toute la Haute-Kabylie, me remit un colis d'environ 2,5 kg en insistant pour que je le transmette au colonel en personne. Une fois arrivé, je trouvais Si Saïd Brirouche, officier de la première heure, aux côtés d'Amirouche. Après avoir remis la lettre, ce dernier m'invita à faire mon rapport sur la situation militaire et politique de la région que je venais de quitter. Ensuite je lui remis le colis. Il l'ouvrit et trouva deux superbes paires de rangers, l'une était noire, l'autre marron. Il demanda à Si Saïd Brirouche d'essayer les chaussures marron puis, regardant mes pieds fourrés dans des tennis largement usées, il lut le numéro de la pointure de la paire restante et me dit :

« Je sais que tu chausses du 42, elles t'iront très bien. » Lui-même portait une paire de baskets peu commodes pour ses longues marches. Et Dieu sait qu'il en faisait », conclut Mohand d'une voix chevrotante avant de demander à sortir de mon bureau « pour aller fumer ». En fait, il était étranglé par l'émotion. C'était la troisième fois en trois heures et demie d'entretien qu'il sortait pour pleurer seul.

Autre scène rapportée par le même témoin.

« Il y avait dans nos rangs un certain capitaine Si Abdellah. Intellectuel, il avait, comme tous les cadres montés au maquis, la considération du colonel. Je faisais partie du convoi qui devait le ramener vers le PC. Personnellement, j'avais à ramener 58 lettres destinées au secrétariat du

colonel. Nous avancions en colonne avec notre capitaine. L'officier était protégé par quatre *djounoud*. Deux le précédaient et deux le suivaient. Au bout d'une heure et demie de marche harassante, nous fûmes pris dans un ratissage et je fus stupéfait de voir notre supérieur approcher vers l'ennemi au lieu de chercher à s'en écarter. Par réflexe, je marquais le pas. En fait, il avait décidé de se rallier. J'ai pu m'esquiver et échapper à l'encerclement ; une fois au PC j'annonçai la triste nouvelle. Amirouche, pensant probablement que j'avais cédé à la panique, me rudoya et m'intima l'ordre de reprendre mes esprits car il ne pouvait admettre que son capitaine avait trahi.

Le lendemain matin il dut admettre l'amère réalité. Il convoqua les membres de son secrétariat pour leur demander leur avis sur les informations sensibles que pouvait détenir le félon. Au bout de trois quarts d'heure de réunion il me fit appeler, m'invita à m'asseoir à ses côtés et me pria de l'excuser pour sa colère de la veille. Surpris et ébahi, je ne trouvai rien à dire. Il passa son bras sur mes épaules et me redit devant tout le monde : « Je veux que tu me dises sincèrement que tu m'as pardonné car j'ai fauté envers toi. » Je n'ai pas pu faire autre chose que de hocher la tête. Vous connaissez beaucoup de chefs comme le nôtre ? » interpelle fièrement Mohand Sebkhi.

Avant de nous quitter, le vieux maquisard qui, comme beaucoup de ses camarades, avait courbé l'échine en contenant sa colère devant le déchaînement de dénigrement qui accabla celui qui fut leur responsable, leur maître et leur père de substitution me fit promettre d'écrire ce qui était pour lui une conviction et un testament qu'il avait refoulés depuis l'indépendance.

« Si vous écrivez un livre sur Si Amirouche, je voudrais que vous n'oubliiez pas de rappeler que je vous ai dit qu'Amirouche était un stratège, un organisateur et un visionnaire. »

C'est fait, Dda Mohand, j'espère que votre santé ne vous trahira pas avant d'avoir lu ces quelques lignes.

J'ai toujours été saisi par la qualité humaine et le niveau politique de cette génération qui, dans le cas de Dda Mohand, n'avait même pas fini l'école primaire. Dans le cours de notre discussion, il cita la plupart des auteurs qui ont écrit sur la guerre d'Algérie et fit preuve d'un remarquable sens critique sur les avis et analyses développées sur les différentes phases du conflit.

Face au dépit qui les habite, les hommes d'Amirouche ont cherché à préserver leur santé mentale en balisant leur intimité et, pour la plupart, à cultiver en secret la mémoire de leur chef par devoir de fidélité, cette dernière étant la source qui nourrissait, non pas l'énergie – l'épreuve de l'après-guerre a été trop longue, trop brutale et trop injuste –, mais une pulsion de vie qui se voulait un défi à l'humiliation : c'est une manière de vengeance contre une histoire qui n'a pas su suivre le cours que leur avait tant de fois promis et annoncé leur chef. « Ma réaction face à Ali Kafi en 2004 était un devoir de justice, mais surtout une réponse à une insulte qui m'a atteint au plus profond de mon âme », explique aujourd'hui Dda Mohand.

La violence était partout pendant la guerre. Il arrivait que des jeunes responsables grisés par leur pouvoir, pressés par les événements ou maîtrisant mal leur colère ordonnent ou commettent des actions à l'origine de drames humains aux retombées politiques tout aussi désastreuses.

La famille Tamzali était installée à Bougie bien avant la colonisation. Elle représentait le pouvoir ottoman en Petite-Kabylie où elle avait fini par se fondre dans la population locale. Au début de l'insurrection, c'était un bon échantillon de l'embryon de ce que l'on pouvait appeler la bourgeoisie algérienne qui commençait à émerger, en Kabylie aussi, dans des années 50. Le père Tamzali était même un des rares autochtones à avoir investi dans l'industrie agro-alimentaire, où il dominait le marché de l'huile et exportait déjà une bonne partie de sa production vers l'Europe.

Pour l'essentiel, cette catégorie eut le mérite de rester psychologiquement proche de son peuple malgré un statut social qui la prédisposait à une assimilation politique, voire une dilution culturelle dans la matrice francophone conquérante, arrogante, menaçante et, il faut bien l'admettre, attrayante par maints aspects en cette deuxième moitié du XXème siècle.

Ces quelques privilégiés financèrent nombre de lieux de culte et d'associations de bienfaisance et certains d'entre eux, on l'a déjà évoqué en ce qui concerne le limonadier Hamoud Boualem, dont la fille fut médecin de l'ALN, soutinrent très tôt la résistance. L'héroïne Hassiba Ben Bouali qui préféra se faire dynamiter dans sa cache de la Casbah plutôt que de se rendre à l'ennemi était d'une origine sociale particulièrement aisée. Tous cependant ne firent pas preuve de la même solidarité. Le bachagha Boualem, issu de la même région que la jeune Hassiba, le Chélifois, leva des milliers de supplétifs pour aider l'armée française. Il est vrai que ce dernier était d'origine féodale et non bourgeoise.

En Kabylie, Amirouche recommanda une grande patience envers des familles dont la situation matérielle enviable impliquait nécessairement, au début de la Révolution, un temps d'accommodation ; ce qui provoquait l'entretien de relations ambigües avec l'administration avant de trouver leurs marques dans un conflit qui ne faisait pas de place, ou si peu, à l'hésitation.

À peine chargé de la structuration de la vallée de la Soummam, il prit langue avec tous les notables de sa zone. Il rencontra les Ourabah, une grande famille de propriétaires terriens, et invita, en vain, l'un de ses membres les plus influents à se rendre à Tunis, pour lui éviter de vivre des situations qui ne manqueraient pas de le mettre en porte-à-faux avec l'armée française, qui se plaisait à exhiber dans chaque manifestation officielle ces étalons de la pacification. C'est ainsi que Ben Ali Cherif, autre grand nanti s'exila vers la capitale tunisienne.

Tamzali aidait notamment en finançant et en informant le FLN en Petite-Kabylie. Un chef de groupe ayant apparemment mal interprété une instruction, monta une opération qui aboutit à l'élimination du vieux bourgeois. Amirouche ne fut informé qu'après coup de la terrible méprise. Il entra dans une rage folle. La fille du défunt rapporta plus tard que le colonel avait tenu à envoyer personnellement une lettre à la famille pour s'excuser de la faute de ses hommes, admettant qu'il s'agissait d'une erreur et que leur père n'avait pas failli à son devoir. La justice, c'était aussi de reconnaître les erreurs que l'on pouvait commettre dans une guerre.

Les situations où le chef de la wilaya III a manifesté son souci de justice sont nombreuses. Dans un de ses ouvrages[63], le maquisard Djoudi Attoumi raconte le comportement de son ami Mohand-Saïd Hamaï, né en 1932 à Chemini (Sidi Aïch), dans un tribunal présidé par Amirouche.

Le procès, au cours duquel devait être jugé un quinquagénaire, se déroulait à Ouzellaguen en Petite-Kabylie. Après avoir entendu tous les membres du tribunal, Amirouche avait compris qu'ils étaient tous pour la peine de mort. Il se retourna alors vers Mohand-Saïd, jusque-là resté silencieux, pour avoir son avis. Ce dernier répondit qu'il ne connaissait pas assez l'affaire et que personne n'avait apporté la moindre preuve sur la culpabilité de l'accusé. Amirouche fit valoir que si tous les autres s'étaient prononcés pour l'exécution, c'est qu'ils devaient avoir leurs raisons. Mohand-Saïd ne se démonta pas pour autant et répliqua qu'ils étaient libres

[63] *Le Colonel Amirouche, entre légende et réalité, op.cit.*

de proposer ce qu'ils voulaient, mais qu'en ce qui le concernait, il refusait de se prononcer sur une affaire où personne n'avait apporté la moindre preuve.

S'adressant aux membres du tribunal, Amirouche conclut :

« C'est comme ça qu'il faut raisonner lorsque vous avez un avis à donner dans une affaire de justice. »

Le suspect échappa à la mort faute de preuve, le doute profitant toujours à l'accusé.

À la tête du commando Ali Khodja, le commandant Azzedine avait défrayé la chronique dans l'Algérois par des actions d'éclat qui avaient attiré la curiosité puis l'intérêt d'Amirouche. Il fut blessé et capturé le 17 novembre 1958 dans les massifs de Palestro. L'affaire fit grand bruit et le général Massu en personne se chargea d'approcher le prisonnier pour envisager l'éventualité d'un retournement. Une fois rétabli, le maquisard joua le jeu, alla même jusqu'à se prêter à des déclarations radiophoniques de circonstance et se montra en ville sans surveillance apparente, pour gagner du temps et reprendre contact avec le FLN.

Cependant, l'événement troubla la population, qui avait gardé du commandant de l'ALN l'image d'un valeureux combattant ayant organisé et mené au feu l'un des commandos les plus célèbres de la guerre. Pendant quelques semaines, son comportement perturba également le commandement militaire de la wilaya IV. Bien que connaissant la valeur de l'homme et ayant préconisé, puis organisé des actions auxquelles avait été associé Azzedine, Amirouche signa un mandat d'arrêt contre lui dès qu'il apprit ses apparitions dans Alger.

Quelques semaines après, le subterfuge du ralliement prit fin et la « belle prise » de Massu rejoignit les maquis, au grand soulagement de tous ceux qui l'avaient côtoyé auparavant. En fait, la ruse d'Azzedine n'étonna pas les responsables de l'ALN. Ce fut le colonel Amirouche en personne qui l'accueillit avec Omar Oussedik en wilaya III pour les accompagner tous deux dans leur voyage vers la Tunisie, après leur avoir remis une somme d'argent conséquente leur permettant d'acheter mulets et autres moyens destinés à leur faciliter le passage de la frontière. Nombreuses sont les situations où Amirouche a reconsidéré une décision devant laquelle d'autres responsables se seraient obstinés.

Pendant le « complot des bleus », Amirouche, pourtant déstabilisé, essaya de limiter les erreurs, qu'il savait inévitables et qu'il assuma, en désignant le commandant Mohand ou Lhadj, le responsable le plus sage

qu'ait jamais connu la wilaya III, comme président de la commission chargée de juger les suspects.

En analysant l'approche et les décisions du colonel Amirouche en matière de justice, on peut dégager trois constantes : assumer le devoir de rendre la justice dans toutes les situations, ne pas chercher à se défausser sur ses collaborateurs dès lors qu'ils ont pris une décision en âme et conscience, assumer soi-même les erreurs qui ne manquent pas d'être commises dans une guerre révolutionnaire.

*

* *

Au-delà de toute déclaration ou décision, Amirouche aura laissé derrière lui l'image d'un homme à la rectitude morale exemplaire parce qu'il a démontré quotidiennement, dans une guerre complexe et violente, que la crédibilité et l'autorité ne pouvaient valoir que si celui qui doit commander aux autres était un modèle en tout.

Beaucoup de jeunes en Kabylie furent marqués par l'épopée de cet homme dont on savait de son vivant qu'il était le dernier à approcher la nourriture et le premier à l'effort et qu'il partageait avec ses hommes les tâches les plus contraignantes. Ce commandement par l'exemple, qui veut que le militantisme interdise de demander à un collaborateur d'exécuter une mission dans laquelle on ne prend pas soi-même la plus lourde charge, a permis à quelques enfants de la guerre qui ont choisi de combattre l'arbitraire du parti unique de rester visibles dans la durée.

La vie d'Amirouche, qui a inspiré et façonné nos premiers engagements, résonne toujours dans l'Algérie d'aujourd'hui en dépit des moyens colossaux déployés par un régime qui a voulu rendre vaine ou illusoire l'idée d'une alternative à un système basé sur la violence, la corruption morale et matérielle et un certain cynisme qui se targue d'avoir éliminé toutes celles et tous ceux qui ont cru à la vertu de la vérité et de la justice.

Il y a une qualité que les détracteurs les plus malveillants d'Amirouche eux-mêmes s'interdiront de remettre en cause : la capacité d'organisation. Avec sa nomination, la wilaya III était devenue un mini-État.

Je revenais d'Oran par avion au printemps 1993 où j'avais animé un meeting. A côté de moi, un homme âgé d'une cinquantaine d'années me surprit en me demandant tout de go s'il pouvait m'appeler « cousin ». C'était Salih Saadi, un ancien officier de la wilaya III qui, comme d'autres

jeunes de son âge, avait déserté l'armée française pour rejoindre l'ALN. Il avait saisi l'homonymie de nos patronymes pour engager la conversation. Il fut blessé et capturé en juillet 1959 à Mira, dans la région des Aït Jennad en Kabylie maritime. Hasard de la géographie, c'était le village natal de ma mère qui était séparé du mien par une colline coiffée d'une touffe de chênes-liège pompeusement nommée *Adrar*, ce qui, en berbère, veut dire « montagne ».

En ce jour de l'été 1959, nous voyions des avions de chasse français tournoyer pendant deux bonnes heures en larguant leurs bombes autour du hameau de mes oncles. Sitôt les premiers projectiles envoyés, nous vîmes des colonnes de fumée émerger de derrière le sommet du monticule et monter vers le ciel telles des volutes émanant d'un volcan. Ma mère, dont la maison familiale avait été déjà bombardée, m'appela pour que je l'accompagne vers un palier dominant notre quartier, afin d'essayer de situer avec plus de précision la base de l'incendie, espérant deviner si sa famille avait été encore atteinte par les obus de l'aviation. Quand Salih Saadi me raconta le jour et le lieu de sa capture, je lui révélai que cette date m'avait aussi un peu concerné.

Pendant la petite heure de vol que nous avons partagée, nous avons discuté de son passage au maquis. En l'entendant parler de sa mission, je notai le souvenir à la fois satisfait et pesant qu'il avait gardé de la gestion des documents qu'il fallait établir et transmettre dans les délais à propos de la moindre opération, décision ou proposition.

« Je ne sais pas si l'armée française était aussi bureaucratique que nous. Nous étions conditionnés à tout noter. Même les choses les plus anodines. Et, honnêtement, à l'époque je me demandai secrètement si cette masse de papier était exploitée à temps. Sans compter le risque de voir les Français tomber sur ces informations si nous étions attaqués par surprise et que nous ne disposions pas d'assez de temps pour tout détruire. Mais aujourd'hui, quand je vois le nombre de décisions qui sont prises sur un coup de téléphone, je comprends mieux pourquoi Amirouche exigeait de nous des traces écrites pour toutes nos activités. »

Quand il se prépara à se rendre à Tunis pour faire état de remarques, doléances et critiques qui appelaient une profonde réorganisation aux échelons les plus élevés de l'organisation du FLN, Amirouche réunit un conseil de wilaya extraordinaire, fit établir un procès-verbal de réunion où était consigné son bilan politique, militaire et financier et procéda à la rédaction d'un rapport où figuraient les arguments devant justifier la

demande de rénovation des attributions et du fonctionnement des instances dirigeantes attendues par l'intérieur. Amirouche veilla à installer son intérim, comme cela avait été demandé par la note invitant à la réunion de Tunis, et se fit établir une procuration pour pouvoir s'engager officiellement au nom du Comité de wilaya.

On ne croit pas savoir que les dix colonels, qui ont tenu par la suite un cénacle de plus de trois mois, se soient encombrés de ce genre de procédures en quittant leur wilaya. Le seul résultat tangible de leur marathon fut les prérogatives désastreuses qu'ils s'étaient arrogées de changer le Conseil national de la Révolution algérienne, c'est-à-dire la direction du FLN, renforçant un élan qui allait définitivement soumettre la conquête du pouvoir en Algérie au coup de force militaire. Ce qui acheva de désespérer le colonel Lotfi, responsable de la wilaya V.

Au lendemain de l'indépendance, les restes des archives de la wilaya III contenaient, malgré la terrible opération Jumelles, déclenchée en juillet 1959, qui en avait détruit une partie, un fonds documentaire digne d'un État constitué. Seule la wilaya IV avait aussi essayé d'organiser ses services en faisant de l'écrit une exigence régulière et constante.

Amirouche fit de l'application des recommandations de la Soummam une exigence. Il mit en œuvre avant tout le monde l'harmonisation des grades, les délimitations des circonscriptions administratives et militaires, pendant que les penchants régionalistes s'affirmaient encore, à l'instar de la wilaya I qui continuait de revendiquer, sans forcément penser à mal d'ailleurs, le nom de wilaya des Aurès-Nememchas.

On a eu l'occasion de le vérifier à maintes reprises dans ce récit, Amirouche ne dérogeait pas au respect de la hiérarchie et au principe de la transparence dans les débats. Dès lors qu'une structure était née, que ses missions étaient définies, il convenait de lui faire remplir sa fonction. Le colonel Amirouche ne chercha ni à complaire à un chef, ni à maquiller une réalité, ni à s'essayer au populisme devant les foules. On trouve des correspondances qui posent le problème de la crédibilité et de la compétence des responsables auxquels étaient adressés les messages. La même rigueur se retrouve quand un cadre de son rang commettait un acte jugé répréhensible du point de vue de la morale révolutionnaire ou de ses implications politiques.

Ali Kafi, portant le même grade qu'Amirouche, esquive, en invoquant un argument fallacieux, la réunion des chefs de wilaya que ce dernier avait pris soin de convoquer sur les terres mêmes de son collègue, en wilaya II ?

Qu'à cela ne tienne. Une lettre lui sera adressée sur-le-champ pour lui signifier que ses arguties sont aussi superficielles qu'irresponsables et, dans la foulée, le GPRA est informé de la dérobade d'un homme qui refuse la concertation dans sa région alors que les autres officiers ont fait plus de deux mois de marche pour participer aux travaux.

Un complot est apparu dans la wilaya, le gouvernement est aussitôt alerté et sollicité pour apporter son aide. La réponse ne vient pas ? Il faut affronter la situation avec les risques inhérents au traitement de ce genre d'opérations en pleine guerre. Mais pour être cohérent et assumer ses responsabilités, il convient de demander une commission d'enquête constituée de délégués du gouvernement ou, à tout le moins, d'éléments « extérieurs à la wilaya » sur sa propre gestion.

Le gouvernement n'accorde pas l'attention attendue à un dossier particulièrement sensible, se contentant d'envoyer un message de félicitations ? Il faut répondre avec le ton et la fermeté que requiert ce qui n'est qu'une « manœuvre malhabile destinée à tenir un comité ou un homme » et ne pas hésiter à aller jusqu'à dénoncer ce qui relève d'une forme de « corruption » !

En considérant les approches et décisions prises par Amirouche en matière de justice, de formation, de communication, d'organisation et surtout de fonctionnement des institutions ; en analysant sa volonté de transcender les clivages et les archaïsmes régionaux, notamment grâce au brassage de maquisards entre les wilayate, au prix de risques et de sacrifices prévisibles ; en constatant que sa compréhension de la solidarité nord-africaine était soumise au préalable d'un engagement simultané et commun pour la libération des trois pays, si l'on voulait ne pas créer des distorsions dans la construction d'après-guerre ; en décodant l'image qu'il essayait de donner de l'ALN, c'est-à-dire du pays, à travers le traitement réservé aux prisonniers étrangers, on ne peut qu'adhérer au bilan fait par le secrétaire particulier du colonel de la wilaya III à l'automne de sa vie, lui qui l'a suivi pas à pas une année durant en plein maquis :

Le développement ne peut se concevoir sans la formation. L'Algérie avait, pour Amirouche, vocation à être une nation autonome, solidaire et unie. Le pouvoir n'émane que de la volonté populaire. Le dirigeant ne saurait à aucun moment échapper au contrôle et son seul objectif doit être l'émancipation du plus grand nombre.

Oui, en matière de vision et de stratégie, Amirouche était un homme d'État.

Mais en dépit de la documentation et des témoignages qui démontrent l'état d'esprit et la détermination qui animaient Amirouche avant d'arriver à Tunis, des questions se posent aujourd'hui encore.

Premièrement, avec qui et comment le colonel de la wilaya III comptait-il affronter sur le terrain le tandem Boussouf-Boumediene, le choc étant inévitable, dès lors que l'hégémonie des services de renseignements et la rentrée de l'armée des frontières étaient imposées dans le débat ?

Deuxièmement, que pesait et que faisait le Comité de la wilaya III, mis en place à Tunis en juin 1957 et avec lequel Amirouche gardait un contact permanent ?

Troisièmement, outre les débats pour le moins critiques établis lors de la réunion interwilayate de décembre 1958, y avait-il accord sur une décision et éventuellement une position ou une action commune entre les responsables des wilayate une fois arrivés à Tunis ? Le colonel Lotfi, qui s'était excusé auprès de ses pairs de ne pas pouvoir assister à leur réunion, a-t-il été informé de ses tenants et de ses aboutissants ?

Quatrièmement, la décision de faire route avec le colonel Haoues et peut-être Hadj Lakhdar, le chef de la wilaya I, n'avait-elle pas valeur de message annonçant, d'entrée de jeu, un rapport de force latent opposant l'intérieur à l'extérieur ?

Hormis Ali Kafi, cornaqué par Ben Tobbal et qui donc était de fait coopté par l'extérieur, Amirouche et ses collègues affrontaient Tunis – GPRA et État-major compris – sur deux analyses et deux perspectives différentes quant au destin national.

Deux visions se faisaient face : la prise du pouvoir par la maîtrise des jeux d'appareils et la révolution démocratique assise sur la volonté populaire.

D'autres spéculations nourrissent, depuis l'indépendance, toutes les discussions des acteurs politiques qui ont eu l'occasion de suivre et de connaître Amirouche.

Était-il pertinent dans un tel contexte politique de dévoiler aussi clairement ses conceptions de la vie publique, en pleine guerre, dans une société fragilisée et contaminée par la violence d'une colonisation qui avait laminé le pays ?

N'était-il pas quelque peu naïf de s'exposer dans une organisation peu ou pas émancipée de ses inclinations populistes et dont les dirigeants géraient mal leurs divergences et cachaient si peu leurs objectifs putschistes ?

Avoir refusé d'admettre que l'essentiel ne se jouait pas dans la sincérité ni sur les résultats obtenus sur le terrain, dans la mesure où le débat, quand il a existé, a rarement prévalu devant le rapport de force, et ne pas avoir ménagé ses énergies en attendant que les conditions politiques se prêtent aux compétitions loyales arbitrées par le citoyen, était-il responsable ?

Le Congrès de la Soummam, qui s'est limité à traiter de l'objectif commun de l'indépendance et à annoncer les bases fondamentales d'un État de droit garantissant les libertés individuelles et collectives, ayant été attaqué au Caire moins d'une année après sa tenue, ne fallait-il pas prendre acte de ces tendances, les analyser plus finement et s'organiser en conséquence ?

On peut naturellement entendre toutes ces remarques. Il reviendra aux historiens de se pencher plus sérieusement sur les circonstances, les opportunités offertes par le contexte, les moyens disponibles et mobilisables, pour mieux apprécier la faisabilité de telle ou telle initiative.

Éternel débat en politique.

La loyauté et la permanence dans l'engagement suffisent-elles à emporter la manche dans des luttes dominées et régies par l'intrigue et le coup de force ? De Jugurtha à la Kahina, de Rosa Luxembourg à Trotski, de Jean Moulin à Guevara, l'histoire a toujours livré le même verdict. Cruel. Les hommes de conviction survivent rarement aux révolutions.

Ces supputations posent autant d'interrogations qu'elles alimentent de spéculations.

Le fait est que même notre génération, instruite des contraintes de ses aînés, n'a pas encore pu trancher la problématique de la conquête du pouvoir par un engagement permanent dans l'action et la réflexion, une exigence éthique laissant peu de place à la manœuvre et assurer, au final, le succès d'une lutte pacifique dans un environnement politique et social toujours dominé par le rapport de force.

Le tabou ne devant plus brider le débat, il faut ajouter une chose que tout un chacun susurre, pour mieux l'étouffer dans l'échange public. En Algérie, il est difficile d'être exemplaire, de demeurer toujours sur le front et d'arriver au bout indemne. Ceux qui ont fait le plus et le mieux sont morts, épuisés ou marginalisés. Les élites, plus qu'ailleurs, ont manifesté une propension à la clientélisation qui en a fait des supplétifs des tenants de la courte vue. L'intellectuel algérien n'a pas seulement démissionné, il a trop souvent accompagné ou précédé le pire. Cela fut particulièrement vrai pour les communistes qui, après avoir été durement réprimés, ont

systématiquement revendiqué et assumé le statut de « soutien critique » des autocrates avant de disparaître.

Abane, Krim et Amirouche, qui ont tous trois refusé de prendre en considération les implications d'une donnée sociologique pérenne et effective, n'ont pas échappé au déterminisme des origines qui, en dernière instance, sanctionne, pour une large part, le destin de l'homme politique algérien.

On le vit aujourd'hui encore. Une règle non écrite veut que les faiseurs d'opinion invitent la Kabylie à la mobilisation, voire au sacrifice, à chaque fois qu'il y a péril en la demeure. Il s'en est même trouvé qui se sont spécialisés dans la production de louanges chantant la vocation de martyr de cette région.

La même vision vaut pour les responsables. Combien de fois ai-je été vivement interpellé pour ne pas avoir parlé assez fort ou réagi assez vite devant un danger menaçant la nation, par des personnes qui ne voteront ni pour mon parti ni pour ma candidature ? C'est en quelque sorte le rappel à l'ordre du serf qui oublie ou refuse sa condition. Dans le même temps, des dirigeants sponsorisant ces vigiles se taisent, se terrent des années durant pour ressortir, au moment de redistribuer le pouvoir, sans que cela ne pose le moindre problème.

Autre chose. Ceux des Algériens qui ont fait le tour des offres politiques et qui adhèrent aux positions et au programme que je défends m'ont souvent dit – avoué, serais-je tenté de dire – : « Vous savez, Docteur, j'ai voté pour vous, et pourtant je ne suis pas kabyle… »

Mais il y a pire. Des militants du RCD, arabophones, adhérant à notre parti par conviction, sont harcelés ou même agressés par des responsables officiels qui les somment de quitter un parti « dirigé par un Kabyle ».

Lors des élections locales de 2007, un chef de *daïra* dans la wilaya de Tebessa a plongé dans le coma et envoyé à l'hôpital un de nos militants qui refusait de se rendre complice d'une manipulation devant priver notre parti de son succès. L'honorable commis de l'État avait justifié son attaque devant tous les citoyens qui assistaient au dépouillement par le fait que notre scrutateur, arabophone, était « un bâtard travaillant pour les Kabyles ». Ce n'est pas trahir le personnage que d'affirmer qu'il croit profondément à la justesse de son propos. Inutile d'ajouter que la plainte déposée contre ce responsable fut classée sans suite.

Un hiatus non dit rythme la vie politique algérienne. Il y est suggéré et souvent admis que le sacrifice a ses victimes et que le pouvoir a ses tuteurs.

Cette approche est dangereuse parce qu'elle est intégrée et, à l'occasion, assumée par les élites. Même quand le citoyen n'est pas captif d'un clan, il peut difficilement ne pas prendre en considération le « patrimoine génétique » du dirigeant.

J'entends déjà les intellectuels organiques affûter leurs arguments et se préparer à rétorquer que des oppositions entre régions ont existé partout. Une manière de fuir et d'évacuer, une fois de plus, un sujet qui dérange et fait peur. Les différends claniques n'ont ni les mêmes motivations, ni les mêmes manifestations, ni les mêmes conséquences que le sectarisme qui cible la Kabylie. Et sauf à vouloir mener le pays dans l'abîme de la récession politique en enfermant cette région dans l'aventure autonomiste, antichambre de l'impasse sécessionniste, il faut que le combat d'Amirouche, héros qui a construit un nationalisme exemplaire à partir de ses origines, soit revisité et réhabilité.

Tant que le peuple algérien n'aura pas fait l'évaluation de la régression régionaliste et résolument engagé le débat sur la régionalisation, tant que ses élites encore audibles relaieront les poncifs officiels qui distribuent des slogans revendiquant un égalitarisme fictif et pernicieux, tout en cultivant une pratique politique basée sur le népotisme et la cooptation tribale, l'histoire risque encore de bégayer douloureusement en Algérie.

10

LA RÉSURRECTION

« Chers frères, j'ai le plaisir de vous annoncer que nous avons retrouvé les restes des dépouilles mortelles des *chouhada* (martyrs), les colonels Si Amirouche et Si Haoues. Vous pourrez vous recueillir devant leur cercueil demain à 10 heures. » Nous sommes le 24 décembre 1983 à la Coupole du complexe sportif du 5 juillet. Le chef de l'État de l'époque, Chadli Bendjedid, venait de provoquer un séisme dans le congrès du FLN qui rassemblait 5000 participants. Lors de la pause, certains congressistes apprirent que les ossements des deux héros avaient été enfouis pendant vingt ans sous des piles d'archives déposées dans la cave de l'État-major de la gendarmerie nationale.

La rencontre qui comptait beaucoup d'anciens combattants bascula dans un malaise général avant de se terminer en queue de poisson. Personne n'osa une quelconque interpellation officielle mais, depuis la mort de Boumediene, la terreur était moins pesante et les commentaires plus ou moins acerbes allaient bon train après la plénière. Depuis ce jour et pour ce qui est de la mort d'Amirouche et de Haoues, de nombreux maquisards considèrent que cette séquestration constitue un aveu *a posteriori* de la culpabilité de ceux qui ont rendu possible le traquenard de Bou-Sâada le 28 mars 1959. C'est en quelque sorte un diagnostic *post mortem*.

Pourtant, tout avait été fait pour que les retrouvailles entre frères de combat se passent dans les meilleures conditions possibles. Chadli, qui en était à la quatrième année de son mandat, avait éloigné tous les piliers sur lesquels s'était appuyé Boumediene pour asseoir son pouvoir. Abdeslam, l'omnipotent ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Tayebi Larbi, ministre de l'Agriculture, Ahmed Bencherif, le patron de la gendarmerie et même

l'inamovible Kasdi Merbah, responsable de la toute-puissante Sécurité militaire, avaient été limogés ou déplacés. La neutralisation de tant de notables devait être compensée par la récupération du segment détenteur de la charge symbolique du combat libérateur par laquelle se sont légitimés tous les dirigeants de l'Algérie indépendante.

Aussi Chadli avait-il tenu à ménager ses anciens compagnons en les faisant héberger au Club des Pins, une station balnéaire située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, qui dispose de toutes les commodités pour accueillir des hôtes de marque : divers salons et salles pouvant contenir plus de mille personnes jouxtent un restaurant dont les larges baies vitrées s'ouvrent sur la plage. C'est du reste dans le même complexe que Boumediene avait installé en 1973 les délégations de la réunion des Non-Alignés qui avait vu défiler tous les dirigeants du Tiers-Monde.

La fatigue du plus grand nombre, le dégoût de certains et la gloutonnerie d'autres faisaient que la communauté des *moudjahidine* algériens, toujours puissante dans les congrès du FLN, avait déserté les rangs de la contestation depuis longtemps. Mais, cette fois le choc de la nouvelle avait remué des hommes auxquels on avait fait avaler jusque-là bien des couleuvres sans qu'ils aient réagi.

Des témoins, qui participèrent ensuite au Congrès, affirment que Chadli, apprenant de la part de son nouveau chef de la gendarmerie les conditions exactes de la séquestration, s'était sincèrement offusqué. Il faut dire que le chef de l'État, non dénué d'un certain courage, était l'un des rares à oser tenir tête à Boumediene qui était aussi ministre de la Défense. La rumeur veut que, quand son responsable lui proposa une autre affectation, Chadli refusa de quitter la région militaire d'Oran – l'une des plus importantes d'Algérie - où il s'était fait, à tort ou à raison, une réputation de caïd.

« Cela fait longtemps que tu es à Oran, il est temps que tu changes, avait expliqué Boumediene.

– Oui, mais cela fait encore plus longtemps que tu es à la tête du pays », aurait rétorqué Chadli.

Vraie ou fausse, l'anecdote donne une idée de la façon dont les Algériens percevaient les relations qui existaient entre les deux hommes, et cela avait son importance dans le sérail.

En tous les cas, Chadli ne quitta son commandement d'Oran que pour s'installer à la présidence de la République après avoir été coopté par ses pairs en tant qu'officier le plus gradé et le plus ancien après la mort de

Boumediene. Il est vrai qu'il avait comme chef d'État-major de région un certain Larbi Belkheir, qui fera et défera par la suite le pouvoir algérien pendant un quart de siècle.

Rendre publique la confiscation par Boumediene des ossements de deux martyrs de la Révolution ne pouvait que participer à le déstatufier un peu plus, favorisant l'entreprise de nettoyage à laquelle s'attela Chadli dès qu'il fut installé au sommet de l'État.

Mais quelle que soit l'arrière-pensée politique, il faut reconnaître au successeur de Boumediene d'avoir refusé de prolonger la deuxième mort des deux chefs de wilaya quand il eut connaissance du dossier.

On ne sait pas si Boumediene avait informé Ben Bella de son forfait, en 1964, quand il fit déterrer les restes des deux hommes tombés à Bou-Saâda. Ce qui est sûr, c'est que le ministre de la Défense, comme le chef de l'État qu'il devint après le putsch du 19 juin 1965, ignora ou éluda toutes les demandes de recherche des restes d'Amirouche faites par sa famille ou ses compagnons.

À chaque fois que des proches du martyr essayèrent de solliciter les autorités pour tenter d'obtenir des informations sur le lieu où pouvait avoir été enseveli le colonel Amirouche, ils reçurent des réponses dilatoires. Une fois, c'était la France qui l'avait pris pour l'enterrer à Aubagne dans une caserne de la Légion étrangère ; une autre, la démarche faite par le gouvernement algérien auprès des autorités françaises n'avait jamais connu de réponse. Quand on daignait donner suite à une des démarches, d'autres responsables, toujours subalternes – Boumediene n'ayant jamais voulu s'impliquer directement – affirmaient que les recherches n'avaient pas abouti, les autorités françaises elles-mêmes ayant perdu la trace des dépouilles des deux colonels.

Nous apprendrons que le représentant de la wilaya III[64], siégeant dans la commission d'application des accords d'Évian, avait, dès juillet 1962, transmis une demande écrite à son homologue français sollicitant des précisions sur le lieu de l'inhumation du colonel Amirouche et des hommes tombés à ses côtés. Il lui fut répondu que la chose était possible mais que, s'agissant d'une affaire politique, la correspondance serait transmise à la hiérarchie, le gouvernement français ne pouvant accéder à la requête que si elle émanait du ministère algérien de la Défense. On sait que l'exécutif

---

[64] Il s'agissait de Rachid Adjaoud l'un des secrétaires du colonel Amirouche, qui a servi sous ses ordres de 1956 à sa mort.

algérien transmit effectivement un courrier à Paris la même année. Mais il est établi que, malgré la disponibilité des autorités françaises à répondre à la sollicitation, Alger n'a informé ni les familles, ni les compagnons, ni l'opinion publique sur l'évolution des recherches.

Depuis que Boumediene était devenu visible sur la scène politique, son action était frappée du sceau de la brutalité. L'homme au regard perçant, introverti, se montra impitoyable pendant la guerre à chaque fois qu'il eut à intervenir dans une affaire où il devait prouver sa fidélité à ceux qu'il pressentait comme les futurs maîtres du pays. Il afficha la même intransigeance plus tard, quand il voulait montrer sa résolution à se faire craindre. Mal préparé à l'exercice de hautes responsabilités, sans appuis sérieux dans la classe politique, il veilla toujours à ne laisser aucune chance à ses adversaires qui pouvaient poser problème à son hégémonie.

On a vu que c'est lui qui présida le procès qui condamna à la peine capitale les officiers de la wilaya I, dont Boussouf, alors son tuteur, avait suggéré l'exécution sans jugement.

Il fut également à la tête du tribunal ayant condamné à mort le capitaine Zoubir, qui avait organisé une fronde ayant sérieusement ébranlé le FLN au Maroc en 1959. Le colonel Lotfi, homme vertueux et officier républicain, essaya en vain de ramener à la raison le fougueux capitaine qui refusait toute autorité, en dehors de celle de Krim ou d'Ouamrane. Déjà désabusé par maintes scènes d'abus et d'égarements des responsables de l'extérieur, il se sentait atteint par l'indiscipline de son collaborateur dont, au fond de lui-même, il partageait, au moins partiellement, les motivations. Mais il fut surtout meurtri par son exécution et décida de quitter le Maroc pour se battre à l'intérieur. Quelques jours après avoir passé la frontière, il tomba dans une embuscade et périt à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Béchar. Les historiens Mohamed Harbi et Gilbert Meynier notent, à juste titre, que le colonel Lotfi fut une victime indirecte de l'affaire Zoubir, c'est-à-dire de Boumediene.

A l'indépendance, ce fut le même Boumediene qui exigea de Chadli, membre du tribunal, de peser sur le président Zertal pour prononcer la condamnation à mort du colonel Chabani auquel Ben Bella refusa la grâce. Les menaces de sécession du Sud dont il était accusé, ne constituaient pas, loin s'en faut, un péril majeur pour le pays.

En 1967, lors de la tentative du coup d'État de Tahar Zbiri, de l'avis de nombreux témoins militaires, ce sera Boumediene lui-même qui décidera de la mort du colonel Saïd Abid.

On sait enfin que c'est sur ses ordres que furent exécutés, respectivement à Madrid et Francfort, Mohamed Khider et Belkacem Krim, deux piliers du Mouvement national.

Ce rappel s'impose. Il permet de comprendre la conception qu'avait le colonel de l'armée des frontières de la contestation, de l'opposition et plus généralement de la construction et du fonctionnement de l'État.

*

* *

Comment a été éventée la séquestration des restes d'Amirouche et Haoues ?

Le fils du colonel de la wilaya III, essayant de capter le moindre indice pouvant mener au lieu d'inhumation de son père, écumait depuis des années toutes les cérémonies de recueillement qui traitaient de près ou de loin du parcours des officiers martyrs de la wilaya III ou qui pouvaient regrouper des anciens combattants ayant connu l'un d'eux.

Le 29 mars 1983, l'organisation des anciens maquisards de Bou-Saâda préparait, comme chaque année, une cérémonie de recueillement et un colloque sur la bataille du Djebel Thameur, au cours de laquelle périrent les deux colonels. Ces rencontres, sans relief ni intérêt historique, ne présentaient pas de risque politique pour le pouvoir qui s'en accommodait. D'une part, se déroulant à l'intérieur du pays, elles passaient inaperçues, d'autant que le régime a toujours eu la maîtrise totale des médias ; d'autre part, elles concernaient quelques anciens combattants auxquels on pouvait bien concéder, une fois l'an, un moment d'émotion, en attendant leur disparition. On verra que, de même qu'elle permit une protection sans faille tant qu'il était en Kabylie, ce sera la ferveur des humbles qui ressuscita Amirouche.

Sans vraiment attendre grand-chose de l'événement, Nordine Aït Hamouda fit une fois de plus le trajet d'Alger à Bou-Saâda.

À certains moments, il me rappelait la merveilleuse actrice Keltoum dans le film de Lakhdar Hamina *Le Vent des Aurès.* Campant le rôle de la mère d'un jeune maquisard disparu, Keltoum, faisant le tour des casernes

des Aurès, une poule à la main, espère attendrir ou soudoyer un soldat pour qu'il l'informe sur le sort réservé à son fils.

Cette fois, Ouamrane, qui avait bien connu Amirouche, était de la partie. Le baroudeur des premiers jours, qui était devenu gestionnaire d'une pompe à essence au centre de la capitale, s'était retiré de la vie publique depuis longtemps. La présence à Bou-Saâda de ce valeureux officier qui structura avec Krim les premiers maquis de la Kabylie et de l'Algérois fut probablement à l'origine d'un de ces déclics comme il s'en produit une fois dans la vie d'un homme et qui amorça une histoire cauchemardesque.

Pendant qu'un conférencier débitait une de ces versions soporifiques d'une guerre exemplaire et jouée d'avance, un vieux maquisard se leva et déclara tout de go : « J'ai un secret. Je suis de ceux qui ont déterré les corps d'Amirouche et de Haoues après l'indépendance. Je l'ai fait en présence du sous-préfet de Bou-Saâda et d'une brigade de gendarmerie habillée en civil venue d'Alger. »

Stupeur dans la salle. La conférence se délite dans un brouhaha indescriptible. Les militants du parti unique, défaits, s'agitent et essaient d'isoler le vieux par qui le scandale arrive.

Nordine eut le temps de s'approcher de lui et de se présenter :

« Je suis le fils du colonel Amirouche. Vrai ou faux, ce que tu viens de dire est grave.

– Ce que je viens de dire est vrai. J'ai décidé de soulager ma conscience. Je peux même te dire que les gendarmes mandatés d'Alger qui m'ont demandé de les accompagner pour déterrer les restes des deux martyrs en 1964 se sont présentés comme des membres de leurs familles. Ils avaient des cartes et voulaient que je les aide à confirmer le lieu de l'inhumation. »

Lors du retour sur Alger, la conversation, on s'en doute, fut animée entre le colonel Ouamrane et Nordine Aït Hamouda.

Que faire ? Qui voir et par où commencer ?

« Dès que j'ai déposé Ouamrane chez lui, à Hydra, je me suis rendu directement à la Présidence où j'ai demandé à voir Larbi Belkheir, qui était secrétaire général de Chadli. Je lui ai révélé ce que je venais d'apprendre et affirmé que les corps étaient à Alger. Il m'a donné l'impression d'être sincèrement tombé des nues, avant de se ressaisir en essayant de gagner du temps. Il me recommanda de faire attention, que cela était impossible à croire, etc. »

Nordine Aït Hamouda, de tempérament plutôt vif, décida de faire monter la pression en tirant avantage de la situation.

« Les rapports entre les présidents Chadli et Mitterrand sont plutôt bons. Je demande à ce qu'une enquête algéro-française soit faite conjointement. Si l'Algérie se désintéresse du cas, moi je me donne le droit de solliciter tous les intervenants qui pourraient enfin faire la lumière sur ce dossier », avertit le fils du martyr.

Voyant probablement que Nordine était déterminé à mettre le sujet sur la place publique, le secrétaire général de la Présidence prit l'engagement d'en référer sur-le-champ au chef de l'État, qui déclencherait une enquête. C'est ainsi que Chadli instruisit le colonel Cheloufi, responsable de la gendarmerie nationale, pour faire le point sur une question qui fleurait l'affaire d'État.

Le lendemain, Nordine ne voulant pas laisser de répit aux appareils du système, qui n'ont pas leur pareil pour refroidir et désamorcer la plus explosive des bombes, se rendit à la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale), où il rencontra Lhadi Khediri, responsable la police algérienne. Comme les autres responsables, ce dernier n'en revenait pas. Il promit de faire ce qu'il pouvait pour tirer au clair cette histoire.

La tournée des services de sécurité se poursuivit. Après la DGSN, Nordine se rendit au ministère de la Défense pour voir Lakehal Ayat, qui venait de succéder à Yazid Zerhouni à la tête de la Sécurité militaire. Il était accompagné de Mohamed Chabane. Ce dernier, comme la plupart des jeunes de son âge, n'avait pas pu accéder à l'école quand il était monté au maquis. Il fut récupéré par les services de renseignements au lendemain de la guerre, où il fit toute sa carrière. Originaire de Kabylie, il vivra d'autant plus mal sa situation qu'il était de ma tribu. Il se croyait obligé de s'excuser à chaque fois qu'une manifestation ou un quelconque trouble venait à secouer notre région, ce qui n'était pas rare dans les années 80.

Nordine se souvient que l'entretien fut tendu.

« C'est tout ce que vous avez trouvé à manipuler après la question identitaire[65] ? Déterrer des martyrs pour attaquer votre pays ! » fit mine de s'emporter Lakehal Ayat, qui n'eut rien d'autre à opposer à l'interpellation de Nordine que la litanie de l'ingérence de l'étranger. En soi, sa réaction

[65] La rencontre est encore proche du Printemps berbère d'avril 1980, qui ébranla le monolithisme du parti unique.

était un aveu : à l'inverse des deux précédents fonctionnaires, il ne niait pas le problème.

« Je ne suis pas dans vos services pour vous permettre de me crier dessus », répliqua le fils du colonel, épuisé par trois nuits sans sommeil, pendant que le commandant Chabane s'enfonçait dans son siège, ne sachant pas trop comment se démarquer de l'impertinent dont il avait le malheur de partager les origines.

L'enquête étant confiée à la gendarmerie, Nordine se décida aussi à contacter le colonel Cheloufi, chef d'État-major de ce corps, qui venait de succéder à Ahmed Bencherif.

Ce dernier, véritable potentat, avait fini par se confondre avec l'institution qu'il avait dirigée pendant près d'une vingtaine d'années, au bout desquelles la gendarmerie était devenue une espèce de monarchie où la parole du roi avait valeur de décret. La longue durée du mandat, l'absence de contrôle et, pour tout dire, l'impunité avaient fait que le fonctionnement de ce service était davantage dicté par les humeurs et les relations du chef que par l'instruction écrite. Ce laisser-aller avait pour résultat de voir les archives d'un organe de la Défense nationale aussi important ressembler plus à un débarras qu'à un site devant abriter une partie de la mémoire de l'État.

En prenant ses fonctions, le nouveau chef de la gendarmerie demanda à ce qu'on débarrasse les caves de l'État-major de la gendarmerie des piles de rames de papier et des cartons de documents qui moisissaient dans l'humidité et la pénombre afin de les transférer vers une annexe située à Cheraga, dans la banlieue ouest d'Alger. Cheloufi avait oublié qu'il avait fait procéder à ce déménagement.

Écoutons les explications qu'il fournit à Nordine Aït Hamouda :

« Je ne dormais plus. D'une part, et comme la plupart des cadres qui en avaient eu vent, l'affaire m'avait révolté ; d'autre part, la pression de toute cette histoire me retombait dessus. Je tournais en rond, ruminant des idées noires sur cette guerre qui n'en finissait pas de dévoiler ses erreurs. »

En 2010, général à la retraite et membre du Conseil de la nation (sénateur) désigné par le Chef de l'Etat, apprenant que ce livre allait être publié, il réorganise sa mémoire et nuance sa version en arguant que toute l'opération avait été commanditée par Bencherif qui aurait agi à l'insu de Boumediene, ce dont il est permis de douter.

Quoi qu'il en soit, devant l'enlisement de la procédure, Cheloufi chargea des investigations – hasard de l'histoire – le gendarme le plus ancien encore

en activité : un certain Ayadi Belaïd, dit Laïd, celui qui se trouvait, aux côtés de Krim Belkacem quand la nouvelle de la mort d'Amirouche parvint à Tunis. Par professionnalisme mais aussi, on peut aisément le concevoir, par fidélité envers celui qui l'avait accueilli en 1951 en Kabylie, quand il était dans la clandestinité, Laïd mit toute son énergie à élucider l'énigme.

Laissons-lui la parole :

« Je n'avais aucune donnée, aucun témoin. Bencherif faisait la sourde oreille à chaque fois que j'évoquais mon enquête. La gendarmerie était aussi silencieuse qu'un cimetière quand on prononçait certains noms ; Amirouche était de ceux-là. J'ai remué ciel et terre. Figurez-vous que j'ai même fait abattre des cloisons dans le bureau de Cheloufi pour voir si l'on n'y avait pas emmuré les martyrs. Je tournais en rond en essayant d'appeler partout où une personne aurait pu me mettre sur une piste. Puis, un jour, un ancien maquisard, ayant appris que je cherchais ce qu'étaient devenus les restes des deux colonels, m'appela pour me dire qu'il voulait me rencontrer. C'est comme cela qu'il m'apprit que les ossements des deux martyrs avaient été déposés dans la cave de la gendarmerie nationale. Il ne m'a pas fallu longtemps pour remonter jusqu'à la caserne de Cheraga, où avaient été déposées les deux caisses vermoulues. »

Quand Laïd fit sauter les deux couvercles, il découvrit ce qu'il attendait et redoutait : deux squelettes plus ou moins désarticulés ; les os étaient en certains endroits collés au bois mité et une pellicule verte s'était déposée sur les omoplates et les crânes.

Bouleversé, le commandant Laïd fit aussitôt encercler la caserne, ramena les restes des officiers martyrs chez lui, avant d'informer son chef. Cheloufi lui demanda de trouver des cercueils décents et de les déposer le lendemain dans une villa du Club des Pins.

Laïd, plus militant que militaire dans cette conjoncture, fut profondément choqué par ce qu'il venait de découvrir. Ce traumatisme le poursuivra toute sa vie.

Cheloufi finit par reconstituer toute l'opération du transfert. En 1964, une brigade menée par un colonel de l'armée, Mustapha Ayali, et un capitaine de gendarmerie, un certain Abdelaziz, fut envoyée d'Alger à Bou-Saâda. Au retour, elle fut escortée jusqu'à Bouira, où d'autres gendarmes prirent le relais jusqu'à Rouiba, banlieue Est d'Alger. Ensuite, une escouade accompagna l'équipe qui ramenait les restes vers l'État-major de la gendarmerie nationale. Tout le trajet se fit de nuit.

Le lendemain de la découverte macabre, des maquisards de la wilaya III furent discrètement invités à vérifier que les ossements appartenaient bien aux deux martyrs tombés à Bou-Saâda, 24 ans auparavant.

Le colonel Ouamrane, les commandants Hmimi, Tayeb et Moh Ouali et le docteur Laliam, qui avaient bien connu le colonel Amirouche, purent constater que, sur la mâchoire supérieure de l'un des crânes, une incisive était ébréchée. C'était la fameuse dent cassée à Paris, au début des années 50, lors d'une rixe ayant opposé Amirouche, alors même que il avait été exclu personnellement du PPA, aux militants qui voulaient lancer une fronde contre Messali en dehors du cadre du parti. Il n'y avait plus le moindre doute : il s'agissait bien des colonels Amirouche et Haoues.

On peut mesurer la peur qui habitait encore le personnel politique quand on sait que des officiers de premier plan de la guerre de libération n'ont pas osé informer le fils du colonel Amirouche de ce qu'ils venaient d'apprendre.

Mais le plus remarquable dans la situation est que le pouvoir semblait ne se soucier que de la gestion du cas Amirouche. J'ai eu à rencontrer bien plus tard le général Cheloufi. Il ne m'a parlé d'aucune démarche entreprise en direction des officiers ou de militants qui auraient connu le colonel Haoues ; ni pour procéder à son identification, ni pour préparer sa famille et ses compagnons et leur faire part d'une information dont le traitement pouvait être délicat à plus d'un titre.

Le secret fut bien gardé jusqu'à ce congrès du 24 décembre 1983. Cela faisait plus de neuf mois que Nordine Aït Hamouda, alerté par le vieux maquisard de Bou-Saâda, remuait ciel et terre.

Le jour du congrès du FLN, il se rendait au siège de la wilaya Tizi-Ouzou où le wali, Hamid Sidi Saïd, lui annonça de but en blanc : « Mais je te cherchais partout ! Tu n'es pas au courant ? Ton père a été retrouvé ! »

Après avoir repris ses esprits, Nordine prit la route d'Alger. Les deux cercueils avaient été déposés au palais Zighout-Youcef, qui servait de siège national au parti du FLN. Les officines avaient bien fonctionné. Un cousin du colonel Amirouche, Larbi Aït Hamouda, *mouhafedh* (inspecteur) du parti unique à Relizane, avait été alerté pour amortir le choc et, si possible, prévenir la colère de Nordine. Les responsables des services de sécurité occupaient les lieux. Le premier qui fit les frais du chagrin et de la fureur du fils du martyr fut Lakehal Ayat, patron des services spéciaux, celui qui avait eu une altercation avec Nordine neuf mois auparavant.

« C'est vous qui dirigez un service de sécurité. Avec mes moyens, j'ai pu avoir des informations dont vous ne disposiez pas, ou pire, que vous cachiez. Et maintenant, qu'avez-vous à me dire, Monsieur Lakehal Ayat ? Qui manipule les martyrs ? » explosa Nordine. Gêne. Ouamrane, qui était déjà sur les lieux, s'avança vers le fils de son ancien compagnon et l'entraîna dans un coin. « C'est dur, mais tu dois te maîtriser », recommanda le combattant désenchanté.

Le jour de la ré-inhumation, Bencherif vint au cimetière des martyrs. Nordine Aït Hamouda savait que l'ancien chef de la gendarmerie était un acteur essentiel dans le détournement des dépouilles de son père et de son compagnon de combat. Il se résolut à l'approcher. « Mon colonel, je suis le fils du colonel Amirouche. J'aimerais pouvoir vous rencontrer et m'entretenir avec vous. »

Une semaine après la cérémonie, Nordine se retrouva à Hydra chez le colonel Bencherif, qui recevait Saad Dahlab. Il attaqua bille en tête.

« Pouvez-vous me dire qui précisément vous a ordonné de déterrer les restes des colonels Amirouche et Haoues pour les cacher dans la cave de la gendarmerie nationale ? »

À la surprise du jeune homme, l'ancien chef de la gendarmerie ne chercha pas à esquiver la question.

« La décision a été prise par Boumediene et Chabou, alors secrétaire général de la Défense, a été chargé de m'en informer. »

Sans doute encouragé par tant de disponibilité, Nordine pousse plus loin son audace.

« Et pourquoi n'avez-vous pas donné l'information après la mort de Boumediene, d'autant que Chabou avait disparu dans un accident d'hélicoptère depuis longtemps ?

– *Dourouf ma semhetnach*. Les circonstances ne m'ont pas permis de le faire. »

C'est à cette date que la décision fut prise de commémorer l'anniversaire de la mort des deux colonels à Tassaft Ouguemmoun, village natal d'Amirouche. Ces regroupements sont sobres. Ils permettent aux hommes d'Amirouche encore vivants de se retrouver, de parler librement et de dire que leur chef était un grand homme qui les a organisés et orientés. Les anecdotes sans prétention livrées devant la foule, et notamment les jeunes,

se veulent autant de démentis opposés à la propagande française amplifiée par Boumediene après la guerre.

*

* *

Les semaines qui ont suivi la découverte des deux cercueils ébranlèrent l'opinion publique, notamment kabyle. La colère suscitée par la forfaiture fut aggravée par un silence des élites qui nous scandalisa et nous écœura à la fois. Je crois que c'est une des rares fois où, dans les discussions confidentielles de notre mouvement, nous avons évoqué la clandestinité et même l'action violente.

La raison et la lucidité dans l'appréciation du rapport de force prévalurent. Il fallait encaisser et trouver une parade plus réaliste.

Le sang des martyrs servait sans vergogne à la légitimation d'un pouvoir qui avait renié les principes et les objectifs pour lesquels ils s'étaient sacrifiés. Comment procéder pour dénoncer un tel scandale et élaborer une riposte qui protège la mémoire de nos héros de manipulations indécentes et, en même temps, valorise leur projet politique ?

C'est ainsi qu'est née l'idée de la création d'une association des enfants de *chouhada*. Un quart de siècle après sa disparition, le fantôme d'Amirouche inspirait des initiatives qui n'avaient pas fini de hanter les allées du pouvoir.

Je rédigeais un texte donnant les motifs de la création de la future organisation, qui en appelait à la solidarité de tous les patriotes refusant le marchandage de la mémoire des pères de notre indépendance, laquelle avait vocation à installer l'Algérie dans la liberté et la dignité. N'étant pas personnellement fils de martyr, je ne pouvais pas faire partie de l'association.

Qui mieux que le fils du colonel Amirouche pouvait animer ce mouvement ?

Nordine affina l'argumentaire en rappelant que les enfants de martyrs, sollicités une fois adultes pour la garniture des cérémonies officielles, avaient été délaissés au lendemain de la guerre, quand l'État leur concéda une pension d'un dinar par jour, ce qui ne couvrait même pas le prix d'un repas. Il narra les cas de femmes de *chouhada* réduites aux pires dégradations pour survivre.

Après l'explosion d'avril 1980, qui avait remis à l'ordre du jour la problématique identitaire et, plus généralement, la question des libertés démocratiques, la Kabylie s'emparait de la question centrale du détournement de l'histoire de la libération.

Le système FLN fut perturbé par ce nouveau front qui attaquait les fondements sur lesquels il avait construit son fonds de commerce. Voir dans la rue les enfants de martyrs refuser la clientélisation à laquelle ils étaient invités et s'associer aux luttes politiques et sociales de leurs concitoyens posait un problème inédit à des dirigeants sans bilan ni projet, qui se satisfaisaient d'une autoglorification basée sur la récupération du sacrifice de tout un peuple.

Même si le mouvement était au début circonscrit à la Kabylie, la répression brutale et immédiate posait problème dans un premier temps, tant la situation était complexe et délicate.

D'un point de vue politique, la revendication berbère, élargissant la base de ses projections, devenait une proposition d'alternative au parti unique ; d'autant que, deux ans plus tard, nous allions lancer la première Ligue des droits de l'Homme. Sur un autre registre, le pouvoir, habitué à affronter des courants politiques qu'il accusait de « collusion avec l'impérialisme », savait que les opinions nationale et internationale n'étaient pas prêtes à passer sous silence des sanctions s'abattant sur une association pacifique qui demandait le respect de la mémoire des martyrs.

Le système algérien avait ses codes. Jouant sur la culpabilité post-coloniale et cultivant l'esbroufe diplomatique, il avait besoin de son vernis de respectabilité pour continuer à parader dans le Tiers-Monde. Il lui fallait donc un peu de temps pour affiner ses fiches, afin de diaboliser ces nouveaux agitateurs et de bien conditionner observateurs et partenaires avant de sévir. Nous nous préparions à affronter les premiers anathèmes quand un événement précipita les choses.

Cela faisait quelques mois que le pouvoir mobilisait ses médias et ses organisations pour écrire « l'histoire officielle de la Révolution ». Nous suivions la manœuvre de loin, agacés mais sans plus. Puis nous apprîmes que Mohamed Cherif Messaâdia, « responsable de l'appareil du parti » – le FLN étant à l'époque la seule formation à occuper la scène algérienne – devait venir à Tizi-Ouzou pour animer un colloque sur l'histoire de la wilaya III. Outre que le personnage, apparatchik invétéré, était l'un des dirigeants les plus cyniques du pays, la réunion prenait l'allure d'une

agression après le traitement réservé à la région en avril 1980 et l'opération Amirouche.

Six camarades, tous fils de *chahid*[66], se rendirent à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, où était prévue la rencontre, avec la ferme intention de pénétrer dans la salle et d'y dire ce qu'ils avaient sur le cœur. L'édifice, supposé abriter un regroupement devant réconcilier le bon peuple avec ses dirigeants fut transformé en citadelle assiégée : ces heurts entre les forces de police et les contestataires, ce qui à l'époque était rare, et ce début de fébrilité dans une rue kabyle sous tension menaçaient de provoquer de nouvelles émeutes. Les fils de *chouhada* furent embarqués, déférés au parquet et mis sous mandat de dépôt. Je les rejoignis en prison trois jours plus tard. J'avais eu le temps de confectionner quelques tracts, d'alerter la population sur les raisons des arrestations et de mettre en place une stratégie de gestion de la crise.

Dix jours plus tard, ce fut le procès. Le tribunal était présidé par une jeune femme. Comme de bien entendu, elle avait reçu des instructions du ministre de la Justice, Boualem Baki, lui enjoignant de prononcer des condamnations destinées à nous refroidir et de donner une leçon à ceux qui seraient tentés de nous suivre dans nos luttes.

« Monsieur le ministre, je jugerai en mon âme et conscience. À la fin du procès si mon verdict ne convient pas à la chancellerie, ma robe sera pliée et il vous suffira de me notifier votre décision », avait répondu la magistrate.

Les pressions de dernière minute ne changèrent rien à sa détermination. Le procès public fut retentissant. Les plaidoiries comme les interventions des prévenus firent le tour des villages. Nous en étions déjà à plusieurs interpellations ou emprisonnements. À ce jeu, nous étions relativement rodés.

Le problème vint d'ailleurs. Une réplique inédite, qui fut par la suite généralisée contre toute initiative démocratique, devait provoquer un peu plus de dommages dans nos rangs. Ce fut ce que j'appellerai plus tard la stratégie du « clonage-pollution ».

Le procédé est aussi simple que pervers. Il s'agissait de trouver quelques enfants de *chouhada* cupides et de leur faire monter une association alibi. Ils se trouvaient ainsi dotés d'un « capital de roulement » ostentatoire : lots de

---

[66] Nordine Aït Hamouda, Arezki Aït Larbi, Mokrane Aït Larbi, Nacer Babouche, Amar Fali et Ferhat M'henni.

terrain, logements, locaux commerciaux ; il n'y avait plus qu'à laisser faire et voir venir.

Le débauchage n'était pas le pire. Ce qui risquait de disqualifier le combat, sur ce registre particulièrement sensible, c'était le fait de voir des citoyens supposés honorer le sacrifice de leurs aînés, voire de leurs parents, verser eux aussi dans la corruption, l'incurie et la gabegie. La manipulation n'eut pas l'effet escompté dans la région, où les populations avaient eu toute latitude de découvrir l'engagement de chaque animateur, mais elle sema le trouble dans le reste du pays. Cela fit avorter la possibilité de « nationaliser » l'engagement des fils de martyrs désintéressés matériellement et déterminés politiquement.

Testée en Kabylie pour disqualifier l'association des enfants de *chouhada*, la formule fut par la suite appliquée à toute activité inscrite en dehors du champ des clientèles. Quand nous créâmes, deux ans plus tard, une Ligue des droits de l'Homme, nous eûmes droit à une deuxième, puis même une troisième ligue. Lorsque vint le pluralisme politique, le gouvernement encouragea le pullulement des partis en offrant deux millions et demi de dinars à chaque fois que quinze personnes apposaient leur signature sur une feuille de papier.

*

* *

Une vingtaine d'années plus tard, quand nous pûmes sauver de la fraude quelques sièges aux élections législatives, nous décidâmes d'exploiter à fond la fonction tribunitienne dont nous disposions.

Entre autres leitmotiv que Nordine Aït Hamouda se fit un devoir de marteler à l'Assemblée nationale, il y avait l'interpellation du ministre des *Moudjahidine* sur la responsabilité de la séquestration des dépouilles des colonels Amirouche et Haoues et l'inflation du nombre de martyrs et d'anciens combattants.

Évidemment, le ministre en charge du secteur ne vint jamais s'expliquer devant la représentation parlementaire.

L'Algérie officielle présente en effet la singularité d'être le seul pays au monde où le nombre d'anciens combattants n'a pas cessé d'augmenter depuis l'indépendance. En 2009, nous avons dénoncé le fait que le budget alloué au ministère des Anciens Combattants était le troisième plus important, dépassant de loin ceux de la Santé ou de l'Agriculture.

Nous avons vu comment Ben Bella décréta que le pays, qui comptait moins de dix millions d'habitants en 1962, devait revendiquer à l'époque un million et demi de martyrs. Le même personnage, décidément expert ès falsifications, ordonna de décaler la date de l'indépendance de l'Algérie, obtenue en réalité le 3 juillet 1962, de 48 heures car il fallait, selon lui, effacer de l'histoire le jour du débarquement des troupes du général de Beaumont à Sidi Ferruch le 5 juillet 1830. Les documents officiels actant du jour où les Algériens ont restauré leur souveraineté ne peuvent et ne valent rien devant l'oracle.

Le commandant Azeddine, qui a eu le mérite de laisser des témoignages écrits sur ce qu'il avait vécu pendant la guerre de libération, m'a raconté cette anecdote :

« Je venais de publier mon premier livre, *On nous appelait fellagha.* Quand Boumediene apprit que je rassemblais mes souvenirs avant de me consacrer à l'écriture d'autres épisodes de la Révolution auxquels j'avais participé, il me fit parvenir un message par l'intermédiaire de Toufik el Madani, qui était alors le directeur du Centre national des études historiques. La discussion était surréaliste :

« Boumediene n'apprécie pas la manière dont tu as l'intention d'écrire l'histoire[67].

– Qu'est ce qu'elle a, la manière dont j'ai l'intention d'écrire l'histoire ?

– Il ne veut pas que les noms apparaissent dans les récits.

– Ah bon ! et comment peut-on écrire l'histoire sans citer des noms ?

– C'est délicat, mais tu devrais peut-être te limiter à donner les initiales quand tu es vraiment obligé d'être précis.

– Tu imagines ce que cela va produire comme charabia ? Si je dois dire que moi, Rabah Zerari, j'ai envoyé ma cousine Zhor pour contacter Omar Oussedik, il faudrait que j'écrive : R. Z. a envoyé Z. Z. pour contacter O. O. C'est comme cela que nos jeunes vont découvrir notre passé ? !

– Ce n'est pas très commode, mais je préfère que tu saches que c'est un peu ce que veut Boumediene. »

On comprend mieux l'obsession de l'homme du 19 juin contre tout ce qui était référence au passé révolutionnaire du pays pendant lequel il se trouvait à l'extérieur, n'y jouant pendant longtemps qu'un rôle de second couteau.

---

[67] On ne peut s'empêcher de penser ici à Alexandre Soljenitsyne qui rapporta comment un dissident avait été condamné aux travaux forcés pour « pensée subversive en gestation ».

D'où la folie de vouloir éliminer de la simple discussion et de la mémoire nationale un homme comme Amirouche qui lui renvoyait, en quelque sorte, son image inversée.

Cette rigidité avait impressionné, apeuré ou terrorisé ; elle n'avait que rarement convaincu ou séduit.

Certes, il y eut bien une ou deux familles qui, par opportunisme, ont donné Houari-Boumediene comme prénom à leurs enfants du temps de la toute-puissance du dictateur. Cependant, cela masquait mal l'adhésion contrainte d'un grand nombre d'Algériens envers celui à qui ils reconnaissaient d'avoir donné une visibilité au pays dans l'arène du Tiers-Monde, quitte à se voir privés de la citoyenneté à laquelle ils avaient droit.

Ce qui se passa en pleine guerre et notamment après la disparition du chef kabyle fut d'une autre nature. Les populations savaient qu'il valait mieux, en allant inscrire son enfant à l'état-civil, devant un officier de la SAS (Section administrative spécialisée), la moindre manifestation de sympathie envers le colonel de la wilaya III. Pourtant, Amirouche – diminutif d'Amar –, qui était peu répandu en Kabylie, devint l'un des prénoms le plus donnés à partir de 1958.

L'histoire suivante témoigne de la façon dont étaient intériorisés par l'opinion moyenne les rapports entre Amirouche et Boumediene. Imekhlef des Aït Jennat est ce que l'on peut appeler un village martyr. Situé à la base du mont Tamgout, il fut un centre d'accueil et de transit des maquisards, avant d'être évacué et détruit par l'armée française. Les habitants durent s'éparpiller dans les bourgs alentour, à Alger ou dans l'émigration. Arezki Chekri, né en 1946, avait dû émigrer dans le Doubs, où, comme beaucoup de travailleurs de sa tribu, il était employé comme OS chez Peugeot. À l'instar des enfants de sa génération, il avait connu le séisme qui avait suivi la mort du colonel et entendu, adolescent, les confidences des survivants qui laissaient entendre à l'indépendance qu'Amirouche avait été tué en cours de route suite à une trahison.

Le 27 décembre 1978, il était avec sa femme à la maternité de Montbéliard, sans savoir que le chef de l'État algérien, agonisant depuis plusieurs semaines, venait de mourir. En ces temps, l'échographie n'existant pas, il fallait attendre le jour de l'accouchement et connaître le sexe du nouveau-né, pour savoir comment l'appeler. Arezki avait eu un beau petit garçon. Il se concertait avec son épouse au sujet du prénom, quand la sage-femme, syndicaliste à la CGT, fit une proposition.

« Je viens d'entendre à la radio que votre Président est décédé. Pourquoi n'appelleriez-vous pas votre enfant Boumediene ? suggéra-t-elle, ignorant les dessous de la vie politique algérienne.

– C'est bon, mon enfant s'appellera Amirouche. »

Depuis, Arezki a été ravi aux siens à la fleur de l'âge. L'hagiographie du FLN refuse d'enregistrer et même d'admettre la réalité de ce ressentiment largement répandu, particulièrement en Kabylie, et dont les effets apparaissaient de la manière la plus inattendue dans les scènes de la vie quotidienne.

Mohand Sebkhi, maquisard sans grade et sans statut, assumant comme tant d'autres sa fidélité à son chef après l'indépendance, connut les pires désagréments. Des enquêtes de la Sécurité militaire, de la gendarmerie et de la police furent diligentées en 1963 et 1964 contre cet « entêté », qui osait parler publiquement de celui que la police politique voulait rayer des rangs des vivants et des morts. Il fut harcelé, empêché de se présenter aux élections locales, et fit même quelques tentatives de suicides. Il ne désarma point et continua de défendre inlassablement la mémoire de son responsable. En 1999, il prit sa plume et fut l'un des rares, avec Rachid Adjaoud, à engager avec Ali Kafi une polémique dans la presse, quand ce dernier publia un livre où il déversait son fiel sur le colonel de la wilaya III.

De son vivant, Amirouche avait la bénédiction et la protection des humbles. Ce seront souvent eux qui se lèveront pour défendre sa mémoire.

La mobilisation des services spéciaux et de leurs réseaux périphériques chargés d'imposer un profil caricatural du colonel de la wilaya III fut pernicieuse, durable et massive. Elle n'atteignit pourtant pas ses buts et ce, pour trois raisons :

- Comme cela se fait souvent dans les entreprises de désinformation des systèmes autoritaires, la propagande de Boumediene fut menée sur le registre de la suggestion, du sous-entendu et de la rumeur. Il ne faut surtout pas engager un affrontement direct contre un symbole ou une valeur que l'on veut dégrader, car les réactions peuvent provoquer des témoignages ou des mises au point à même de faire de la cible un sujet de débat. Or, dans ce genre de manœuvre, il s'agit de ne jamais donner l'occasion d'une réponse, quel qu'en soit l'auteur.

- Finalement, ces insinuations n'atteignirent que les clientèles du système, qui se chargèrent de les colporter dans leur entourage sans

pouvoir les revendiquer publiquement. Or, les élites algériennes qui ont gravité dans les sphères officielles n'étaient ni nombreuses ni particulièrement crédibles auprès de l'opinion nationale. Du coup, ces accusations orphelines connurent le sort de toutes les attaques politiques non assumées : tournant en circuit fermé, elles n'imprégnèrent durablement que les cercles les plus proches du système.

- Enfin, la notoriété d'Amirouche était si large et si profonde dans les couches populaires les plus diverses que les allusions et autres montages médiatiques anonymes n'eurent que des effets superficiels et fugaces.

Les slogans semés par l'armée des frontières dès 1962, puis par la Sécurité militaire aussitôt après, résonnant tels des échos des thèmes de l'armée d'occupation, apparaissaient aux citoyens ordinaires comme des attaques de nostalgiques de la colonisation. Abreuvées de témoignages des maquisards ou des villageois qui ont un jour croisé Amirouche, les nouvelles générations, quand elles accordaient encore une oreille attentive à la guerre de libération, étaient plus sensibles aux dires de leurs proches qu'aux allusions plus ou moins alambiquées d'officines sans visage.

En 1990, un de mes cousins, alors âgé d'à peine une trentaine d'années, avait demandé à voir le maire de notre commune pour lui soumettre une doléance. Pour une quelconque raison, la rencontre n'eut pas lieu. J'ai assisté à l'explication qui sanctionna dans le café du village le rendez-vous manqué :

« Dis-moi Rabah, tu n'es pas venu à la mairie le jour où tu m'avais convoqué, protesta mon cousin devant tout le monde.

– Si, si, j'y étais, essaya de répondre le maire sans trop de conviction, tenu de donner le change devant ses électeurs.

– Non, tu n'es pas venu et je t'ai attendu longtemps. Pour rien, insista mon cousin qui ne manque pas de caractère.

– Eh bien ! Il fallait attendre un peu plus, réagit l'élu excédé.

– Tu n'es pas Amirouche pour qu'on t'attende comme un messie. »

Mon cousin Ali avait à peine cinq ans au lendemain de la guerre. Il avait intégré une réponse qui était devenu un adage.

Boumediene était pris à son propre piège. Comment éliminer de la mémoire collective ou déconstruire une légende sans en parler publiquement ?

N'étant pas instruites par des interdictions officielles, des municipalités ne se sont pas gênées pour donner à un boulevard, une place ou un

établissement public le nom du colonel. Cette décision, tous les candidats locaux le savaient, rapportait toujours. Quand une intervention occulte était faite pour empêcher l'opération, les arguments du refus étaient toujours inavoués : place trop petite pour un tel héros, nom d'Amirouche programmé pour une réalisation plus grande dans la ville, etc. Ces obstructions faisaient avorter une initiative mais ne dissuadaient pas la volonté de satisfaire une demande populaire que le régime ne pouvait contrarier ouvertement.

Ces tergiversations officielles profitèrent aussi aux secteurs de la vie culturelle dès l'indépendance, marquée par un retour de la terreur et de la censure, qui vit Ben Bella, chef d'État, faire irruption dans les bars pour gifler et arrêter des contestataires.

Kamal Hamadi est probablement le poète le plus prolifique de sa génération. Il avait déjà écrit des centaines de titres, dont certains seront des standards de la chanson kabyle. Sa femme Nora était l'une des artistes les plus en vue au début des années 60. Une des toutes premières compositions de son mari qu'elle interpréta au lendemain de la guerre était dédiée à Amirouche. D'autres martyrs de la guerre étaient bien sûr cités. Ben Boulaïd, Abane, Zighout et Didouche étaient loués ; mais le chant était consacré à « *Aεmiṛuc izem n Lezzayer aεzizen*, Amirouche, le Lion de l'Algérie adulé ».

Le fait que de hauts responsables soient évoqués pour soutenir le prestige d'un combattant qui était leur subalterne ne choqua personne. À la bourse de la vénération – certains ont parlé d'idolâtrie – Amirouche était sans pareil. Et dans les couches populaires, cela était admis. Évidemment, il en allait tout autrement chez les nouveaux maîtres.

Je me souviens de l'hymne que les partisans ont le plus chanté en 1962. Il fut aussitôt adapté et popularisé par la chanteuse Djamila au faîte de son art.

Yeǧǧa-d lεahed Aεmiṛuc
Ad t-id-nerr ma nedder
Berka-yaγ tameεict n ddel
Laεlam i d-yuhed Aεmiṛuc
Fell-as aggur d yetri
Yewweḍ armi d adrar Lewras
Yerna Lezzayer d tirni
Inehhu deg watmaten-is

Berka-ken llebsa n lɛali
Kret ad trefdem leslaḥ
Lezzayer ar tt-id nḥelli.

Amirouche nous a laissé un serment
Nous l'honorerons si nous vivons
Nous bannirons la vie de deuil
L'emblème que nous a dédié Amirouche
Porte l'étoile et le croissant
Il est parvenu jusqu'aux Aurès
Et flotte sur toute l'Algérie
Il a invité tous ses frères
À se détacher des apparats
Pour se saisir de leurs armes
Nous libérerons l'Algérie.

Les chorales des lycées avaient systématiquement leur chant sur Amirouche et les écrivains en herbe, cédant à une certaine facilité, traitaient souvent du sujet le plus attendu, la guerre de libération où, d'une façon ou d'une autre, le colonel devait apparaître au moment où l'ennemi était terrassé ou quand la justice, la vraie, allait être rendue.

Dès que la censure s'est faite moins pesante sur les artisans de la guerre d'indépendance, ils se sont spontanément mis à écrire ou à animer des conférences. Malgré le manque de moyens, ils ont mobilisé leurs maigres ressources et leur dernière énergie pour témoigner : le plus souvent, leurs souvenirs montrent à quel point ils étaient marqués par leur chef. On ne le sait peut-être pas mais le premier livre de Djoudi Attoumi consacré au colonel Amirouche est l'un des ouvrages historiques le plus vendu en Algérie.

Le jour où Hamou Amirouche procéda à la première dédicace de son livre à la librairie du Tiers-Monde, dans la capitale, en cet été 2009, il fut submergé par le nombre de citoyens qui faisaient la queue pour avoir leur livre signé par celui qui avait eu la chance et l'insigne honneur d'approcher pendant un an le « Lion du Djurdjura ». Le stock de livres avait été épuisé ce jour-là. Hamou, éreinté par l'effort et la chaleur, revivait. Il avait fait preuve d'une patience et d'une bonne humeur qui témoignaient d'un

sentiment de fierté et de soulagement évident. Mais, je m'en souviens bien, ce qui l'avait le plus ému et surpris, c'était de constater que, parmi les centaines de personnes qui se bousculaient devant la librairie, la plupart étaient des jeunes.

En finissant la rédaction de cet ouvrage, j'apprends que le commandant de gendarmerie Ayadi, aujourd'hui à la retraite, a écrit un opuscule sur la façon dont a été vécue et analysée la mort d'Amirouche par Krim Belkacem à Tunis et ce qu'il a appris et découvert lorsqu'il enquêtait sur les conditions de la séquestration des restes des deux colonels.

À ce jour, pas un éditeur n'a voulu donner suite à son projet. Le vieux gendarme, qui a voué sa vie à la cause nationale, ne désespère pas de parvenir à nous offrir sa part de vérité sur cette affaire.

Même sur Facebook, les « fans » d'Amirouche sont prêts à s'enflammer à la moindre allusion ou critique qui viserait leur idole. En prêtant un peu plus attention au profil de ces internautes, on découvre, là aussi, qu'ils sont, pour la plupart, jeunes et qu'ils ont été amenés à s'intéresser au héros à la suite d'une discussion avec un parent, ou lors d'une rencontre fortuite dans un bus ou un train, un café ou un salon de coiffure.

À l'occasion de la commémoration à Tassaft du jour de la mort d'Amirouche et Haoues, les compagnons et les collaborateurs du colonel de la wilaya III se font plus rares d'année en année. En 2009, le docteur Laliam nous a quittés, lui le fidèle parmi les fidèles. La composition des participants évolue progressivement au profit de catégories moins âgées.

D'avoir été assimilée à des hommes plus ou moins contestables et à leurs abus, la guerre de libération a considérablement perdu de son crédit auprès des nouvelles générations.

Reste l'image inaltérable d'un homme qui a défié et souvent vaincu l'ennemi, réhabilité le peuple dans sa dignité et ses espérances, postulé la formation de la jeunesse comme investissement essentiel dans la perspective d'une nation libérée, inauguré une pratique politique qui refuse l'opacité et le népotisme et assumé toutes les charges et les risques de la responsabilité, sans avoir jamais pensé à en tirer le moindre bénéfice personnel.

Le traitement réservé à sa mémoire est l'enseignement le plus riche pour celles et ceux qui veulent réanimer leur pays.

Amirouche, autodidacte de génie qui a marqué son temps, continue de hanter les fossoyeurs de la mémoire algérienne et d'être présent dans le destin national.

Les hommes qui ont émergé dans l'histoire ont généralement eu pour eux du temps, des moyens et des circonstances favorables. Pour sa part, Amirouche, qui peut également revendiquer un tel crédit, a affronté la quatrième armée du monde dans le dénuement et subi des interférences de ses pairs qui furent autant de handicaps. Par ailleurs, on l'oublie souvent : il a disparu à l'âge de 33 ans.

Enfin, peut-on s'empêcher de le rappeler, il est né un 31 octobre, date qui marqua, plus tard, la veille du déclenchement d'une insurrection qui allait bouleverser son existence et celle du peuple algérien.

Sa vie est à la fois une leçon, un programme et un testament. Cela s'appelle un destin. Un destin algérien.

GLOSSAIRE

ALN : Armée de libération nationale
ANP : Armée nationale populaire
CCE : Comité de coordination et d'exécution
CNRA : Conseil national de la Révolution algérienne
COM : Commandement opérationnel militaire
CRUA : Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action
DGSN : Direction générale de la Sûreté nationale
EMG : État-major général
FFS : Front des forces socialistes
FIS : Front islamique du salut
FLN : Front de libération nationale
GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne
HCA : Haut-Commissariat à l'amazighité
MALG : Ministère de l'Armement et des Liaisons générales
MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
OAS : Organisation armée secrète
ONU : Organisation des Nations unies,
OPA : Organisation politico-administrative
OS : Organisation secrète
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique-Nord
PC : Poste de commandement
PPA : Parti du peuple algérien
RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie
SAS : Section administrative spécialisée
SHAT : Service historique de l'armée de terre (française).

BIBLIOGRAPHIE

AMIROUCHE Hamou, *AKFADOU : Un an avec le colonel Amirouche, Casbah* Éditions, Alger, 2009.

AMOKRANE Abdehafid, *Mémoires de combat*, Éditions Dar El Oumma, Alger, 1998.

ATTOUMI Djoudi, *Le colonel Amirouche, à la croisée des chemins*, Éditions Ryma, Béjaïa, 2006.

ATTOUMI Djoudi, *Le colonel Amirouche, entre légende et Histoire*, Éditions Ryma, Béjaïa, 2004.

ATTOUMI Djoudi, *Avoir 20 ans dans les maquis, Journal de guerre d'un combattant de l'ALN en wilaya III (Kabylie) 1956-1962*, Éditions Ryma, Béjaïa, 2005.

AZOUAOUI Amar, *Jumelles : le déluge en Kabylie*, Éditions El Amel, Tizi-Ouzou, 2009.

AZOUAOUI Amar, *Le colonel Si Mohand Oulhadj, chef de la wilaya III face aux diverses crises internes et à l'opération « Jumelles »*, Éditions El Amel, Tizi-Ouzou, 2008.

Commandant AZZEDINE, *Les Fellagas*, ENAG Éditions, Alger, 1997.

Commandant AZZEDINE, *Et Alger ne brûla pas*, ENAG Éditions, Alger, 1997.

AZZI Abdelmadjid, *Parcours d'un combattant de l'A.L.N*, Éditions Mille-Feuilles, Alger, 2010.

BEGHOUL Youcef, *Le Manifeste du peuple algérien*, Éditions Dahlab, Alger, 2007.

BELHOCINE Mabrouk, *Le Courrier Alger-Le Caire, 1954-1956, et le Congrès de la Soummam dans la Révolution*, Casbah Éditions, Alger, 2000.

BENMESBAH Djaffar et AIT HAMOUDA, Nordine, *Assassinat de Matoub, vérités, anathèmes et dérives*, Éditions SAEC-Liberté, Alger, 2003.

BESSAOUD Mohand Aarav, *Heureux les martyrs qui n'ont rien vu, 1963.*

BOUDAOUD Omar, *Du PPA au FLN*, Mémoires d'un combattant, Casbah Éditions, Alger, 2007.

CHABANE Nordine, *Colonel Amirouche : l'aigle du Djurdjura*, ENAG Éditions, Alger, 2006.

DAHLAB Saad, *Pour l'indépendance de l'Algérie, Mission accomplie,* Éditions Dahlab, Alger, 1990.

DJADI Mohamed. *L'Algérie et l'unité maghrébine, des origines à nos jours,* Éditions Dar El-Djoumoua.

Dossiers de la Révolution, *Archives d'Algérie,* n°13, Éditons ANEP, Alger, Octobre-Novembre 2005.

FLEURY Georges, *La guerre en Algérie,* Éditions Perrin, Paris, 1999.

HARBI Mohammed et MEYNIER Gilbert, *Le FLN, documents et histoire, 1954-1962,* Casbah Éditions, Alger, 2004.

HARBI Mohamed, *Aux origines du FLN : Le populisme révolutionnaire en Algérie,* Christian Bourgois, Paris, 1975.

HAROUN Ali, *L'été de la discorde, Algérie 1962,* Casbah Éditions, Alger, 2000.

JAUFFRET Jean-Charles, *Ces officiers qui ont dit non à la torture, Algérie 1954-1962,* Chihab Éditions, Alger, 2006.

KAFI Ali, *Du militant politique au dirigeant militaire, mémoires (1946-1962),* Casbah Éditions, Alger, 2004.

KECHIDA Aïssa, *Les architectes de la Révolution,* Chihab Editions, Alger, 2001.

LEMKAMI Mohamed, *Les hommes de l'ombre, Mémoires d'un officier du M.A.L.G.* Éditions ANEP, Alger, 2004.

MÂALEM Abdelmadjid, *Les témoignages de Bézouiche,* Éditions ANEP, Alger, 2005.

MAMERI Khalfa, *Abane Ramdane, le faux procès,* E.M. 2007.

MEKACHER Salah, *Aux PC de la wilaya III, de 1957-1962,* Éditions El Amel, Tizi-Ouzou, 2006.

MERAKEB Larbi, *Guerre d'Algérie, le point des 20 août 1954-1962,* Éditions El Amel, Tizi-Ouzou, 2009.

MEYNIER Gilbert, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962,* Casbah Éditions, Alger, 2003.

PAILLAT Claude, *Dossier secret de l'Algérie, 13 mai 58 / 28 avril 61,* Le Livre contemporain, Paris, 1961.

RENAUD Patrick-Charles, *Se battre en Algérie 1954-1962,* Grancher Éditions, Paris, 2008.

ROUBY René, *Otage d'Amirouche, Témoigner pour le souvenir,* Éditions Lavauzelle, Panazol, 2008, 3ème édition revue et complétée.

SAADI Yacef, *La Bataille d'Alger,* Éditions Casbah, Alger, 1997, 3 tomes.

STORA Benjamin, *Les écrits de Novembre, Réflexions sur le livre et la guerre d'Algérie,* Chihab Éditions, Alger, 2005.

ULLUA Marie-Pierre, *Un intellectuel en dissidence. Francis Jeanson, de la Résistance à la guerre d'Algérie,* Casbah Éditions, Alger, 2009.

ANNEXES

REPUBLIQUE ALGERIENNE

Front et Armée de Libération Nationale

État-Major de guerre

WILAYA III

Aux armées, le 2 mars 1959

al jumhuriya l jazâ-iriya

jabha wa jaych ul tahrir ul wataniyy

al qiyâdat ul u'ulya lilharb

al wilâya raqm 3 fi l jaych

DOLÉANCES

Présentées par le Conseil de Wilaya III réuni en session extraordinaire ce jour au Congrès.

1°) Envoi d'une Commission de Contrôle et de Coordination à l'intérieur :

Le gouvernement, pour prendre des décisions, des initiatives concernant l'intérieur, doit connaître la situation exacte. Les rapports remis par la wilaya peuvent ne pas suffire. La preuve, c'est que la situation nécessite actuellement des mesures urgentes et qui ne sont pas prises. Les conclusions d'une Commission de Contrôle seront exécutées automatiquement et ainsi des mesures peuvent venir améliorer la situation.

La Commission de Coordination est indispensable. Actuellement, il est à remarquer que la wilaya III supporte plus que d'autres wilayas l'effort de guerre. La France cherche à neutraliser une wilaya, par exemple la 3. Alors elle force son offensive et laisse tranquille d'autres régions qui ne se montrent pas très combatives. Une Commission de Coordination peut répartir équitablement l'action de la Révolution, disperser de même les forces de l'ennemi, et ainsi toutes les wilayas contribueront de la même façon à la lutte nationale.

2°) Protestons contre négligence du Croissant Rouge à l'égard des malades se trouvant à l'Extérieur :

Des bruits parviennent en wilaya 3 qui font état du mauvais traitement infligé aux djounouds malades qui ont été évacués sur l'Extérieur. Le moral des djounouds apprenant une telle information est dangereusement atteint. Des malades et infirmes qui ont sacrifié leur vie arrivent en Tunisie et ne sont pas l'objet de l'attention de leurs chefs. Ainsi, les malades déconsidèrent les chefs de la Révolution et leur exemple indispose les djounouds contre les responsables

de l'Extérieur. Aussi les responsables du Croissant Rouge sont-ils les premiers à supporter les critiques des djounouds.

3°) Demandons offensive coordonnée et efficace de la ligne Morice :
Cette demande est urgente pour plusieurs raisons : d'abord une offensive contre les barbelés aura pour effet d'attirer les forces ennemies en masse. Ces forces seront prélevées sur leurs effectifs de quadrillage et ainsi allégeront nos dépenses d'énergie.
L'offensive doit surtout permettre le passage de matériel et de munitions dont nous avons grand besoin.
Cette offensive est possible. Si elle n'a pas été entreprise, nous ne comprenons pas les raisons. Aujourd'hui, l'argument avancé est le danger, réel, de la ligne Morice. Mais à ses débuts, la ligne ne comportait qu'un fil. Puis elle a comporté successivement 2,3,4, etc…fils. Donc, à ce moment-là, il était facile de détruire complètement la ligne, ce qui n'a pas été fait. Les hypothèses que nous formulons sont, soit une négligence criminelle des responsables de l'acheminement d'armes à l'Est, soit une mesure politique, tout autant désastreuse, de ne pas mécontenter par trop la Tunisie. Dans tous les cas, nous voulons connaître les noms des responsables de la base de l'Est depuis la construction de la ligne Morice. Il n'est pas exagéré de dire qu'il y a eu sabotage, volontaire ou non, et que la situation, si elle se détériore, est la conséquence de cette négligence.

4°) Désirons être consultés sur les questions internes :
Le Gouvernement qui se trouve à l'Extérieur n'est pas mieux renseigné sur la situation de l'Intérieur que nous. Ses informations ne sont pas très valables. Il peut les recevoir d'une ou deux personnes. Donc, les mesures qui seront prises peuvent ne pas correspondre exactement à la réalité. De plus, il y a une question de susceptibilité. Les responsables de wilayas se plieront de mauvaise grâce devant une mesure dictée par le Gouvernement, mais provenant de l'information fournie par des responsables inférieurs.

5°) Réclamons rentrée des cadres et djounouds vivant à l'Extérieur :
Nous ne comprenons pas pourquoi les cadres de la wilaya vivant à l'Extérieur ne sont pas renvoyés à l'Intérieur. Ils seraient plus utiles, pense-t-on, à l'Intérieur. En effet, le quadrillage administration de l'organisation

révolutionnaire est considérablement diminué et le travail des cadres de l'Intérieur se trouve surchargé, et par conséquent, imparfait. Donc, il est nécessaire de nous éclairer sur leur rôle à l'Extérieur et en conséquence de désigner d'autres cadres pour compléter l'organisation ou bien les renvoyer à l'Intérieur.
Pour les djounouds, les questions sont identiques. S'ils ne doivent pas servir à l'Extérieur, nous ne voulons pas qu'ils restent là-bas et permettre ainsi aux cadres de trouver une raison de vivre à l'Extérieur. De plus, maintenir ces djounouds à l'Extérieur prive la wilaya des armes et des munitions qu'ils pourraient ramener. Pourquoi ne pas les employer en coordination avec les djounouds des autres wilayas, à détruire la ligne Morice ?

6°) Voulons que répartition des postes, matériel et personnel de transmissions soit équitable entre les wilayas :
En effet, la wilaya n'a reçu que deux postes émetteurs au mois d'Août 1958, sans dépanneur, alors qu'en d'autres wilayas, il existe des régions qui possèdent des postes émetteurs. Pourquoi la wilaya 3 n'a-t-elle reçu que deux postes, et si tardivement ? Si c'est par manque de matériel, certaines régions pourraient céder leurs postes, et ainsi la répartition aurait été équitable. Les difficultés de transport des postes est une excuse non valable. Alors, on ne s'explique pas pourquoi la wilaya 3 n'a pas reçu plus de postes. C'est une question qui nous tient à cœur car cette carence tend à faire croire à une volonté de négliger la wilaya 3, ou à du régionalisme de la part tout au moins des responsables des transmissions. D'autant plus que la wilaya 3, la moins pourvue en postes, est une région bien quadrillée alors que d'autres wilayas en possédant davantage ne sont guère quadrillées et se trouvent bien plus près que nous des frontières. Le manque de postes est à déplorer d'autant plus que les missions de liaisons à elles seules nous ont coûté des dizaines de tués. De plus, vu l'impossibilité de contrôler le travail des éléments de transmission, nous demandons que ceux envoyés soient sûrs et exempts de tout soupçon.

7°) Désirons que jeunes envoyés par les wilayas soient orientés sur plusieurs branches :
Nous envoyons des jeunes à l'Extérieur pour les faire profiter et les préparer à des tâches qui serviront mieux l'Algérie de demain. Or, nous apprenons que la plupart sont dirigés vers les Transmissions. C'est là une façon de ne pas porter de considération à des choses que nous jugeons en toute sincérité dans l'intérêt

de l'Algérie. Nous aimerions qu'à l'avenir ces jeunes soient orientés sur d'autres branches, sans évidemment négliger les transmissions.

8°) Souhaitons éclaircissements sur toute arrestation et exécution de responsables de l'Extérieur :
Le gouvernement doit donner des éclaircissements sur les arrestations et les exécutions des responsables vivant à l'Extérieur. Pour certains, leur prestige nécessite des explications pour enlever tout doute qui peut venir du manque d'explication. Auprès des djounouds, nous voulons leur assurer qu'il ne s'agit pas de règlements de compte ou autre, et ainsi combattre efficacement la propagande ennemie.

9°) Attirons votre attention sur certaines déclarations susceptibles de choquer l'amour-propre des moudjahidines :
Telle que celle du Président Ferhat ABBAS au sujet du cessez-le-feu. Évidemment, tous les moyens doivent être employés pour en arriver au but et le Gouvernement est seul juge de la politique à suivre et des méthodes à employer. Mais il ne doit pas oublier qu'à l'Intérieur, des gens combattent avec la seule idée de l'Indépendance totale sans conditions. Lorsque brutalement une déclaration n'est pas conforme à ce but, les moudjahidines qui ne sont pas avertis, qui ne sont pas préparés, qui ne sont pas capables de distinguer une tactique politique, une déclaration diplomatique, de la réalité, ces moudjahidines sont désorientés et sont enclins à penser qu'ils y a trahison. Donc, toute déclaration de l'Extérieur doit avant tout tenir compte de ses répercussions à l'Intérieur. D'ailleurs, nous rappelons que dans nos rapports passés, nous avons soulevé cette question, et le fait que la suggestion n'ait pas été retenue prouve que les rapports ne sont pas étudiés, ou bien que l'on se passe carrément de l'avis de l'Intérieur puisque aucune réponse ne nous a été faite.

10°) Demandons qu'une aide matérielle soit accordée régulièrement aux étudiants algériens se trouvant à l'Extérieur :
Les étudiants qui se trouvent notamment à Tunis ne sont pas l'objet d'attentions suffisantes de la part des hommes du Gouvernement. En effet, leur organisation n'est pas satisfaisante et leur situation matérielle laisse à désirer. Bien que la wilaya subvienne à leur entretien, ils doivent au contraire être entretenus par le

Gouvernement. Au moment où nous luttons tous pour la même cause, le Gouvernement devrait prendre cette mesure pour affirmer notre unité, et aussi pour montrer que c'est Notre Gouvernement. S'il néglige de prendre en charge ces enfants, de quelle façon peut-il prouver son attachement aux affaires algériennes ? Surtout si le Gouvernement se chargeait directement de ces élèves, leur travail s'en trouverait sûrement amélioré.

11°) Demandons que les katibas soient bien entraînées pour éviter pertes en hommes et matériels en cours de route :
Nous ne comprenons pas pourquoi les compagnies qui viennent de l'Extérieur pour acheminer des armes sont retenues deux, trois et même quatre mois. Le fait serait acceptable si, pendant ce délai, les compagnies recevaient une instruction militaire. Mais les raisons invoquées sont insatisfaisantes, comme par exemple celle d'attendre une tenue militaire d'Allemagne ou d'ailleurs. Ou bien il n'y a pas de magasins de l'armée qui fonctionnent, ou bien c'est une mauvaise volonté évidente de s'occuper sérieusement de la Révolution.
Cette négligence se traduit dans le fait que des armes sont souvent remises à des djounouds qui ne savent pas s'en servir : un mortier 81 mm a été envoyé en wilaya 3 sans qu'aucun en connaisse le fonctionnement. Des mitrailleuses, des fusils, ont été remis à des djounouds qui ne savaient pas les démonter. Ainsi, beaucoup de ces djounouds sont morts et leurs armes récupérées par l'ennemi.
Nous voulons savoir qu'il n'y a pas là-bas, d'abord négligence criminelle, et ensuite sabotage : Est-ce que des responsables ne se rendent pas compte que de cette façon ils envoyèrent des Algériens à une mort certaine ? Les questions peuvent aller plus loin…

12°) Faisons appel angoissé pour avoir médecins, instruments et médicaments :
Ceux de l'Extérieur n'ont pas l'air de se rendre compte de notre situation et surtout de celle des malades et blessés. Pourquoi ne renvoient-ils pas les médecins se trouvant à l'Extérieur ? Non seulement ça, mais le fait de recevoir à Tunis et de garder des médecins qui étaient au maquis faits prisonniers, relâchés en France, et qui ont gagné la Tunisie, ce fait crée un précédent capable de pousser quelqu'un à faire la même chose, surtout qu'un tel fait suscite ici des commentaires désagréables qui ne sont pas faits pour relever le moral des combattants et leur donner entière confiance.

13°) Constatons qu'unité maghrébine n'est pas tangible tant qu'elle n'est pas réalisée sur le plan militaire. Aussi proposons-nous une aide matérielle accrue des pays frères, et autant que possible un élargissement du conflit algérien :
L'amitié maghrébine et sa réalisation concrète prochaine est un thème de propagande très fort mais qui commence à s'émousser du fait qu'aucune unité tangible n'est réalisée. Bien au contraire, à certains moments, l'attitude des deux pays frères de la Tunisie, et surtout du Maroc, nous incite à d'amères réflexions. Pourquoi ne pas demander à ces pays une aide plus grande ou bien les entraîner dans le conflit ? Si nous ne tenons pas à ménager à tous prix la Tunisie, par exemple, nous devons porter tous nos efforts sur la ligne Morice. Une attaque constante de cette ligne qui entraînerait sa destruction aurait pour résultat de pousser les français à entrer en Tunisie et ainsi à étendre le conflit. Nous voulons savoir si cette raison de ménager la Tunisie a empêché nos responsables de porter leurs efforts sur la ligne Morice. Mieux que de tâtonner en politique, il serait préférable d'étendre la guerre et d'espérer un écrasement militaire.

14°) Voulons la nationalisation des services extérieurs et la suppression des privilèges :
Les services extérieurs sont actuellement dirigés par des comités où sont représentées toutes les wilayas. Nous demandons que ce système soit supprimé et que les services soient dirigés par les plus compétents, prenant ainsi un caractère national. Le système de représentation des wilayas est dangereux parce qu'il maintient la division et entretient le régionalisme. De plus, de cette façon aussi peut subsister l'esprit de favoritisme et les privilèges. Ce système mènera fatalement à la paralysie des services, aux dissensions et aux négligences à l'encontre de certaines wilayas mal représentées ou dont le représentant est peu autoritaire.

15°) Demandons réponse à nos rapports et messages et envoi de Directives et informations :
La wilaya a toujours remis des rapports, et régulièrement. Respectant l'organisation, au prix d'efforts considérables de nos cadres pourtant souvent illettrés, nous pensions que ces rapports seraient d'une utilité certaine pour permettre aux responsables du gouvernement de prendre des mesures qui amélioreraient la situation et amèneraient le succès de notre lutte. Nous ne pensons pas que notre situation soit toujours satisfaisante, même à travers nos

rapports, pour ne pas recevoir des remarques ou des critiques. N'ayant jamais reçu ni conseils ni observations, la conclusion logique qui s'impose est que les rapports ne sont pas étudiés. Y a-t-il vraiment intérêt suffisant porté aux questions intérieures ? Pense-t-on que l'Intérieur n'a pas voix d'autorité ou perd-on de vue que le fondement de la Révolution est à l'Intérieur ? La volonté de certains de présenter des rapports dans le but de rechercher des solutions peut paraître une tentative vaine qui laisse un peu désabusé. Si un responsable tolère sciemment le silence fait sur nos rapports, nous demandons à ce qu'il soit connu.

Nous ne comprenons pas davantage l'abandon presque total de la wilaya en ce qui concerne le manque de Directives et d'informations, alors que, depuis des mois, la wilaya ne cesse de clamer qu'il y a manque et incompétence de cadres. De plus, ce manque de directives peut amener la wilaya à soutenir une politique qui n'est pas réaliste et dépassée, et de ce fait la responsabilité ne peut en incomber à la wilaya, mais aux chefs extérieurs.

16°) Manquons cruellement matériel et munitions :

La question du manque de matériel et de munitions est une des plus graves. Depuis plusieurs mois, les munitions n'ont pas été envoyées alors que nous avons fait plusieurs fois état de ce manque pressant de munitions. Nous ne pensons pas que les difficultés soient telles qu'il est totalement impossible d'acheminer les armes. Le moins qu'on puisse tenter est de demander aux wilayas intéressées de participer à la destruction de la ligne Morice. Si cette carence et la pénurie qui en découlent touchent toutes les wilayas, notre potentiel militaire doit s'en ressentir considérablement, mais si elles n'atteignent que certaines wilayas, elles constituent une discrimination qui ouvre la voie à toutes les hypothèses… Nous ne conclurons pas sur un sujet aussi grave, mais rappellerons seulement que si les morts sont actuellement plus nombreux, ils sont dus bien plus au manque de munitions qu'au mordant des troupes françaises. Nous ne désespérons pas cependant et la France ne viendra jamais à bout de la Révolution. Seulement, il peut en résulter une faiblesse qui ne fera que prolonger la guerre.

17°) Proposition d'installation d'une radio nationale à l'Intérieur :

Les émissions de radio du F.L.N. sont nettement insuffisantes, nous comprenons qu'il soit difficile de demander aux radios qui nous aident d'augmenter le temps des émissions, mais l'insuffisance de celles-ci est telle

qu'il est nécessaire d'envisager l'installation d'une radio nationale à l'Intérieur pour augmenter le temps d'émission et pour diffuser des informations fraîches et urgentes. Le prestige d'une telle radio serait à lui seul un facteur très important de propagande. Une telle installation doit certes présenter des risques et des difficultés techniques, mais sont-ils tellement grands pour paralyser toute initiative de notre côté ?
Par ailleurs, la qualité des émissions actuelles est loin d'être satisfaisante. Aux émissions de la « Voix du Bled » et de la « Voix du Peuple », aux radios d'Alger et de Paris qui diffusent sans interruption et dont tous les programmes sont à base de propagande, nous nous contentons généralement d'opposer un bilan d'activité militaire – tantôt vague, tantôt exagéré – suivi de l'habituel morceau de harangue qui ne tire son effet que des dons oratoires du speaker. Souvent le bilan consiste en l'énumération d'une liste – immuable – de lieux d'opération. Et quand, par exemple, l'auditeur de Fort National s'aperçoit que les nouvelles concernant sa région sont erronées, il ne peut qu'être plus sceptique à l'égard des informations relatives à l'activité sur le reste du pays. Les émissions en arabe parlé et en français sont insuffisantes quand elles existent. A signaler et à encourager la causerie faite depuis quelques mois à Tunis en arabe parlé et suivant d'assez près l'actualité.

18°) Déplorons l'insuffisance de notre propagande à l'Extérieur (dénonciation d'atrocité, génocide, utilisation napalm et gazs [sic], etc…) :
Nous déplorons le manque de moyens mis à notre disposition pour pouvoir entreprendre une action efficace et d'envergure. Mais les services extérieurs eux-mêmes ont l'air de ne pas pouvoir fournir un travail important. Ils ne peuvent pas avancer l'excuse du manque de matériel et de moyens. La matière de la propagande est hélas abondante. Rien de tout ceci ne nous a été exigé par l'Extérieur. Ce qui fait que la situation du peuple et les atrocités ennemies ne sont pas révélées à l'opinion mondiale. Ce qui fait que nous sommes étouffés, dans l'impossibilité de crier à la face du monde le crime de génocide du colonialisme français, de montrer à la conscience universelle le malheur d'un peuple entier.

19°) Demandons journalistes étrangers, grande importance psychologique :
Le Gouvernement devrait inviter des journalistes étrangers pour venir en notre wilaya. La présence de journalistes ici aura un effet psychologique énorme. En effet, les moudjahidines et le peuple sont contrariés de voir que leur souffrances

ne sont pas toujours aussi bien connues que celle d'une poignée de Cypriotes grecs. Ils ont l'impression que personne ne s'occupe de leur situation, que le monde les ignore et que leurs sacrifices sont inutiles. Des journalistes étrangers ouvriraient un champ d'espoir par la confiance que met le peuple algérien à la conscience humaine.

20°) Bien que demeurant une base solide, la plate-forme du 20 août 1956 demande à être révisée :
Certains points sont actuellement dépassés ou incompatibles avec la situation actuelle. En effet, la plate-forme politique du 20 août 1956 ne nous permet plus de nous référer à elle à tous les instants. A notre sens, elle manque surtout de précisions et de programme politique. Nous souhaitons que soit définitivement établi un programme conformément aux aspirations du peuple et des combattants.

21°) Tel qu'il est actuellement, le système d'organisation de la Révolution tend à maintenir l'esprit de régionalisme :
Les permutations inter-wilayas auront pour résultat de brasser les combattants. C'est là un des premiers objectifs de la Révolution, brasser les Algériens pour renforcer la conscience nationale et l'union. De plus, les cadres allant d'une wilaya à l'autre auront à cœur de prouver qu'ils sont à la hauteur de leurs responsabilités ; ce système aura aussi pour résultat de supprimer les divisions en clans, et surtout il permettra aux capacités de se faire jour et nous sommes sûrs que ce système supprimera définitivement l'héritage du grade.

22°) Voudrions choix d'un chant national :
Le choix d'un chant national s'impose. Il peut paraître comme une insuffisance de la Révolution du fait qu'il n'y a pas de chant national. Aussi servira-t-il à cimenter notre union nationale.

23°) Voudrions uniformisation des cachets (le remplacement des appellations par des numéros) et création d'un Commandement militaire unifié effectif :
Toujours dans le but de cimenter l'union, ces cachets donneraient à la nation un élément concret de réalisation. Il permettra, ainsi que la suppression des

appellations, des relations plus faciles entre les wilayas. Cachets et appellations représentent bien souvent des obstacles qui maintiennent la division.
Chaque wilaya peut évoluer seule sur le plan militaire pour acquérir de grosses unités. Mais l'effort sera forcément inutile. La guérilla ne peut pas demeurer le seul moyen de lutte parce que le peuple supporte trop d'exactions. IL EST NÉCESSAIRE DE DÉPASSER LE STADE DE LA GUÉRILLA dans l'intérêt de l'Algérie et de passer le plus vite possible au stade de la guerre par la formation de grosses unités légères. Ceci ne peut s'obtenir que par un Commandement militaire national, chargé de coordonner effectivement les efforts de toutes les wilayas. Cette idée aurait dû faire l'objet de l'attention de ceux qui ont entre leurs mains les destinées de la Révolution et de l'Algérie. Nous sommes certains que nos résultats seraient meilleurs si l'ennemi devait affronter des régiments, et même des divisions qui, malgré tout, garderaient leur mobilité. Nous déplorons cette inertie du Commandement militaire.

24°) Souhaitons que gros efforts soient déployés en vue rendre UGTA légale à l'Intérieur :
L'UGTA a été reconnue par le CISL, mais déjà depuis un bon moment, cet organisme international semble avoir baissé dans la défense de notre Centrale. Nous proposons de tout essayer pour amener la CISL et d'autres organismes internationaux à demander que l'UGTA reprenne vie légale à l'Intérieur. Les efforts déployés dans ce sens par des organismes internationaux constitueront déjà une campagne de propagande en notre faveur. Quant à la légalisation de l'UGTA, elle sera d'une importance capitale. Elle aura pour rôle de cristalliser autour d'elle une masse d'algériens non encadrés et que la situation ne peut permettre de diriger. Surtout, elle pourrait résoudre des problèmes tel celui d'Alger et des grandes villes.

25°) Pour la promotion des Officiers, demandons tenir compte compétences, ancienneté, moralité :
Nous déplorons la non-application d'un tableau d'avancement. Ainsi, pour diriger des Officiers supérieurs, le Gouvernement devrait d'abord tenir compte de la compétence, de l'ancienneté et de la moralité, et pour cela il devrait s'informer et consulter les Officiers de la wilaya. Ceci afin de supprimer l'accession de cadres incompétents. Aussi peut-on arriver à ainsi supprimer l'accession par le favoritisme.

26°) Aimerions que relations radio soient directes entre wilayas afin de régler questions urgentes :
Aujourd'hui, les relations radio entre les wilayas doivent passer par la voie hiérarchique. Bien que ce système soit rapide, il est préférable que des relations directes entre les wilayas s'établissent. Ainsi une affaire urgente et nécessitant des explications ne doit souffrir aucun retard.

27°) Demandons spécialistes et cadres militaires (artificiers, artilleurs, instructeurs, RL, etc…) :
Le maquis manque de spécialistes et de cadres. Tous les cadres que nous possédons sont de l'Intérieur et la spécialisation fait défaut. Pourtant beaucoup de moudjahidines de la wilaya se trouvant en Tunisie pourraient faire des spécialistes s'il y avait eu des cours d'instruction militaire.

28°) Réclamons entrée urgente commission d'enquête :
La wilaya 3 a reçu lors de la découverte du complot « bleu » un télégramme de félicitations. Nous protestons contre cette méthode. Nous aurions été flattés d'avoir reçu des félicitations après enquête et rapport établi par une commission d'enquête envoyée de l'Extérieur, ou formée de cadres étrangers à notre wilaya. Nous rappelons que, lors de la découverte du complot, la wilaya 3 a avisé le Gouvernement et demandé de l'aide. Rien ne lui a été fourni sauf un télégramme de félicitations. La wilaya a demandé après la liquidation du complot l'envoi urgent d'une commission d'enquête. Le Gouvernement n'a pas jugé utile d'envoyer une commission d'enquête. Nous nous élevons contre cette confiance exagérée qui peut nous causer beaucoup de préjudice. En effet, qu'un règlement de compte vienne à ensanglanter la wilaya 3 ou toute autre sous couvert de « complot », et il serait pour le moins choquant qu'un télégramme de félicitations vienne sanctionner une telle purge. L'interprétation d'une telle réaction ne pourrait s'expliquer que par une manœuvre, malhabile, en vue de « tenir » un homme ou un Comité, et d'essayer d'en faire un objet docile. Nous voulons, pour respecter l'organisation et l'esprit de la Révolution, que de telles manœuvres, destinées à introduire des méthodes de corruption et de chantage soient vigoureusement bannies.

29°) Organisation des Biens Habous à l'échelle nationale avec Statuts…

30°) Introduction Mozabites au GPRA

31°)Pour mener notre pays à faire sa révolution économique et sociale, il faut favoriser le syndicalisme dans toute l'Algérie. Nous jugeons utile pour cela :
a) Etendre l'UGTA à toutes les wilayas car actuellement seule la wilaya 3 possède une organisation
b) Création d'un comité UGTA inter-wilayas.
c) Nos délégués extérieurs doivent lutter au sein de la CISL, d'abord
- Pour que l'UGTA devienne un organisme légal en Algérie.
- Pour que tous les ouvriers des pays étrangers défendent notre cause nationale auprès de leurs gouvernements respectifs.
- Envoyer à l'étranger des éléments jeunes et actifs pour des stages de syndicalisme (ce qui intéresse l'avenir de l'Algérie).

(Source : SHAT)

Rapport général dont devait s'inspirer Amirouche pour défendre les positions de la wilaya III lors de la réunion prévue en avril 1959 en Tunisie. Le mauvais état de conservation de ce document dans les archives de l'armée française ne permet pas d'en décrypter la suite.

Le 9 juin 1957
Constitution du Comité de la wilaya N°- 3
T U N I S

Responsable Général	: Ahmed Aït-Ramdhane (Lieutenant)
Id°- Des Etudiants	: Si Saïd
Id°- Du matériel et des malades	: Yafci Abdelkader

Directives Générales

1°- Toutes liaisons venant de Kabylie ne devront resté à Tunis plus de quarante huit heures ; sauf cas spécial.

2°- Il sera interdit aux maquisards venant de Kabylie de rentrer à Tunis sans autorisation du comité de wilaya, et ceci quelque soient les grades.

3°- Les malades venant de Kabylie devront être dirigés de suite à l'hôpital et réintégrer la wilaya après guérison.

4°- Les jeunes étudiants venant de Kabylie seront à la charge du comité.

5°- Le solde des maquisards est fixé à 1.500 Frs par semaine.

6°- Les maquisards résidants à Tunis devront loger dans un même endroit.

7°- Pour chaque absence et déplacement une permission du chef de comité est nécessaire.

8°- Pour les personnes allant de Tunis en Kabylie un laisser-passé du chef de comité est indispensable.

9°- Les maquisards affectés de la Kabylie à une autre wilaya n'auront le droit de réintégrer la wilaya 3 qu'avec l'autorisation du C. ou du chef de wilaya.

10°- Les indisciplinés devront être remballés en Kabylie.

11°- La tâche du chef de comité est de coordonner toutes activités de contrôler, et de représenter la wilaya auprès de la Base.

12°- La tâche du responsable du matériel est l'achat d'armes, de munitions, habillements, nourriture etc… aux bataillons.

13°- La tâche du responsable des étudiants est la réception, l'entretien, l'éducation et la surveillance de ces étudiants.

14°- Pour toute décision un conseil de comité est nécessaire.

15°- Le comité doit fournir chaque mois à la wilaya un rapport détaillé des activités et du moral.

Avant de quitter Tunis en Juillet 1957, Amirouche installa le comité de la wilaya III de Tunis avec lequel il garda un contact continu jusqu'à sa mort.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

Front de Liberation Nationale — Armée de Libération Nationale

TÉLÉGRAMME

Expéditeurs: Colonels et commandant: Amirouche, M'hemed, Ben Abderrezek et lHadj Lakhdar.

Destinataire: Gouvernement provisoire de la République Algérienne

Texte:

Les wilayas I,3,4 et 6 réunis du 6 au I2 décembre I958 en wilaya n° stop. Adopte motion suivante. stop. Assure gouvernement notre jeune République, confiance et appui dans voie Révolution et Justice. stop. L'informe que rencontre a été fructueuse et fraternelle sur tous plans. stop. Elle a permi collaboration étroite et connaissance clair situation quatre wilayas. stop. Procés-verbal avec compte-rendu. stop. Propositions d'ordre externe. stop. Décisions d'ordres internes. stop. Vous sera communiqué incessamment. stop. Regrettons absence injustifiée colonel wilaya n°2; stop. Qui se trouvait à trois heures du lieu de la réunion. stop. Considérons son attitude incompatible avec traditions révolutionnaires. stop.

Vive fraternité révolutionnaire
Vive République Algérienne
Vive Maghreb uni.

Signé: le colonel: Amirouche
M'hemed
Ahmed Ben Abderrezek

Le Cdt Hadj Lakhdar

Courrier de protestation, adressé au GPRA, dénonçant l'esquive d'Ali Kafi suite à la réunion inter-wilayate tenue dans le Nord Constantinois.

ARMEE DE LIBERATION NATIONALE ALGERIENNE

T R A N S M I S S I O N S.
-o-o-o-o-o-o-o-

M E S S A G E N° 59/70. F L A S H.

C.O.M A WILAYA 1.

MESSAGE ULTRA SECRET stop VENEZ ASSISTER A REUNION GROUPANT ~~CHEFS ETATS MAJORS EST~~ OUEST ET COLONELS WILAYAS stop SE TIENDRA FRONTIERE ALGERO_TUNISIENNE stop DEBUT AVRIL PROCHAIN stop DEVEZ AVANT QUITTER WILAYA DESIGNER COMITE POUR COMMANDER PENDANT ABSENCE stop DEVEZ EN OUTRE ETUDIER PRO_BLEMES MILITAIRE POLITIQUE ECONOMIQUE FINANCIER EFFECTIF ET LISTE OFFICIELLE AVEC BIOGRAPHIE DE TOUS stop BILAN SOUS FOR_ME DE RAPPORT ECRIT stop PRIERE ENVOYER MEME MESSAGE AU COLONEL AMIROUCHE stop NE SOMMES PAS EN LIAISON RADIO AVEC LUI stop ET CE POUR QU IL ASSISTE A REUNION stop /fin

REMIS 19/1/59 A 09 H 30
RECU 21/I 17 H 00

Message du COM adressé à la wilaya I. Son responsable est invité à informer Amirouche de la réunion des colonels prévue en avril en Tunisie.

LETTRE DU COLONEL AMIROUCHE
A UN CHEF HARKI

15 novembre 1958,

[…] Ainsi vous effacerez ce nom, assez désagréable, de « goumier » de « traître », qui aura tant de fâcheuses conséquences, non seulement pour vous, mais aussi pour votre famille entière, que vous souillez et que vous faites rougir tous les jours. Réfléchissez bien ! Et voyez la situation dans laquelle se trouveront vos enfants. Ils seront haïs de leurs camarades qui les traiteront toujours de « fils de traitre ». Demain, chacun vantera les faits et exploits de ses parents et vos enfants se sauveront de peur de voir leur tour de raconter leurs souvenirs […]. N'en doutez pas, la France s'en ira de l'Algérie. Si ce n'est pas cette année, ce sera l'année prochaine. Mais elle finira par partir, j'en suis convaincu.

Et que deviendrez-vous ? La France vous prendra-t-elle ? Allusion [sic], que tout cela ! Elle vous abandonnera bel et bien, et vous serez comme un aveugle au milieu du désert, essayant en vain de retrouver son chemin.

(SOURCE : SHAT *1H2875-1)

Lettre d'Amirouche appelant à la raison un chef harki.

-=- DOSSIER AMIROUCHE -=- -=- B.2/Z.N.A -=-

PIECE N° 4

DERNIERS DEPLACEMENTS D'AMIROUCHE

(voir calque joint)

TRÈS SECRET

du lque	D A T E	LIEU (coordonnées chasse)	ORIGINE ET VALEUR	OBSERVATIONS
1	2	3	4	5
-	7 au 10 3/58	TAMGOUT (NY 59 8 2)	Interrog. X/3	Réunion de Wilaya (inter. Si Abdallah - C.P.M. M 32)
2	23/5/58	TALIOUINE 37 K 42	Doc. A/1	Passage
3	24/5/58	SAHEL 47 F 2[illegible]	"	Passage
4	25/5/58	TAOURIRT EL HAHJAL	"	Escorte Katiba FORT NATIONAL
5	26/5/58	BOUDJELIL 37 B 31	"	Réunion et harangue de la Katiba de FORT NATIONAL
-	Fin Mai déb.Juin	Douar IGHRAM 55 H 3	Orion N° 2.145 du 13/7/58-D/O	AMIROUCHE tué au cours d'un bombardement - Remplacé par HAMIMI
7	Fin Juin déb.juil	Forêt de ZEEN NY 77 A 85	Interrog. F/3	----------------
8	7 au 9 7/58	Région OUADHIAS OUACIFS S.O Carré NY 56	Inform. D/3	Accompagné par une bande armée de 1 mitr. et 6 F.M.
9	Début Août 8-9 et 10 peut être	AKFADOU en 67 L 8 et 9	Rallié D/3	Réunion extraordinaire présidée par AMIROUCHE qui annonce le complot et montre les traîtres
17	Fin Août	A8OURRES 56 H 3	Rallié D/3	AMIROUCHE au P.C M.33
18	30/8 au 2/9	TAKA 46 G 93	Agent C/3	AMIROUCHE et OUAMRANE signalés (traces de passage de "grands personnages découvertes au cours de l'Ops. du 3/9)
19	7 au 8/9	TALA KHELIL NY 27 H 11	Inform. C/6	KRIM Belkacem et MOHAMED Saïd signalés (présence d'AMIROUCHE vraisemblable)
10	15/9/58	AKFADOU	A/1	Poste radio P.C. W.3 en déplacement
-	16/9/58	?	ZNA n°9.129/2S du 16/9/58. Inform. F/3	AMIROUCHE victime d'un complot vers le 8/9 - Serait décédé dans le Djebel TAMGOUT
11	18/9/58	P.C de Nahia (MICHELET) (56 E 21 ?)	Doc. A/1 et rallié 19° D.I	AMIROUCHE accompagné par un élément W.6. de passage au P.C Se rond vers l'AKFADOU pour s'y trouver le 20 et y rester 8 jours

TRÈS SECRET

Fiche de suivi quotidien du 2ème Bureau français. Amirouche est donné pour mort en mai et en septembre 1958.

MESSAGE DU COLONEL AMIROUCHE AUX ETUDIANTS DE L'UGEMA TRANSMIS LE 08 MARS 1958

Servir la patrie, est la seule devise de tous les Algériens. Vous qui êtes dans les villes, dans les universités, dans les lycées, chaque chose autour de vous sent la révolution qui vous incite à penser à tous les instants à votre devoir. Votre travail, c'est l'attention soutenue qui ne doit jamais vous éloigner de la cause algérienne. Partout, votre conduite, vos gestes, doivent vous désigner comme des combattants. Au même moment, des frères, des étudiants comme vous luttent dans le maquis.

Vous aussi, vous luttez pour votre pays. Lutter, c'est servir son pays de n'importe quelle façon. Mais l'intention demeure seule valable, surtout pour des étudiants qui ne peuvent pas ne pas être conscients de leur existence d'Algériens.

L'Algérie a besoin de tous ses fils pour achever la révolution politique qui libérera le peuple du colonialisme. Pour continuer la révolution, elle aura besoin d'éléments conscients de l'intérêt supérieur de l'Algérie, elle aura besoin de patriotes.

En mémoire de tous ceux qui sont tombés dans le maquis pour notre peuple encore courbé sous le poids de l'injustice et de lâches répressions, vous, étudiants algériens, vous devez plus que jamais prouver au monde que vos actions, qui ne se séparent pas de la révolution, ne sont pas négligeables.

Pour une Algérie libre et démocratique, tous les Algériens uniront leurs sentiments et leurs énergies dans un même élan de sacrifice.

Pour le Comité de la wilaya ;
Le colonel Amirouche

Ce message, au ton solennel, se veut aussi une réponse d'Amirouche au tandem Godard-Léger qui essayait d'intoxiquer les étudiants en vue de les séparer de l'ALN.

AUX MEMBRES COMITE WILAYA 3 ET COMMANDANTS ZONES (?)
A SON DEPART POUR LA TUNISIE.
ECRITE PAR LE SECRETAIRE DE WILAYA HASSANI MOHAND SAID. A ETE EFFECTIVEMENT EXPEDIEE AUX DESTINATAIRES.

Aux Frères du comité de wilaya.

Chers frères,

Avant de quitter le territoire de notre wilaya je tiens à vous transmettre mes meilleurs sentiments et mes ultimes recommandations pour conserver à notre chère wilaya sa place de choix.

La première recommandation est le souci constant de tous les responsables qui doit les pousser à oeuvrer avec acharnement et clairvoyance pour le bien de la révolution.

C'est avec un esprit tranquilisé que je quitte momentanément la wilaya me reposant sur votre foi et votre dévouement au peuple algérien. Vous serez, comme je le pense, les gardiens vigilants de la cause nationale. Vous serez les guides sûrs de tous les frères qui luttent et qui mettent leurs espoirs en leurs chefs. Je vous fais confiance pour ne pas décevoir tous ces héros.

Je vous demande d'être auprès de tous nos frères de lutte, les interprêtes fidèles de mes sentiments dévoués et sincères au peuple algérien et à la patrie algérienne.

A vous qui êtes aujourd'hui les garants de la Révolution et d'abord de la bonne marche de notre wilaya, je vous rappelle que je vous fais confiance et sincèrement je compte sur vous.

Veuillez chers frères recevoir mes sentiments les plus fraternels.

Dernier message transmis par Amirouche à ses hommes avant de quitter la wilaya III.

Libération
Nationale
-1-1-

Armée de Libération Nationale

Wilaya N°) III

LA FIN D'UN HEROS

Une grande figure de l'histoire révolutionnaire algérienne disparait. Son nom s'inscrit en lettres d'or sur le livre où sont gravés les noms de tant d'autres de nos combattants tombés au champ d'honneur pour que vive l'Algérie Indépendante.

Amirouche n'est plus. Son nom prestigieux reviendra longtemps encore dans nos causeries ; ses paroles, son comportement le rendent immortel et chacun de nous ne peut s'empêcher d'évoquer dans son esprit l'image de cet homme à la foi ardente, à l'énergie indomptable, de ce combattant téméraire et redouté de l'ennemi, hantise des Etats Majors français, miroir fidèle de l'idéal révolutionnaire.

Mort glorieusement au combat, il a su s'attirer l'éloge d'un adversaire obligé de reconnaitre en lui un chef valeureux et brave, "aussi dur pour lui que pour ses hommes". Amirouche était et demeure à jamais l'exemple vivant de la Résistance Algérienne, le symbole de l'Algérie combattante. Infatigable et d'une activité débordante, il sut allier la pensée à l'action grâce à sa perspicacité, sa vigilance et son dynamisme toujours en éveil. Son abnégation sa droiture et son entrain firent de lui un vrai meneur d'hommes, un guide clairvoyant et sur qui su maintenir notre Wilaya à la pointe du combat. Tout au long de sa carrière politique et dans la Révolution il était convaincu quant à l'aboutissement inexorable à l'objectif visé : l'Indépendance Algérienne et l'instauration d'une Algérie souveraine, démocratique et sociale car il estimait que nul n'a le droit de frustrer un homme ou un pays de sa liberté et que Dieu aide ceux qui luttent pour une cause juste.

Que de fois au cours de ses harassantes randonnées, venait-il se mêler avec la "base" de la Révolution ! que de fois nous recommandait-il de ne voir en lui qu'un combattant, qu'un frère ! Tous, disait-il, vous êtes capables de réaliser ce qu'est à même de faire un chef. Instruit par l'expérience messalite, il fut un adversaire acharné du culte de la personnalité.

Frères ! Souvenez-vous de cette simplicité, de cette grandeur d'âme qu'incarnait Amirouche. Partout dans nos refuges, dans nos foyers militaires il aimait participer aux corvées quotidiennes, partageait les peines et les joies de chacun, recevait vos doléances ; ce qui ne l'empêchait pas de faire preuve de la plus grande intransigeance sur le chapitre de l'obéissance et de la discipline.

FRERES COMBATTANTS !

La France, aujourd'hui par sa propagande démagogique espère nous paralyser en le présentant comme l'homme irremplaçable. Mais qui de nous n'a pas hérité de sa tactique et d'une expérience suffisante pour nous avertir si un chef s'efface des millions d'Algériens sont prêts à prendre la relève Car l'Idéal est éternel ; les hommes meurent alors que la Révolution demeure jusqu'à la suppression de la cause, l'anéantissement du colonialisme.

Amirouche remplit son devoir ; qu'il repose en paix avec tous les héros et les martyrs de l'indépendance. Le recueillement et le respect que nous lui devons doivent se concrétiser en continuant l'oeuvre ébauchée, en persévérant dans la lutte par des actions d'éclat comme il le désirait de son vivant pour démontrer à la France que la Révolution loin de s'essouffler, s'attise et se renforce.

Fidèles à la mémoire de ceux qui sont tombés glorieusement sur les champs de bataille, nous jurons de faire notre devoir en suivant leur exemple. Gloire aux hommes morts pour la Patrie et nous prêtons serment de les venger.

Vive la Résistance Algérienne
Vive l'Algérie Indépendante

Texte probablement écrit par Tahar Amirouchene, secrétaire de la wilaya III.

SECRET

X º REGION MILITAIRE
CORPS D'ARMEE D'ALGER
ZONE SUD ALGEROIS
20º DIVISION D'INFANTERIE

Sous Zone Opérationnelle Sud.
Nº______/PC/OPS/S

-RAPPORT DETAILLE SUR L'OPERATION "AMIROUCHE",

DEMANDEE PAR MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE.

La Zone Sud Algérois(20ºD.I) commandée par le Généra ROY,comprend une sous-zone opérationnelle Sud (Atlas Saharien commandée par le Colonel GIRARD,commandant le Secteur de DJEL FA et comprenant les secteurs de DJELFA et de BOU-SAADA(Lt-Colonel WATEL).

Le Général MASSU,commandant le Corps d'Armée d'Alge ayant décidé de faire un effort sur l'Atlas Saharien,a renfor cé temporairement les moyens de la Sous Zone,d'un Régiment Parachu tistes,d'un bataillon de Tirailleurs,d'un Escadron d'E.B.R. et d'une batterie de I05.

Au total la Sous-Zone disposait à la date du 25 Mars

-2º Régiment Etranger de Cavalerie.
-6º Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine.
-Iº Bataillon de Tirailleurs.
-5º Bataillon de Tirailleurs.
-Bataillon de marche du 4º Régiment de Tirailleurs.
-Bataillon de Marche des 584º Bataillon du Train et 226º Bataillon d'Infanterie.
-2º Escadron du Iº Régt. de Spahis(E.B.R)
-Iº Escadron du 27º Dragons(AM M8)
-Batterie du I/38º R.A
-Batterie du II/67º R.A
-Batterie du 20º [illegible]

La Sous-Zone Sud qui s'étend sur 30 000 Km², correspond dans une certaine mesure, aux limites de la Willaya VI, Commandée par SI HAOUES (Adjoint militaire: AMOR DRISS).

Une série d'opérations a été envisagée en fonction de synthèses de renseignements établis par les 2º Bureaux des secteurs de DJELFA et de BOU-SAADA. Ces opérations devaient se jouer en fonction des renseignements obtenus au fur et à mesure de leur déroulement.

Le 26 Mars l'opération "DJEBEL ZEMRA" était déclanchée à 20 Km au Nord Ouest de BOU-SAADA -Bilan: I34 HLL tués, 62 prisonniers, I28 armes de guerre saisies, dont 6 fusils mitrailleurs.

D'autres renseignements permettaient de fixer les points d'application de la deuxième opération.

Le 28 Mars l'opération "TSAMEUR" était déclanchée à 60 Km Sud-Sud Ouest de Bou-Saada.

Le Djebel TSAMEUR, d'aspect typiquement saharien, s'élève à I249m dans une hamada d'altitude moyenne de 850 m et présente une série de contreforts en étoile. Il est bordé au Sud par le Djebel DJININIBIA, moins élevé et plus étalé. une piste Est-Ouest les sépare.

SECRET

l'Opération "TSAMEUR", montée par le Colonel GIRARD, dans le cadre des opérations de la Sous-Zone et Commandée par le Lt Colonel le plus ancien, le Lt Colonel DUCASSE, Cdt le 6º R.P.I.Ma, ayant pour adjoint le Lt Colonel WATEL, Cdt le Secteur de BOU-SAADA, qui l'avait orientée, comprenait:

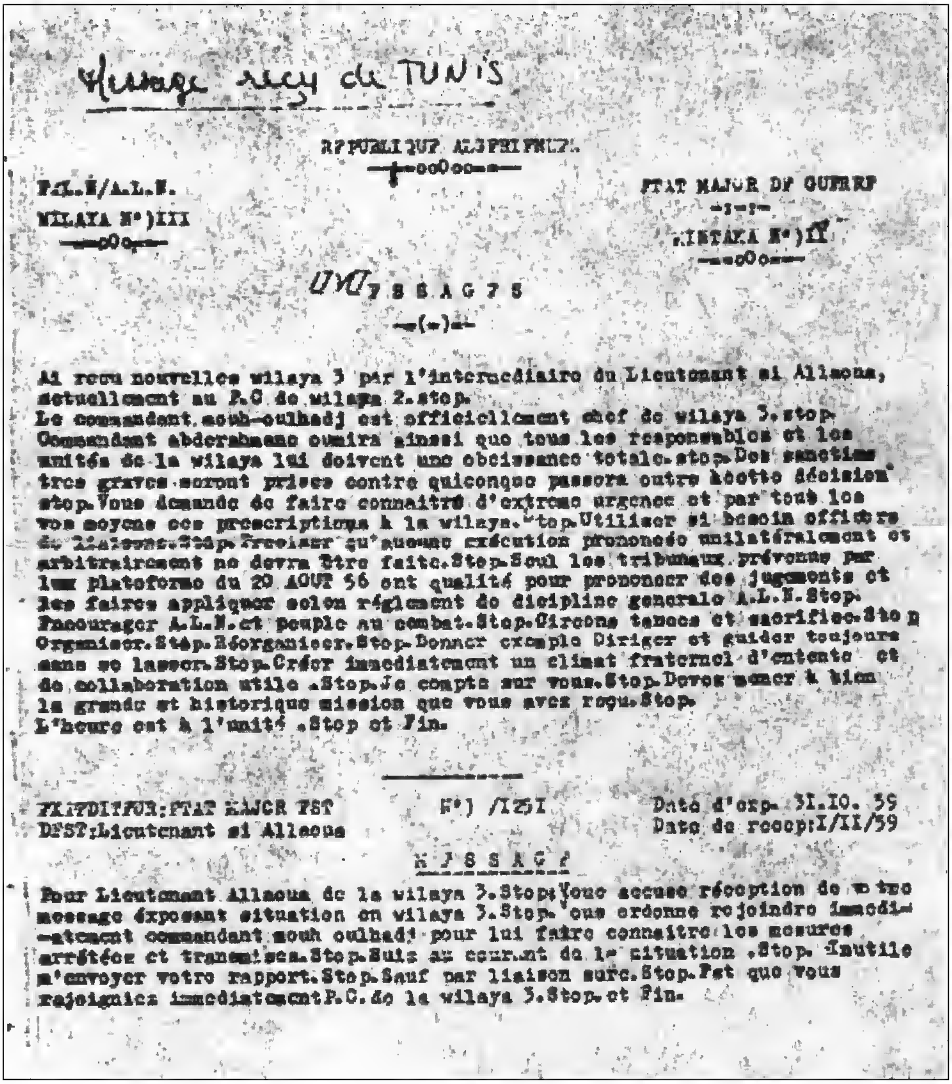
a/ Un "bouclage" Sud et Est du DJININIBIA, assuré par un groupement composé du 2º REC, du I/4 R.T et du 5º BT, aux ordres du Lt Colonel DE BAULNY, Cdt le 2º REC.

b/ Un "bouclage" Nord du TSAMEUR assuré par le I/27 Dragons (Capitaine CUDENNES).

c/ Une attaque du TSAMEUR confiée à un groupement comprenant le Iº B.T, le 584 B.T, et le Iº R.S.A aux ordres du Chef de Bataillon HUBERT, Cdt le Iº B.T.

d/ Une réserve formée par le 6º R.P.I.Ma (Cdt en second)

Rapport circonstancié demandé par le Premier ministre français, Michel Debré, au lendemain de la mort du colonel Amirouche. On y apprend que c'est le général Massu en personne qui, agissant sur renseignements, a considérablement renforcé, en hommes et en matériel, le secteur du Hodna où devait passer le colonel de la wilaya III.



Message reçu de TUNIS

REPUBLIQUE ALGERIENNE

—oo0oo—

F.L.N./A.L.N.

WILAYA N°)III

—oo0oo—

ETAT MAJOR DE GUERRE

—:—

WILAYA N°)II

—oo0oo—

URGT MESSAGES

—(*)—

Ai reçu nouvelles wilaya 3 par l'intermédiaire du Lieutenant si Allaoua, actuellement au P.C de wilaya 2.stop.
Le commandant mouh-oulhadj est officiellement chef de wilaya 3.stop.
Commandant abderahmane oumira ainsi que tous les responsables et les unités de la wilaya lui doivent une obeissance totale.stop.Des sanctions très graves seront prises contre quiconque passera outre à cette décision stop.Vous demande de faire connaitre d'extreme urgence et par tous les vos moyens ces prescriptions à la wilaya.Stop.Utiliser si besoin officiers de liaisons.Stop.Preciser qu'aucune exécution prononcée unilatéralement et arbitrairement ne devra être faite.Stop.Seul les tribunaux prévenus par leur platoforme du 20 AOUT 56 ont qualité pour prononcer des jugements et les faires appliquer selon réglement de discipline generale A.L.N.Stop.
Encourager A.L.N.et peuple au combat.Stop.Circons tances et sacrifice.Stop
Organiser.Stop.Réorganiser.Stop.Donner exemple Diriger et guider toujours sans se lasser.Stop.Créer immediatement un climat fraternel d'entente et de collaboration utile .Stop.Je compte sur vous.Stop.Devez mener à bien la grande et historique mission que vous avez reçu.Stop.
L'heure est à l'unité .Stop et Fin.

EXPEDITEUR:ETAT MAJOR EST N°) /I25I Date d'exp. 3I.IO. 59
DEST:Lieutenant si Allaoua Date de recep:I/II/59

MESSAGE

Pour Lieutenant Allaoua de la wilaya 3.Stop.Vous accuse réception de votre message exposant situation en wilaya 3.Stop.Vous ordonne rejoindre immedi-atement commandant mouh oulhadj pour lui faire connaitre les mesures arrêtées et transmises.Stop.Suis au courant de la situation .Stop.Inutile m'envoyer votre rapport.Stop.Sauf par liaison sure.Stop.Est que vous rejoigniez immediatement P.C.de la wilaya 3.Stop.et Fin.

Messages de l'EMG, en date du 31 octobre 1959, le premier ordonnant à tous les officiers et sousofficiers de se mettre sous l'autorité de Mohand ou Lhadj nommé chef de la wilaya III , le second est adressé au lieutenant Si Allaoua, officier dissident. Après la mort d'Amirouche, la wilaya III a failli connaître les turbulences qui ont ensanglanté les Aurès suite à la disparition de Ben Boulaïd.

— RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE —

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

7° REGION MILITAIRE
COMMISSION DES LIAISONS

Le Lieutenant RACHID
Officier de Liaison
7ème Région Militaire
à
Officier de Liaison Armée-Française
Camp-Ouest
BOUGIE

Le Haut Commandement de la 7ème Région Militaire réclame les Corps du Colonel AIT HAMOUDA Amirouche et des Djounouds tués avec lui dans la Région de Bousaada en 1959.

Meilleurs sentiments.

L'Officier de Liaison

7e RÉGION MILITAIRE

A. RACHID

R. ADJAOUD

DEST :- Officier de Liaison Armée-Française Camp-Ouest - BOUGIE -
-Officier de Liaison 7° RM Tizi-Ouzou
-Colonnel Commandant la 7° R.M.
-Archives. -

Demande de restitution des corps d'Amirouche et de ses hommes faite par la 7ème Région militaire (ex-wilaya III) au lendemain de la guerre.

Le 6 Août 1963

PERSONNELLE

Le Général d'Armée LE PULOCH
Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre

à

Monsieur le Général de Corps d'Armée de BREBISSON
Commandant Supérieur des Forces Armées
Françaises en ALGERIE.

O B J E T : Renseignements fournis par le Colonel WATEL
sur les circonstances de la mort d'AMIROUCHE.

Référence : Votre lettre n° 104/Cab. du 14 Août 1963.

Comme suite à votre correspondance citée en référence, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la fiche établie par le Colonel WATEL au sujet des circonstances de la mort d'AMIROUCHE et du lieu de son inhumation.

Le Colonel WATEL a, par ailleurs, précisé verbalement que le corps devrait être intact, car il n'avait fait l'objet d'aucune mutilation et, avant l'inhumation, il avait été immergé dans un bain de formol pour en assurer la conservation.

Ayant pris connaissance de la nature de ces renseignements, le Ministre des Armées a décidé de vous confier, personnellement, le soin de les exploiter, en liaison avec l'Ambassade de France à ALGER, à l'issue de votre permission.

Monsieur MESSMER n'oppose aucune objection de principe à la communication au gouvernement algérien des renseignements fournis par le Colonel WATEL. Il vous laisse le soin d'apprécier, si dans ce cas particulier, il est opportun de répondre favorablement à la requête des autorités algériennes.

Il ne vous échappera pas que cette réponse constituera un précédant ; il est en effet possible que la divulgation de renseignements de cette nature, dans d'autres circonstances, porte préjudice aux intérêts de la France et de son Armée.

Je vous serai obligé de vouloir bien me rendre compte des dispositions que vous aurez prises en exécution des instructions du Ministre des Armées.

(Source : SHAT)

Correspondance interne de l'armée française (1963). Le colonel Watel a précisé l'endroit où il a fait inhumer les dépouilles d'Amirouche et Haoues. Pierre Messmer, ministre de la Défense française ne voit pas d'objection à ce que le gouvernement algérien dispose de ces informations.

TABLE DES MATIÈRES

« Lire, écouter, s'écouter lire ces mots de Sadi, c'est tout simplement admettre comme en résonance que l'épopée de vérité entamée par le colonel Amirouche ne s'est pas arrêtée avec les balles de l'armée française. »
Le soir d'Algérie

« Ce livre fera date. »… « Il ne sera pas aisé d'apporter la contradiction au contenu de l'ouvrage, à moins de recourir encore à la falsification et à la censure.»
Liberté

« Des documents secrets et des témoignages poignants sur le sacrifice du colonel Amirouche. »
El Khabar

« Incroyable page noire de l'histoire du pays que l'on savait déjà par ouï-dire, mais que Saïd Sadi vient de cocher dans le détail. »
El Watan

« Un livre événement. »
Radio Beur

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226 Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINEE
Almamya Rue KA 028 en face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN COTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SENEGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com